

SARAJEVO 1995, MISSION IMPOSSIBLE

Jean-René BACHELET

Version du 03/09/2016

(intègre toutes les corrections effectuées sur le montage adressé par l'éditeur le 29/08)

Ce livre est dédié
aux 56 officiers, sous-officiers et soldats
morts pour la France
en ex-Yougoslavie
de 1991 à 1995

« *Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés* »
Charles Péguy

AVANT-PROPOS

Lorsque s'engage le processus de démembrement de la Yougoslavie, en 1991, Hubert Védrine est secrétaire général de la Présidence de la République, auprès de François Mitterrand dont il avait été le conseiller diplomatique de 1981 à 1986. Il quitte ses fonctions après l'élection de Jacques Chirac en mai 1995.

Deux ans plus tard, dans le gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin, il sera, de 1997 à 2002, un ministre des Affaires Etrangères dont l'action a fait date.

Voici la lettre qu'il écrit à l'auteur de cet ouvrage.

Paris, le 18 août 2016.

J'ai lu avec un grand intérêt votre ouvrage "Sarajevo, 1995, mission impossible" qui relate les conditions dans lesquelles s'est déroulée avec succès votre mission difficile à la tête de la FORPRONU.

Votre texte est impressionnant par la conviction et l'engagement qui l'animent. Il est souvent émouvant. Il est très éclairant sur le contexte local et régional (le "chaos yougoslave"), le jeu réel ou masqué des protagonistes, celui des partenaires de la France à commencer par les Etats-Unis, le rôle remarquable mais délicat des militaires français dans des missions de sécurisation et de maintien de la paix déterminée par la France, l'Union européenne ou l'ONU. Il fait réfléchir sur l'adéquation, jamais parfaite, entre les missions conçues par des politiques et des diplomates, et la responsabilité des militaires qui doivent les mettre en œuvre sur le terrain ; comment "maintenir la paix" quand elle n'est pas solidement assurée. Il fait réfléchir aussi sur la Bosnie, dans l'histoire, à l'époque de la désintégration yougoslave, et aujourd'hui.

C'est très important que d'anciens chefs militaires, tels que vous, apportent leur contribution à une meilleure compréhension des interventions extérieures auxquelles la France a été amenée à participer ces vingt-cinq dernières années : décision, conception, mise en œuvre, bilan. Comme devraient le faire, plus qu'ils ne le font, les anciens responsables politiques et diplomatiques. Même remarque pour les autres pays : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, etc. Ce n'est que sur la base d'un bilan objectif que l'on pourra déterminer pour l'avenir sur la base de quels critères il faut intervenir, ou non, dans le cadre de quelles missions, etc.

La magnifique idée de la France, de son histoire, et de son rôle qui vous inspire est à votre honneur. Un des enjeux de notre époque est que ce fil d'Ariane ne soit pas perdu par une société tourmentée, mal à l'aise avec la transmission, et qui vit dans l'instant. Raison de plus pour relater, témoigner, expliquer, comme vous le faites.

Quant à l' "Europe puissance" que vous appelez de vos vœux en conclusion... la lucidité ne peut que nous amener à considérer que, même si elle est très souhaitable, elle n'est pas encore au rendez-vous, ni pour aujourd'hui, ni demain matin au-delà d'utiles actions ponctuelles coordonnées. Cela doit nous encourager à la préparer mais d'ici là, à préserver intacte la capacité militaire française d'œuvrer pour la paix. Je vous félicite d'y contribuer par ce témoignage honnête, direct et argumenté.

Hubert Védrine.

PROLOGUE

3 août 1995, hôtel Matignon.

Le premier ministre, Alain Juppé, me raccompagne jusqu'à la porte de son bureau après un tête-à-tête d'une demi-heure. Il me prend la main dans ses deux mains et clôt notre entretien par ces mots qui sont restés gravés dans ma mémoire : « Mon général, vous avez une mission impossible ».

Tel est le viatique que je reçois de la bouche du chef du gouvernement après avoir, la veille, à l'Elysée, rencontré le Président de la République, en préalable à l'exécution de la mission qui me vaut ces prestigieuses entrevues : le commandement du « secteur de Sarajevo » dans le cadre de la Force de protection des Nations-Unies (FORPRONU) en ex-Yougoslavie.

La vie est ainsi plus fertile en imagination que la fiction. Je peux en témoigner.

Souvenons-nous des années soixante du précédent siècle.

Depuis les lendemains de la Deuxième guerre mondiale, l'Europe était alors l'épicentre d'une « guerre froide » sous menace d'apocalypse nucléaire. Deux systèmes inconciliables et hostiles se faisaient face de part et d'autre d'un « rideau de fer » hermétique isolant le « bloc soviétique » à l'Est, des pays du « monde libre » à l'Ouest.

Au 27^e bataillon de chasseurs alpins où je fais mes premières armes en 1965, là comme ailleurs dans les armées, le Soviétique est « l'ennemi conventionnel ». Il s'est doté d'un formidable potentiel militaire, perçu comme le plus considérable de tous les temps : l'Armée Rouge, épaulée par ses assujettis du « Pacte de Varsovie », est « à moins de deux étapes du Tour de France »¹ de nos frontières orientales.

Vingt-deux ans plus tard, en 1987, comme colonel à la tête du même bataillon, il me revient de « jouer les plans de guerre » à la faveur d'une manœuvre franco-allemande de grande envergure – « l'exercice Keckerspatz » (« Moineau Hardi ») - qui nous amène à quelques dizaines de kilomètres de ce même rideau de fer.

Ainsi, en apparence, depuis quatre décennies, pour l'essentiel, rien n'avait changé, et il n'était pas un augure pour pronostiquer que la grande glaciation stratégique de ce temps-là puisse refluer, encore moins connaître une débâcle.

Or, qui m'eût dit que huit ans plus tard, en cette année 1995, j'aurais à prendre ma part de responsabilités dans la levée du siège d'une ville moderne de 300 000 habitants, au centre de l'Europe, un siège cruel et meurtrier qui durait depuis plus de trois ans ?

Qui m'eût dit que cette ville serait Sarajevo ? Celle-là même, au cœur d'une Yougoslavie longtemps identifiée à Tito - l'un des grands des « non-alignés » de la Guerre froide aux côtés de l'Inde de Nehru, de l'Égypte de Nasser et de l'Indonésie de Soekarno - qui était mondialement connue pour avoir été le cadre tragique de l'attentat à l'origine de la Première guerre mondiale, mais aussi où venaient tout juste d'être organisés les Jeux Olympiques d'Hiver en 1984 ? Que, par ailleurs, on ne parlerait plus, pour la localiser, de Yougoslavie, mais de Bosnie ?

Qui m'eût dit que les protagonistes locaux du siège seraient des Serbes, des Bosniaques « Musulmans »² et, dans une moindre mesure des Croates, dont les dénominations fleuraient bon les récits des voyageurs d'antan ?

¹ Propos de tribune du général de Gaulle à Rennes le 27 juillet 1947, qui restera actuel plus de quarante ans.

² Musulmans avec un grand « M », au sens d'une « nation » constitutive de la Yougoslavie (décision de 1963).

Qui m'eût dit que j'aurais pour accomplir ma mission, sous mes ordres directs, non seulement trois bataillons français, mais aussi un bataillon égyptien, mais encore un bataillon ukrainien, mais même un bataillon russe ?

Un siège, comme au XVII^e siècle ? Sarajevo ? La Bosnie ? Des Serbes, des Croates, des Bosniaques ? La Russie ? L'Ukraine ? C'eût été « retour vers le futur » ! C'eût été impensable...

Et pourtant, il en advint ainsi.

C'était en 1995, il y a vingt ans de cela.

Il est temps d'en témoigner.

Vingt ans...le temps pour un nourrisson de devenir un homme, dans la pleine possession de ses moyens.

Ce fut le temps écoulé depuis le mois de mars 1944 qui m'avait vu venir au monde dans la nuit de l'Occupation, bientôt orphelin d'un père modeste paysan tombé les armes à la main dans les rangs de la Résistance, jusqu'à ce jour de 1964 où s'était levée, sur les landes de Coëtquidan, ce que les Saint-Cyriens appellent depuis deux siècles « l'aube radieuse du Pékin de Bahut »³. Autrement dit, l'entrée dans la vie, la vraie, pour le service des armes de la France qui avait nourri mes rêves adolescents...

Né dans une époque tragique, je n'imaginais pas que la tragédie ne dût pas se poursuivre.

Cette tragédie était à mes yeux une épopée, celle de l'histoire de France ; elle me concernait en propre puisque mon père, ainsi que mon oncle disparu dans les camps de la mort, tous deux « morts pour la France », venaient d'y imprimer leur trace.

Il me revenait de reprendre le flambeau.

C'était beau, c'était grand, c'était généreux la France.

A l'école de mon village, classe unique pour garçons et filles de cinq à quatorze ans, sous le magistère sévère du seul instituteur que je n'aie jamais connu -un « hussard de la République » chaussé de sabots de bois et qui portait un costume élimé équipé d'un faux-col en celluloïd- tout nous l'avait enseigné.

L'histoire de France, d'abord, bien sûr, déroulait sur plus d'un millénaire ses péripéties surabondantes en prouesses épiques.

De Vercingétorix jetant, dédaigneux, ses armes aux pieds de César, jusqu'aux sommets d'héroïsme atteints au cours d'une Grande Guerre dont les acteurs survivants étaient encore parmi nous pour en témoigner, le récit national, dans nos manuels signés Malet-Isaac, s'incarnait en autant de figures de proue.

Les guerriers Francs hissaient Clovis sur le pavois, toutes francisques et framées brandies.

Charlemagne, « l'empereur à la barbe fleurie », couronné à Rome en l'an 800, redonnait à l'Occident l'éclat de la « pax romana ». Au premier rang de ses preux, à Roncevaux, son neveu Roland, sonnant du cor jusqu'à son dernier souffle, scellait, pour les siècles à venir, la pierre d'angle de la chevalerie.

Le roi Philippe-Auguste incarnait à Bouvines, face à l'empereur germanique, l'affirmation d'une libre nation française.

Louis IX, le roi chevalier, du chêne de justice de Vincennes au royaume franc de Jérusalem, était emblématique d'une France médiévale qui se couvrait d'un « blanc manteau d'églises ».

Jeanne d'Arc, la « bergère de Lorraine », la « pucelle d'Orléans », brandissait son oriflamme en symbole lumineux d'une promesse de liberté dans la nuit de la Guerre de Cent Ans.

³ Le « P.D.B. » désigne, dans la tradition de Saint-Cyr, le dernier jour de présence à « l'Ecole Spéciale Militaire ». « Oh ! Pékin de bahut, viens, nous t'attendons tous... » chante cette tradition.

François Ier, adoubé en 1515 par Bayard, le dernier des chevaliers, « sans peur et sans reproche », incarnait une France de la Renaissance, « mère des arts, des armes et des lois ». Henri IV, « le bon roi Henri », conviait les Français à l'unité et à la tolérance derrière son panache blanc.

Un immense cortège d'écrivains, dramaturges, artistes et architectes jalonnait le Grand Siècle du Roi-Soleil quand l'Europe tout entière se mettait à l'école de la France.

Descartes et Pascal nourrissaient la pensée humaine de leurs géniales intuitions, préfigurant un Siècle des Lumières où les philosophes français seraient en figures de proue.

Et voici que les « Soldats de l'An II », « la liberté guidant leurs pas », se levaient tels les pionniers d'une ère nouvelle pour l'histoire de l'humanité.

Bonaparte au pont d'Arcole, Napoléon à Austerlitz, jusqu'au rocher de Sainte-Hélène, donnaient alors à l'épopée une dimension sans égale.

Les romantiques, derrière Châteaubriant ou Victor Hugo, portaient les lettres françaises vers les sommets, pour la troisième fois de notre histoire.

« Le tour de la France par deux enfants », livre de lecture de plusieurs générations, entretenait la mémoire douloureuse de l'amputation de l'Alsace-Lorraine, dans l'attente de la revanche.

Mais l'aventure coloniale concomitante, aujourd'hui vilipendée, était perçue comme l'accomplissement d'une « mission civilisatrice » de la France, au-delà des océans, sur tous les continents, au nom de valeurs universelles héritées d'une histoire millénaire...

Quant à la Grande Guerre, les immenses sacrifices consentis et la victoire finale constituaient un point d'orgue pour l'épopée.

Pour finir, dans la période la plus funeste de notre histoire depuis la Guerre de Cent Ans, la prouesse du général de Gaulle se ressaisissant du « tronçon du glaive » face à la barbarie nazie et aux abandons vichyssois, était la plus récente illustration de la geste nationale.

Et puis, la France, c'était, sur le planisphère qui occupait l'essentiel du mur de la classe, face aux fenêtres, tout ce qui était coloré en rose.

Or, il y avait du rose partout.

Rose l'Hexagone, cette péninsule occidentale du continent eurasiatique aux formes parfaites, la Corse lui faisant cortège.

Rose, outre-Méditerranée, l'Afrique du Nord - Maroc, Algérie (composée de départements français) et Tunisie-, mais aussi, au-delà des immensités sahariennes, l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française, jusqu'à, plus au sud encore, Madagascar et les îles de l'Océan Indien, sans omettre Djibouti au prix d'un détour par la corne de l'Afrique.

Rose encore, en Extrême-Orient, la mythique Indochine, en passant par les comptoirs de l'Inde – j'entends encore égrener les noms de Yanaon, Pondichéry, Karikal, Mahé, Chandernagor, comme une guirlande aux odeurs d'épices...- jusqu'aux archipels enchantés d'Océanie.

Rose enfin, aux rives de la lointaine Amérique, les Antilles et la Guyane sans oublier Saint-Pierre et Miquelon.

Sur tous les continents, sur tous les océans, la France manifestait sa vocation universelle.

Lorsqu'à l'âge de dix ans, en 1954, je revêts l'uniforme en devenant « enfant de troupe » à l'Ecole militaire préparatoire d'Autun, c'est cette France-là dont je brûle d'être le chevalier servant.

Or, simultanément, résonne le terrible coup de gong de Dien Bien Phu.

Au long des huit années qui suivent, l'Empire se délite par pans, jusqu'à ce jour de 1962 où est amené pour la dernière fois le drapeau tricolore sur la terre africaine.

Le général de Gaulle, revenu au pouvoir en 1958, avait été l'ultime ordonnateur de cette douloureuse métamorphose.

Pour autant, il avait réussi, au prix de bien des drames, un nouveau prodige : rétablir cette France, resserrée dans les limites de son hexagone, au rang des acteurs majeurs de l'histoire du monde.

Dans le monde bipolaire sous menace d'apocalypse nucléaire dont avait accouché la Deuxième guerre mondiale, de Gaulle, fort de son sens de l'histoire et du temps long, enfonce un coin entre les deux « blocs ».

En 1966, il prend la décision inouïe de retrait de la structure militaire intégrée de l'O.T.A.N. ; il réclame et obtient l'évacuation en quelques mois du Q.G. de cette organisation ainsi que des bases américaines installées sur le territoire national.

Ainsi sont restaurées l'indépendance et la grandeur de la France, plus que jamais vouée à l'universel.

Mais l'épopée ne s'écrit plus par les armes.

Ou plutôt les armes ont eu raison de l'épopée, en l'occurrence les armes nucléaires, cette « force de frappe » bientôt rebaptisée « de dissuasion » dont le général de Gaulle dote la France pour lui garantir à la fois la paix et son rang dans le monde.

Dans ce cadre, le rôle des armées n'est plus, jusqu'à l'improbable « chute du mur de Berlin » qui marquera la fin de la Guerre Froide un quart de siècle plus tard, que de crédibiliser la menace d'emploi de la foudre atomique, face à une hypothétique déferlante soviétique qui aurait bousculé les forces de l'O.T.A.N. en première ligne.

Eu égard à l'accablante disproportion des forces, la posture est à vrai dire potentiellement sacrificielle...mais, dissuasion oblige, elle doit rester virtuelle. C'est la garde aux confins du « désert des Tartares ».

Et voici comment la vie qui s'ouvre devant nous, mes camarades et moi, lorsque nous quittons Saint-Cyr en 1964, allait être celle d'une ère nouvelle, en rupture radicale avec celle de nos aînés.

Nous ne le savions pas alors, mais nos carrières d'officiers allaient, pour la plupart, s'inscrire dans cette étrange parenthèse de notre histoire militaire qui fut celle de la « dissuasion nucléaire », bien loin de nos aspirations de la prime jeunesse.

Il y a bien eu quelques légionnaires et « marsouins » - ceux qui avaient choisi les « troupes de marine », ex « coloniale » - pour entretenir les savoir-faire en Afrique à la faveur des accords d'assistance passés avec les Etats issus de l'Union Française, mais on était sur les marges de la grande glaciation géostratégique du monde bipolaire.

Quant à moi, qui, de longue date, avais rêvé d'épiques méharées et de bivouacs au creux des dunes, j'avais échangé le grand désert blond contre le désert blanc de la haute montagne glacière, champ d'action des « chasseurs alpins ». L'aventure allait être moins exotique, en tous cas radicalement autre.

Comme le veut le déroulement d'une carrière d'officier, passé le cap de l'Ecole de Guerre – cette « agrégation » militaire-, j'avais été voué au service d'état-major.

En l'occurrence, la voie sur laquelle on m'avait engagé était, à l'administration centrale, celle de la stratégie des moyens, autrement dit la planification d'une armée future au top de la technologie sous contrainte budgétaire. A l'ère de la dissuasion, cette voie était alors préférentielle, comme l'est aujourd'hui, dans un tout autre contexte, celle des « opérations ».

Lorsque, le moment venu - c'était en 1993 - des étoiles de général sont venues orner mes manches dans un poste de sous-chef d'état-major de l'armée de terre, dans mon for intérieur, la gêne l'emportait alors sur on ne sait quelle fierté. L'apparatchik qui les portait était en effet, à mes yeux, bien éloigné du preux chevalier des rêves d'antan...

Or l'avenir –et c'est heureux- reste imprévisible.

Ainsi de ce qui nous est arrivé en ce tournant des années 90.

Parmi les hypothèses élaborées jusque-là, la seule sans doute qui ne figurait pas dans les cartons est celle de l'événement stupéfiant qui s'est alors produit en quelques mois : l'implosion du bloc soviétique, la fin du monde bipolaire, l'imperium américain initialement sans partage, et, pour finir, un monde livré au chaos.

Des esprits généreux, et non des moindres- je pense à tel Premier Ministre français laissant parler son émotion à la Noël 1989 à l'heure du 20h de TF1 : « Il n'y aura plus jamais de guerre » - crurent voir s'ouvrir une ère de paix perpétuelle.

La réalité alors vécue fut radicalement inverse. Tout s'est passé comme si la fin du monde bipolaire avait levé le couvercle d'une marmite infernale qui enfermait jusque-là des violences longtemps contenues, lesquelles allaient embraser la planète.

Et ce fut l'émergence d'un monde chaotique, jusqu'à nos jours.

En ce début des années 90, nous vivons ainsi la fin de la parenthèse antérieure...

Et voici bientôt nos troupes engagées sur les théâtres d'opérations les plus divers.

Non plus seulement les « marsouins » et les légionnaires, mais aussi tous ceux qui avaient été jusque-là voués au désert des Tartares.

Le retour à une action militaire réelle, et non plus virtuelle, aurait pu présenter quelques difficultés dans une France où, depuis des décennies, les faiseurs d'opinion cultivaient un « antimilitarisme » parfois virulent, voire haineux.

C'était là l'aboutissement d'événements cumulés au long du siècle, au moins depuis l'affaire Dreyfus, nourri par le pacifisme hérité des hécatombes de la Grande Guerre, revigoré par l'immense traumatisme de la défaite de 1940 accouchant du régime de Vichy et, enfin, porté à l'incandescence par les déchirements des conflits de décolonisation, le tout habilement manipulé par des Soviétiques exploitant sans vergogne le thème de la paix.

Mais l'Union Soviétique disparue, la difficulté, au moins médiatique, à emboucher la trompette guerrière est résolue par une trouvaille sémantique simple et efficace : nos soldats, désormais engagés pour l'essentiel sous le béret bleu des troupes mises à disposition de l'O.N.U. pour des opérations de « maintien de la paix » d'une ampleur sans précédent, sont des « soldats de la paix ».

Sur le terrain, l'action, elle, n'en est pas facilitée, on le verra.

La dure réalité des faits rappelle en effet que, pour le soldat, la mort est une « hypothèse de travail »⁴.

Nos troupes, et nos dirigeants, en avaient fait la cruelle expérience au Liban dès 1983⁵.

Elle se renouvelle et s'impose durement et longuement lorsque, dans le processus de démembrement de la Yougoslavie qui s'engage en 1991, la France est aux avant-postes.

Notre pays ne pouvait pas se désintéresser de ce conflit qui allait ensanglanter les Balkans quatre ans durant. Il y avait de multiples raisons à cela.

La Yougoslavie, tout comme la Tchécoslovaquie, avait été, après la Première guerre mondiale, une création française sur les décombres de l'Empire austro-hongrois.

La France, auréolée du statut de vainqueur que lui donnait, en 1918, l'issue victorieuse, chèrement acquise, de quatre années de lutte titanesque contre les empires centraux, faisait alors figure de puissance européenne dominante.

L'Europe de la grande fracture des années 90, fût-elle composée pour une part d'ex satellites de l'Union soviétique, porte encore cette marque.

Or, simultanément, la réunification de l'Allemagne entraîne une recomposition de l'espace européen.

⁴ Cf. « Sous le feu ; la mort comme hypothèse de travail » par Michel Goya. Ed Taillandier 2014

⁵ Le 23 octobre 1983, dans l'immeuble du Drakkar, à Beyrouth, 58 parachutistes français de la Force multinationale de sécurité laissent la vie dans un attentat suicide.

Il y va donc désormais de notre place et de notre rôle dans cette Europe, non plus face à l'adversaire historique, mais aux côtés de notre principal partenaire dans une unification européenne qui reste perçue comme une ardente obligation.

Comment par ailleurs justifier notre siège de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'O.N.U., hérité d'une époque révolue, si nous restons impavides quand la guerre fait rage en Europe même, à nos portes ?

Et puis, ce n'est pas la meilleure des nouvelles, le monde est entré dans « l'ère de l'information ».

Il faut désormais compter avec l'émotion créée par la télévision, livrant à l'opinion, parfois en direct, des images plus insoutenables les unes que les autres. Les gouvernements sont mis en demeure de « faire quelque chose ».

Le délitement de la Yougoslavie va nous servir ce menu à satiété, assorti de parallèles ravageurs, bien qu'hasardeux : « pas de nouveau Munich ! », « Auschwitz à nos portes ! ».

L'émotion prend le pas sur la froide analyse politico-stratégique. Les beaux esprits s'y engouffrent et l'alimentent, campés en Victor Hugo ou André Malraux de cette fin de siècle.

Les bonnes raisons se conjuguent ainsi avec les plus aventureuses : la France sera, de 1991 à 1995, le principal contributeur à l'intervention militaire dans ce qui devient l'ex-Yougoslavie.

Mais, désormais, les bouleversements consécutifs à la disparition du bloc soviétique avaient privé notre pays de la possibilité, exploitée en son temps à merveille par le général de Gaulle, d'occuper un espace de manœuvre entre les blocs.

Nous voilà condamnés à jouer des coudes dans une « communauté internationale » où les Etats-Unis d'Amérique donnent le « la ».

Quant à l'Europe, dans ce contexte, son unification reste plus que jamais un impératif. Mais, lorsque leur intérêt le leur commande, les Britanniques sont les supplétifs de l'Amérique et l'Allemagne réunifiée entend bien, pour ce qui la concerne, occuper toute la place que lui donnent la géographie et son poids économique.

Notre liberté d'action sera donc désormais, en concurrence avec nos grands voisins, celle que voudra bien nous laisser la grande Amérique.

* *

Telles sont les réflexions qui m'assaillent, parmi bien d'autres, plus immédiates et plus prégnantes, en ce mois de janvier 1995, depuis que le général Monchal, chef d'état-major de l'armée de terre, dont je suis l'un des « sous-chefs », m'a fait une proposition totalement inattendue pour moi : me préparer à succéder à mon ancien, le général Hervé Gobilliard⁶, à la tête du secteur de Sarajevo dans le cadre de la Force de protection des Nations Unies, alors en pleine tourmente.

Le sentiment, très fort, d'avoir rendez-vous avec l'épreuve de vérité différée depuis trente ans, m'habite désormais comme jamais auparavant.

Le sentiment aussi que, pour cela, en préalable, les jours me sont comptés pour démêler les fils de l'extrême complexité du conflit yougoslave, au-delà du brouillard et des tempêtes médiatiques... Il faut commencer par là.

⁶ Le général de division Hervé Gobilliard commandait alors la 11e Division parachutiste et c'est à ce titre que, quelques mois auparavant, avec une partie de son état-major, il avait reçu le commandement du secteur de Sarajevo.

Chapitre I : Le chaos yougoslave: d'abord y voir clair ?

1991-1992 : l'explosion.

L'année 1995 est la cinquième de l'embrasement des Balkans.

En 1991, la déclaration unilatérale d'indépendance de deux des républiques constitutives de la Yougoslavie qu'étaient encore la Slovénie et la Croatie avait mis le feu dans ce qui allait se révéler une poudrière ; ce fut en effet un casus belli pour la Serbie et le Monténégro, au nom, alors, de l'état fédéral.

L'Europe incrédule redécouvre la guerre sur son sol, une guerre dont le siège puis la prise de Vukovar par les Serbes à l'automne de cette année-là manifeste d'emblée une cruauté que l'on croyait d'un autre temps. Le bombardement de Dubrovnik, l'antique Raguse, dans la même période, accentue, dans l'opinion, une perception de régression barbare.

Encore le pire reste-t-il à venir.

Au printemps 1992, la déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine met ce territoire à feu et à sang.

Alors commence le siège de Sarajevo par l'armée fédérale bientôt relayée par l'armée de la République serbe de Bosnie qui se constitue avec les Serbes autochtones ; il devient emblématique du conflit, à la fois anachronique par sa nature même, mais très actuel par sa médiatisation et illustratif durablement de l'impuissance à y mettre un terme de la part de ce qu'on appelle désormais la « communauté internationale ».

A l'été 1995, ce siège est effectif depuis trois longues années ; 300 000 habitants sont terrés là, exposés aux bombardements de 300 canons répartis alentour et aux tirs des snipers depuis les collines et les immeubles environnants ; le plus souvent privés d'eau courante et d'électricité, ils sont maintenus en perfusion par des convois humanitaires soumis au bon-vouloir des assiégeants.

Tout cela perdure au mépris de résolutions de l'O.N.U. à répétition, jamais suivies d'effets durables, et en dépit de la présence, sur les lieux mêmes, en interposition sur les lignes de confrontation, de milliers de soldats sous casque bleu, dont le contingent le plus important est français⁷.

Dès le 28 juin 1992, à l'issue d'un sommet européen à Lisbonne, le président Mitterrand avait pris une initiative d'une audace exceptionnelle. N'ayant mis que son premier cercle dans la confiance, il s'était posé sur l'aéroport de Sarajevo occupé par les Serbes, qui venaient de boucler le siège. Il avait alors obtenu leur retrait de part et d'autre de cet aéroport, désormais contrôlé par les troupes françaises.

Sarajevo était ainsi devenue une étrange presqu'île, dont seul l'étroit pédoncule constitué par l'aéroport permettait aux assiégés de rejoindre le monde extérieur sans passer en territoire contrôlé par les Serbes ; encore cette sorte d'isthme terrestre est-il exposé aux tirs de l'assaillant et ne donne-t-il accès qu'à une mauvaise piste qui escalade les contreforts montagneux du mont Igman, elle-même sous le feu dans sa partie basse.

Trois ans durant, l'extrême complexité du conflit yougoslave allait dès lors être perçue pour l'essentiel à travers les péripéties dramatiques du siège de Sarajevo, génératrices d'émotions à la mesure de la dureté des images relayées par toutes les télévisions du monde

⁷ Les effectifs français, de près de 3000 à Sarajevo en juillet 1992, atteindront plus de 7500 en novembre 1995.

A l'heure des ruptures historiques...

Dans cette période, après l'impensable démantèlement du mur de Berlin en novembre 1989, suivi de la non moins impensable réunification allemande moins d'un an plus tard en octobre 1990, s'étaient succédés des événements inouïs : guerre du Golfe en février 1991, à la faveur de laquelle les Etats-Unis croient pouvoir instaurer un « nouvel ordre mondial »; dissolution de l'U.R.S.S. en décembre de la même année, marquant la disparition pure et simple de l'empire soviétique et la fin du monde bipolaire; traité de Maastricht en février 1992, perçu comme une étape décisive de l'unification européenne.

Cette succession, en moins de trois ans, de bouleversements historiques et de recomposition des équilibres géostratégiques européens et planétaires, d'une ampleur sans précédent, laisse peu de place pour l'attention et la finesse d'analyse que nécessiterait la décomposition simultanée de la Yougoslavie en 1991 et en 1992.

En lieu et place d'une juste perception de la complexité de la situation, la communauté internationale semble gérer la crise au rythme de l'émotion véhiculée par les médias, en écho à tel ou tel événement dramatique, le plus souvent autour du point focal de Sarajevo.

Dans ce paysage complexe et mouvant, il s'ajoute, pour les faiseurs d'opinion occidentaux, un triple prisme de lecture et d'appréciation des événements, qui pourra se révéler déformant.

L'implosion du bloc soviétique, tout comme celui de la Yougoslavie, apparaît comme le dernier épisode d'un processus de décolonisation, qui avait antérieurement affecté les seuls Occidentaux. Il en résulte, dans l'intelligentsia, et tout particulièrement en Amérique, une sympathie sans restriction pour tous ceux qui peuvent apparaître comme se libérant du joug et, a contrario, une hostilité sans nuance pour le réputé colonisateur.

Les mêmes accordent dès lors, a priori et sans examen, un brevet de démocratie à tous ceux qui leur apparaissent comme en lutte pour leur liberté. Ce phénomène reste d'actualité.

Enfin, l'influence universelle de la culture américaine entraîne la prégnance de plus en plus marquante d'une lecture binaire et manichéenne des événements et des situations. Quelle que soit leur complexité, il faut toujours désigner les « bad guys » et les « good guys ».

Le mythe yougoslave mis à mal.

Il avait fallu passer le moment de stupeur, hormis pour quelques rares initiés, qu'avait été, à partir de 1991, dans l'opinion, la dislocation sanglante de la Yougoslavie.

Tito⁸, qui restait la figure emblématique de cette Yougoslavie contemporaine était mort depuis 1980.

Pourtant, l'image de son pays qu'avait imposée de son vivant celui qui avait osé s'opposer à Staline et faire sécession du bloc soviétique en 1948, perdurait : celle d'un espace privilégié entre les deux blocs, où pouvaient cohabiter, dans l'harmonie disait-on, des peuples dont on méconnaissait en fait la diversité et l'hétérogénéité. Le tourisme, principalement développé sur la côte dalmate, concourait à cette image flatteuse.

⁸ Josip Broz, né en 1892 de père croate et de mère slovène, est, sous le nom de Tito, le personnage clé de la deuxième Yougoslavie, de 1945 à sa mort en 1980. Devenu communiste après avoir été, comme sous-officier de l'armée austro-hongroise, fait prisonnier par les Russes en 1915, il est, dans l'entre-deux guerres, un agent actif du Komintern, dans une stricte obédience stalinienne. A la tête du parti communiste yougoslave à la fin des années 30, il est, après l'invasion allemande en 1941, l'âme de la Résistance communiste et fonde, à la libération, la nouvelle Yougoslavie. Menacé personnellement par la paranoïa stalinienne, il rompt avec l'URSS en 1948 et deviendra l'un des leaders des « non-alignés ». Le pouvoir qu'il exerce en Yougoslavie reste pour autant dictatorial, marqué par le culte de la personnalité.

La République fédérative socialiste de Yougoslavie, proclamée en 1963, présentait un système original de « socialisme autogestionnaire » : il pouvait, en Occident, séduire une intelligentsia qui avait renié le stalinisme mais qui pensait le marxisme indépassable⁹.

Farouchement attachée à son indépendance et mobilisant ses populations pour cela, figure de proue des « non-alignés », la Yougoslavie semblait ainsi tracer une troisième voie entre les deux grands systèmes antagonistes du monde bipolaire.

La poigne de fer de Tito, peu perçue comme telle en Occident, maintenait l'apparente cohésion d'un ensemble qu'il caractérisait lui-même comme composé de six républiques, cinq nations, quatre langues, trois religions, deux alphabets et un seul parti.

Face à ce patchwork, le parti communiste, devenu en 1951 « Ligue des communistes », est le fédérateur sous l'autorité inflexible de Tito. Mais chaque République a sa Ligue des communistes. L'implosion du monde soviétique et la déshérence du modèle communiste, dans les années qui suivent la disparition de Tito, vont voir chacune d'entre elles se reconverter dans le nationalisme.

Mais le fait est que, jusque-là, en Occident, avait prévalu une image irénique de la Yougoslavie et que rares étaient les observateurs qui avaient su discerner, depuis la mort de Tito, les nuages lourds, annonciateurs des orages à venir.

Et voici qu'en fin de l'année 1991, comme « ex abrupto », on massacre à Vukovar, hommes, femmes, enfants, on achève les blessés, on procède à des transferts massifs de populations ; on bombarde ce patrimoine de l'humanité qu'est Dubrovnik. Quelques mois plus tard, on soumet à un siège médiéval la ville de Sarajevo où se côtoient clochers et minarets et où, hier encore, se déroulaient les jeux olympiques d'hiver.

Lorsqu'en janvier 1995 je suis préalerté sur la mission qui m'attend, la situation dans les Balkans fait alors l'objet, de la part des médias, pour l'essentiel, d'un éclairage simple : le chaos yougoslave résulterait largement d'un nationalisme serbe, à la fois post communiste et d'inspiration fasciste, « brun-rouge » en quelque sorte, qui chercherait par tous les moyens à créer, sur le territoire de l'ex-Yougoslavie une « Grande Serbie » au détriment des Bosniaques¹⁰ et des Croates ; ces derniers bénéficient du même coup de la sympathie qui s'attache spontanément à ceux qui luttent pour leur liberté et pour la démocratie.

Quelques voix discordantes se font entendre, mais même lorsqu'elles ne s'inscrivent pas dans une outrance symétrique au bénéfice des Serbes, exonérant ceux-ci de crimes et d'exactions incontestables, elles sont inaudibles.

Les témoignages de nos hommes sur le terrain et les rapports de fin de mission, dont j'ai connaissance de par mes fonctions, décrivent, quant à eux, l'effarante complexité de la situation et dénoncent l'inanité des dispositions onusiennes -on reviendra sur ce dernier point- De fait, ils rendent compte d'une situation de guerre civile dans laquelle les modes opératoires sont très largement partagés par tous les belligérants même si la supériorité serbe est génératrice d'exactions plus considérables.

Ils témoignent aussi, dans un contexte de manipulations qui brouillent les cartes, d'une seule évidente réalité : le sort des malheureuses populations, de quelque origine qu'elles soient, qui ne sauraient en aucun cas prêter à des discriminations manichéennes.

⁹ Un exemple intéressant de cette séduction est donné par la préface rédigée en 1973 par Michel Rocard, alors dirigeant du P.S.U., pour le livre de Milojko Drulovic, « L'autogestion à l'épreuve ». Il écrit : « la performance de la Yougoslavie autogestionnaire est, en terme absolu, l'une des plus remarquables du monde entier ».

¹⁰ Au début des années 90, beaucoup de nos concitoyens ont appris la présence relativement importante de populations musulmanes en Yougoslavie, notamment en Bosnie-Herzégovine et en Serbie. Ces slaves islamisés dont Tito fera une « nation » à part entière sous le nom de « Musulmans », substitueront à cette appellation, en Bosnie, celle de Bosniaques dès la déclaration d'indépendance.

A partir de toutes les sources que je peux alors réunir, je m'efforce de démêler l'écheveau¹¹. Sans prétendre être parvenu à établir on ne sait quelle vérité, je prends conscience, par mes lectures et par les témoignages que je recueille, que le chaos vécu depuis plus de quatre ans désormais est la résultante de fractures très profondes héritées d'une histoire multiséculaire et dont la moindre n'est pas celle de la tragique période de la Deuxième guerre mondiale. Voici, alors, quelle est ma lecture de l'imbroglio yougoslave.

L'héritage historique

Je le découvrirai quelques mois plus tard, en ex-Yougoslavie, la référence historique est une constante dans les conversations relatives aux origines de la guerre qui ravage le pays depuis quatre ans. Quel que soit son milieu social, chacun, serbe, croate ou musulman, pour ne parler que des principaux protagonistes, sollicite des événements qui peuvent s'être déroulés cinq à six siècles auparavant pour justifier ou dénoncer tel ou tel comportement d'aujourd'hui. Cette attitude, schématique à l'excès, est pourtant révélatrice d'une réalité profonde : les lignes de fracture qui paraissent surgir dans la guerre ne sont pas un phénomène nouveau ; elles sont héritées d'une histoire ancienne, souvent tragique et sanglante, dont la connaissance est indispensable à la compréhension des événements.

Rome/Byzance : une première ligne de fracture

Dès les origines du peuplement slave des Balkans aux VI^{ème} et VII^{ème} siècles par des migrations issues vraisemblablement du Caucase et qui allaient au fil des siècles se différencier principalement en Serbes, Croates et Slovènes¹², on peut déjà distinguer une première ligne de fracture, celle qui sépare l'Orient de l'Occident; dès le IV^{ème} siècle, avant donc l'arrivée des Slaves, la limite entre l'empire romain d'Occident avec Rome pour capitale et l'empire romain d'Orient centré sur Constantinople (Byzance), est marquée par la Drina, rivière dont le cours sépare aujourd'hui la Serbie de la Bosnie.

Lorsque survient en 1054 le Grand Schisme qui voit l'église d'Orient se séparer de Rome, cette ligne de partage passe désormais entre des Croates et des Slovènes catholiques à l'ouest, et des Serbes orthodoxes à l'est ; si les langues sont très voisines, en tous cas pour ce qui concerne les Serbes et les Croates, on l'écrit en caractères latins chez les uns, en caractères cyrilliques chez les autres.

Les croisades, à l'occasion desquelles certains croisés se montreront plus féroces vis-à-vis des sujets de Byzance que vis-à-vis des « infidèles », contribuent notablement à creuser le fossé de la haine entre l'un et l'autre monde.

La conquête turque et l'empire austro-hongrois : une deuxième ligne de fracture

Mais c'est avec l'avènement des temps modernes, arbitrairement daté de 1453, année qui voit la prise de Constantinople par les Turcs et la disparition de l'empire byzantin, que se dessine une deuxième ligne de fracture.

Pour une part, elle se confond avec la première dans la mesure où l'empire turc occupe l'espace précédemment sous domination byzantine.

¹¹ Le livre de Paul Garde, « Vie et mort de la Yougoslavie », publié en 1992, est alors présenté comme l'indispensable référence. Sa lecture m'apprendra effectivement beaucoup, même si je serai interpellé par un parti pris pro-croate et par nombre d'omissions qui deviendront pour moi de plus en plus problématiques au fur et à mesure que je progresserai dans mes investigations.

¹² On a pu écrire qu'il s'agissait là des diverses tribus d'un même peuple.

Les Turcs s'emparent de la Serbie en 1389 après la bataille du « Champ des Merles » au Kosovo, encore souvent évoquée aujourd'hui comme celle de l'origine des malheurs du peuple serbe.

Ils occupent la Bosnie en 1463. Il en résulte de vastes transferts de populations, serbes pour l'essentiel.

La « bataille du Kosovo » garde, aujourd'hui encore pour les Serbes, valeur de mythe fondateur. Outre que la province du Kosovo, avec ses trésors d'architecture religieuse médiévale, est considérée en quelque sorte comme la Jérusalem des Serbes, le récit légendaire de la bataille allait alimenter jusqu'à nos jours l'imaginaire de ce peuple irrédentiste.

On raconte que la veille de la bataille, le prince Lazar, à la tête de l'armée serbe, reçoit la visite de deux émissaires divins.

« Demain, lui déclarent-ils, se livrera une grande bataille ; à toi de choisir : ou la victoire, et tu auras, avec ton peuple, un royaume sur la terre ; ou la défaite, et tu auras un royaume dans les cieux ». Le prince Lazar opta pour le second terme de l'alternative¹³ ...

Dans le même temps, à l'ouest, tandis que Venise, puissance régionale médiévale, étend sa domination sur l'Istrie et la Dalmatie, se constituent, avec un peuplement slovène, les provinces autrichiennes de Carniole, de Carinthie et de Styrie.

Les Croates, quant à eux, se donnent à la couronne hongroise.

Dès lors, les uns et les autres resteront jusqu'au XXe siècle, les vassaux de l'empire austro-hongrois, puissance dominante du centre de l'Europe durant quatre siècles.

Ces quatre siècles vont être marqués par l'affrontement des deux empires : l'austro-hongrois à l'ouest et au nord, le turc à l'est ; la zone des enjeux est pratiquement celle de la Bosnie.

C'est ainsi que pour protéger leur frontière orientale, les empereurs d'Autriche organisent, dans l'est de la Croatie, une zone tampon face aux incursions turques ; ils y installent en communautés de paysans-soldats les populations serbes qui fuient régulièrement les persécutions turques ; ainsi se constituent les « confins militaires », les « Krajina », équivalent du mot latin « limes », que l'on retrouve en Ukraine.

Bien que situées en territoire croate, elles seront toutefois placées directement sous l'autorité de l'empereur d'Autriche, aux termes d'un statut datant de 1630 et qui perdurera jusqu'en 1881 ; d'emblée, la cohabitation entre les Croates, imbus d'un complexe de supériorité face à ces « Valaques » schismatiques qu'ils méprisent, bénéficiant de surcroît d'avantages qui leur semblent indus, est difficile.

Trois siècles et demi plus tard, on comprend pourquoi les descendants de ces paysans-soldats ne trouveront aucune légitimité à une autorité croate devenue indépendante en 1991.

Mais un nouvel acteur est apparu : c'est l'islam. En effet, si la conquête turque n'a pas donné lieu à une colonisation de peuplement, elle apporte avec elle sa religion.

Toutefois, les Turcs ont rarement imposé des conversions ; il y a à cela une raison majeure : à l'origine, en terre d'islam, seuls les non-musulmans payaient l'impôt. Il n'en demeure pas moins que des conversions se produisent dès la conquête ; les unes sont forcées : ce sont les fameux « janissaires », enfants chrétiens, souvent serbes, enlevés à leurs parents et élevés dans une foi musulmane fanatique qui en fera des troupes de choc.

Mais le plus grand nombre de ces conversions est volontaire ; deux explications existent, qui ne sont pas incompatibles.

¹³ Quelques mois plus tard, sur le terrain, dans des périodes de tension extrême, j'aurai à entendre à plusieurs reprises ce rappel légendaire...

Pour les musulmans d'aujourd'hui, leurs ancêtres seraient les Bogomiles, apparentés aux Cathares de chez nous et adeptes d'une hérésie manichéenne opposant deux principes équivalents, du Bien et du Mal.

Cette hérésie s'était développée largement en Bosnie entre le XI^e et le XIII^e siècle et avait été vivement combattue par les chrétiens ; ceci pourrait expliquer que ses adeptes aient embrassé la foi musulmane par haine de leurs persécuteurs.

Une autre explication peut être avancée : les conversions auraient été le fait de familles puissantes, désireuses de garder leur pouvoir en se conciliant les nouveaux maîtres et, du même coup, d'échapper à l'impôt.

Ainsi pourrait-on comprendre pourquoi les musulmans d'aujourd'hui, en Bosnie, sont plutôt citadins, tandis que les Serbes sont plutôt ruraux. Évidemment, les Serbes, comme les Croates, privilégient cette dernière explication¹⁴.

Ce qui importe, c'est qu'apparaît ainsi un nouvel ensemble démographique, non pas « ethnique » contrairement à la terminologie abusive d'aujourd'hui, mais religieux et culturel ; en effet, cet ensemble démographique musulman est essentiellement issu des peuples slaves autochtones, notamment du peuple serbe¹⁵, et d'ailleurs inextricablement mêlé à lui en Bosnie jusqu'à nos jours.

Il faudra attendre 1963 pour que Tito en fasse une « nation » : la nation « Musulmane » avec un grand « M », définie comme étant ni croate, ni serbe pour ce qui concerne la Bosnie et la Serbie. On le verra plus loin.

Au cours de ces quelques quatre siècles, la fracture originelle se sera encore plus profondément creusée.

A l'ouest, Croates et Slovènes se rattachant à l'univers latin, ne discuteront jamais - en tous cas pas de manière violente - leur appartenance, pour l'essentiel, à l'empire austro-hongrois ; c'est tellement vrai que les régiments croates constituent les troupes de choc « autrichiennes » à Arcole ou à Jemmapes ; on les retrouvera en 1915 face à la Serbie, puis à l'armée d'Orient du Maréchal Franchet d'Espèrey.

La structure sociologique de la société croate est par ailleurs aristocratique, à l'image de l'ensemble austro-hongrois.

A l'est, le destin des Serbes sous domination ottomane est radicalement différent ; privé de ses élites - largement, comme on l'a vu, converties à l'islam - le peuple serbe, maintenu sous le joug, restera irrédentiste, peuple de paysans et de popes persécutés et rebelles, farouchement attaché à sa religion et à ses traditions, à commencer par ce « petit village gaulois » qu'est resté durant des siècles le Monténégro.

La dislocation des empires

Comme partout en Europe, le XIX^e siècle voit l'émergence des nationalismes chez les peuples dominés par les deux grands empires ; c'est là l'effet de la Révolution française relayée par l'aventure napoléonienne.

¹⁴ Huit ans après cette année 1995 où je rassemble ces éléments de réflexion, en 2003, lors d'une invitation que j'avais faite à l'ambassadeur de Serbie à Paris, celui-ci témoigne de ce que l'héritage en la matière est encore plus complexe. D'une famille originaire de Slavonie, il nous explique que, dans ces familles qui, pour la plupart, comptaient plus de dix enfants, souvent, au long des siècles d'occupation ottomane, l'un des garçons recevait mission de se convertir à l'islam...La famille pouvait ainsi bénéficier d'un relais dans l'appareil de pouvoir.

¹⁵ Il est à noter que les nationalistes croates affirment la qualité originelle de Croates des musulmans de Bosnie, ce qui, pour eux, légitime leur revendication sur ce territoire. Franjo Tudjman était sur cette ligne.

C'est ainsi que l'empire français comptera pendant quelques années des « provinces illyriennes » arrachées à l'Autriche sur la Côte dalmate et sur une partie de la Croatie.

Dès la fin du XIX^e siècle, des intellectuels croates échafaudent des projets dans l'air du temps des « nationalités », autour de l'union des « Slaves du sud », avec une langue commune dont ils assurent la promotion : le serbo-croate.

Mais le sursaut sera surtout le fait des Serbes qui, contre les Turcs, se voient finalement reconnaître un royaume indépendant en 1878 après un demi-siècle de soubresauts non exempts de cruelles luttes internes de pouvoir.

Dès l'origine, la France s'est voulue la protectrice des Serbes et la garante de leur indépendance, conjointement avec la Russie : appui, traditionnel pour elle, aux peuples opprimés par les Turcs, et alliance de revers anti germanique.

En contrepartie, le royaume de Serbie est d'emblée sujet à l'hostilité de l'empire austro-hongrois dans la mesure où il fait barrage aux ambitions de ce dernier en direction des provinces balkaniques d'un empire turc en décomposition.

Dans ce contexte, l'Autriche-Hongrie étend sa domination sur la Bosnie-Herzégovine, d'abord sous forme d'une tutelle, accordée au congrès de Berlin en 1875, puis d'une annexion pure et simple en 1908. Or, plus qu'ailleurs, on a là une mosaïque « ethnique » composée principalement de Serbes, de populations islamisées et de Croates.

Ainsi donc, en Bosnie, comme dans les Krajina, nombre de Serbes restent sous domination étrangère, en l'occurrence autrichienne.

Pour les nationalistes serbes, la marche séculaire de leur peuple vers l'indépendance et la liberté reste donc inachevée.

Tous les éléments se trouvent dès lors en place pour que, lorsqu'un nationaliste serbe assassine l'archiduc autrichien François-Ferdinand à Sarajevo en 1914, un ultimatum de l'Autriche à la Serbie provoque l'entrée en guerre de la France et, par le jeu des alliances, celle de presque tous les pays d'Europe, pour une hécatombe qui allait être celle de la Première guerre mondiale.

Les Croates servent dans l'armée autrichienne¹⁶.

Dans un premier temps, l'armée serbe repousse l'envahisseur. Mais, en 1915, l'entrée en guerre de la Bulgarie favorise l'invasion autrichienne. La lutte est d'une féroce sans égale sur le front occidental ; elle n'épargne pas, tant s'en faut, les populations.

Les Serbes payent un lourd tribut - 50 % des hommes entre 18 et 35 ans y laissent la vie - et les massacres dont ils font l'objet de la part des troupes austro-hongroises marquent fortement les esprits et nourrissent leur martyrologie.

La retraite de l'armée, derrière son roi, ses évêques et ses papes, à travers l'Albanie hostile jusqu'aux îles grecques, en constitue l'un des épisodes les plus extraordinaires.

La poursuite de la guerre aux côtés de l'armée française d'Orient, jusqu'à la victoire, alimente une francophilie qui reste aujourd'hui encore affirmée par les Serbes comme indéfectible¹⁷.

En témoigne un impressionnant monument de reconnaissance à la France érigé au cœur de Belgrade au lendemain de la guerre.

A l'heure de la victoire, si chèrement acquise, les Serbes, dans le camp des vainqueurs, sont les grands bénéficiaires du dépècement de l'empire austro-hongrois.

En 1918, la naissance du « Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes » est alors le résultat de la conjonction de deux volontés : celle des franco-américains de démembrer

¹⁶ Rappelons que, parmi ceux-ci, un certain Josip Broz, futur Tito, est sous-officier.

¹⁷ Ce sera l'un des leit motiv de nos interlocuteurs serbes dans les années 91-95, qui ne pouvaient comprendre que les Français ne prennent pas fait et cause pour eux quelles que soient les circonstances.

l'empire austro-hongrois au même titre que l'empire turc au nom du « principe des nationalités » ; celle des Serbes et de nombre d'intellectuels balkaniques de regrouper les Slaves du sud dans un même ensemble sur les ruines de ces empires.

Elle repose aussi sur un malentendu lourd de menaces pour l'avenir.

Pour les uns, les Serbes, qui sont vainqueurs, mais au prix de pertes effroyables, c'est enfin la possibilité historique de réunir l'ensemble des populations serbes sous une autorité qui soit la leur.

Pour les autres, les Croates, beaucoup, tout en prônant l'union des Slaves du sud, l'imaginaient volontiers dans le cadre d'un ensemble austro-hongrois renouvelé, en tous cas hors prédominance serbe. Si la création du nouveau royaume ne répond pas à leurs attentes, elle offre néanmoins pour eux l'opportunité d'échapper au statut de vaincu, particulièrement dur pour ce qui concerne l'Autriche-Hongrie, pour se ranger dans le camp des vainqueurs.

Dès le milieu des années 20, il en résulte que le nationalisme croate, de plus en plus fortement affirmé et xénophobe, s'insurge contre une domination serbe de fait.

En 1929, devant l'opposition grandissante des Croates, le roi Alexandre établit une dictature monarchique qui tente de fondre les diverses nationalités en un seul peuple, uni par la fidélité dynastique.

Mais, comme ailleurs en Europe dans la même période, le nationalisme croate se structure dans un mouvement fasciste violemment anti serbe : les Oustachis d'Ante Pavelic, dont l'action terroriste trouvera une expression particulièrement dramatique en 1934 avec l'assassinat, à Marseille, du roi Alexandre aux côtés duquel le ministre français Barthou laissera la vie.

La politique de conciliation qui prévaut par la suite aboutit à la constitution, en 1939, de la Croatie en « banovine » autonome.

Une nouvelle fracture : le contentieux sanglant de la 2ème guerre mondiale

Dans l'immédiat avant-deuxième guerre mondiale et les années 39-40, la Yougoslavie ne trouve pas auprès des démocraties les garanties qu'elle recherche face aux appétits mussoliniens et hitlériens ; elle se rapproche dès lors des puissances de l'Axe jusqu'à ce qu'en 1941 un coup d'état amène le roi Pierre II au pouvoir et provoque l'invasion allemande.

Lorsqu'Hitler envahit la Yougoslavie en 1941, si l'invasion de la Serbie, marquée par un bombardement de Belgrade dévastateur, est bien ressentie comme celle de l'ennemi héréditaire, l'entrée des troupes nazies à Zagreb se fait sous les vivats de la foule.

Tandis que la Serbie, largement amputée, est occupée par ces troupes nazies, l'état oustachi est créé ; il englobe la Bosnie tandis que la Slovénie et la Dalmatie sont données à l'Italie.

Le programme oustachi est simple : l'élimination des Serbes, des Juifs et des Tziganes.

Le chiffre des victimes oscille, selon les Serbes, entre 300 000 et 600 000. Il est sans aucun doute exagéré, mais il n'en reste pas moins que c'est par dizaine de milliers que les Serbes vont disparaître dans les camps de concentration oustachis, dont le plus tristement célèbre est le camp d'extermination de Jasenovac.

Cette folie meurtrière, qui n'eut rien à envier à celle des nazis, marque Sarajevo d'une trace indélébile. Depuis des siècles, avec ses minarets côtoyant les clochers à bulbe orthodoxes, les flèches des églises catholiques et la synagogue¹⁸, cette ville offrait, dans les Balkans, une image exceptionnelle de tolérance.

¹⁸ Une communauté juive significative trouvait sa source dans l'accueil, à la fin du XVe siècle, de Juifs d'Espagne expulsés par les « Rois catholiques ».

Et voici que, de 1941 à 1944, les Oustachis s'y livrent à une impitoyable persécution à l'encontre des Serbes et des Juifs, victimes d'atrocités qui marquent profondément les survivants.

Les populations musulmanes, quant à elles, ont plutôt bénéficié de la bienveillance des Oustachis, qui les considéraient comme d'origine croate.

C'est ainsi qu'une division SS, la division Handzar, est recrutée parmi les musulmans de Bosnie, encouragés pour cela par le grand mufti de Jérusalem.

A la libération, la répression sera impitoyable, mais les traces demeureront, profondément inscrites dans les consciences¹⁹.

La Résistance qui se développe alors est la plus considérable parmi les pays européens occupés par l'Allemagne nazie. On a coutume de célébrer cette Résistance en l'assimilant à Tito.

En fait, elle est duale : communiste avec Tito qui est alors l'un des plus fidèles agents du Komintern ; légaliste, avec le général Mihailovic : ses Tchetsniks, ainsi dénommés dans le souvenir de l'irréductible serbe au temps de l'occupation ottomane, se réclament quant à eux du roi Pierre II en exil à Londres. Les luttes entre ces deux résistances feront peut-être autant de victimes que la lutte contre les Oustachis ou contre les Allemands.

Tito parvient à se faire reconnaître par Churchill comme le seul qualifié pour représenter la Résistance yougoslave. Il réussit à discréditer les Tchetsniks ; un demi-siècle plus tard, ceci a été bien relayé au point de faire du mot une quasi-injure.

Il est vrai que dans un contexte de luttes inexpiables, telle ou telle faction a pu conclure des alliances de circonstance, y compris avec l'envahisseur. On retrouvera ce type d'imbroglio dans les années 90. Mihailovic, qui avait été décoré par le général de Gaulle, sera fusillé après la guerre.

Il n'est pas indifférent de rapprocher de cet héritage l'attitude de cet acteur majeur du démembrement de la Yougoslavie qu'est le président serbe Milosevic²⁰, postcommuniste reconverti dans le nationalisme, vis-à-vis de ses cousins de Bosnie : on abandonnera d'autant plus volontiers les Serbes de la région de Sarajevo qu'ils se réclament plus de Mihailovic que de Tito²¹ ...

Il n'est pas indifférent non plus de considérer les résultats de l'épuration après la 2ème guerre mondiale : les victimes se chiffrent par dizaines de milliers, essentiellement oustachis, croates et musulmans. On imagine le capital de haines qui a pu ainsi être accumulé ; le pouvoir communiste en contiendra les explosions pendant quarante-cinq ans.

¹⁹ A l'automne 1995, alors que je plaçais mes interlocuteurs serbes devant l'évidence des exactions commises par leurs milices, l'un d'entre eux, plus âgé que moi de quelques années, réagit avec véhémence : « *On voit bien que vous n'avez pas, comme moi, été témoin de ce jour de 1944 où, tout au long de l'avenue centrale de Sarajevo, il n'était pas un arbre auquel n'était pas pendu un Serbe supplicié !* ».

²⁰ Slobodan Milosevic, né en 1941 de parents communistes, membre lui-même de la Ligue des Communistes dès 1959, est l'homme clé des années 89-95 qui voient le démembrement de la Yougoslavie. Président de la Serbie de 1989 à 1997, puis de la République fédérale de Yougoslavie (réduite à la Serbie et au Monténégro) de 1997 à 2000, il fonde son pouvoir sur les revendications nationalistes serbes. Jusqu'aux accords de Dayton en novembre 1995, il est l'interlocuteur unique de la communauté internationale et notamment des Américains, pour représenter la cause serbe. Après la guerre du Kosovo en 1999, il perd la présidence en 2000, est traduit devant le tribunal pénal international de La Haye en 2001 et décède avant la fin de son procès en 2006.

²¹ A l'heure des accords de Dayton, en novembre 1995, ce sera l'explication véhémement qui me sera donnée par mes interlocuteurs bosno-serbes de l'acceptation, par Slobodan Milosevic, des accords conclus pour Sarajevo.

La glaciation communiste ... et sa débâcle

La Yougoslavie reconstituée sous la poigne de Tito peut faire illusion : une certaine illusion démocratique, procurée par la rupture avec Staline en 1948 ; une apparente stabilité qui peut donner à penser que les nationalismes sont jugulés.

En fait, là comme ailleurs, le pouvoir communiste est policier et tout puissant et les tensions, violentes, restent sous-jacentes.

C'est pourquoi, dès lors que disparaît Tito en 1980 et que s'effondre le communisme à la fin de la décennie, les antagonismes resurgissent avec une force renouvelée.

On peut même dire que, sans que cela ait été voulu, de nouveaux éléments peuvent concourir à une guerre civile inexpiable.

Là où il y avait trois « nations », Serbes, Croates et Slovènes, Tito en crée trois nouvelles : les Macédoniens, les Monténégrins et les Musulmans, avec un grand « M »²².

Rappelons que les musulmans sont pour l'essentiel des Serbes convertis. En outre, on ne peut se déclarer « Musulman » qu'en Serbie ou en Bosnie.

Quant aux Monténégrins, ils ne s'étaient pas jusque-là différenciés des Serbes.

De telles mesures concourent manifestement à amoindrir la prédominance démographique serbe²³. En tous cas, c'est comme cela que l'interprètent les Serbes.

Obéit sans aucun doute au même objectif la création, au sein de la République de Serbie, de deux régions très largement autonomes par rapport à Belgrade : la Vojvodine au nord, qui compte une minorité hongroise significative et le Kosovo au sud. Cette autonomie est telle qu'elle concourt, in fine, à donner à ces régions des prérogatives équivalentes à celles des Républiques.

Lorsque l'on connaît l'attachement quasi mystique des Serbes au Kosovo alors qu'il est désormais peuplé de plus de 80 % d'Albanais, on mesure à quel point on a là un brûlot explosif.

Aux contentieux « inter ethniques » que ces dispositions alimentent s'ajoutent deux particularités potentiellement aggravantes.

Dans une politique typique de la paranoïa communiste que l'on retrouvera en Albanie et en Roumanie, Tito instaure le concept de défense populaire qui fait de chaque homme un soldat et qui multiplie à travers tout le pays dépôts de munitions, usines d'armements, ouvrages enterrés.

On constate enfin dans la période de déliquescence du système, l'émergence de phénomènes mafieux qui se conjuguent avec d'énormes difficultés économiques et de grandes disparités régionales de développement.

Cet aperçu historique, s'il permet de tracer les grandes lignes de force, reste excessivement schématique ; il demande à être complété pour rendre compte du facteur de complexité constitué par la véritable mosaïque de peuples qu'est la Yougoslavie en 1990-1991.

C'est pourquoi l'état démographique et sociologique de ce pays à la veille de la guerre constitue le deuxième élément indispensable à la compréhension du conflit.

²² A noter que dans le même temps où chacun doit désormais opter pour l'une ou l'autre des six nations, on offre une septième possibilité, celle de se déclarer « Yougoslave ». Il y aura à peine plus de 3 % de la population pour se déclarer telle : un indice qui témoigne de la prédominance des nationalismes.

²³ Cette politique de Tito vis-à-vis de la Serbie offre une similitude frappante avec celle de Staline vis-à-vis de la Russie.

Vers le chaos.

Lorsque Tito disparaît en 1980, la Yougoslavie ne tarde pas à apparaître sous son vrai jour : une création artificielle maintenue jusque-là par la force. Les lignes de fractures profondes, qu'elles soient séculaires ou plus récentes, au premier rang desquelles les graves traumatismes hérités de la Seconde guerre mondiale, s'ouvrent au grand jour pour précipiter la dislocation d'un ensemble où les nationalismes, notamment le nationalisme serbe, deviennent exacerbés.

Il n'est pas fortuit que l'embrasement se produise à partir de 1991, alors que l'Union Soviétique vient d'imploser et, avec elle, un système communiste qui avait valeur de référence, y compris en Yougoslavie, comme modèle transcendant les nationalismes.

L'émancipation des « démocraties populaires » et de nombreux peuples jusque-là intégrés à l'empire soviétique est un exemple fort pour tous ceux qui, en Yougoslavie, acceptent de plus en plus difficilement la tutelle de Belgrade.

Mais cette dislocation est précédée d'une décennie de soubresauts qui préparent directement l'éclatement de 1991.

Après la mort de Tito, l'autorité centrale devient tournante : une présidence collégiale est constituée avec un représentant de chacune des six républiques, des deux provinces autonomes ainsi que du Président de la ligue des communistes. La présidence est tenue à tour de rôle par chacun des membres pour un an seulement.

Il en résulte une perte de l'autorité centrale qui ne jouera plus bientôt un rôle fédérateur face aux aspirations divergentes des peuples de la mosaïque.

La mosaïque ethnique en 1991

A la veille de l'explosion, la Yougoslavie est constituée de six républiques : de l'ouest vers l'est, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et, au sud de celle-ci, le Monténégro et la Macédoine.

La Serbie, quant à elle, comporte deux « provinces autonomes » : la Vojvodine au nord, au contact de la Hongrie, le Kosovo au sud, au contact de l'Albanie.

Mais il faut aller plus loin et considérer la répartition « ethnique » à la veille de l'éclatement. Nous disposons pour cela d'un recensement de 1991.

Au global, la Yougoslavie compte alors 23,5 millions d'habitants se répartissant principalement en Serbes (36 %), Croates (20 %), Musulmans (10 %, au sens donné en 1963 par Tito, à savoir ni Serbes, ni Croates, ni d'autres nationalités), auxquels il faut ajouter des Albanais (9 %), Slovènes (7 %), Macédoniens (6 %), Monténégrins (2 %), mais aussi Hongrois, Tziganes, Roumains pour citer les principaux; en fait, on ira jusqu'à dénombrer 25 nationalités; comme on l'a vu, si la possibilité est aussi donnée de se déclarer « Yougoslave », à peine plus de 3 % se déclarent ainsi.

On voit donc, dans cet ensemble, le poids relatif des Serbes, qui, se conjuguant avec leur rôle historique, notamment dans la Résistance et, donc, dans l'appareil communiste, civil et militaire, est prédominant.

Mais il faut encore aller plus loin, en examinant la situation de chacune des républiques. Trois d'entre elles ont une assez forte homogénéité : la Slovénie à l'ouest, est constituée essentiellement de Slovènes (90 %), sans minorités importantes, la Macédoine, au sud-est, avec 65 % de Macédoniens (apparentés aux Bulgares) et 21 % d'Albanais, mais sans minorité serbe significative, le Monténégro, au sud, avec 62 % de Monténégrins (apparentés aux Serbes), 15% de Musulmans et 9 % de Serbes.

En revanche, le problème se complique en Croatie et en Bosnie-Herzégovine avec une présence serbe importante mais minoritaire.

La Croatie compte en effet 78 % de Croates et 12 % de Serbes, pour l'essentiel dans les Krajina.

La Bosnie-Herzégovine est, quant à elle, constituée principalement de trois nations fortement imbriquées : les Musulmans²⁴ (44 %) sont majoritaires, mais les Serbes (31 %) et les Croates (17 %), ces derniers majoritaires au sud en Herzégovine, constituent de très importantes minorités.

La Serbie elle-même est bien loin de constituer un ensemble homogène ; la province autonome de Vojvodine, au nord, compte 17 % de Hongrois à côté de 57 % de Serbes, mais aussi de Croates, Slovaques, Roumains, Tziganes ; mais, surtout, la province autonome du Kosovo, au sud, berceau historique du peuple serbe, compte plus de 80 % d'Albanais, les Serbes n'étant plus que 10 %.

Hors ces deux provinces, la Serbie est plus homogène avec 87 % de Serbes ; à noter toutefois une forte présence musulmane dans la région du Sandjak, limitrophe du Monténégro et du Kosovo.

Ce tableau est aride. Il est toutefois essentiel pour comprendre ce qui va se passer dès lors que chaque république voudra s'émanciper : le nationalisme serbe, voire son irrédentisme, qui est une constante historique tragique de ce peuple, se satisfait d'une Yougoslavie où son rôle est dominant ; il peut à la rigueur s'accommoder d'une émancipation de la Slovénie et de la Macédoine ; en revanche, tant en Croatie qu'en Bosnie, les minorités serbes, dont la mémoire est hélas riche en tragédies, refuseront de quitter la protection fédérale.

Il n'est donc pas surprenant qu'après avoir défendu pied à pied l'existence de la fédération yougoslave, leur nationalisme appuyé sur une expérience historique douloureuse, ait considéré l'indépendance de ces deux républiques comme un "casus belli".

C'est plus encore le cas en Serbie même, au Kosovo, où, sur leur terre historique, les Serbes sont fortement minoritaires.

On verra donc les Serbes s'accrocher au concept fédéral et s'appuyer sur celui-ci pour, initialement, légitimer l'intervention d'une armée qui se veut celle de la fédération mais où, avec l'apport des Monténégrins, ils sont prédominants ; à noter que le concept fédéral restera entretenu aussi longtemps que possible, avec une fédération yougoslave réduite aux deux républiques, de Serbie, incluant les deux provinces auparavant autonomes, et du Monténégro.

L'embrasement

Dans la décennie qui précède l'embrasement de 1991, c'est à propos du Kosovo que se cristallise le nationalisme serbe : en 1981, puis en 1987, des troubles éclatent dans cette région, avec des manifestations de la majorité albanaise, réprimées avec violence ; le nationalisme serbe s'en trouve porté à l'incandescence.

C'est sur ce mouvement profond que va s'appuyer Slobodan Milosevic, qui accède à la présidence de la ligue communiste de la république de Serbie en 1987, pour garder un pouvoir que la déliquescence du communisme pouvait priver de son fondement. En 1989, le statut de provinces autonomes de la Vojvodine et du Kosovo est abrogé au profit d'une annexion pure et simple.

²⁴ Les Musulmans de Bosnie, depuis la déclaration d'indépendance de celle-ci, récusent cette appellation au bénéfice de « Bosniaques ». Cette dénomination est à distinguer de celle de « Bosniens », qui désigne les habitants de la Bosnie dans leur ensemble, lesquels se répartissent pour l'essentiel, entre Bosniaques, Bosno-Serbes et Bosno-Croates.

Ce coup de force constitue, pour les dirigeants des autres républiques, le facteur déclenchant de leur décision de rompre avec la confédération yougoslave et de proclamer leur indépendance.

Il est de bon ton, dès les années 90 et jusqu'à nos jours, d'imputer exclusivement aux Serbes la responsabilité de l'embrasement qui en résulte.

La réalité est plus complexe.

On a, en fait, à mesure que l'emprise communiste se dissout sur l'ensemble de la Fédération, la convergence de mouvements proprement nationalistes et d'appétits de pouvoir, notamment mafieux.

Le nationalisme serbe est à la mesure des vexations subies sous Tito et des inquiétudes pour l'avenir des Serbes, là où ils sont en situation minoritaire : au Kosovo, du fait de l'écrasante prépondérance démographique albanaise ; en Croatie, dans les Krajina, face à un nationalisme croate qui, avec Franjo Tudjman²⁵, reprend les attributs de l'état oustachi ; en Bosnie, face à un nationalisme « Musulman » exprimé en 1970 par Alija Izetbegovic²⁶ dans une « Déclaration islamique », rééditée à Sarajevo en 1990.

On a beaucoup parlé de la « Grande Serbie ». En fait, l'objectif des Serbes réalistes est essentiellement le maintien de l'état fédéral, seul susceptible, pour eux, de garantir les droits de leur diaspora, dès lors qu'ils occupent de fait une position démographiquement dominante.

Il est vrai que, simultanément, au sein des minorités serbes qui se sentent menacées, la levée de milices ouvre la voie aux violences que l'on sait, largement médiatisée.

Mais le nationalisme croate est tout aussi déterminé, à la mesure des fractures laissées par l'aventure oustachi, et qui retrouve les chemins de ses anciens cousinages germaniques. Il revendique une Croatie bien peu historique, incluant la Dalmatie, les Krajina et les Slavonie, dans les limites découpées par Tito, quand ce n'est pas, de surcroît, la Bosnie dans son ensemble.

Il possède d'importants relais par son immigration en Allemagne et aux U.S.A. - souvent héritière des oustachis et non moins souvent influente dans les mafias-, mais aussi au Vatican où il a toujours été considéré comme l'avant-poste de la catholicité.

Le nationalisme « Musulman », est, quant à lui, d'une nature très particulière. En effet, si par son caractère exclusif, il ne le cède en rien aux deux précédents, il a cette particularité, par rapport à eux, de ne pas pouvoir s'associer à une entité territoriale spécifique et reconnue avec laquelle il pourrait s'identifier, mais de devoir s'accommoder d'une Bosnie nécessairement

²⁵ Franjo Tudjman est, côté croate, l'acteur principal, avec, chez les Serbes, Slobodan Milosevic et pour les Bosniaques Alija Izetbegovic, du démembrement de la Yougoslavie des années 90. Né en 1912, Résistant communiste durant la guerre, il fait carrière dans l'armée populaire qu'il quitte en 1961 avec le grade de général. Le nationalisme croate qu'il affiche dans les années qui suivent lui vaut d'être emprisonné en 1961 et en 1971. Elu président de la Croatie en 1990, il la conduit à l'indépendance et reste l'homme fort des années de guerre 91-95. Sa contestation de l'ampleur des crimes oustachis lui vaut d'être qualifié de révisionniste. S'il n'était pas décédé en 1999, les motifs n'auraient pas manqué pour le traduire, au même titre que Milosevic, devant le T.P.Y. pour crimes de guerre.

²⁶ Alija Izetbegovic, né en 1925, étudiant à Sarajevo en 1943, est alors membre des « Jeunes Musulmans », mouvement qui collabore avec le régime oustachi. Il est emprisonné en 1946 comme opposant au régime de Tito. Il retrouve la prison en 1973, après la publication, en 1970, d'une « Déclaration islamique », qui lui vaut une accusation de nationalisme, puis en 1983. En 1989, il fonde le S.D.A. (parti d'action démocratique, en fait parti national des Musulmans de Bosnie) et est élu en 1990 président de la république de Bosnie, qu'il conduit à l'indépendance. Il décède en 2003.

pluriethnique. Dès lors, ce nationalisme ne pouvait s'avancer que derrière le drapeau de la multiethnicité, du pluralisme et de la démocratie²⁷.

Cette manœuvre a été parfaitement orchestrée par les relais américains permis, là aussi, par une importante et influente émigration aux U.S.A et grâce aux financements saoudiens qui alimentent depuis le début des années 90 un organe de communication américain particulièrement efficace²⁸.

1991 est vraiment l'année charnière : le 25 juin, la Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance ; la Macédoine le 15 septembre.

Dès lors, l'intervention de l'armée fédérale en Slovénie marque le coup d'envoi des hostilités ; il faut noter qu'elle est décidée par le Président fédéral en exercice, Ante Markovic, un Croate, au nom, donc, de la pérennité du concept fédéral ; ce sont en revanche les Serbes qui influencent la décision de retrait des troupes après six jours seulement de combats.

En effet, pour les Serbes, les enjeux se situent à ce stade principalement en Croatie, où les minorités serbes des Krajina, qui gardent le souvenir cuisant de l'aventure oustachi, ne peuvent accepter une domination croate et s'organisent en « République » dans le deuxième semestre de 1991.

Le siège de Vukovar dans l'extrême est de la Croatie, puis sa destruction et sa chute en novembre 1991 contribuent à mobiliser l'opinion mondiale contre une Serbie en situation d'agresseur brutal et impitoyable, avec le concours de milices au comportement barbare.

Dans ce contexte intervient la reconnaissance de la Croatie dès décembre 1991 par l'Allemagne et le Saint-Siège, suivis, en janvier, par les Européens de la CEE ; cette reconnaissance, initialement unilatérale, sans garanties pour les minorités serbes des Krajina, attise le conflit naissant.

Le même scénario prévaudra avec l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine en mars 1992 à l'occasion d'un référendum boycotté par les Serbes²⁹ et sa reconnaissance par la CEE en avril. Comme leurs cousins des Krajina, les Bosno-serbes érigent le territoire qu'ils contrôlent en « Republika Srpska », sous la présidence de Radovan Karadzic³⁰.

Ce printemps tragique marque le début de la bataille de Sarajevo qui va rapidement se traduire par un terrible siège qui mobilisera désormais l'émotion mondiale.

Dans le même temps sont opérés des transferts de populations que l'on qualifiera de « purification ethnique » où les Serbes jouent le rôle principal, mais en fait assez largement pratiqués par les uns et les autres.

Les incontestables et terribles exactions commises ici et là par des milices plus ou moins contrôlées et l'effet ravageur des bombardements sur Sarajevo frappent d'emblée la cause serbe au sceau de l'infamie ; en contrepartie, la légitimité désormais acquise du gouvernement de Bosnie-Herzégovine donne aux Bosniaques l'aura de victimes engagées dans une véritable guerre de libération.

Dans le cas de la Bosnie-Herzégovine, le problème se complique par l'existence d'une importante communauté croate qui se constitue dans cette même année en République d'Herceg -Bosna et mène de très durs combats contre les Musulmans au cours de l'année 1993 ; le point focal en est la ville historique de Mostar, désormais dévastée et partagée entre une partie croate et une partie musulmane.

²⁷ L'activisme du S.D.A., parti musulman d'Alija Izetbegovic, offrait, par rapport au battage médiatique, une image contrastée qui n'a pas été vraiment perçue.

²⁸ Nous reviendrons plus loin sur le rôle de la société Rudder & Finn

²⁹ Le vote musulman trouve alors l'appui conjoncturel des Croates et de la frange démocrate et pluraliste.

³⁰ Radovan Karadzic, né en 1945 au Monténégro, psychiatre à Sarajevo, préside la « Republika Srpska ». Emprisonné à La Haye depuis 2008, poursuivi pour génocide et crimes de guerre (siège de Sarajevo et massacres de Srebrenica), il est en 2016 condamné à 70 ans de prison.

Là encore, la reconnaissance hâtive par la communauté internationale, d'une Bosnie-Herzégovine comme état unitaire, loin d'apporter les garanties souhaitées, n'a fait qu'attiser l'incendie.

En fait, il faut souligner un singulier paradoxe : en reconnaissant très rapidement l'indépendance des républiques de l'ex- Yougoslavie, la communauté internationale prend en quelque sorte acte de la non-viabilité d'un ensemble fédéral unitaire.

Or, la Bosnie-Herzégovine, avec ses trois communautés principales, constitue à elle-seule une Yougoslavie en réduction ; comment peut-on, dès lors, la considérer, elle, comme nécessairement viable ?

De mes investigations d'alors, je retiens qu'il serait inique de nier, dans tout ce processus, la responsabilité des nationalistes serbes, flattés par l'opportunisme des ex-dirigeants communistes ; de même, les crimes commis dans cette guerre inexpiable doivent être dénoncés sans faiblesse.

Mais je retiens aussi que ce serait une grave erreur d'opposer à ce nationalisme coupable, des nationalismes qui seraient, eux, plus légitimes, ou un idéal démocratique et pluraliste - qui est certes celui, fondateur et essentiel de l'Occident- mais qui trouvait alors mal à se concrétiser dans les réalités balkaniques.

Ainsi, je ne peux pas ne pas relever que le nationalisme croate qui a, lui, réalisé de fait l'inacceptable « purification ethnique » en Croatie mais aussi dans la part de Bosnie qu'il contrôle, n'a pas, tant s'en faut, subi l'opprobre qui affecte celui de son frère ennemi.

Le problème que posent à l'évidence ces tragiques événements est celui du poids, dans les décisions de la communauté internationale, de l'émotion de l'opinion à travers une information essentiellement véhiculée par une presse télévisée nécessairement schématique, quand elle n'est pas manipulée.

Dans ce moment où, en France, le concept de « guerre psychologique » reste sulfureux en réminiscence des vicissitudes de la guerre d'Algérie, il m'apparaît très clairement que cette guerre de Yougoslavie est aussi celle de l'information.

1991-1995 : quatre années de luttes complexes et inexpiables

Engagé en 1991 comme la lutte de l'état fédéral contre les séparatistes, le conflit va, dès 1992, évoluer vers une guerre inter-entités même si la Serbie s'efforcera par tous les moyens de maintenir l'héritage de cet état fédéral, par son union avec le Monténégro.

Le nœud du problème est toujours la présence ou non d'une minorité serbe significative ; il n'y en a pas en Slovénie ni en Macédoine : la sécession est sinon acceptée, du moins réalisée sans entraîner d'engagement dans une guerre sans merci. Ces minorités sont importantes en Croatie et en Bosnie, comme on l'a vu : l'indépendance de l'une et de l'autre de ces Républiques sans garanties pour les Serbes est un casus belli.

Initialement, c'est donc bien l'armée fédérale qui intervient, même si, très rapidement, elle se resserre sur les seuls Serbes et Monténégrins.

Ceci explique l'ampleur des succès serbes dans les deux premières années de guerre (91-92) en Croatie et en Bosnie. Dès la fin 92, la continuité territoriale serbe est établie entre les Krajina, la Bosnie occidentale, les Slavonie et la Bosnie orientale, au prix d'exodes massifs des populations musulmanes, en particulier en Bosnie orientale, et croates, notamment à Vukovar ou à Brcko.

Les années 93 et 94 jusqu'à l'été 95 seront des années d'apparente stabilisation, marquées par les sièges (Sarajevo, Bihac, Gorazde, Srebrenica), avec des embrasements sporadiques et un

engagement de plus en plus prononcé de la communauté internationale, à la mesure du crescendo de l'émotion provoquée par telle ou telle atrocité médiatisée.

En fait, cette période est notamment mise à profit par les Croates pour se doter d'une véritable armée, avec de discrets conseillers américains et une aide allemande d'autant plus discrète, même si elle est massive, qu'elle peut être fournie avec les matériels soviétiques de l'ex-Allemagne de l'Est.

Elle débute aussi par une guerre dans la guerre : celle des Croates contre les Musulmans en Herzégovine, avec pour point focal Mostar³¹ et les poches croates de Bosnie occidentale.

On a donc là un jeu à trois, voire à six ou sept, selon que l'on considère Serbes, Croates et Musulmans ou que, de façon plus précise, on distingue les Serbes de Serbie de Slobodan Milosevic, les Serbes de Bosnie de Radovan Karadzic, les Serbes des Krajina, les Croates de la Croatie de Franjo Tudjman, les Croates d'Herceg-Bosna, les Musulmans de Bosnie d'Alija Izetbegovic.

Mais, pour être complet, il faudrait aussi distinguer les jeux autonomes des Serbes de Banja Luka par rapport à ceux de Pale, des Musulmans de Gorazde, de Bihac ou de Tuzla par rapport à ceux de Sarajevo, sans omettre la sécession du musulman Fikret Abdic aux côtés des Serbes à Bihac.

Ces configurations complexes s'articulent sur fonds d'activités mafieuses, dans tous les camps, et se prêtent à des alliances de circonstance officielles ou occultes³².

Avec le recul, il apparaît que l'ensemble le plus homogène est l'ensemble croate, marqué par la continuité territoriale entre Herceg-Bosna et Croatie et par une inféodation stricte des dirigeants de cette dernière entité à Tudjman dont l'entourage est d'ailleurs massivement originaire de cette région.

Pourtant, c'est au printemps 93 qu'est créée en Bosnie-Herzégovine, la Fédération croato-musulmane qui met un terme -apparent- au conflit entre les deux parties.

En fait, cette création qui reste largement formelle, est le résultat de la très forte pression américaine sur les belligérants.

Quoi qu'il en soit, en ce début d'année 1995, l'avantage paraît revenir très largement aux Serbes, dans les Krajina, comme en Bosnie.

L'engagement international.

Face à cette situation, s'engagent, dans les instances politiques internationales et dans l'opinion, deux démarches concomitantes, mais singulièrement divergentes.

La première relève de la politique étrangère des puissances ; elle se traduit par des initiatives prises dès 1991 et tout au long des années qui suivent, par les grands acteurs de la communauté internationale.

La seconde paraît relever du seul traitement médiatique des événements par les grands organes de presse et par ceux qui sont friands de la tribune qu'ils peuvent offrir. Elle est à la mesure de l'ère de l'information dans laquelle nous sommes alors entrés. Elle joue très largement du registre de l'émotion. De fait, on le verra, elle relève aussi de la politique, masquée celle-là, si ce n'est pas de la guerre de l'information.

Si l'une et l'autre de ces démarches se développent simultanément et peuvent parfois se combiner, en ce début d'année 1995, pour qui cherche à y voir clair, il importe de bien sérier les approches.

³¹ La destruction du joyau d'art ottoman qu'était le pont de Mostar, imputée aux Serbes par certains médias, est, dans cette période, le fait des Croates.

³² A cet égard, la gestion du tunnel creusé sous l'aéroport par les Bosniaques pour ménager une libre voie d'accès de Sarajevo au monde extérieur est un cas d'école que je découvrirai in situ et dont on reparlera.

Une communauté internationale en mode polyphonique.

Qu'en est-il alors de l'engagement de la communauté internationale ?

Quatre ensembles d'acteurs sont, d'emblée, au chevet de la Yougoslavie : la Communauté européenne, la Russie, les Etats-Unis d'Amérique et les Nations Unies.

Les Européens parmi lesquels les Allemands pèsent désormais du poids de leur unité retrouvée depuis octobre 1990, sont en première ligne.

Si le péril soviétique a disparu, dans la recomposition de l'Europe qui s'engage alors sur les décombres du bloc oriental, l'incendie des Balkans est lourd de menaces pour la stabilité du continent européen, à maintenir, voire rétablir de toute nécessité.

Pour cela, la France, l'Allemagne et le Royaume Uni sont pour l'essentiel à la manœuvre.

En France, beaucoup voient là pour l'Europe en construction une responsabilité à assumer sauf à faillir à sa vocation, à la fois comme une obligation et comme une opportunité historique.

La dynamique de l'unification européenne, marquée dans cette même période, en février 1992, par le traité de Maastricht, ne doit-elle pas conduire la Communauté européenne à s'affirmer sur la scène internationale et donc, d'abord, comme puissance régionale ?

Forte de son rôle moteur dans cette dynamique, la France, elle qui avait de surcroît porté la Yougoslavie sur les fonts baptismaux sept décennies auparavant, se montre alors très active dans la gestion de la crise yougoslave, au-delà des clivages politiques.

Elle y est d'autant plus incitée que l'Allemagne, quant à elle, n'est pas inerte.

En effet, d'emblée, l'Allemagne fait cavalier seul. Tout se passe comme si cette Allemagne réunifiée de fraîche date³³ retrouvait tout naturellement les tropismes des très anciennes zones d'influence germanique, Slovénie et Croatie en l'occurrence, sans omettre les tropismes anti serbes.

En témoigne, ab initio, le 23 décembre 1991, la reconnaissance unilatérale par Berlin de l'indépendance de la Croatie, et ce sans conditions ni concertation préalable avec ses partenaires.

Dans cette situation, nombre de ses proches en témoigneront, le président français, François Mitterrand, conscient quant à lui de l'extrême complexité de la situation, estimait que l'indépendance des républiques constitutives de la Yougoslavie, pour autant qu'elle ait été inéluctable, devait être subordonnée à deux démarches de précaution : une négociation sur des frontières qui devaient être, si nécessaire, retracées, et des garanties pour les minorités.

Mais, face à l'initiative unilatérale de l'Allemagne, l'alternative, pour la France, fut alors entre l'ouverture d'une crise entre les deux piliers de la construction européenne et la dynamique de Maastricht. On a choisi cette dernière...

La France emboîtera donc le pas à l'Allemagne, tout comme le Royaume-Uni, celui-ci dans son choix traditionnel de ne pas abandonner les équilibres européens aux seules puissances continentales.

Dès lors, faute d'avoir pu prévenir la crise, France, Allemagne et Royaume-Uni vont la gérer de concert, en dépit d'analyses dissemblables voire divergentes, cherchant à limiter les dégâts, tirant des bords, sous la pression médiatique, cahin-caha, au nom de la C.E.E. et dans le cadre de dispositions onusiennes prises au coup par coup...

³³ Rappelons que le président Mitterrand a pu sembler, dans ce moment historique, marquer pour le moins une hésitation.

L'autre acteur européen est bien évidemment la Russie. Émergeant avec difficulté de l'effondrement de l'empire soviétique mais héritière de l'U.R.S.S. dans son statut de puissance majeure en Europe, certes alors mis à mal, elle ne peut laisser à l'Occident le champ libre dans les Balkans, à ses marches.

Par ailleurs, l'opinion découvre alors, souvent avec surprise, que soixante-dix ans de communisme n'ont pas fait disparaître la vocation multiséculaire de Moscou à incarner la troisième Rome, en figure de proue du monde orthodoxe.

Or, le chaos yougoslave redonne actualité, pour une part, à l'antique confrontation entre ce même monde orthodoxe et le monde occidental³⁴.

Pour autant, la Russie, comme le montre bien simultanément la guerre du Golfe, est pour l'essentiel hors-jeu, même si son droit de veto au conseil de sécurité de l'O.N.U. en fait un interlocuteur incontournable, qui pèse sur les décisions.

Les Etats-Unis d'Amérique, quant à eux, sont devenus pour l'heure l'unique « hyperpuissance ». Ils semblent initialement se désintéresser, politiquement sinon médiatiquement, du conflit yougoslave, laissant apparemment cette responsabilité aux Européens. Il faut attendre 1994/1995 pour que l'administration Clinton s'en empare, imposant alors une gestion à l'américaine sur laquelle nous reviendrons.

Outre le rôle, important outre-Atlantique, de la pression médiatique et des lobbies, notamment en faveur des Croates et des Bosniaques, qui, comme on l'a vu, disposent sur place de relais influents, tout se passe alors comme si, dans ce moment de l'histoire où l'existence de l'O.T.A.N. pouvait apparaître désormais comme anachronique et discutable, il s'agissait d'administrer, face à l'impuissance européenne, la démonstration d'une nécessaire pérennité de cette instance de coopération militaire intégrée³⁵.

L'évidence d'un besoin de concertation entre ces cinq acteurs majeurs conduit au début de 1993 à la constitution d'un « groupe de contact » pour le suivi de la situation et pour l'élaboration de solutions susceptibles de mettre un terme au conflit.

A considérer l'éventail des motivations rappelées schématiquement ci-dessus, il n'est pas surprenant que cette élaboration ait été laborieuse et que les multiples plans auxquels elle a pu aboutir soient restés sans lendemains.

In fine, là comme ailleurs dans le chaos qui succède au monde bipolaire, c'est à l'O.N.U. qu'il revient d'orchestrer depuis 1991 les initiatives de la « communauté internationale » pour tenter de maîtriser l'incendie yougoslave.

Elle le fait à coup de résolutions prises, bien souvent sous l'effet d'événements dramatiques relayés par des campagnes médiatiques suscitant l'émotion planétaire, mais sans, la plupart du temps, le moyen d'en imposer l'exécution.

Ayant entériné l'indépendance des républiques constitutives de la Yougoslavie, elle intervient dans le conflit animée d'un principe d'impartialité entre les belligérants, avec des objectifs pour l'essentiel humanitaires.

³⁴ C'est, sur ce registre, l'interprétation par les Serbes, friands de références historiques fussent-elle lointaines, de la reconnaissance hâtive de l'indépendance de la Croatie par le Vatican, concomitante de celle de l'Allemagne.

³⁵ Dans sa conférence de presse du 21 février 1966 par laquelle il annonce le retrait de la France de la structure intégrée de l'O.T.A.N. et demande la fermeture des bases américaines sur notre territoire, le général de Gaulle qualifie ainsi la situation qui justifie cette décision, dès lors que la menace a évolué : « ...un protectorat américain installé en Europe sous couvert de l'O.T.A.N. » Ce jugement était-il caduc quatre décennies plus tard ?

Une première disposition est l'embargo sur les armes³⁶, souvent contesté au nom de ce que l'on ne pouvait faire la part égale entre l'agresseur et l'agressé, et toujours sous menace d'être remis en cause, notamment aux Etats-Unis.

On s'apercevra après coup qu'il a été largement contourné, en Croatie du fait principalement de l'Allemagne³⁷ -on le sait aujourd'hui-, et en Bosnie par de multiples canaux parmi lesquels les financements des monarchies du Golfe n'étaient pas les moindres.

Il s'y ajoute deux phénomènes qui feront de l'embargo sur les armes une fiction : en tout premier lieu, le concept de défense populaire de l'ère titiste avait eu pour effet de disséminer à travers tout le territoire un armement surabondant et les installations pour le fabriquer ; secondairement, l'implosion du bloc soviétique mettait sur le marché des stocks d'armes considérables qui allaient alimenter le marché noir.

Une deuxième mesure, la plus significative, est la mise en place sur le terrain de forces sous béret bleu, en interposition entre les belligérants.

Dans le cadre d'une force de protection des Nations-Unies, elles sont placées sous la double autorité d'un haut représentant civil, haut fonctionnaire de l'O.N.U. et d'un commandant militaire, officier général, tous deux installés à Zagreb.

En ce début 1995, le premier est un Japonais, Yasushi Akashi, en poste depuis un an, très représentatif de l'appareil diplomatique onusien.

Le second est un Français, le général de corps d'armée Bernard Janvier, ancien chef de la division Daguet de la guerre du Golfe ; il prend ses fonctions le 1er mars, succédant au général de corps d'armée de Lapresle, qui les occupait depuis un an. Nous aurons de multiples occasions de les retrouver.

Conformément à la culture et à la doctrine onusienne, les forces dépêchées sur place sont armées pour leur seule auto défense et leur rôle est double : d'une part contrôler, sur les lignes de confrontation, l'exécution des multiples cessez-le-feu à répétition, initialement en Croatie, puis en Bosnie, d'autre part assurer la protection des convois de ravitaillement humanitaire, notamment à destination des villes assiégées dont Sarajevo est le symbole emblématique.

Il est à noter toutefois que tout cela est soumis au bon vouloir des belligérants.

Lorsque les injonctions diplomatiques deviennent inopérantes, s'ajoutent les sanctions économiques puis, sous la pression des événements, la menace d'intervention de l'O.T.A.N. par bombardement aérien, sous mandat de l'O.N.U.

En l'occurrence, ces deux dernières dispositions s'exercent à l'encontre des seuls Serbes dans la mesure où ils sont désignés comme les agresseurs.

Telle est la vision, la plus objective possible, que l'on peut acquérir des pièces du puzzle en ce début d'année 1995, pour peu que l'on fasse les recherches appropriées.

Pour cela, la documentation en place à l'Etat-major des armées (E.M.A.) et à la Direction du renseignement militaire (D.R.M.) est riche et rigoureuse.

Elle donne accès à un minimum de compréhension des bases d'une situation qui, si elle est complexe, n'en est pas pour autant inintelligible.

Or tel n'est pas le cas du traitement médiatique des événements.

³⁶ Voté par le Conseil de Sécurité le 25 septembre 1991.

³⁷ Il est vrai que la réunification allemande, entraînant le phagocytage de l'armée de la défunte R.D.A., rendait disponible un abondant matériel d'origine soviétique qui se prêtait à un camouflage efficace.

La guerre de l'information.

A l'incompréhension initiale, très tôt succède, dans les médias, le schéma simple caractérisé précédemment : le chaos yougoslave, perçu à travers des images télévisées dont la dureté, voire l'horreur, soulèvent l'émotion, est le fait d'un agresseur serbe barbare et fascisant qui s'oppose aux légitimes aspirations de peuples, croate et bosniaque, en lutte pour leur liberté.

L'air du temps favorise cette vision manichéenne.

En effet, la fin du monde bipolaire ayant cédé la place non pas à la paix universelle comme escompté par des esprits généreux, mais à un univers convulsif en proie à la violence déchaînée, ces mêmes esprits généreux, face à cette violence, se font les promoteurs du droit, voire du devoir, d'ingérence.

A l'action des organisations humanitaires – les O.N.G. – qui déploient des efforts considérables pour porter assistance aux populations en s'efforçant d'observer une stricte neutralité entre les belligérants, gage de leur liberté d'action, se superpose un activisme engagé qui s'inscrit résolument dans le schéma précité.

Le voyage de Sarajevo, quels qu'en soient les difficultés et les risques -réels ou parfois suggérés- est devenu un point d'orgue de cet engagement.

L'orchestration médiatique qui l'accompagne, le plus souvent sur le registre de l'émotion, bénéficie d'un vedettariat qui pèse sporadiquement sur la conduite de la crise.

Faute d'orientations politiques pertinentes, il en résulte alors souvent, sous la pression médiatique, de la part des instances gouvernementales ou onusiennes, une injonction au chef militaire en situation qui peut se résumer, ainsi que l'a écrit le général Briquemont³⁸, par l'expression : « Do something, general ! ».

Les témoignages de nos hommes sur le terrain, comme les rapports de fin de mission, soulignent l'extrême difficulté, pour eux, d'accomplir leur mission d'interposition dans ce contexte.

Cette pression médiatique s'accompagne, pour les Français, d'un procès récurrent de partialité au bénéfice des Serbes.

L'impartialité qu'impose la mission donnée par l'O.N.U. à nos bataillons se conjugue pour cela avec un mode opératoire propre à la culture militaire française, marqué par l'empathie du soldat français avec les populations dont il assure la protection.

Une empathie qui peut jouer tout aussi bien en faveur de l'une ou l'autre des populations selon les circonstances.

Mais la protection susceptible d'être assurée, notamment au bénéfice de la population de Sarajevo, est en l'occurrence très relative puisque les règles d'engagement interdisent toute action à l'encontre de l'assaillant, sauf auto-défense...

De là à penser qu'il y aurait parti pris, c'est un thème qui constitue, tout au long de ces années, le fonds de commerce de nombre de journalistes.

Cette thèse s'alimente par ailleurs d'une accusation portée à l'encontre du président Mitterrand, réputé pro serbe. En fait, celui-ci, fort de sa connaissance approfondie d'une histoire qu'il a pour une part vécue, mesure la complexité du théâtre yougoslave, au risque d'interprétations hasardeuses dans une logique binaire.

Ces accusations sont confortées par les Bosniaques dont on peut comprendre qu'ils fassent flèche de tout bois pour faire évoluer la situation à leur bénéfice.

³⁸ Le général Francis Briquemont, de nationalité belge, a été le commandant militaire de la Force de protection de l'O.N.U. pour la Bosnie, de juillet 1993 à janvier 1994. Il avait succédé au général français Philippe Morillon.

En revanche, que ce soient, pour l'essentiel, des journalistes français qui entretiennent ce climat délétère pour nos bataillons en interposition sur les lignes de confrontation est très mal vécu par des hommes qui, sur le terrain, risquent leur vie au nom de la France, dans une situation inextricable.

En ces premiers mois de 1995 où je me prépare à la mission qui devrait m'échoir à l'automne, j'ai conscience qu'il s'agit là d'une véritable épreuve morale à laquelle j'aurai à faire face. Encore n'ai-je pas idée des sommets qu'elle devait alors atteindre...

Mais, si l'on peut de prime abord attribuer ce tintamarre médiatique à l'air du temps et au goût du sensationnel des organes d'information moderne, il n'est pas d'observateur qui ne soit pas conduit, dès l'époque, à s'interroger à l'occasion de nombre d'événements qui peuvent faire soupçonner, tout au long de ces années, une manipulation de cette information.

Au fur et à mesure que je progresse dans ma connaissance des fractures historiques de la société yougoslave et, notamment de celle de la Deuxième guerre mondiale, je ne peux manquer d'être frappé par un contraste radical entre l'image des belligérants telle qu'elle est orchestrée et leurs antécédents historiques dans cette période.

Car enfin, voilà des Serbes présentés comme des néo-nazis, coupables de génocide, ouvrant des camps de concentration, pratiquant des viols de masse et une « purification ethnique » à l'encontre de malheureuses populations croates et bosniaques en lutte pour leur liberté et pour la démocratie.

Or, dans le même temps, en Croatie, on a repris les attributs de l'état oustachi, réhabilité Ante Pavelic, le Hitler croate, et on pratique le négationnisme quant au fait historique incontestable que les Serbes ont disparu par dizaines de milliers dans les camps d'extermination oustachis, avec souvent la complicité des musulmans bosniaques.

Quel extraordinaire retournement de situation !

Faut-il le répéter ? Il serait évidemment inique de nier les crimes et exactions commis par les Serbes et leurs milices dans cette période.

Tout comme le martyr des malheureuses populations de Sarajevo ne doit pas cesser de nous interpellé et de susciter notre compassion, plus encore, de nourrir notre volonté de tout faire pour y mettre un terme.

Mais de là à rapprocher, comme on l'a vu sur les murs de nos villes, le portrait de Hitler de celui de Karadzic, ne force-t-on pas le trait ?

De là encore, sur de semblables affiches, à présenter derrière des barbelés un homme aux côtes saillantes pour dénoncer un Auschwitz serbe, le procédé n'est-il pas excessif à plus d'un titre, comme on en aura plus tard la preuve ?

A l'époque, je m'interroge, tout comme m'interpellent les témoignages que je reçois du terrain faisant état de véritables montages médiatiques organisés ici et là pour entretenir et accentuer la diabolisation des Serbes.

Ce n'est qu'après mon retour, en 1996, que je prendrai connaissance des remarquables opérations de communication conçues par l'agence américaine Rudder & Finn, au bénéfice, initialement, des causes croate et bosniaque, puis des seuls Bosniaques, visant à leur acquérir la faveur de l'opinion mondiale³⁹.

³⁹ En septembre 1996, un roman de Vladimir Volkoff, intitulé « La crevasse » (Ed. de Fallois), met notamment en scène ce moment où des publicistes américains, constatant qu'il n'est pas de plus sûr moyen de diaboliser l'adversaire que de l'assimiler au nazisme et à la Shoah, décident, quelles qu'en soient les difficultés apparentes, d'accoler cette image aux Serbes...ce qui fut fait.

En tous cas, en ces premiers mois de 1995, je suis conscient que j'aurai, sur ce registre, à affronter une redoutable partie. En effet, à l'époque, l'armée française reste profondément inhibée par rapport à tout ce qui peut évoquer la « guerre psychologique », ainsi qu'évoqué précédemment. J'ai le sentiment que je serai pour cela comme un lutteur qui aurait une main liée dans le dos. Ce sera effectivement l'expérience que j'aurai à vivre.

Ma montée en puissance, consacrée très largement à l'acquisition des indispensables connaissances esquissées ci-dessus, allait connaître une brusque accélération avec ce qui est resté dans l'histoire comme « la crise des otages » de mai 1995, qui frappe de plein fouet le président Chirac nouvellement élu.

En effet, on me fait alors savoir que ma prise de fonctions à la tête du secteur de Sarajevo n'attendra pas novembre et que je dois me préparer à ce qu'elle soit avancée à l'été.

J'entre alors dans la dernière ligne droite.

Chapitre II: Veillées d'armes, au paroxysme de l'absurde.

La crise des otages.

Au printemps 1995, depuis plusieurs mois, les nouvelles à sensation en provenance de Bosnie, le plus souvent tragiques, sont à l'étiage.

Non pas que ne perdure pas le siège de Sarajevo, tout comme celui des autres « zones de sécurité » de Bosnie, ainsi nommées comme par antiphrase -on y reviendra-, mais il en est de l'information comme des excitants : à l'usage se produit une accoutumance et il faut un choc pour sortir l'opinion de sa léthargie.

Le choc survient dans les derniers jours de mai.

A peine la France venait-elle d'élire un nouveau Président de la République le 17 mai, en la personne de Jacques Chirac, désormais à ce titre chef des armées, que celui-ci, comme ses concitoyens, est frappé de plein fouet par des images télévisées qui vont provoquer un sursaut sans précédent.

Non pas que le sang et la mort soient à nouveau au rendez-vous.

Non, c'est une humiliation qui est mise en scène à partir du 26 mai dans les faubourgs de Sarajevo, l'humiliation de ces « soldats de la paix » qui jouissent depuis quelques années de la faveur médiatique.

Environ 200 « Casques Bleus », dont la moitié sont des Français, sont pris en otages par les Serbes ; les images complaisamment filmées par la télévision serbe et relayées par toutes les télévisions du monde, nous les montrent, ici prisonniers, là enchaînés.

Et voilà qui, plus que les atrocités régulièrement servies en pâture aux téléspectateurs depuis trois ans, allait changer la donne⁴⁰ ...

Mais il faut revenir à la genèse de l'événement.

Le facteur déclenchant en est, le 25 mai, le bombardement aérien, par l'O.T.A.N., des faubourgs de Pale, la capitale des Bosno-Serbes sur les hauts de Sarajevo.

Cette initiative et la prise d'otages qui lui répond, trouvent leur origine plus d'un an auparavant.

Le 5 février 1994, dans Sarajevo qui connaît alors son deuxième hiver de siège, un obus meurtrier provoque la mort de dizaines de personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, sur le marché devenu tristement célèbre de Markalé.

L'émotion considérable qui en résulte conduit à un ultimatum adressé aux Serbes le 9 février, sous menace d'intervention de l'O.T.A.N. : injonction leur est faite de retirer tous leurs canons à plus de 20 km de Sarajevo. Les Serbes font alors valoir que les conditions hivernales et les difficultés de circulation interdisent dans bien des cas l'exécution de ces mouvements. Le compromis qui en résulte conduit à la définition de zones de regroupement pour ces canons, dans lesquelles stationneront des Casques Bleus qui auront à veiller à ce qu'il ne soit pas fait usage de ces armes...

Ces dispositions vont tenir plus d'un an, jusqu'à ce qu'un nouveau bombardement, sur Tuzla cette fois, provoque la mort de plus de 70 personnes.

La menace d'intervention de l'O.T.A.N. est alors mise à exécution : c'est le bombardement d'un dépôt de munitions proche de Pale le 25, puis le 26 mai 1995⁴¹ .

⁴⁰ Voilà qui peut prêter à réflexion.

⁴¹ Il est à noter que ce bombardement est effectué sans que le commandant du secteur de Sarajevo en soit informé, ce qui traduit la profonde défiance des Américains vis-à-vis de l'O.N.U. La conséquence en est qu'aucune mesure de précaution ne sera prise par les détachements de Casques Bleus en position sur les points de regroupement.

La réaction des Serbes est immédiate. Sur les neuf points de regroupement de leurs canons, ils disposent en quelque sorte d'otages potentiels : il leur suffit de s'assurer de leurs personnes. En effet, les groupes de Casques Bleus qui se succèdent là depuis quinze mois, pour l'essentiel des Français, des Russes et des Ukrainiens, sont isolés en zone serbe, en situation de totale vulnérabilité, dans une disproportion de forces telle qu'elle interdit toute velléité de résistance. Tel est particulièrement le cas dans les casernes serbes de Lukavica, en limite sud de Sarajevo.

Là se produit la mise en scène la plus lourde de conséquences de la prise d'otages par les Serbes : la reddition d'une section française derrière son lieutenant portant un chiffon blanc à l'extrémité d'un bâton.

Après un premier ultimatum d'avoir à se rendre, que ce jeune officier avait repoussé, la destruction de son véhicule de transport blindé par une roquette et l'arrosage par des rafales de mitrailleuse des fenêtres du rez-de-chaussée du bâtiment dans lequel sa section est plaquée au sol, le conduisent à prendre ce qui lui apparaît alors comme la moins mauvaise décision possible : obtempérer, afin d'assurer la survie de ses hommes, dans la mesure où la situation était par ailleurs sans issue⁴².

En tous cas, ces images, tournées par la télévision serbe⁴³ et diffusées tout à travers le monde, allaient être ravageuses : en un instant, plus que par de longues démonstrations rhétoriques, l'inanité des dispositions onusiennes était patente.

S'il en est un qui ne s'y trompe pas et qui réagit à proportion, c'est bien le Président de la République nouvellement élu, Jacques Chirac, lui qui avait été, en Algérie, un lieutenant remarqué à la tête de sa section.

Un peu plus de deux mois plus tard, lorsqu'il me recevra dans son bureau à la veille de mon départ, il devait me lancer, encore frémissant d'indignation : « *Soldats de la paix, je ne sais pas ce que cela veut dire ; je ne connais que des soldats de la guerre* ».

Au-delà de la formule à l'emporte-pièce, il énonçait là une vérité d'évidence dont on peut s'étonner qu'on l'ait auparavant si longtemps oubliée : si l'on a décidé d'engager des soldats sur le terrain, c'est que l'on a épuisé tous les moyens pacifiques et que l'on est donc résolu à l'épreuve de force.

Encore faut-il que la force soit la force, autrement dit que soient consentis pour cela les moyens humains, matériels, juridiques et moraux adéquats.

C'est à quoi Chirac s'emploie avec l'énergie dont il est capable.

Dès le 3 juin est organisée à Paris une conférence à la faveur de laquelle est décidée la création d'une « Force de réaction rapide » (F.R.R.) dotée de tous les moyens qui lui permettent d'acquérir la supériorité sur les belligérants. Une résolution du conseil de sécurité entérine cette disposition le 15 juin. Une brigade multinationale (B.M.N.) franco-britannique est immédiatement mise sur pied, avec notamment des canons français de 155 mm AUF1, les plus performants du moment au monde ; elle devait être à pied d'œuvre peu après ma prise de fonction à la tête du secteur de Sarajevo, début août.

⁴² Les commentaires que l'on a pu alors lire ou entendre de la part de nombre de grands anciens ont été souvent sans indulgence. Pour ma part, cinq ans plus tard, j'ai rencontré longuement cet officier. Il restait meurtri par cette épreuve qui témoigne d'une réalité : dans les situations extrêmes où il n'est pas de bonne solution, il revient au chef en situation, et à lui seul, de prendre la décision, en conscience, et dans sa pleine liberté d'homme. En l'occurrence, ce fut fait et ce jeune lieutenant n'a alors manqué ni aux devoirs de sa fonction, ni à l'honneur.

⁴³ En l'occurrence, les Serbes commettent une lourde erreur de « communication ». Ce n'est pas la première, ce ne sera pas la dernière. D'une façon générale, en ce moment où ils paraissent triomphants, ils parachèvent leur défaite dans la guerre de l'information. Le coup de grâce leur sera donné à Srebrenica moins de deux mois plus tard.

Mais il n'est pas de sursaut qu'au sommet.

Sur le terrain, le 27 mai dans la nuit, les Serbes s'emparent par surprise du poste de Verbanja. Celui-ci est l'illustration même de ces « check-points » transformés en bunkers pour assurer la protection des occupants contre les tirs. Placé en interposition en pleine zone urbaine, entre le Sarajevo bosniaque au nord de la rivière Miljacka et les immeubles serbes de Grbavica au sud, il s'étend au-delà du pont qui traverse le cours d'eau, en limite de la zone serbe, dominé de toutes parts.

Au petit jour, se produit un événement inouï : la reprise du poste de vive force par une compagnie du 3^e Régiment d'Infanterie de Marine, aux ordres du capitaine Lecointre, lui-même subordonné au colonel Sandhal commandant le bataillon⁴⁴.

Extraordinaire moment que celui de l'assaut lancé dans les premières lueurs de l'aube, baïonnette au canon, par ces garçons, emmenés par le lieutenant Héluin; c'est, pour tous, l'épreuve du feu, un feu immédiatement nourri depuis les immeubles environnants et qui coûte la vie à deux des assaillants.

Tous sont blessés, ou presque, mais leur impétuosité est telle qu'ils reprennent pied dans le bunker après avoir franchi le réseau de barbelés qui le ceinture, faisant refluer les Serbes qui laissent sur le terrain morts, blessés et prisonniers.

En ces instants, c'en est fini des humiliations : derrière des chefs résolus, ces « marsouins⁴⁵ » se sont réappropriés tous les principes et toutes les vertus de l'action militaire. Et c'était sous casque bleu...

D'emblée, on a écrit que cette action, venant opportunément illustrer le volontarisme chiraquien, avait été ordonnée par le Président de la République.

Qu'il y ait souscrit avec enthousiasme dès qu'il en a eu connaissance alors même que le mode opératoire ne relevait certes pas des « règles d'engagement » onusiennes, sans aucun doute.

Que les militaires se soient accommodés de cette récupération par le politique d'une initiative de leur part, c'est quasi statutaire.

Mais la vérité est que, dans la nuit, l'inflexible résolution de ne pas subir cette nouvelle humiliation a été, après celle du capitaine Lecointre qui découvre la perte du poste, celle de son chef, le colonel Sandhal et de l'adjoint français du général, le colonel Meille, que nous retrouverons bientôt.

Toutes les dispositions une fois prises, la décision a été sollicitée auprès du général Gobilliard, commandant le Secteur. Il l'a prise, alors même qu'un message émanant de l'état-major des armées à qui il avait été rendu compte de la situation lui enjoignait l'expectative...

Ce sursaut, totalement d'initiative, reste l'honneur de ces hommes-là.

Dans le même temps, non loin de là, au poste de Krupac 1, qui contrôle l'accès au mont Igman depuis la zone serbe, le lieutenant Pinaud résiste à toutes les intimidations ; en situation de total isolement, il administre une démonstration de discernement, de courage et de fermeté d'âme.

A Paris, d'où nous suivons les événements, s'impose le sentiment qu'enfin on va rompre avec les pratiques délétères de l'angélisme onusien, à l'œuvre depuis quatre longues années sur le théâtre yougoslave et dénoncées dans tous les rapports de fin de mission.

L'avis est unanime : il faut en revenir aux fondamentaux de l'action militaire.

⁴⁴ Ce bataillon, le « Bat.Inf. 4 », a été formé à partir du Régiment d'infanterie-chars de marine (RICM), renforcé notamment d'une compagnie du 3^e RIMa, tous deux alors stationnés à Vannes.

⁴⁵ Appellation traditionnelle des soldats des Troupes de Marine, ex Troupes Coloniales.

Car enfin, quel sens cela peut-il avoir d'assurer la sécurité de convois de ravitaillement au bénéfice des malheureuses populations assiégées, leur permettant ainsi d'échapper à la famine, mais sans rien faire qui puisse empêcher qu'elles meurent sous les balles et les obus, armés que sont les Casques Bleus pour leur seule auto-défense, soumis à d'absurdes règles d'engagement ?

A la source de la vocation militaire, en France, sans que, le plus souvent, cela ne soit ni perçu, ni formalisé, un héritage multiséculaire perdure : celui de l'idéal du chevalier voué à défendre « la veuve et l'orphelin » au prix de sa vie si nécessaire. Et voilà qu'il faudrait désormais défendre la vie du soldat, au prix parfois, de la vie de la veuve et de l'orphelin... Sur le terrain, c'est l'incompréhension.

Quel sens cela peut-il avoir d'engager des forces ainsi dénommées par abus de langage, placées qu'elles sont en situation de totale vulnérabilité, incapables d'imposer l'exécution des résolutions prises à l'encontre des belligérants, qui justifient pourtant leur mise en place, figées dans des dispositifs aberrants et contraires à toutes les règles de base de la tactique la plus élémentaire ?

Oui, il faut en revenir aux fondamentaux de l'action militaire, caractérisés par les principes de sûreté, de supériorité dans les rapports de force, de liberté d'action. C'est ma conviction, encouragée par mes subordonnés qui me disent compter sur moi pour cela, dès lors que je serai en situation.

Le chef d'état-major de l'armée de terre m'avise alors que la date de ma prise de fonction à la tête du secteur de Sarajevo pourrait être notablement avancée.

Dans l'immédiat, pourtant, il faut boire la coupe jusqu'à la lie et le pire reste à venir : ce sera Srebrenica à la mi-juillet, puis Zepa le 4 août, moins d'une semaine avant ma prise de fonction.

La chute de Srebrenica et de Zepa.

Alors même qu'est engagée la mise en œuvre des mesures qui devraient permettre, dans le secteur de Sarajevo, de doter les forces de l'O.N.U. des moyens de se faire respecter, l'investissement de Srebrenica, dans l'est de la Bosnie, et le sort fait à sa population, au mieux chassée, au pire massacrée par les troupes du général Ratko Mladic⁴⁶ entre le 13 et le 16 juillet 1995, intervient comme un coup de tonnerre qui contraste violemment avec cette dynamique.

La crise des otages avait connu son terme avec les dernières libérations survenues le 13 juin. Tout se passe alors comme si les Bosno-Serbes retenaient de l'épisode un sentiment d'impunité tel qu'ils puissent penser que le moment est opportun pour relancer leur mainmise sur l'est de la Bosnie.

⁴⁶ Ratko Mladic est né en 1942 non loin de Sarajevo. Son père, partisan titiste, est tué par les Oustachis en 1945. Il fait une carrière militaire brillante dans l'armée yougoslave. En 1991, comme colonel, il est aux côtés des Serbes des Krajina face aux Croates indépendantistes à Knin. Nommé général, il devient en 1992, jusqu'en 1995, le chef militaire de la République serbe de Bosnie tout en restant officier de l'armée fédérale. Accusé de génocide et de crimes de guerre pour le siège de Sarajevo et les massacres de Srebrenica, il n'est arrêté qu'en 2011 et transféré à La Haye

La ville de Srebrenica, assiégée depuis plus de deux ans, tombe sans combats⁴⁷, le contingent néerlandais sur place n'ayant pas cru pouvoir s'opposer à la démonstration de force serbe.

Or Srebrenica était, avec Sarajevo, Tuzla, Zepa, Gorazde et Bihac l'une des six « zones de sécurité » créées deux ans plus tôt, le 6 mai 1993, par la résolution 824 du conseil de sécurité. Cette résolution prescrivait l'arrêt immédiat des combats, le retrait des forces serbes et le contrôle de leur repli à distance de sécurité par des observateurs militaires des Nations-Unies...

La chute de Srebrenica illustre l'inanité de ces dispositions.

Elle était d'autant plus symbolique que la création de ces zones de sécurité avait fait suite à un événement qui restait dans les mémoires : le général français Philippe Morillon, commandant les forces de l'O.N.U. de Bosnie, avait, le 16 avril 1993, forcé le blocus de Srebrenica à la tête d'un convoi de ravitaillement largement médiatisé.

Assailli par une foule réclamant assistance, il avait alors lancé, debout sur le capot d'une jeep, un mot resté fameux : « *Nous ne vous abandonnerons pas !* ».

L'orchestration médiatique planétaire qui en avait alors été faite était telle que les autorités onusiennes pouvaient difficilement désavouer le « général courage » ainsi que l'avait baptisé la presse internationale, quoi qu'elles aient pensé d'un engagement que rien jusque-là ne permettait de tenir ; elles l'ont avalisé par la résolution 824.

Deux ans plus tard, en ces terribles jours de la mi-juillet 1995, la démonstration était faite que la résolution onusienne ne bénéficiait pas de plus de garanties que le coup de cœur du général Morillon.

Tout à la préparation de la mission qui va m'échoir dans un tel contexte, je mesure le déficit de crédibilité auquel je devrai faire face. Mais je m'interroge aussi sur les circonstances de cet abandon.

Je connais bien le général Janvier qui commande alors à Zagreb. C'est un professionnel solide, rompu à la décision en situations difficiles⁴⁸.

Or, il disposait, conjointement avec le haut-représentant civil, monsieur Akashi, de la capacité de décider d'une intervention aérienne et n'en a pas fait usage.

Il sera pour cela durement attaqué et assumera avec beaucoup d'abnégation, sans jamais esquiver ses responsabilités et sans incriminer qui que ce soit.

Pour ma part, je ne vois pas, pourtant, d'autre explication qu'une forte pression politique exercée sur lui, visant à écarter à tout prix le risque d'occurrence de nouveaux otages.

Le dispositif restait en effet d'une extrême vulnérabilité pour nos troupes avec, par exemple, à Sarajevo, l'existence de postes dangereusement imbriqués en zone serbe. C'est un problème que j'aurai à résoudre quelques semaines plus tard.

La triste affaire de Zepa, qui survient le 4 août, renforce l'hypothèse.

⁴⁷ Il est vrai que les officiers encadrant les défenseurs bosniaques de Srebrenica étaient alors tous retenus à Tuzla, à 150 km de là, au-delà d'un territoire contrôlé par les Serbes. Il y a là une énigme qui n'a jamais été éclaircie. Rien n'a jamais permis d'étayer l'hypothèse d'un accord secret qui aurait été passé entre les autorités bosniaques de Sarajevo et les Serbes, abandonnant à ces derniers les enclaves bosniaques dans l'est de la Bosnie (Srebrenica, Zepa, Gorazde), moyennant des cessions aux Bosniaques dans l'ouest. Quelques mois plus tard, l'hostilité que j'ai pu constater chez les assiégés de Gorazde vis-à-vis des autorités de Sarajevo s'alimentait de cette rumeur.

Toujours est-il qu'à Srebrenica, la population est ainsi livrée aux Serbes qui évacuent les femmes, les enfants et les vieillards tout en se livrant à une impitoyable chasse à l'homme à l'encontre des hommes adultes qui tentent d'échapper. Le bilan des exécutions sommaires sera le plus lourd de la guerre. Mladic, comme Karadzic, seront poursuivis pour cela pour crimes contre l'humanité.

⁴⁸ Bien avant de commander la Division Daguet pour la première guerre du Golfe en 1991, il avait, comme colonel à la tête de son régiment, le 30 août 1982, reçu la délicate mission d'assurer la protection de l'exfiltration de Yasser Arafat de Beyrouth assiégé par les Israéliens.

Instruit par la défaillance du contingent néerlandais à Srebrenica, le général Gobilliard, qui a la poche de Zepa dans son aire de responsabilité, dépêche une compagnie de Casques Bleus français sur les lieux lorsqu'il apparaît que les Serbes vont y rééditer l'opération de Srebrenica.

Il reçoit l'ordre formel de les rappeler sans délais⁴⁹. Et Zepa tombera, sans acquérir la notoriété de Srebrenica.

L'enseignement que j'en tire alors est que je devrai accorder une priorité absolue à l'élimination des vulnérabilités du dispositif, facteur déterminant de notre liberté d'action, celle des décideurs politiques...et la mienne, notamment vis-à-vis de ceux-ci.

La dernière ligne droite.

Ma prise de fonction à la tête du secteur de Sarajevo est décidée pour le 10 août.

Dans cette perspective, de très nombreuses auditions me sont accordées, pour beaucoup via la cellule Yougoslavie de l'état-major des armées, qui joue pour cela parfaitement son rôle.

Elles me permettent de recueillir le témoignage de nombre d'officiers ayant servi en Bosnie, d'active et de réserve, souvent détenteurs d'un exceptionnel capital d'informations, mais aussi l'avis d'experts civils et militaires. Me sont par ailleurs ménagées des entrevues avec les représentants d'organismes du ministère impliqués dans les opérations tels que la Direction du renseignement militaire ou le Commandement des opérations spéciales, ou encore avec des partenaires que je retrouverai sur le terrain, anglais, russes, ukrainiens pour l'essentiel.

Parmi ces rencontres, il en est une à laquelle, d'emblée, j'attache du prix, et qui aura des suites tout au long du déroulement de ma mission.

La Communauté européenne venait de nommer un haut représentant pour la Bosnie-Herzégovine, en liaison avec les membres du groupe de contact, l'O.N.U. et les belligérants.

Carl Bildt⁵⁰, ancien premier ministre suédois, avait été choisi pour cela.

Il lui est adjoint, comme conseiller militaire, l'un des chefs militaires français du moment qui jouit, parmi ses pairs, d'une réputation exceptionnellement flatteuse : le général d'armée Bertrand de Lapresle, inspecteur général des armées ; il avait assuré, jusqu'à la fin février de cette même année, le commandement de l'ensemble du dispositif militaire de l'O.N.U. en ex-Yougoslavie, avant le général Janvier.

Cette nomination relevait d'une décision personnelle du président Chirac.

En effet, quand avait éclaté la crise des otages, celui-ci avait eu des mots très durs pour nos militaires sur place, en particulier après l'épisode du drapeau blanc. Le général de Lapresle avait alors sollicité une entrevue à l'Élysée dans le but de donner au Président de la République les éléments d'appréciation dont celui-ci ne disposait manifestement pas.

Le président Chirac, ayant à cette occasion jaugé la dimension de l'homme, son jugement, son expérience, sa loyauté, l'avait alors missionné auprès de Carl Bildt.

Or, je connaissais bien le général de Lapresle pour avoir été très directement sous ses ordres, à deux reprises, à l'état-major de l'armée de terre. Comme colonel, puis général, il était une référence pour tous les officiers de l'état-major, doué d'un équilibre peu commun de qualités

⁴⁹ Lorsque je succéderai au général Gobilliard, huit jours plus tard, je pourrai mesurer l'amertume de ceux qui avaient dû exécuter cet ordre.

⁵⁰ Je l'ai su par la suite, Carl Bildt avait des relations étroites avec le « complexe militaro-industriel » américain et on le verra s'investir résolument en faveur de la décision américaine d'envahir l'Irak en 2003. Avec le recul, on peut s'étonner de ce choix en 1995 par les Européens alors qu'il leur fallait exister face à l'engagement de plus en plus prononcé de l'administration Clinton dans le conflit yougoslave. Sur ce point, dans son livre « To end a war », Richard Holbrooke -que l'on retrouvera plus loin- se félicite, lui, du choix de Carl Bildt pour représenter l'Union européenne dans la mesure où, écrit-il, il a été proposé par les Américains...

intellectuelles, morales et professionnelles, cela avec une rare humilité et avec un sens de l'humain qui faisait qu'il était de ceux à qui on « obéit d'amitié⁵¹ ».

Notre rencontre un soir de juillet à Genève⁵² où il accompagnait Carl Bildt, et où je l'ai retrouvé en compagnie du colonel Puga⁵³ son assistant, a été d'autant plus importante que je savais que nos routes devaient désormais régulièrement se croiser. Ses conseils avisés, étayés par son sens de la mesure et son jugement sûr ont alors puissamment contribué à me préparer pour la mission qui m'attendait et dont il ne m'a pas caché les extrêmes difficultés.

Mais mes entretiens les plus marquants ont été évidemment ceux que j'ai pu avoir avec les plus hautes autorités politiques nationales.

Il n'est généralement pas d'usage que le Président de la République, chef des armées, reçoive avant leur départ en mission des officiers généraux qui ne soient pas destinés à un poste de premier rang.

Or tel n'était pas le cas du commandement du secteur de Sarajevo, qui avait certes pour une part une dimension politico-militaire, mais qui, sur le théâtre yougoslave, venait en 3e niveau derrière, au sommet, le général Janvier à Zagreb et, en 2e rang, le général anglais Rupert Smith pour la Bosnie-Herzégovine.

Lorsque cette rencontre m'a été signifiée pour le 2 août, je me suis évidemment interrogé sur les raisons qui pouvaient la motiver.

En tout premier lieu, cela traduisait d'évidence l'engagement personnel du président sur le dossier depuis la crise des otages, avec Sarajevo comme point focal.

Mais je ne pouvais pas ne pas penser que son chef d'état-major particulier, le général d'armée Christian Quesnot, avait pu jouer un rôle pour cela. A l'état-major de l'armée de terre, il avait été mon chef après le général de Lapresle.

Quesnot ne laisse personne indifférent : il a beaucoup d'ennemis, notamment ceux à qui il fait de l'ombre ; mais il a non moins de fidèles indéfectibles, ses anciens subordonnés. J'en étais et, comme tous, j'avais pu mesurer l'exceptionnelle efficacité de l'homme, ennemi du formalisme, de la routine et du conformisme, imaginatif en diable, adepte des coups à deux ou trois bandes.

Nous avons donc fait équipe et je soupçonne qu'il ait pu jouer quelque rôle, et pour ma désignation pour un poste auquel je n'étais pas destiné de prime abord, et pour appeler l'attention du chef des armées sur l'intérêt d'une entrevue. Son rôle devait aller ensuite bien au-delà, on le verra.

Quoi qu'il en soit, en cette après-midi du 2 août, rendez-vous m'est fixé à l'Elysée pour 17h30. En préalable, je dois être reçu par le ministre de la Défense, Charles Millon, qui devrait m'accompagner.

A ce stade, j'ai bien pris note des orientations qui m'ont été données à l'état-major des armées, confirmées à l'occasion des points de situation quotidiens au centre des opérations : une forte incitation à l'allègement du dispositif à Sarajevo, avec, même, en dernière extrémité, la perspective éventuelle d'un désengagement total qui fait l'objet de plans très élaborés en liaison avec l'O.T.A.N.

Dans l'immédiat, j'aurai à me coordonner étroitement avec la Brigade Multinationale dès sa mise en place sur le mont Igman dans la première quinzaine d'août avec une consigne ferme : se faire respecter de tous les belligérants.

⁵¹ Impérissable devise du général Frère, mort en déportation : « J'obéis d'amitié ».

⁵² J'avais pris du champ pour quelques jours, chez moi, en Haute-Savoie, afin de me préparer sereinement.

⁵³ Le colonel Puga avait été sous mes ordres à l'état-major. Je le savais totalement fiable. Son avenir ne l'a pas démenti.

Pour cela, si cette brigade est aux ordres du général Soubirou, qui en assure le commandement organique, elle sera « sous contrôle opérationnel » du secteur de Sarajevo.

Autrement dit, c'est à moi qu'il reviendra de décider de son emploi, en particulier de l'intervention de l'artillerie qui en est la pièce maîtresse.

L'amiral Lanxade, chef d'état-major des armées, avait appelé mon attention sur le rôle majeur des forces françaises et m'avait invité à le contacter directement si nécessaire, une fois que je serais en fonction.

J'imagine que s'il n'était pas allé beaucoup plus loin dans son appréciation de situation et dans ses orientations, c'est que le terme de sa carrière militaire et donc de ses éminentes responsabilités était annoncé pour la fin du mois.

Au bilan, les finalités politiques de tout cela ne m'apparaissent pas très clairement et les réponses à mes questions sur ce point, à vrai dire selon moi essentiel⁵⁴, sont soit dilatoires, soit embarrassées.

Je compte donc bien sur mes entretiens avec les plus hautes autorités politiques pour tenter d'avancer en ce domaine ; je ne peux espérer mieux puisqu'après le Président de la République, le Premier Ministre, Alain Juppé, me fixe à son tour rendez-vous pour le lendemain.

Sachant qu'il faudra aller à l'essentiel, je décide que, quelle que soit la tournure que cela prendra, je ne devrai pas ressortir sans avoir obtenu la réponse à la question : « Quel but politique la France poursuit-elle à Sarajevo ? », soit que cette réponse me soit donnée sans que j'aie à poser la question, soit qu'il me faille la solliciter dans le cas contraire.

A l'hôtel de Brienne.

Le 2 août après-midi, par une chaleur caniculaire, je me rends à l'hôtel de Brienne, là où est historiquement installé le ministre de la Défense, dans la continuité des bâtiments de « l'îlot Saint-Germain » occupé alors par l'état-major des armées et par celui de l'armée de terre.

Le ministre, Charles Millon, m'y attend, en préalable à l'entrevue avec le Président de la République.

Je n'ai jamais jusque-là rencontré Charles Millon.

Pour le haut-savoyard que je suis, ce n'est toutefois pas un inconnu puisqu'il est alors président de la Région Rhône-Alpes et député maire de Belley, dans le Bugey, sur l'autre rive du Rhône.

Je sais par ailleurs qu'il a commencé jadis sa vie professionnelle dans notre département, comme courtier en assurances, tout particulièrement au bénéfice des populations paysannes des hautes vallées. Ce représentant de la démocratie chrétienne à la française avait laissé la réputation d'un homme de cœur, simple et chaleureux, faisant volontiers affaire autour de la bouteille de gentiane ou de génépi.

Rien là toutefois qui pouvait expliquer le choix qui est fait de lui comme ministre de la Défense en mai 1995. D'ailleurs, l'intéressé lui-même avait objecté qu'ayant échappé au service militaire par exemption médicale, cette désignation pouvait ne pas être opportune.

Mais, pour Jacques Chirac, Président de la République nouvellement élu face à Edouard Balladur quand tous les augures annonçaient la victoire de ce dernier, avec notamment l'appoint des Giscardiens, il fallait renvoyer l'ascenseur. En effet, Charles Millon, président

⁵⁴ Le règlement de discipline générale d'antan, qui était encore la bible à Coëtquidan au début des années 60 énonçait : « les ordres sont d'autant mieux exécutés que les subordonnés en ont compris le but et la portée ». C'est d'ailleurs au nom de ce principe que l'on doit toujours privilégier l'exécution de « la mission dans son esprit », au détriment, si nécessaire, de « la mission dans la lettre ». C'est très exactement la situation que j'aurai à vivre.

du groupe UDF de l'assemblée nationale, s'était, contre toute attente, prononcé en faveur de Chirac.

Or le poste de ministre de la Défense se prête à merveille à un tel renvoi d'ascenseur, surtout pour un homme comme Jacques Chirac dont on peut penser qu'il allait assumer pleinement et sans partage ses attributions régaliennes en matière de Défense.

Le poste de ministre de la Défense est certes prestigieux, mais avec un Chirac chef des armées, il peut apparaître ainsi dénommé par abus de langage : Charles Millon n'allait pas outrepasser ses attributions de fait, ni faire de l'ombre au président.

Si j'avais pu m'interroger sur ce point, notre entretien m'aurait éclairé. D'emblée ou presque, nous parlons de la Haute-Savoie, de la magnifique ville d'Annecy, de son merveilleux lac dans son écrin de montagnes, des hautes vallées et de leurs populations attachantes, de nos amis communs...

L'heure avance, et rien n'a été dit de ce qui motive notre entretien.

Je le fais observer au ministre et m'entends répondre qu'il est tout à fait inutile d'aborder la question de la situation en Bosnie et à Sarajevo pas plus que de la mission qui m'attend, puisqu'ensemble nous allons nous abreuver à la meilleure source qui soit, à l'Elysée.

Le ministre me convie alors avec urbanité à profiter de la voiture qui nous conduit rue du faubourg Saint-Honoré.

Le président Chirac dans le texte.

A l'Elysée, nous retrouvons l'amiral Lanxade. Il est accompagné du général X.... sous-chef d'état-major « opérations » ; celui-ci, un rouleau de cartes sous le bras, doit faire un point de situation au président.

Le général Quesnot nous introduit dans le bureau présidentiel.

Jacques Chirac s'avance jusqu'à la porte que, comme par réflexe, nous franchissons dans l'ordre hiérarchique: le ministre en premier, salué d'un cordial «*bonjour Charles*»; l'amiral immédiatement à la suite, qui fait l'objet, me semble-t-il, d'un accueil quelque peu distant; son sous-chef d'état-major derrière lui – le général X..., qui est de mes anciens, est en effet général de division quand je ne suis que brigadier-, qui se voit refoulé par le président en personne: «*Non, pour le point de situation, on vous appellera*»; en cet instant où le président referme la porte derrière moi, je pressens que cela ne va pas placer mes relations avec X... sous les meilleurs auspices...

Un moment distrait par la sollicitation pour une affaire urgente qui lui est faite par le secrétaire général de la présidence, Dominique de Villepin, en bras de chemise eu égard à la chaleur estivale, le président rejoint notre cercle, le ministre et l'amiral partageant un canapé, le général Quesnot et moi assis chacun sur un siège, face à celui que va occuper notre hôte prestigieux.

Avant même de s'asseoir, il veut manifestement camper l'ambiance et c'est sur un ton véhément que, sans jamais citer les images déléteres de la crise des otages, mais dont on comprend bien qu'elles l'obsèdent, il stigmatise les postures onusiennes.

Quelques formules à l'emporte-pièce s'impriment dans mon esprit : « *Vous n'êtes pas une force de paix, vous êtes une force de guerre...* » ; « *Vous êtes un général français...* » et pour le cas où j'aurais mal compris : « *La chaîne de commandement, on n'en a rien à f...* ». « *Vous devez vous faire respecter, je vous donne les moyens pour cela, vous devez riposter...* ». Les mots de « *protection* », « *sûreté* », reviennent à plusieurs reprises dans la bouche du président, traduisant sa hantise de vivre une nouvelle crise des otages.

Son opinion sur les belligérants n'a manifestement pas été influencée par l'air du temps quant aux « bons » et aux « méchants » : « *Il n'y en a pas un pour rattraper l'autre...c'est comme cet Izetbegovic que j'ai reçu ici même il y a peu...* ».

Quant aux perspectives d'évolution, elles sont plutôt au retrait dès que cela sera possible : « *Plus vite on se sera tiré des flûtes, mieux cela vaudra...* » ; « *Vous vous préparez à vous retirer, mais dans l'honneur...Vous ne laissez rien sur place ; ce que vous ne pouvez pas emporter, vous le détruisez.* »

Je garde tout cela en mémoire, me réservant de l'analyser à tête reposée pour répondre à la question qui me taraude « Quel est le but politique ? », mais dont je perçois vite qu'il serait incongru de la poser, pour peu que le monologue présidentiel m'en laisse le loisir.

Soudain, alors que le président vient de rappeler l'exigence d'avoir à riposter en faisant usage des armes que va nous apporter la Brigade multinationale, il avance le buste dans ma direction, les coudes sur ses genoux et, baissant le ton : « *Et puis, mon général⁵⁵, si par malheur, un obus tombe sur un hôpital, une école, je vous couvrirai, quoi qu'il arrive...* ».

A ces mots, mon sang se glace : le président imagine-t-il donc que le chef militaire aurait besoin de cette garantie – au demeurant fallacieuse, car, précisément, le général a vocation à être le fusible- pour prendre, en conscience, les décisions difficiles qui sont inhérentes à l'usage de la force ?

Croit-il qu'une assurance telle que celle qu'il me donne va lever on ne sait quelle inhibition et en quelque sorte me libérer ?

Avec le recul, je n'ai trouvé d'autre explication à ce propos que celle-ci : entre la génération du président et la mienne, il y avait eu le retour d'Algérie.

Lui-même y avait été un lieutenant aux états de service flatteurs ; or, c'était encore l'époque où l'exécution des ordres reçus et l'accomplissement de la mission coûte que coûte étaient l'alpha et l'oméga.

Quant à moi, j'avais été nourri, depuis les dispositions prises en 1966⁵⁶, au principe cardinal de la responsabilité pleine et entière du chef à son niveau, illustrée par le droit, voire le devoir de désobéir dans des cas extrêmes. Le problème énoncé serait donc le mien...Ai-je rétorqué : « *Je ferai en sorte, monsieur le président, qu'on n'en arrive pas là* » ? En tous cas je l'ai pensé très fort.

J'aurais aimé pouvoir, un jour évoquer cette question avec le président, d'autant plus qu'il devait réitérer ce propos au téléphone, le 30 août au matin, à l'heure où tonnait le canon - on y reviendra-. Les circonstances ne l'ont pas voulu...

Après ce qui reste dans mon souvenir comme un long monologue que nul parmi les participants ne s'est avisé d'interrompre, tout à coup, tout se passe comme si le président redevenait Chirac, l'homme de cœur et de contact que beaucoup décrivent.

« *Alors, mon général, quels commandements avez-vous exercés ?* ».

A peine ai-je esquissé la caractérisation de mes responsabilités du moment comme sous-chef d'état-major de l'armée de terre, qu'il m'interrompt : « *Mais non, en régiment !* ».

« *J'ai commandé le 27e bataillon de chasseurs alpins, dans lequel j'avais fait mes premières armes comme sous-lieutenant* ».

⁵⁵ On notera que le président Chirac, par cette appellation, respecte les usages quand nombre d'hommes politiques, suivis par les journalistes de radio ou de télévision, donnent du « général », que le même usage réserve aux femmes.

⁵⁶ Inscrites alors dans le Règlement de discipline générale et dans le statut général des militaires, toujours réitérées depuis.

Le visage de Chirac s'éclaire : « *Chasseur alpin !* », s'exclame-t-il, puis, se tournant vers le général Quesnot : « *Et Soubirou ?* »

« *Légionnaire, monsieur le président* ».

Alors Chirac : « *Un chasseur alpin et un légionnaire, des troupes d'élite, très bien !* ».

En cet instant, je comprends que, pour la chose militaire, Jacques Chirac est resté lieutenant dans sa tête.

Un lieutenant est toujours « commandé par des c... », sans imaginer qu'un jour il fera partie du haut commandement. Pour avoir passé six ans dans le grade de lieutenant, ce qui était la règle pour ma génération, j'ai bien connu cela et je crains de m'y être conformé.

Ainsi du lieutenant Chirac qui tient manifestement les généraux en piètre estime tout en gardant une dévotion pour « le régiment »⁵⁷.

Quelques instants auparavant, nous en avons eu une démonstration probante.

Le président doit répondre à un appel téléphonique qui ne peut être différé ; il nous fait signe de ne pas bouger en nous disant « *C'est Janvier* ».

Lorsqu'il repose le combiné, il a ce mot : « *Décidément, c'est de l'eau tiède, ce Janvier* ».

Dans l'instant, je trouve l'appréciation particulièrement injuste.

Comme beaucoup d'officiers très classiques, le général Janvier peut peut-être justifier le mot du général de Gaulle : « Il est vrai que l'habitude d'obéir inhibe souvent la capacité du militaire à objecter ». Voilà qui prête souvent à contresens chez les politiques. Pour beaucoup, ceux-ci ne respectent que ce qu'ils craignent. De là à interpréter la réserve et la déférence formelle du militaire comme un signe de débilité, il n'y a qu'un pas, qui est souvent franchi.

Chez Chirac, la conjonction du lieutenant et du politique rend les choses difficiles pour les généraux.

Mais le général Janvier n'était pas « de l'eau tiède », et Chirac lui-même s'en apercevra quand, plus tard, la loyauté de ce général sera durement mise à l'épreuve par les attaques dont il sera l'objet. Le président lui renverra alors l'ascenseur et en fera un général d'armée.

Vient alors le moment du point de situation et on fait entrer le général X..., toujours ses cartes roulées sous le bras.

Nous nous rapprochons d'une table sur laquelle X... étale ses documents.

La carte que Chirac examine maintenant avec attention donne une vue d'ensemble du secteur de Sarajevo, les lignes de confrontation, les positions de nos bataillons, celles des armes principales.

Le président s'adresse maintenant au sous-chef opérations : « *Mon général, où sont les mortiers ?* ».

En anticipation sur l'arrivée de la Brigade multinationale, des mortiers lourds avaient été en effet hélicoptérés sur le mont Igman ; quelques jours auparavant, ils étaient intervenus, signalant ainsi un changement de posture manifeste⁵⁸.

La position des mortiers ayant été identifiée, voilà revenu le lieutenant Chirac. « *Rappelez-moi la portée* ». Et de faire compas avec ses doigts pour tracer la zone couverte, et de hocher la tête...

Viennent après les questions qui traduisent la hantise du président : la sécurité et la liberté d'action.

Dès le début de la crise des otages, on m'avait dit qu'il avait lui-même interdit d'emprunter dorénavant les itinéraires traversant la zone serbe, pour privilégier la seule mauvaise piste du

⁵⁷ On rapporte du président un propos apocryphe : « Je ne comprends pas ; quand je rencontre des lieutenants ou des capitaines, jusqu'à des colonels, je vois des types sensationnels ; parmi les généraux, je ne vois que des c... »

⁵⁸ L'effet d'un obus de mortier de 120 mm est équivalent à celui d'un obus d'artillerie.

mont Igman. Du coup, il fallait l'améliorer et un régiment du génie avait été dépêché pour cela.

A la question posée par le président de l'avancement des travaux, je comprends à la réponse de X.... que ce n'est qu'une question de quelques jours pour que ce soit achevé.

Dans le même esprit, le président avait prescrit de retirer tous les postes imbriqués en zone serbe ; ils étaient au nombre de cinq. Il s'en inquiète. Là encore, j'entends X.... l'assurer que les ordres ont été donnés, que cette exfiltration est imminente et qu'« *il reviendra à Bachelet de parachever cela dans les meilleurs délais.* »

Le problème est que, huit jours plus tard, j'allais pouvoir constater que les travaux sur la piste avaient à peine commencé et que nul n'en voyait le terme, surtout pour la partie basse de cette piste, sous le feu des Serbes ; cette opération avait été sous-traitée aux Bosniaques qui manifestaient pour cela un enthousiasme modéré.

Quant aux postes imbriqués, on me fera comprendre d'emblée que l'opération de retrait était un casse-tête. De fait, elle ne devait être réglée que lors de notre passage à l'offensive.

Ainsi donc, je venais, sans encore le savoir, d'être témoin du péché capital du militaire face au politique : dire à celui-ci ce qu'il espère entendre...

En tous cas, le président était satisfait, et nous prenons congé.

Lorsqu'il me serre la main, fermement, je lis dans son regard qu'il m'accorde sa confiance. Je le dois sans doute à ce stade à ma qualité de chasseur alpin...Il me reste à mériter cette confiance.

Sur le palier, le général Quesnot me retient. « *Vous avez vu, il est direct ! Bien, vous me ferez connaître tout ce qu'il est important que le président sache ; au besoin, vous pouvez m'appeler, à toute heure du jour ou de la nuit, mon téléphone est sous l'oreiller* ». Et Quesnot me glisse un papier avec son numéro de téléphone et me souhaite bon vent.

Je descends quatre à quatre les escaliers, juste à temps pour rejoindre l'amiral et son sous-chef dans la cour. Le ministre est resté avec le président.

Je suis face à l'amiral dans la posture de qui attend une suite. Il s'en rend compte et m'interroge : « *Un problème ?* »

« *Non, mais j'imagine que vous souhaitez me donner vos instructions au centre opérations, peut-être dès à présent ?* ».

J'entends alors non sans surprise l'amiral me rétorquer : « *Mais vous avez pris vos instructions du meilleur niveau qui soit. Pour ma part, je vais en permissions.* »

A-t-il ajouté « *Bon vent* » ? Je ne m'en souviens plus. Ce qui est certain, c'est qu'ainsi se terminait la dernière conversation que je devais avoir avec l'amiral Lanxade chef d'état-major des armées, puisque ses permissions allaient déboucher sur son départ du service actif.

Je me retourne alors vers le sous-chef opérations, avec la même question.

« *Moi aussi, me dit X...., je pars en perms !* ».

Quelque peu interloqué, je lui fais alors observer qu'à ma connaissance, là-bas à Sarajevo, son camarade de promotion Gobilliard est dans l'ignorance d'une relève anticipée dans les huit jours.

« *Ah oui, tu as raison, je l'appellerai demain matin* ». Nous nous quittons là-dessus.

Lorsque nous nous retrouverons à quelque temps de là, il sera devenu chef de cabinet militaire du ministre.

Toujours est-il que, le lendemain après-midi, ayant laissé passer la matinée, lorsque je téléphone au général Gobilliard, nous avons initialement du mal à nous comprendre : c'est moi qui lui apprends qu'il aura à me passer le témoin une semaine plus tard...

Dans la soirée, pour décanter les informations recueillies au sommet de l'Etat, je mets à profit la marche méditative qui, du ministère, me conduit en une demi-heure à la montagne Sainte Geneviève où je dispose d'une chambre dans les locaux de l'ancienne Ecole Polytechnique.

Des injonctions présidentielles, je retenais en premier lieu que, fût-ce sous couleurs de l'O.N.U., nous engageons la France.

Je retenais aussi la confirmation de l'obligation, que nous étions nombreux à avoir identifiée, d'avoir à revenir, dans notre action, aux fondamentaux de l'action militaire.

Là où j'étais interrogatif, c'était sur les objectifs -autres que faire respecter la France-.

Les militaires sont habitués à ce que la mission définisse un effet majeur à produire en toute priorité avec éventuellement une orientation ultérieure introduite par l'expression « en mesure de... ».

Or, tout s'était passé comme si, pour le président Chirac, « l'effet majeur à produire » -dont je ne pouvais douter qu'il ait été celui des résolutions onusiennes qui justifiaient notre présence et qui, toutes, concouraient à la stabilisation du territoire et à la protection des populations, - s'effaçait derrière le « en mesure de... », en l'occurrence le retrait, « dans l'honneur » ...

Tout cela ne pouvait que traduire une grande expectative quant à « l'effet majeur » ...

Je devais en avoir la confirmation dès le lendemain.

Hôtel Matignon et Quai d'Orsay.

Le 3 août, je suis reçu par le Premier Ministre Alain Juppé, dans son bureau, à Matignon.

Je sais que son expérience antérieure de ministre des affaires étrangères du gouvernement Balladur, où il s'est fait une réputation flatteuse, lui a donné une bonne connaissance du dossier. Le dernier plan en date pour une résolution du conflit en Bosnie-Herzégovine porte d'ailleurs son nom, conjointement avec celui de son homologue allemand d'alors : le plan Juppé-Kinkel.

De cet entretien en tête à tête, je garde le souvenir d'une atmosphère courtoise et bienveillante.

L'exposé de situation que me fait spontanément le Premier Ministre porte la marque de son esprit clair. Tout en me confirmant ce que je sais déjà, il se conclut sur une grande expectative.

C'est alors que j'y vais de ma question : « *Monsieur le Premier Ministre, il ne saurait être, pour le chef militaire, de mission bien exécutée sans une vision claire du but politique recherché. Quel est le but politique ?* ».

Curieusement, je n'ai pas retenu la lettre de la réponse ; en revanche, l'esprit m'en a frappé : notre engagement militaire sur le terrain devait permettre à la France de jouer le rôle éminent que lui donne à la fois son siège de membre permanent du conseil de sécurité et sa place de pilier de la construction européenne. Mais on en reste là.

L'entretien parvenu à son terme, le Premier Ministre me raccompagne jusque sur le palier d'accès à son bureau ; il me donne alors une poignée de mains appuyée, qu'il accompagne de ces mots que j'ai rappelés ab initio : « *Mon général, vous avez une mission impossible* ».

De retour à l'état-major, à quelques rues de là, je mets de l'ordre dans mes pensées, non sans ressentir l'impression étrange d'avoir été l'objet d'égards qui pourraient avoir quelque analogie avec ceux que l'on témoigne à un cancéreux en phase terminale...

Loin d'en être accablé, j'y puise la détermination de qui mesure la large marge d'initiative qui s'offre à lui devant un avenir incertain, d'autant plus que j'ai bien retenu l'invitation qui m'a été faite par le général Quesnot de m'articuler directement avec le sommet de l'Etat.

Le rendez-vous au ministère des Affaires Etrangères, cinq jours plus tard, le 8 août à 17h, soit la veille de mon départ, allait me confirmer dans les intuitions autour desquelles je m'applique à reformuler ma mission pour parvenir à une « idée de manœuvre » opératoire.

J'y suis reçu par un homme dont je comprends qu'il est, auprès du secrétaire général, en charge du dossier yougoslave, Gilles Lapouge, futur ambassadeur de France.

Pour lui, le but politique a clairement deux volets : conduire une action à la mesure du rôle qu'assigne à la France sa qualité de membre permanent du Conseil de Sécurité, d'une part, concourir au respect des résolutions de l'O.N.U., à « la survie de l'état bosniaque » et à la protection des populations d'autre part.

Pour cela, il appelle mon attention sur la nécessité de ce que j'interprète comme une invitation à reprendre l'initiative : « durer » en recherchant le plus possible « un coup plus loin » et, par ailleurs, ne pas sous-estimer, dans ce pays, « le sens du geste ».

A la veille de rejoindre, il me faut donc maintenant tirer parti de tout ce que je viens de recueillir pour élaborer l'ébauche d'« idée de manœuvre » indispensable à l'exécution de ma mission, fût-elle réputée « impossible ».

Je dis « ébauche », car il est évident que le concept et les formulations que je dois à tout prix mettre au point avant d'être entraîné, sur le terrain, dans un maëlstrom peu compatible avec la sérénité de la réflexion, devront impérativement être confrontés aux réalités pour être validés. Y concourait le voyage éclair que je fais à Zagreb le 4 août, au lendemain de ma rencontre avec le Premier Ministre.

S'il en était besoin, il me fait prendre conscience de la complexité de la chaîne de commandement.

4 août 1995 à Zagreb.

Le voyage aller-retour d'une journée à Zagreb qui m'a été planifié par l'état-major des armées a deux objectifs jugés indispensables avant ma prise de fonctions : me présenter au grand patron sur le théâtre, en l'occurrence le général Janvier, d'une part, prendre contact avec le « commandant des éléments français » (COMELEF), d'autre part, l'un et l'autre étant stationnés à Zagreb, la capitale croate.

Avec le général Janvier, même si nous sommes dans la même chaîne de commandement onusienne, je n'aurai, par rapport à lui, qu'une subordination indirecte : entre lui et moi, s'interpose le commandant de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, le général britannique Rupert Smith, dont le poste de commandement est à Sarajevo et avec lequel je ferai connaissance sur place après mon arrivée.

Le COMELEF quant à lui est à la tête d'un état-major exclusivement français, en charge du commandement « organique » de l'ensemble des éléments français stationnés sur le théâtre de l'ex-Yougoslavie, à l'exclusion de toute attribution « opérationnelle » d'emploi et d'engagement. Il dépend du seul état-major des armées français et couvre l'ensemble des fonctions de gestion des personnels et logistiques qui, à l'évidence, ne sauraient être du ressort de l'O.N.U.

Le chef « opérationnel » que je serai n'aura avec lui aucun lien de subordination, ni dans un sens, ni dans l'autre ; pour autant, on comprendra aisément qu'une liaison étroite et permanente s'impose. D'ailleurs, si ma chaîne de commandement officielle est onusienne, il en est une, plus officieuse, qui a néanmoins une réalité plus prégnante : celle qui me relie à l'état-major des armées français, tout comme le COMELEF.

Cette organisation n'est pas une originalité française mais vaut, dans son principe sinon dans ses modalités, pour chaque contingent national.

Le contact que j'aurai avec le COMELEF devrait être facilité par le fait que celui-ci est assuré par un de mes camarades de l'Ecole de Guerre, le général Schwerdorffer⁵⁹.

Je suis le seul passager de l'avion de liaison à quatre places⁶⁰ qui, en à peine plus de deux heures, va me faire changer d'univers.

Après un vol propice à la méditation au-dessus des sommets alpins enneigés qui me sont familiers puis d'une côte adriatique bordant des eaux turquoise enchanteresses, les modalités d'atterrissage à Zagreb marquent sans équivoque un brutal changement d'ambiance.

Le pilote m'avait averti : l'approche de l'aérodrome se ferait en piqué, avec une ressource différée en dernière extrémité ; il s'agissait de se prémunir contre un éventuel tir de missile...

Au cours de mon transit par l'aéroport, je ressens une impression étrange, oppressante, dont la cause ne m'apparaît pas d'évidence.

A mon retour le soir, un ballet incessant d'avions de chasse allait largement retarder mon départ, immobilisé que nous sommes restés en bout de piste pendant plus d'une heure.

Ce n'est que le lendemain que j'apprendrai, à Paris, qu'en Croatie, la guerre venait de prendre un tournant : l'offensive alors lancée sur les Krajina, après des succès initiaux fulgurants, allait aboutir, à l'automne, à l'exode de dizaine de milliers de Serbes, chassés de la terre où l'empereur d'Autriche avait appelé leurs ancêtres plus de trois siècles auparavant. Les villages systématiquement rasés, ainsi s'engageait la plus considérable « purification ethnique » du conflit yougoslave ; mais l'exode des populations serbes n'était pas désigné ainsi, puisqu'il concernait les auteurs de guerre...

Je venais en fait d'assister au premier jour de l'inversion de la dynamique stratégique sur le théâtre.

De mon entrevue avec le général Janvier, très cordiale, je retiens essentiellement que je ne devrai pas hésiter à entrer directement en contact avec lui si nécessaire, sans oublier pour autant que la voie hiérarchique passe par le général Rupert Smith. Mais je sens bien qu'à cet instant, ses préoccupations sont ailleurs : dans le même temps, sans que je le sache, se déroule l'affaire de Zepa...

Je suis présenté à monsieur Akashi, lequel, joignant à l'affabilité du diplomate la politesse nippone, me dit tout le bien qu'il pense des troupes françaises.

Mais le plus concret et profitable de ma visite sera mon long entretien avec mon camarade Schwerdorffer.

J'ai droit à un exposé de situation détaillé dont ressort la grande précarité à laquelle sont exposées nos troupes depuis que le ravitaillement n'est plus assuré que par la mauvaise piste du mont Igman.

Bien que ce ne soit pas dans ses attributions, « Schwer » me dit sa préoccupation quant à la vulnérabilité des postes imbriqués en zone serbe et ses doutes quant à l'avancement des travaux sur la piste du mont Igman, les points mêmes sur lesquels le général X.... avait cru pouvoir rassurer le président Chirac.

Il est par ailleurs très dubitatif sur la pertinence voire la faisabilité de l'allègement du dispositif tel que préconisé par l'E.M.A. qui envisage notamment l'abandon des positions en lisière sud du centre de Sarajevo, là même où s'était déroulée l'affaire du pont de Verbanja.

Enfin il me met en garde contre les risques d'une « guerre franco-française » : la Brigade multinationale (B.M.N.) en cours de mise en place, aux ordres du général Soubirou, lequel

⁵⁹ Quelques années auparavant, alors que nous étions tous deux lieutenants-colonels en régiment, nous avions eu à travailler de concert au profit des expérimentations de combat aéromobile qui avaient préludé à la création de la Division aéromobile. J'avais alors apprécié, outre son solide professionnalisme, son caractère volontiers enjoué que rien ne pouvait ébranler.

⁶⁰ Il s'agit d'un monomoteur à hélice, TBM 700, rustique et performant, dont l'armée de terre, comme l'armée de l'air, possède alors quelques exemplaires.

avait été le prédécesseur de Gobilliard à la tête du secteur de Sarajevo et en avait gardé un souvenir cuisant, débarquait avec « la volonté d'en découdre ».

Dès à présent, me dit Schwer, les contacts préliminaires avec « le Secteur » sont abrupts.

Or, dès que les éléments de la B.M.N. -essentiellement ses canons et un bataillon de blindés légers- seront installés sur le territoire couvert par le Secteur de Sarajevo, c'est ce dernier qui sera, comme on l'a vu, « l'autorité d'emploi » ...

J'en retiens que je devrai apporter une attention particulière à mes relations avec Soubirou. Elles devraient être facilitées par le fait qu'il est de la promotion de Saint-Cyr qui suit la mienne, mon « bazar », comme on dit en jargon saint-cyrien, ce qui induit un cocktail subtil de respect formel du « bazar » envers son ancien et de franche cordialité ; mais je ne sous-estime pas le caractère de l'homme, de surcroît porteur d'une expérience que je n'ai pas. Voilà qui éclaire la consigne qui m'a été maintes fois donnée à Paris d'une articulation étroite avec la B.M.N....

Dernières foulées d'élán.

Passé le week-end qui suit et que je mets à profit pour embrasser ma famille en Haute-Savoie et boucler ma cantine, il me reste deux jours pour mettre la dernière main à mes ultimes préparatifs.

Outre de multiples rendez-vous qui avaient été différés jusque-là, je parachève la mise au point de « l'idée de manœuvre » avec laquelle je vais débarquer et que j'ajusterai sur place au vu des réalités.

Sur la base des orientations données au plus haut niveau de l'État, je m'efforce d'abord de reformuler le but politique, fondement de toute action militaire.

Il tenait en deux volets :

*La France, puissance à vocation mondiale, membre du conseil de sécurité des Nations Unies, devait jouer un rôle éminent dans le traitement de la crise bosniaque quelle que soit l'évolution de celle-ci ; elle le jouait principalement par la présence de ses troupes qui constituaient le plus fort contingent. Notre responsabilité première était donc de permettre à la France de jouer, par notre intermédiaire, ce rôle éminent.

*Concrètement, sur le terrain, nous avions à mettre en œuvre des résolutions de l'O.N.U. qui visaient à concourir à la survie de l'état bosniaque, veiller au respect des cessez-le-feu successifs et porter assistance aux populations de l'ensemble de la zone.

De la claire perception de ces objectifs découlaient dès lors des orientations militaires sans ambiguïté :

Nos troupes ne pourraient être l'outil disponible et efficace capable de relayer et d'exprimer à tout moment la politique française qu'à la condition d'observer quelques principes de base :

- elles devaient réduire le plus possible leurs vulnérabilités ;
- elles devaient prendre l'ascendant sur les belligérants en établissant systématiquement un rapport de forces favorable, préalable à toute action ;
- elles devaient se faire respecter en ripostant avec détermination à toute agression ;
- elles devaient reconquérir et préserver leur liberté d'action pour pouvoir faire face à toute évolution nouvelle ;

- face à un adversaire figé sur ses lignes de contact et culturellement peut réactif, elles devaient rechercher systématiquement l'initiative et introduire une mobilité, facteur de surprise et d'ascendant.

La mise en œuvre effective des résolutions de l'O.N.U., pour ce qui concerne leurs deux premiers volets de préservation de l'état bosniaque et de respect des cessez-le-feu, était directement subordonnée à l'observation de ces principes.

Le troisième volet de ces résolutions – l'assistance aux populations- introduisait un principe de modération, de discernement et de dosage dans l'usage de la force ; il conduisait à privilégier la dissuasion comme mode d'action militaire ; il incitait aussi à des modes d'action autres que cette action militaire proprement dite : mesures humanitaires et de confiance.

Ces principes devaient inspirer toute notre action.

En tous cas, ce seraient ceux que j'énoncerais à mes troupes in situ, passé le délai de décence où il faut d'abord être à l'écoute.

L'incitation à resserrer le dispositif et à préparer toutes les éventualités, y compris le retrait, devait conduire à porter l'effort sur la zone-clé de l'aéroport qui était aussi celle des accès et des sorties de la ville vers le Sud-Ouest, réduites alors à la piste du mont Igman.

Quant à la façon de procéder, j'avais bien une petite idée par l'étude de la carte, mais il me fallait attendre d'être sur place pour aller plus loin, avec un impératif : retirer les postes imbriqués en zone serbe. Si l'appréciation de situation du général X... à l'Élysée avait pu me donner à penser que cette dernière question, à vrai dire déterminante, était quasi résolue, ma rencontre avec Schwer à Zagreb avait mis un doute dans mon esprit.

C'en est fini des préparatifs : le 9 août au petit matin, j'ai rendez-vous au Bourget avec le même TBM 700 qui m'avait acheminé sur Zagreb cinq jours auparavant.

Chapitre III. Welcome to Sarajevo.

Preliminaires.

Les quatre mois que j'allais passer au commandement du secteur de Sarajevo, du 10 août, jour où je succède au général Gobilliard, au 10 décembre, date de cessation de mes fonctions après mon rappel à Paris le 4 décembre, sont de ces périodes où l'échelle du temps échappe aux normes de la vie courante. Ces heures, ces jours, ces nuits d'une intensité sans pareille, ont laissé une trace indélébile, à la mesure d'une tension sans répit ni relâche et sujette à des paroxysmes brutaux, souvent dramatiques.

Tenter de rendre ce climat, à supposer qu'il soit communicable, c'est courir le risque de submerger le récit d'une avalanche d'anecdotes, au détriment de la compréhension des événements.

S'en abstraire, prendre du champ, porter témoignage pour l'histoire sur le mode clinique, c'est passer à côté de la vie, dont ne peut rendre compte l'autopsie d'un cadavre.

Pour m'aider à résoudre ce dilemme, je dispose de deux sources auxquelles puiser, au-delà de ce qui, après plus de deux décennies, reste gravé dans mes souvenirs.

La première source s'inscrit dans le second registre : il s'agit du mémoire que j'ai rédigé en janvier 1996, peu après mon retour. S'il ne livre que la partie émergée d'un iceberg, hors toute mention personnelle, a fortiori émotive, sur le ton du rapport de synthèse, il offre l'intérêt de mettre à disposition un solide garde-fou pour décrire l'enchaînement des événements, en préciser la chronologie, en dégager les reliefs, en tirer les enseignements, le tout conforté par les documents annexés qui l'étaient.

La deuxième source est restée plus de vingt ans captive. A ouvrir les quatre chemises datées d'août à novembre 1995 que je garde de cette époque, à parcourir les feuillets qui les garnissent dans l'ordre chronologique, je vis une expérience insolite : à leur lecture, revivent, jour par jour, souvent heure par heure, parfois dans leur intensité dramatique, les événements les plus significatifs de la période.

Il s'agit des comptes rendus rédigés au quotidien, à l'attention du seul général commandant le secteur de Sarajevo, par le « military assistant » de ce dernier.

Cette fonction n'existait pas dans les organigrammes de l'armée française et mes camarades et moi l'avons découverte en prenant des responsabilités de commandement onusien.

Le « military assistant », en général jeune officier du grade de « major⁶¹ » ou de capitaine, n'est ni un aide de camp, ni un chef de cabinet, encore moins un secrétaire ; il suit le général comme son ombre, est dans la confidence de tout ce qui se fait et se dit ; à ce titre, il rédige systématiquement le compte-rendu de tous les entretiens auxquels participe son chef, le cas échéant étayés des documents importants du jour.

J'aurai auprès de moi deux « military assistants ».

Le titulaire est un officier canadien, le major Louis Fortin. Ses comptes-rendus sont rédigés en français, mais à les lire, j'entends notre cousin du Québec et son parler de la vieille province...

Lorsqu'il est indisponible -ce sera tout particulièrement le cas fin août, dans une période cruciale, pour cause d'une nécessaire permission après plusieurs mois sur le théâtre-, son suppléant est un jeune officier anglais de l'état-major du Secteur, le capitaine Jonathan Howe Jones. Il rédige dans la langue de Shakespeare, avec une élégance bien éloignée du misérable « U.N. English » d'un état-major multinational.

⁶¹ Equivalent du grade français de chef de bataillon ou de commandant, à distinguer du grade de major dans l'armée française, qui est le grade le plus élevé dans le corps des sous-officiers.

Nous retrouverons l'un et l'autre en de multiples occasions.

Toujours est-il qu'entrer dans les notes qu'ils m'ont laissées et qui ont attendu jusque-là, c'est entendre ces compagnons qui deviendront mes jeunes « frères d'armes », chacun à sa façon, et retrouver ainsi, intacts, les heures fiévreuses de ces jours-là.

Mais, dans le TBM 700 qui, pour la deuxième fois en quatre jours, m'achemine vers l'ex-Yougoslavie, aujourd'hui à destination de Split en territoire croate sur la côte adriatique, d'où je serai hélicoptéré sur le mont Igman avant de rejoindre la ville assiégée par un itinéraire que l'on m'a décrit comme scabreux, je n'en suis pas là.

Désormais tendu vers le court terme, je me prépare à ma rencontre imminente avec ceux qui seront, dès le lendemain, mes adjoints et mes subordonnés, que ce soit à l'état-major du Secteur ou dans les bataillons.

Pour moi qui n'apprécie que le travail en équipe, dans une atmosphère de confiance favorisée par des relations personnelles étroites nouées si possible de longue date, la situation est inédite : l'état-major du Secteur de Sarajevo, renouvelé tous les six mois, est actuellement « armé » par la 9e Division d'infanterie de marine (9e DIMa), qui a amené avec elle deux bataillons, l'un le Bat. Inf. 4, déjà évoqué à propos de Verbanja, issu du RICM, en interposition aux lisières sud de Sarajevo, l'autre le Bat. Inf. 2, issu du 2e RIMa, installé principalement sur l'aéroport. Je n'y connais personne.

Mais je sais qu'il s'agit, pour la plupart, de cadres aguerris et de troupes expérimentées, de longue date professionnalisées. A ce titre, nombreux sont ceux qui ont capitalisé les expériences d'engagement opérationnel, notamment en Afrique, mais aussi en ex-Yougoslavie où beaucoup en sont à leur deuxième séjour.

Les renseignements que j'ai pu recueillir sur l'encadrement mettent tout particulièrement en exergue le chef d'état-major, le colonel Meille.

Son poste officiel à l'état-major du Secteur est l'un des trois postes d'adjoint au général, tenus respectivement par un Egyptien, un Ukrainien et un Français, ce qui fait écho à la composition des troupes ; l'Egypte et l'Ukraine fournissent en effet chacun un bataillon, la France trois auxquels s'ajoute un détachement de l'armée de l'air sur l'aéroport. Quant à la Russie, représentée par un bataillon, elle détient le poste de chef d'état-major.

Dans la pratique, ce dernier, confiné dans les procédures onusiennes, est en quelque sorte doublé par « l'adjoint français », en l'occurrence le colonel Meille. Cet artifice est usuel dans ces dispositifs multinationaux et les opérations sont conduites par ce chef d'état-major de fait, qui s'appuie pour cela sur une chaîne opérationnelle essentiellement franco-française.

Le colonel Meille a la réputation d'un excellent professionnel, rigoureux, exigeant avec ses subordonnés comme avec lui-même, bourreau de travail -en opérations, il ne dort pas, ou très peu-, d'un caractère bien trempé, affermi par une expérience hors normes.

Quant aux deux chefs de corps, le colonel Sandhal pour le RICM et le colonel Thonier pour le 2e RIMa, leur expérience était celle de tous les officiers des troupes de marine de cette génération, c'est-à-dire significative.

Ainsi donc, de tous, et notamment face à Meille, je serai le plus démuné d'expérience, mais je serai leur chef...

Et il ne fallait pas, pour changer la donne, compter sur la relève prévue pour la mi-septembre : celle-ci devait être effectuée par la 11e Division Parachutiste (11e DP), avec le 3e Régiment de parachutistes d'infanterie de marine (3e RPIMa) et le 6e RPIMa; or la 11e DP ne le cédait en rien en matière d'expérience à la 9e DIMa.

A vrai dire, voilà qui me rajeunissait de trois décennies.

En effet, lorsque j'avais rejoint le 27e BCA à l'été 1965 en sortant d'école de formation, je m'étais trouvé à la tête d'une section d'appelés, pour la plupart sursitaires - donc plus âgés que

moi, qui n'avais que 21 ans - parmi lesquels on comptait cinq moniteurs de ski et un aspirant-guide qui avait déjà donné son nom à un couloir du Mont-Blanc du Tacul.

Quant à moi, je n'avais jamais chaussé de skis et ignorais tout de la haute montagne...Pour autant, là aussi, j'étais leur chef, c'est-à-dire que c'était à moi et à personne d'autre qu'il revenait de prendre les décisions. J'avais alors appris que commander, c'était donc décider, mais en tirant le meilleur parti des compétences et des capacités de ses subordonnés, y compris pour combler ses lacunes. J'avais appris aussi le caractère déterminant des premiers contacts...

Ainsi donc, à trente ans de distance, j'aurais à revivre cette redoutable épreuve et, cette fois, dans un contexte dramatique au cœur d'événements qui pourraient avoir des répercussions stratégiques.

C'est dire si, tout en contemplant à nouveau par le hublot de l'appareil les cimes enneigées des Alpes puis la dentelle enchanteresse de la côte adriatique, j'affûtais mon mental.

De Split à Sarajevo par le mont Igman: mise dans l'ambiance.

A Split, base de transit de tout ce que la France projette sur le territoire, je suis accueilli par un quatuor avec lequel j'allais partager mes jours et souvent mes nuits, tout au long des mois qui allaient suivre : l'équipe des « body guards », flanquée de l'interprète en serbo-croate qui m'est affecté.

Les trois gardes du corps avaient été choisis sur mesure par le général Gobilliard, dans le régiment qu'il avait autrefois commandé, le 1er Régiment de hussards parachutistes (RHP) de Tarbes avec, à leur tête, un sous-officier qu'il connaissait bien, l'adjudant Kranzer, dit Charly.

Celui-ci, ainsi que le maréchal des logis⁶² Pascal Emuin, que nous appellerons Pascal, et le brigadier⁶³ Alexandre Ladary, dit Alex, de son équipe, avaient donc un lien très personnel avec mon prédécesseur et, sans transition, ils allaient passer de sa protection à la mienne.

De l'expérience que j'allais vivre avec eux, je garde pour ces garçons une admiration, je devrais ajouter un attachement, sans bornes. Il ne fait pas de doute que, dès qu'il était à l'extérieur, le général avait de bonnes chances de se retrouver dans la ligne de mire d'un sniper, d'un camp, ou de l'autre. Or voilà des hommes qui étaient, à tout moment, prêts à me faire rempart de leur corps, au risque de leur vie.

Je leur dois, sur ce registre, d'avoir pu préserver une totale sérénité, avec une capacité à m'investir totalement dans ma mission, sans souci aucun d'ordre personnel⁶⁴.

En quelques jours, il m'a suffi d'observer le comportement de ces hommes-là pour me conforter dans l'idée que l'expression « fraternité d'armes », transcendant tous les clivages hiérarchiques, ne relevait pas d'une sémantique hyperbolique, mais bien d'une réalité vécue.

L'interprète, quant à lui, est un sous-officier de la Légion Étrangère, d'origine slovène, le major Bevc. Je croise son regard direct en lui serrant la main et j'y lis la fidélité qui m'est spontanément acquise, vertu cardinale d'un légionnaire parvenu au plus haut grade de sous-officier.

Dans l'immédiat, Charly me prend en charge.

Le transit en hélicoptère Puma n'est pas propice aux échanges.

⁶² Chez les « cavaliers », un sergent est un maréchal des logis et un caporal un brigadier.

⁶³ Idem Alex sera nommé brigadier-chef en cours de séjour.

⁶⁴ Sous l'autorité de Charly, ce soin apporté à dégager le général de toute préoccupation autre que celles qui relevaient de sa fonction s'étendait très largement à tous les détails d'ordre matériel, depuis l'entretien de la chambre jusqu'à celui du linge et des vêtements.

Par la porte latérale ouverte, le paysage montagneux et boisé qui s'offre à mes yeux m'apparaît d'emblée chaotique ; j'y cherche vainement des repères semblables à ceux qui me sont familiers dans nos Alpes, avec un agencement ordonné de lignes de crêtes et de vallées.

Je me dis que les enchevêtrements karstiques qui défilent en-dessous de nous et qui ne présentent rien de tel sont bien en accord avec la complexité du peuplement de ces contrées telle que l'histoire nous la révèle.

Au poser, nous prenons place dans la Toyota blindée blanche, marquée U.N. qui sera désormais mon moyen de transport le plus habituel.

Le major Bevc nous précède dans un VBL⁶⁵, piloté par Alex. Pascal conduit la Toyota, Charly à ses côtés à l'avant, le général à l'arrière. Tel sera désormais systématiquement notre équipage, pour tous nos déplacements.

La piste du mont Igman.

Nous nous insérons dans un convoi de l'O.N.U. qui va s'engager sur la piste forestière qui descend vers la cuvette de Sarajevo. Cet axe sommaire est devenu, depuis la crise des otages, l'unique cordon ombilical de la ville assiégée, tant pour la population que pour les forces de l'O.N.U.

Charly commente à mesure. Ces files de camions que nous venons de dépasser, garés à couvert dans les lisières, sont bosniaques.

Ils attendent la nuit pour s'aventurer dans les derniers lacets qui dévalent la pente terminale abrupte, dont le dernier tronçon est exposé aux tirs serbes. Ils descendent alors tous feux éteints mais, parfois, l'un d'eux prend peur et allume ses phares, aussitôt pris à partie par un déluge de feu.

D'où ces carcasses calcinées que nous pouvons apercevoir en contrebas.

Malheur aux passagers d'un véhicule de l'O.N.U. qui n'aura pu descendre avant la nuit, me dit Charly !

Si l'on y est contraint, il n'est pas rare que le confort procuré au pilote par ses lunettes de conduite nocturne à intensification de lumière cède brutalement la place à un éblouissement ravageur provoqué par les feux arrière du camion bosniaque qui précède dès que son conducteur aura appuyé sur la pédale de frein.

Je ne le sais pas alors, mais c'est l'expérience désagréable que nous aurons à vivre à quelques jours de là...

Depuis quelque temps, un poste de chez nous est installé dans le dernier lacet ; le blindé léger qui l'équipe est en mesure de neutraliser les positions serbes qui battent le dernier tronçon de piste, mais il n'intervient que pour riposter à un tir dirigé contre un véhicule de l'O.N.U., ce qui s'est produit récemment et s'est révélé dissuasif. Quant à intervenir lorsqu'il s'agit d'un véhicule bosniaque, ce n'est pas conforme aux règles d'engagement, armés que nous sommes pour notre seule auto-défense...S'il en était besoin, je reçois là une illustration parlante du déficit de crédibilité qui affecte la FORPRONU et que j'aurai à assumer.

Au passage, je constate avec effarement que l'essentiel des travaux d'aménagement de la piste, présentés une semaine plus tôt au président Chirac comme quasi aboutis par le général X..., reste à mener à bien.

Dans la ville assiégée.

La piste débouche dans la cuvette de Sarajevo, au village de Butmir, ou plutôt à ce qu'il en reste, car nous sommes à proximité des lignes de confrontation, de part et d'autre du

⁶⁵ Sorte de jeep blindée construite par Panhard.

pédoncule barré par les pistes de l'aéroport et qui relie la ville assiégée aux pentes du mont Igman. Là ont eu lieu d'âpres combats et les murs des maisons encore debout ont l'apparence de dentelles de pierre. On peut voir néanmoins des groupes d'enfants au milieu de ce chaos ; ce sont des réfugiés tziganes, me dit Charly.

Celui-ci m'indique au passage l'entrée du fameux tunnel sous l'aéroport⁶⁶. C'est la destination des convois nocturnes ; les camions qui sont parvenus jusque-là sans encombre y sont déchargés ; les marchandises mais aussi des armes et des munitions sont alors acheminées à dos d'homme jusqu'à l'autre extrémité du tunnel, dans le village olympique de Dobrinja.

Un détail m'intrigue : le groupe de maisons parmi lesquelles s'ouvre le tunnel dont l'entrée est adossée à l'une d'entre elles, protégée par une bâche, semble épargné par les destructions. Or, d'après ce que j'en sais, des dizaines de canons serbes sont à portée. La localisation de cette entrée serait-elle restée secrète ?

Charly s'esclaffe : rien n'est secret dans ce pays, surtout dans un espace aussi restreint. Si cet accès du tunnel est intact, tout comme celui de Dobrinja, me dit-il, cela ne peut résulter que d'un accord avec les Serbes. Depuis son aménagement, le tunnel, rigoureusement contrôlé par une brigade bosniaque⁶⁷, est une source de revenus juteuse, à proportion du coût du péage qui est à régler tant pour les marchandises que pour les hommes, dont les passages sont par ailleurs sévèrement contingentés. Si le tunnel est intact, me suggère Charly, c'est sans doute que les revenus sont partagés⁶⁸.

Et il conclut par un tonitruant « Welcome to Sarajevo ! ».

L'itinéraire chaotique que nous empruntons ensuite à travers la zone de l'aéroport par une piste défoncée nous permet d'éviter le check-point serbe dénommé Sierra 4 (S4) que j'apprendrai ultérieurement à connaître.

A travers Dobrinja puis par l'axe central que trois ans de siège ont rebaptisé du nom de « Sniper allée », nous voici dans Sarajevo.

Comment imaginer que 300 000 habitants vivent là quand je n'aperçois que quelques silhouettes fugitives ?

A Dobrinja, une femme sort d'un immeuble. Nous roulons lentement car la rue est défoncée. Je découvre alors l'héroïsme au quotidien dont j'aurai désormais des preuves constantes: dans cet univers à la fois fantomatique et surréaliste, où les passages susceptibles d'être battus par les snipers sont protégés par des plaques blindées, où il n'est pas un carré de terre au pied des immeubles ou sur le terre-plein central de l'avenue, qui ne soit occupé par des cultures potagères, d'où ont disparu tous les arbres, devenus combustibles, où, ici et là, se lisent les traces d'impacts de balles ou d'obus, où le tramway n'est plus qu'un amas de ferraille, cette femme sort de son immeuble parée avec soin, coquette, pimpante.

C'est d'emblée l'image la plus forte qui s'impose à moi d'une volonté de vivre et de faire triompher l'humanité, en l'occurrence la féminité, sur la barbarie. D'autant plus, comme me le

⁶⁶ Rappelons que ce tunnel pédestre avait été creusé par les Bosniaques pour relier la ville assiégée au territoire bosniaque via le mont Igman, à l'abri des tirs serbes auxquels était exposée la traversée de l'aéroport.

⁶⁷ Je rencontrerai le commandant de cette brigade beaucoup plus tard. Ancien maître-chien, il semblait surgir d'un de ces films qui nous prédisent des lendemains barbares, un bandeau en guise de coiffure, un colt à la ceinture.

⁶⁸ Une telle affirmation, qui écorne l'image héroïque qui entoure l'histoire de ce tunnel, peut choquer au regard des immenses sacrifices consentis par une population martyre. Mais outre que le tribut payé aux Serbes peut s'interpréter comme un choix de survie de la part des dirigeants bosniaques, la composante mafieuse de cette terrible guerre civile ne doit pas être occultée. Dans ces situations tragiques, il est toujours des hommes et des organisations pour en tirer avantage et donc, pour les faire perdurer et ce, dans chacun des camps. Une bonne part de la solution au conflit passe ainsi par la réalisation de conditions de vie collective telles qu'il y ait plus d'intérêt à être honnête que malhonnête.

fait observer Charly, que cette femme nous apparaît ainsi dans une ville privée d'eau, de gaz et d'électricité.

Une illustration de ce dénuement nous est donnée un peu plus loin par un homme qui se hâte, tirant un petit chariot sur lequel sont posés les bidons d'eau qu'il vient d'aller puiser dans la rivière Miljacka, qui traverse la ville.

Dans cet univers inhumain, me frappe le nombre de chiens errants, tout comme, ici et là, les monceaux d'immondices que fouaillent de leur bec d'étranges et sinistres corbeaux noirs et gris.

Sur « Sniper allée », déserte, la Toyota roule maintenant à tombeau ouvert.

Nous voici à « PTT Building », ancien immeuble des postes, sorte d'HLM sans grâce, en partie écorné par l'explosion d'un obus, où siège l'état-major du Secteur de Sarajevo. La barrière du check point s'ouvre devant nous et nous franchissons le mur d'enceinte constitué d'amoncellements de sacs à terre et qui fait du lieu un fort Chabrol.

Dans son briefing à venir, je me dis que l'état-major pourra gagner du temps pour le paragraphe « ambiance » ...

Avant les jours de gros temps.

Le général Gobilliard m'accueille avec la cordialité chaleureuse qui est dans sa nature.

Nous passerons ensemble les 10 et 11 août, son départ étant prévu pour le 12.

Ces deux jours seront mis à profit pour rencontrer de concert deux de nos interlocuteurs majeurs, le général Rupert Smith, commandant le théâtre de Bosnie, et monsieur Hasan Muratovic, ministre du gouvernement bosniaque, chargé des relations avec la FORPRONU.

Le général Rupert Smith.

Le Poste de commandement du général Smith, à la tête du «BH command », pour « commandement de la Bosnie-Herzégovine », n'a pas le caractère rustique du PTT Building. Si ce n'était le dispositif militaire qui en fait une garde vigilante, assurée, autant qu'il m'en souvienne, par des Casques Bleus suédois dans une parfaite mixité, le coquet bâtiment qui abrite le siège de la FORPRONU présente un aspect avenant qui contraste avec le monde étrange que j'ai découvert à mon arrivée.

Son hôte est à l'unisson, élégant, souriant, prompt à manier l'humour autour d'un verre de whisky de qualité sans égale, dit-on, dans ce qui est désormais notre garnison commune.

D'ailleurs, ses premiers mots donnent le ton : « *Bienvenue à Sarajevo, mon général. L'essentiel pour vous sera de cultiver un solide sens de l'humour pour endurer l'absurdité et parfois la stupidité de ce que vous aurez à vivre ; attendez-vous à être blâmé sur tout, excepté pour ce qui pourra arriver de bien, dont d'autres s'approprieront le crédit* ».

Sur le même ton, il évoque la doctrine anglaise du « peace keeping »⁶⁹, pour ajouter qu'elle n'est pas observée sur ce théâtre et que, de toute façon, il n'est pas certain qu'elle fonctionnerait.

Son analyse de situation témoigne d'une grande lucidité. Nous vivons un moment d'inversion de la dynamique stratégique qui avait jusque-là prévalu au bénéfice des Serbes ; désormais, tout peut arriver : « *Nous sommes dans un équilibre précaire sur la ligne de démarcation entre la paix et la guerre* ».

⁶⁹ La posture de « maintien de la paix » des unités militaires sous mandat de l'O.N.U. se caractérise principalement par l'accord des belligérants, une stricte neutralité vis-à-vis d'eux, et un emploi des armes limité à l'auto-défense.

Ce propos, que je reçois sans attacher aux mots un sens autre que symbolique d'une situation d'expectative, prendra bientôt une signification très concrète.

Je découvrirai que, pour le général Smith, en parfaite conformité avec la doctrine anglaise⁷⁰, « peace keeping » et « guerre » sont marqués par une discontinuité radicale, dans les principes, les modes opératoires et le dispositif susceptible de les mettre en œuvre. Nous aurons alors une divergence non moins radicale quant aux décisions à prendre dans un contexte d'extrême tension. Nous le verrons le moment venu. Mais n'anticipons pas davantage.

A ce stade, j'ai un bon contact avec Rupert Smith.

Je constate avec amusement que, dans un dispositif multinational où se côtoient de très nombreuses nationalités et où tous se ressemblent peu ou prou, vêtus de leur treillis bariolé et de leur béret bleu, le général Smith n'échappe pas à la règle que j'ai cru observer: tous se ressemblent... à l'exception des Anglais; ainsi Rupert Smith porte-t-il sur son treillis de camouflage une large ceinture rouge et quelques autres attributs pittoresques, sans doute emblématiques de son régiment de référence⁷¹ ...

De surcroît si, dans ce même dispositif, tous se comprennent par le truchement d'un anglais basique dont la prononciation tient davantage de celle de Yasser Arafat que du bon ton d'Oxford, le Britannique, lui, est souvent le moins intelligible. Tel était le cas de Rupert Smith, je le constaterai bientôt, non seulement du fait de sa façon d'avaler les syllabes mais aussi par son goût des métaphores et des allégories, le plus souvent inattendues et exprimées dans un vocabulaire sans lien avec le pauvre U.N. English de notre quotidien.

En bref, le général Smith était un authentique officier de Sa Gracieuse Majesté, donc un homme intéressant, à ne pas sous-estimer.

Hasan Muratovic, ministre bosniaque.

La rencontre avec Hasan Muratovic est d'une toute autre facture. Gobilliard m'a mis en garde : l'homme, dont on dit qu'il contrôle tous les flux financiers -y compris les ressources procurées par le tunnel sous l'aéroport-, n'a que des récriminations à l'encontre de la FORPRONU. Face à lui, toute concession, a fortiori toute faiblesse, est immédiatement exploitée.

L'assurance avec laquelle il m'affirme que, selon ses sources, les Français auront abandonné l'aéroport avant la fin du mois, me frappe d'emblée. Je ne peux qu'émettre une dénégation formelle : l'aéroport est la zone clé de notre dispositif et, si nous devons partir -hypothèse d'école-, c'est bien la dernière position que nous abandonnerions ; la conviction que j'en avais avant même mon arrivée a été définitivement confortée par ce que j'en ai vu depuis deux jours.

La perspective de départ des Français est pour lui étayée par une interprétation erronée de mes responsabilités antérieures : je serais un logisticien, spécialement choisi pour cela. Il ne me le dit pas explicitement, mais cela m'a été rapporté.

L'essentiel du propos du ministre porte par ailleurs sur la volonté affichée de voir les unités de la FORPRONU abandonner leurs implantations les plus significatives en ville pour les rétrocéder à l'administration bosniaque.

⁷⁰ Comme sous-chef d'état-major, à la faveur de mes relations avec les Britanniques à propos de doctrine, j'avais été surpris par leur position très dogmatique en la matière. Elle était bien illustrée par un « slide » figurant un mur infranchissable entre « peace keeping » d'un côté et « guerre » de l'autre. J'avais pour ma part hasardé qu'un « peace keeping » désarmé et une « guerre » qui serait nécessairement paroxysmique étaient, en pratique, aussi insensés l'un que l'autre et qu'il me semblait qu'il ne devait pas y avoir alternative entre l'un et l'autre. Je n'imaginais pas alors que je serais bientôt aux « travaux pratiques ».

⁷¹ Un officier britannique se réfère pour l'ensemble de sa carrière et quel que soit son grade, aux traditions d'un seul régiment.

L'interprétation que je peux alors en faire oscille entre la volonté effective des dirigeants bosniaques de voir les unités de la FORPRONU laisser le champ libre à une exploitation de la part des croato-bosniaques de l'inversion de la dynamique stratégique, ou bien une simple pression exercée sur nous pour faire monter les enchères en vue d'obtenir des compensations financières.

Gobilliard opine plutôt pour cette dernière hypothèse.

Quoi qu'il en soit, notre entretien se termine par l'invitation insolite qui m'est faite d'avoir, dans l'exercice de mes responsabilités, à faire la différence entre « *l'attitude politique et médiatique du gouvernement bosniaque envers la FORPRONU et les relations pratiques* ». Fallait-il comprendre « *business is business* » ? C'était à moi d'en juger...

De cette entrevue, je retiens que mes relations avec le gouvernement bosniaque par le truchement d'Hasan Muratovic auront quelque analogie avec une progression en terrain miné...

Aux commandes.

La prise effective de mes responsabilités, à bras-le-corps, est soumise à deux exigences, en partie antagonistes : elle doit se traduire, le plus tôt possible, par des ordres de ma part ; sur la base d'une reformulation de la mission, tenant compte de buts politiques explicites, et de mon appréciation de situation, il s'agit de livrer une « idée de manœuvre », traduite en objectifs, en orientations pour les atteindre et en modalités d'exécution autant que nécessaire.

L'état-major du Secteur, tout comme les bataillons subordonnés, mais aussi, plus que la chaîne de commandement onusienne, celle qui me relie officieusement à Paris, attendent cela de moi, et au plus tôt.

Mais, c'est le b.a. ba du commandement, un tel exercice passe d'abord par la prise en compte de la réalité du terrain et par l'établissement d'un lien personnel avec les principaux acteurs, en l'occurrence état-major et bataillons subordonnés, seul gage à la fois de la pertinence des ordres donnés et d'un indispensable climat de confiance à créer.

Il s'agit aussi, par ce biais, j'en ai la conviction, de donner sens à une mission qui, à bien des égards, on l'a vu, peut paraître insensée, alors même que l'on consent les plus grands sacrifices. J'attends avec impatience ma rencontre avec les hommes dans les bataillons pour me faire une juste idée de leur état d'esprit à cet égard.

L'exercice est d'autant plus délicat qu'on m'annonce la venue du ministre, Charles Millon, dès le 14 août.

Il est clair que, dans cette perspective, si je veux, pour la suite, préserver une nécessaire liberté d'action, il me faut, dès cette échéance, pouvoir livrer l'essentiel du message, certes à l'attention du ministre mais aussi, du même coup, à celle de l'état-major des armées. Il est non moins clair que cela vaudra, sur place, pour mes subordonnés de l'état-major du Secteur et des bataillons...

Autrement dit, la montée en puissance progressive que m'avait ménagée l'état-major – au minimum visite de chacune des unités subordonnées, soit les trois bataillons français⁷² sans omettre le détachement air de l'aéroport, les bataillons russes, ukrainiens et égyptiens, incluant un passage, pour chacun d'entre eux, sur les postes les plus significatifs – se trouvait d'emblée devoir être tronçonnée.

⁷² Comme précisé plus haut, le Bat. Inf. 4, formé par le RICM de Vannes, est installé en lisère sud de Sarajevo, en interposition entre le saillant serbe de Grbavica et le cœur de la ville. Le Bat. Inf. 2, formé par le 2e RIMa, d'Auvours, tient, pour l'essentiel, l'aéroport. Le Bat. Inf. 5, issu du 8e Groupe de Chasseurs, de Witlich, est installé sur le mont Igman et ses accès ; il est constitué d'appelés volontaires et ses cadres n'ont pas l'expérience des « marsouins ».

Sans compter qu'un contact avec les chefs militaires belligérants du secteur, bosniaques, serbes et croates, s'imposerait tôt ou tard, alors même que celui des Serbes était dans l'immédiat rompu.

Sans compter de surcroît une nécessaire rencontre avec la structure des affaires civiles de la FORPRONU.

Sans compter encore, j'y tenais, un rendez-vous avec l'ambassadeur de France, monsieur Henry Jacolin, qui se trouvait toutefois momentanément absent.

Sans compter, enfin, avec les multiples aléas qui ne manqueraient pas de survenir.

Sur ce dernier point, le mot « aléas » devait se révéler faible.

Car, dès le premier jour, le 12, un tir serbe en direction de l'une de nos positions devait entraîner de ma part la décision, vivement préconisée par le colonel Meille, de riposter par un tir de quinze obus effectués par les mortiers lourds en place sur Igman.

Sans doute s'agissait-il, pour les Serbes, de tester le nouveau commandant du secteur.

A moins que cette intention ait été celle des Bosniaques, puisqu'il apparaissait que le tir serbe avait répondu à un tir de ces derniers effectué par une pièce déplacée pour l'occasion à proximité immédiate de notre position de Slavino Brdo...

Le 19, devait survenir sur la piste d'Igman, un tragique accident affectant une délégation américaine conduite par le représentant personnel du président Clinton, Richard Holbrooke, événement considérable sur lequel nous reviendrons.

Le 20 arrivaient les premiers canons de 155mm AUF1 de la B.M.N. sur le mont Igman.

Le 21, l'exfiltration à titre de test de l'un de nos postes imbriqués, celui de Vogosca, au nord-est de Sarajevo, déclenchait la plus violente relance de combats que l'on ait connue depuis longtemps. Le test était probant : nos autres postes imbriqués devaient attendre, dût l'annonce faite en début de mois au président Chirac par le général X.... se révéler pour ce qu'elle valait...

Le 22, un tir de mortier serbe est effectué sur un poste tenu par les Égyptiens dans la partie est de Sarajevo. Nous ripostons pour la première fois avec nos AUF1 à raison de six coups, à titre de démonstration. Peut-être s'agissait-il, pour les Serbes, de tester la portée de nos canons nouvellement arrivés. A moins qu'il ne se soit agi pour eux d'une mesure de rétorsion pour défaut de paiement d'un tribut dont il se disait que les Égyptiens n'étaient pas les seuls à en verser aux uns et aux autres en compensation de certaines facilités par ailleurs...

Le 28, enfin, c'est un obus meurtrier qui fauche, non loin du tristement célèbre marché de Markalé, des dizaines de pauvres gens rassemblés là pour une distribution de vivres.

Ce nouveau massacre allait constituer le point d'inflexion majeure du siège de Sarajevo, nous faire entrer dans la tourmente et toute la suite de ce récit allait en découler. De ce moment, quinze jours après ma prise de fonctions, c'en était décidément fini de ma « montée en puissance ».

C'est dire si, avant même ce moment-là, cette montée en puissance, que la prise en compte rigoureuse et rationnelle de ma mission aurait voulu méthodique, avait volé en éclats.

Je suis d'emblée confronté au risque que je veux à tout prix éviter : être condamné à subir l'événement, à n'agir qu'en réaction, sans capacité d'anticipation, dans la situation du « chien crevé au fil de l'eau », en l'occurrence emporté dans des flots tumultueux.

Avant la venue du ministre, j'ai deux jours pour rencontrer l'état-major derrière le colonel Meille ainsi que les deux bataillons les plus expérimentés, le Bat. Inf. 2 sur la zone-clé de l'aéroport et le Bat. Inf. 4, le plus exposé, qui avait fait Vrbanja.

C'est donc sur la base de ces seuls échanges et des observations que j'aurai pu faire à cette occasion in situ que je devrai valider et compléter mon idée de manœuvre, telle que je m'apprête à l'exposer au ministre et à ses accompagnateurs dès le 14 août.

Un sens à l'action.

Les colonels Meille, pour l'état-major, Sandhal pour le Bat. Inf.4 et Thonier pour le Bat. Inf.2, mes principaux interlocuteurs au cours de ces deux journées, ont la primeur de ma formulation du « but politique », et sur les conséquences pratiques que j'en tire pour les comportements jusqu'aux plus petits échelons. J'ai le sentiment de recueillir leur adhésion.

Sur ce registre, mon immersion dans les deux bataillons précités répond très exactement à la question que je me posais quant au « moral des troupes ».

A tous les échelons, je constate une détermination sans faille.

Le paradoxe est que cela s'accompagne d'une grande lucidité et de commentaires peu amènes quant aux contradictions, voire à l'absurdité des dispositions onusiennes qui ont pu conduire aux humiliations que l'on a connues et cela, à tous les niveaux.

Du coup, cette détermination repose quasi exclusivement sur une exceptionnelle cohésion dans chacune des unités, autrement dit sur une confiance absolue envers les camarades comme envers les chefs, ceux de la section, de la compagnie, du bataillon, s'entend.

Autrement dit encore, l'indispensable sens à l'action a trouvé refuge dans l'esprit de corps.

J'en découvre alors la preuve matérielle, irréfutable.

Les véhicules, essentiellement, VAB⁷³, Sagaie⁷⁴ et VBL⁷⁵, restent à demeure sur le théâtre et se transmettent de bataillon à bataillon à chaque relève, cela pour des raisons évidentes de limitation des coûts. Comme tous les véhicules des forces de l'O.N.U., ils sont peints en blanc et marqués sur les flancs du sigle U.N. en gros caractères noirs.

De surcroît, chaque nationalité représentée fait figurer à l'arrière un discret mais explicite identifiant sous forme d'une reproduction du drapeau national. Chaque nationalité...sauf les unités françaises ! Pour ce qui les concerne, elles apposent le seul insigne de leur bataillon et l'une des premières tâches accomplies à l'occasion des relèves consiste à substituer le nouvel insigne au précédent.

Je saisis l'occasion : tout en félicitant les uns et les autres pour la cohésion qu'ils manifestent et pour le soin qu'ils apportent à se montrer dignes de l'histoire de leur régiment, j'appelle leur attention sur le fait qu'il n'est pas d'autre raison de leur présence sur ce territoire que la volonté de la France de jouer, dans ce conflit, le rôle que lui assigne sa place en Europe et dans le monde.

Autrement dit, ici, fût-ce sous béret bleu et sous sigle U.N., nous représentons la France, nous sommes la France.

La France ne saurait être humiliée.

La volonté de la France, partie prenante aux dispositions imposées aux belligérants, ne saurait être bafouée.

La France ne saurait être dépendante du moindre aléa.

De cette triple injonction, il résulte que nous devons, à tous les niveaux, parer à nos vulnérabilités, nous placer dans un rapport de force favorable, en mesure de faire usage de cette force, si nécessaire et préserver notre liberté d'action.

Ainsi retrouvait-on, par cette seule référence à la France, les fondamentaux du métier des armes, valables depuis l'échelon du soldat de base jusqu'à celui du général en passant par les chefs de groupe, de section, de compagnie et de bataillon.

⁷³ Véhicule de l'avant blindé. Transport de troupe du groupe de combat (une dizaine d'hommes).

⁷⁴ Blindé léger équipé d'un canon.

⁷⁵ Véhicule blindé léger. Jeep blindée.

Il s'y ajoutait que la France, aux yeux du monde, était porteuse d'une certaine conception de l'homme qui devait donc de surcroît inspirer notre action : dans l'usage de la force, on ferait preuve de maîtrise, loin de toute violence déchaînée.

Ainsi donc, notre action n'était pas insensée : la référence à la France lui donnait sens.

En pareille circonstance, la parole du nouveau chef est attendue. C'est celle que j'ai tenue et le retour que j'en ai eu m'a conforté : elle répondait à cette attente.

Il restait à lui donner une première manifestation concrète : ordre fut donné d'apposer à l'arrière de chacun des véhicules le logo aux couleurs nationales⁷⁶.

Grâce à la présentation que les deux chefs de corps me font de leur dispositif, sur le terrain, je peux de surcroît compléter de façon opératoire, l'orientation principale qui découle de notre mission.

L'effort doit incontestablement porter sur la zone-clé de l'aéroport qui est aussi celle des accès et des sorties de la ville vers le Sud-Ouest, réduites alors à la piste du mont Igman.

Il s'agit donc, appuyé et soutenu par un deuxième échelon de forces sur ce mont Igman - essentiellement les moyens de feux de la B.M.N. sous contrôle opérationnel, avec le soutien du Bat. Inf. 5-, d'assurer la défense de l'aéroport et des accès Ouest et Sud-Ouest de la ville, sur l'aéroport lui-même et par la tenue ferme des points hauts qui le commandent -Slavino Brdo au Nord et Mojnilo au Sud-Est-, ainsi que j'ai pu le constater sur place.

Simultanément, et tout en cherchant progressivement à désengager les postes les plus imbriqués, notamment au Nord, il s'agit bien sûr d'assurer l'interposition entre les belligérants, principalement dans le saillant de Grbavica face au centre-ville.

Or, l'état-major des armées exerçait une forte pression en faveur du retrait du Bat. Inf. 4.

Cela m'avait été rappelé avant mon départ.

D'évidence, je peux constater in situ qu'une telle décision entraînerait celle d'évacuer la position de Mojnilo, ci-dessus identifiée comme un point-clé pour le contrôle de notre porte de sortie, vitale pour nous. Il faudrait abandonner aussi, entre centre-ville et saillant serbe de Grbavica, les positions, non moins vitales pour Sarajevo, du Cimetière Juif et du pont de Vrbanka, alors même que ce dernier poste a été récemment reconquis de vive force dans les conditions que l'on sait.

Ce serait donc à la fois faillir à la mission d'interposition qui découle du mandat de l'O.N.U. et, simultanément, compromettre l'alternative d'un repli.

Je suis ainsi armé pour faire valoir l'absurdité de cette orientation et la visite du ministre, dès le lendemain, allait me fournir l'occasion d'en faire la démonstration.

En dépit de la brièveté de ces échanges préalables, le premier contact avec les plus expérimentés de mes « grands subordonnés » avait été productif. Ce n'était pas la « montée en puissance » dont j'aurais pu rêver, mais j'avais le sentiment qu'entre eux et moi venait de s'édifier le socle de l'indispensable pacte de confiance qui restait à nouer entre nous. Mais, cela, c'était pour l'heure de vérité. Elle allait venir bientôt.

De l'utilité d'une visite ministérielle.

Dans l'immédiat, il me faut accueillir le ministre le 14 août, au lendemain même de ma rencontre avec le Bat. Inf. 4. J'aurais volontiers fait l'économie de cette visite.

Entre deux allers-retours sur Igman par le périple que l'on connaît, une séquence à l'état-major et une entrevue avec le général Smith, un entretien avec le président bosniaque Izetbegovic et une indispensable immersion dans le désormais fameux poste de Vrbanka au contact des

⁷⁶ Cette mesure ne devait pas passer inaperçue des journalistes présents. Le Monde, lu là-bas comme ailleurs comme la voix de la France, allait en faire état, avec un commentaire indiquant que c'était là le fait d'un « général franchouillard ». Abyssal contresens, symptomatique d'un temps que l'on peut espérer révolu...

acteurs mêmes de sa reprise, la journée sera longue. Le retour se fera sans doute à la nuit, cela même dont Charly m'avait dit qu'il fallait l'éviter à tout prix...

Autant donc en tirer le meilleur parti.

D'abord faire prendre conscience au ministre d'une ambiance -la descente vers Sarajevo par la piste du mont Igman, la traversée de la ville assiégée, le PTT building, Verbanja et ses valeureux marsouins-, cela ne peut pas nuire.

Ensuite lui démontrer l'inanité des orientations de l'E.M.A. en faveur du retrait du Bat. Inf. 4. Le ministre ne donne pas d'ordres à l'E.M.A., mais cela se saura, jusqu'au plus haut niveau.

Lui faire part de mon « idée de manœuvre », y compris, ab initio, de ma reformulation du but politique. Sa réaction, s'il y en a une, ne sera pas sans intérêt ; s'il n'y en a pas -je suis enclin à en prendre le pari-, cela vaudra quitus.

Lui recommander de n'évoquer en rien quelque retrait que ce soit auprès du président bosniaque.

Allons ! La journée ne sera pas stérile.

De fait, c'est ainsi que cela devait se passer.

Charly en rajoute dans la descente d'Igman, version « salaire de la peur » : le ministre est très impressionné.

Sous l'œil attentif des colonels, mon idée de manœuvre est écoutée comme parole d'évangile, à commencer par « le but politique ».

A Verbanja, le capitaine Lecointre offre le plus beau profil d'officier qui soit au ministre qui se sent manifestement tout petit.

Avec le président Izetbegovic, rien n'est évoqué d'un retrait et le ministre obtient même du président son engagement pour faire lever les difficultés que les Croates, ses partenaires de la Fédération croato-musulmane, opposent au déplacement des canons de la B.M.N. en route vers Igman.

En prime, le soir au retour, dans la descente du mont Igman, j'ai droit à de belles montées d'adrénaline au milieu des convois bosniaques, quand mon pilote, harnaché de ses lunettes de vision nocturne, perd tout contrôle, ébloui qu'il est par les stop du camion qui le précède.

Derniers jours d'expectative.

Mon programme de visites, de rendez-vous et d'entretiens aurait pu reprendre dès le lendemain si n'avait été organisée une journée d'étude des commandants de secteur à Kiseljak, où est installé un état-major dépendant du général Smith, sous le nom d'état-major de planification.

Aux ordres d'un général britannique, cet organisme, où les Anglais jouent le rôle principal avec, à leurs côtés, des officiers français et néerlandais, a pour rôle de préparer, au profit du «BH command », donc du général Smith, les engagements de la F.R.R., sans vocation, disaient-ils, à exercer quelque commandement que ce soit.

A large distance de Sarajevo, au nord-ouest, la « poche » croate de Kiseljak avait été, à l'origine, le lieu d'implantation du BH Command avant qu'il ne rejoigne la ville assiégée lorsque le général Morillon en assurait le commandement.

Je ne l'ai pas identifié alors, mais, avec le recul, je pense que ce schéma de commandement traduisait très exactement pour le général Smith la vision dichotomique dont il m'avait fait part lors de notre premier entretien et qu'il allait à nouveau largement développer au cours de la journée. Sarajevo était son PC de « peace-keeping » et Kiseljak serait son PC de guerre si l'on basculait dans celle-ci.

L'exposé de situation du général Smith reprend, en les développant, les principaux points dont il m'avait fait part quatre jours plus tôt.

Il est toujours dans l'expectative : comment utiliser la FORPRONU avec la F.R.R. ?

Une affirmation et une question que je n'avais pas alors relevées et dont je trouve trace dans le compte-rendu qui avait ensuite été rédigé par Louis Fortin, me font mieux comprendre l'état d'esprit du général Smith qui devait nous conduire quelque temps après à nous opposer frontalement : « *Si nous faisons la guerre, tous nos cantonnements seront en danger car ils sont des cibles enregistrées par l'artillerie serbe* ». D'où la dernière question identifiée par Rupert Smith dans son récapitulatif des principaux points abordés au cours de la journée : « *A partir d'où le commandant de la FORPRONU devait-il conduire ces opérations ?* ». C'était là poser l'alternative de Kiseljak...mais pour le seul BH Command !

Pour lui, clairement, il n'y avait, à la désastreuse posture désarmée que nous avions eue jusque-là, d'autre alternative qu'une guerre sans retenue, potentiellement dévastatrice.

Dans ce droit fil, à Kiseljak, on n'allait planifier que des opérations « de vive force », notamment l'ouverture des routes vers Sarajevo. Je ne me souviens pas que le coût humain de telles opérations, pour les populations, tant bosniaques que serbes, ait été évoqué...

A mon retour vers Sarajevo, dans la soirée, si j'avais alors su que lorsque surviendrait l'heure de vérité, l'opportunité se présenterait à moi d'ouvrir la voie étroite qui allait permettre de lever le siège de Sarajevo au moindre coût humain, j'aurais été plus serein.

Mais, dès ce moment, je pouvais deviner que ce ne pourrait être qu'au prix d'une partie de bras de fer avec le général Smith.

Cet aller-retour Sarajevo-Kiseljak dans la journée avait présenté un autre intérêt : j'avais dû franchir le redoutable check-point serbe de S4 et mesurer l'arrogance des policiers bosno-serbes revêtus d'un curieux treillis bariolé en diverses nuances de bleu et de blanc.

Sans sortir de ma Toyota blindée, j'avais pu observer l'échange animé qui s'était longuement poursuivi entre le major Bevc et eux avant que ne s'ouvrent les chevaux de frise qui barraient la route. Il m'apparaissait évident que cette situation ne pourrait pas se prolonger indéfiniment.

Dans les trois jours qui ont suivi, j'ai pu reprendre mes prises de contact, à commencer par les bataillons égyptien et ukrainien. Le bataillon russe devrait attendre, stationné qu'il était en zone serbe alors inaccessible.

Le bataillon ukrainien avait une réputation détestable, notamment pour ses trafics en tous genres. Cette situation avait motivé la venue attendue d'une délégation ministérielle ukrainienne.

Mon inspection de son cantonnement de « Tito barracks », en pleine ville, n'allait en rien corriger les impressions dont on m'avait fait part.

D'emblée, les regards fuyants, à commencer par celui du commandant de bataillon, les maintiens négligés et l'absence de tout aménagement qui aurait pu corriger la médiocrité quasi carcérale des locaux, inspiraient la défiance.

A cet égard, la visite de l'infirmerie avait été éloquente : l'indigence des équipements était patente ; en contrepartie, la fière allure des quelques infirmières qui m'y ont accueilli portait à s'interroger sur la nature des soins qu'il leur revenait de prodiguer !

A quelque temps de là, j'aurai à précipiter les choses pour obtenir la relève de ce bataillon : à l'occasion d'une beuverie, des grenades avaient été jetées dans la rue, provoquant, on peut le comprendre, la réaction indignée des autorités bosniaques. Voilà qui n'allait pas faciliter les tractations avec le ministre Muratovic quant à la rétrocession des cantonnements.

Rien de tel au bataillon égyptien, dont je peux apprécier la parfaite tenue et le souci manifeste de bien faire. Eux aussi installés en pleine ville, ils sont néanmoins cantonnés dans des missions a minima : distribution de vivres, comptabilité scrupuleuse des tirs de diverses

natures entendus depuis leurs positions. Comme relaté précédemment, leur poste le plus éloigné dans la partie est de la ville, devait, quelques jours plus tard, aussitôt après l'arrivée de nos canons sur le mont Igman, être l'objet d'un tir de mortier serbe qui allait justifier notre riposte par ces mêmes canons.

Par chance, le bilan se limite à quelques blessés très rapidement traités dans l'hôpital de campagne⁷⁷, français, installé par le service de santé des armées dans le PTT building même.

Dès le 13 août, la veille de la venue du ministre, j'avais pu visiter ce G.M.C. Conscient de l'importance d'une telle installation, j'avais tenu à ménager un créneau pour cette visite parmi mes tous premiers contacts.

Cet hôpital de campagne faisait honneur à la France, tant par la qualité des équipements -le bloc chirurgical est ce que l'on fait de mieux au monde-, que par celle des praticiens – les chirurgiens sont les meilleurs de nos hôpitaux militaires de métropole- et que par l'exceptionnel état d'esprit qui anime cette équipe, particulièrement soudée et motivée, en dépit de sa composition sans cesse renouvelée. Les spécialistes de haut vol qui sont là sont en effet soumis à un turn-over important, justifié par d'évidentes limites à leur absence de leur hôpital d'affectation.

Sur place, leur emploi prioritaire est évidemment destiné à nos troupes, mais s'exerce aussi au bénéfice des populations. Outre que cela permet, notamment aux chirurgiens, de « garder la main », c'est un exceptionnel vecteur de confiance avec l'environnement humain.

Les infirmières participent très largement de l'excellence d'une installation au demeurant spartiate, au-delà de la qualité des équipements.

Je pourrai tout particulièrement en juger lorsque, bien plus tard, il me sera possible de rendre visite à l'autre G.M.C., installé dans un immeuble, ravagé par les tirs et l'incendie, de l'ancienne station de ski du mont Igman. Par des températures devenues polaires, dans un univers sinistre et inhumain, ces mêmes infirmières, animées d'un moral à toute épreuve, apportaient à ces installations à bien des égards surréalistes une humanité que seule une sensibilité féminine pouvait donner.

De cette expérience, je garde une estime et une admiration sans bornes pour le service de santé des armées et pour ceux qui œuvrent en son sein, depuis ses praticiens d'excellence jusqu'à ses personnels voués aux tâches les plus humbles.

Pour une troupe en opérations, et pour ses chefs, c'est un puissant facteur de soutien du moral. Je n'allais pas tarder à le mesurer.

Richard Holbrooke : entrée en scène tragique d'un homme de fer.

Le 19 août, vers 11h, on me rend compte d'un sérieux accident de VAB sur les pentes abruptes du mont Igman, dans les derniers lacets de la piste que j'ai déjà parcourue à cinq reprises. Sur cette piste, nous assurons en effet à la fois la régulation de la circulation avec des créneaux pour la montée et la descente et la mise à disposition, à la demande, de VAB pour le transport de personnalités diverses transitant par le mont Igman. Le Bat. Inf. 5 est chargé de cette mission.

A ce stade, les renseignements sont fragmentaires et ne disent rien ni des personnes transportées, ni de la gravité de l'accident.

Mais, simultanément, un appel téléphonique de l'ambassade des Etats-Unis⁷⁸ demandant des renseignements à ce sujet m'intrigue fortement au point que je décide d'y faire un saut.

⁷⁷ Appelé G.M.C. pour « groupe médico-chirurgical ».

J'y apprendis qu'une délégation américaine conduite par Richard Holbrooke⁷⁹, représentant personnel du président Clinton, avec rang d'ambassadeur, serait impliquée dans cet accident dont on ne sait pas plus que moi. Il n'y a pas à hésiter : par radio, j'avise l'état-major que je me rends sur place et demande que l'on me renseigne autant que nécessaire, notamment à propos de la délégation et des véhicules impliqués.

Depuis deux jours, le chef d'état-major et les chefs de corps de la relève de la 11e DP prévue pour la mi-septembre sont en visite de reconnaissance.

En quittant le PTT Building, croisant le chef de corps du 17e Régiment du génie parachutiste (RGP), le colonel Thierry Cambournac, futur commandant du Génie de la relève, je l'avais convié à m'accompagner.

En effet, je le connaissais bien pour l'avoir compté parmi mes subordonnés à l'état-major de l'armée de terre avant qu'il ne soit choisi pour le poste d'aide de camp du président Mitterrand⁸⁰ ; à l'image de son ancien chef le général Quesnot, non seulement il avait une expérience opérationnelle rare chez ses pairs, mais il était doué d'une intelligence des situations et d'un savoir-faire que j'avais pu apprécier. J'avais pensé en cet instant qu'il pourrait m'être précieux d'avoir à mes côtés un homme en qui j'avais une totale confiance, familier de surcroît des contextes internationaux. Nous ne savions pas alors, ni l'un ni l'autre, que quelques semaines plus tard, les circonstances allaient faire que toute la suite de l'aventure devait se vivre en tandem...

Dans l'immédiat, dans la Toyota blindée précédée du VBL, nous roulons vers Igman par l'itinéraire chaotique maintes fois parcouru. Par radio, on m'informe qu'il s'agit d'un «US mediator team», annoncé la veille⁸¹ comme composé de cinq personnes, qui avait été hélicoptéré à 9h40 sur l'aire de poser de Veliko Polje sur le mont Igman. Là, il s'était réparti entre un VAB du Bat.Inf.5, chargé des navettes, et un Humvee⁸² que l'ambassade avait dépêché sur place.

A 10h15, le Humvee n'avait pas observé la régulation mise en place par le Bat.Inf.5 et s'était engagé sur la piste à vive allure, suivi du VAB. Celui-ci avait basculé dans la pente moins de 10 minutes plus tard.

Durant la traversée de la zone de l'aéroport, j'aperçois, s'élevant droit vers le ciel depuis les pentes boisées du mont Igman dans leur partie inférieure, une colonne de fumée noire, typique

⁷⁸ Les Etats-Unis n'ont, à ce moment, à Sarajevo, qu'un chargé d'affaires, monsieur Menzies. Ce n'est que quelques semaines plus tard qu'il sera porté au rang d'ambassadeur ; sa prestation de serment, ce qui sera sans précédent, se fera sur place, sous la houlette de Richard Holbrooke.

⁷⁹ Né en 1941, Richard Holbrooke a alterné les postes diplomatiques et les fonctions dans les affaires. Très engagé sur le Viet Nam entre 1960 et 1968, il est assistant du secrétaire d'Etat pour l'Asie de 1977 à 1981. En 1993, il est nommé ambassadeur en Allemagne au début de la présidence Clinton, puis est à nouveau assistant du secrétaire d'Etat, mais pour l'Europe, de 1994 à 1996. A ce titre, il lui revient en 1995 de conduire l'engagement politique américain en ex-Yougoslavie qui aboutit aux accords de Dayton. De 1999 à 2001, il est ambassadeur aux Nations-Unies. Le président Obama le nomme en 2009 « envoyé spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan ». Il décède subitement en 2010.

⁸⁰ C'était à lui qu'il était revenu d'organiser au débotté, le 28 juin 1992, la visite surprise de Mitterrand à Sarajevo et de l'accompagner de bout en bout.

⁸¹ Plus de vingt ans après, je ne peux manquer de m'interroger sur le fait qu'au-delà de la procédure logistique, nul, dans l'état-major, n'ait prêté attention à cette annonce et ne m'en ait rendu compte. L'expression « mediator team » était restée anodine et le nom d'Holbrooke était inconnu. Quant au général Clark, il n'était pas désigné par son grade. Comment ne pas penser qu'un contact plus explicite aurait peut-être changé le cours des choses ?

⁸² Véhicule de l'armée américaine ayant remplacé les anciennes Jeep, entré en service dans les années 80.

des feux d'hydrocarbure. Nous arrivons au deuxième lacet de la piste où nous sommes arrêtés par des soldats du Bat. Inf. 5 parmi des soldats bosniaques. Ils nous disent que le véhicule accidenté est en train de brûler à quelques centaines de mètres de là dans la forêt, et nous indiquent une sente qui peut nous y conduire en nous recommandant de ne pas la quitter, seul cet itinéraire ayant été sécurisé dans une zone par ailleurs minée.

Très rapidement, dans une trouée de la forêt comme emportée par une avalanche, nous apercevons le véhicule embrasé.

Par les portes arrière béantes se distinguent vaguement dans une fumée épaisse les semelles de chaussures d'un corps au milieu des flammes.

Est-ce à cet instant, ou plus tôt, ou plus tard, que retentit une explosion ? Je l'ai oublié : c'était une grenade que l'incendie venait de faire exploser dans le VAB.

Il ne faut pas rester là. On nous indique la voie à suivre : à la verticale, dans la pente abrupte dont la végétation a été écrasée par la glissade et les rebonds du lourd véhicule, un cheminement a été sécurisé jusqu'à la piste une centaine de mètres plus haut, matérialisé par une corde placée en main courante.

Suivi du colonel Cambournac, je m'y hisse à la force des bras jusqu'à la piste.

Là, ma surprise est immense de tomber nez-à-nez avec un homme que je n'imaginais pas rencontrer là en ces circonstances : Gérard Bezacier, colonel du Génie, que j'ai connu, comme Cambournac, à l'état-major. Il commande le régiment qui est enfin à pied d'œuvre pour effectuer les travaux sur la piste et il lui est revenu d'organiser, impromptu, les premiers secours, conjointement avec des soldats bosniaques à partir du pied de la pente. Un VAB sanitaire du Secteur, bientôt renforcé par cinq autres, est sur place.

Le temps n'est pas aux longs discours car Bezacier appelle immédiatement mon attention sur un homme de grande taille, en civil, mais revêtu d'un « flag jacket »⁸³ et coiffé d'un casque emprunté à la Forpronu, jugulaire détachée et pendante, à quelques dizaines de mètres de là, sur la piste : c'est Richard Holbrooke.

Je me présente à lui.

Holbrooke a relaté ce moment dès le premier chapitre de son livre « To end a war »⁸⁴ : d'abord l'incrédulité, puis l'horreur, la mort de deux de ses compagnons, dont Robert Frasure, son adjoint, l'homme-clé de la mission, le sort incertain des trois autres⁸⁵, la difficulté de liaisons avec le monde extérieur en dépit des efforts du général Wesley Clark⁸⁶, avec son téléphone satellite, et enfin, cette rencontre du général français.

Très vite, nous convenons que le mieux, pour lui, est de rejoindre Sarajevo et l'ambassade américaine au plus vite.

Le général Clark veut rester sur place le temps qu'il faut ; il pourra disposer du véhicule Humvee⁸⁷ que l'ambassade avait envoyé accueillir Richard Holbrooke sur Igman et dans lequel ils avaient été seuls à embarquer tous les deux.

⁸³ Gilet « pare-balles », en fait pare-éclats, qui fait partie désormais de la tenue de combat.

⁸⁴ « To end a war » Random House New-York 1998.

⁸⁵ Robert Frasure et Nelson Drew sont morts dans le VAB en flammes. Joseph Kruzel ne survit pas à ses blessures. Daniel Gerstein et Peter Hargreaves, grièvement blessés, en réchapperont.

⁸⁶ Né en 1944, ancien commandant de la prestigieuse 1^{ère} division de cavalerie, le général Wesley Clark est alors, avec trois étoiles, auprès de Richard Holbrooke, le conseiller spécial militaire pour la Bosnie du président Clinton dont il est par ailleurs le compatriote. Il sera commandant en chef de l'OTAN (SACEUR) et il lui reviendra de conduire les opérations du Kosovo en 1999.

⁸⁷ Parmi les éléments que nous pourrions établir ultérieurement, le général Clark avait embarqué avec Richard Holbrooke dans le Humvee, les cinq autres membres de la délégation dans le VAB. Clark avait donné l'ordre au conducteur du VAB, le caporal Raoul, du Bat.Inf.5, qui devait aussi y laisser la vie, de suivre au plus près le Humvee. Ce véhicule, très ramassé, est un tout terrain d'une exceptionnelle stabilité ; selon les témoins, il roulait à vive allure. Pour le VAB, quant à lui, avec ses 13 tonnes, haut sur pattes, cette vitesse était excessive :

Quant à l'ambassadeur, je lui propose de le convoier dans ma Toyota blindée.

Après un court conciliabule avec Clark, il accepte, à ma grande surprise. En effet, qu'un officiel américain de cette envergure confie sa vie, seul, sans accompagnement ni escorte, à un général français revêtu du béret bleu de l'O.N.U., de surcroît dans ces circonstances, est, dans la culture sécuritaire américaine, du domaine de l'impensable...

Ainsi allais-je avoir avec Richard Holbrooke, l'homme qui, dans les mois qui suivent, allait forcer le destin, près d'une heure d'une étrange complicité au cours desquelles nous pourrions échanger tout à loisir.

Etrange complicité car, dans ce qui est pour lui manifestement une terrible épreuve, outre le rôle de saint-bernard que je dois aux circonstances et dont il m'est d'évidence très reconnaissant, très vite est identifiée entre nous une proximité improbable : me confiant son attachement à la France à travers notamment le souvenir impérissable que lui laisse son voyage de noces à Talloires, sur les rives du lac d'Annecy, trois mois auparavant, il apprend en retour ma qualité de haut-savoyard...

De ce moment, il me manifestera une sympathie constante.

Il allait en résulter des relations insolites lorsque le temps sera venu pour lui de mener à l'américaine, c'est-à-dire par un usage massif des bombardements aériens, l'offensive contre les Serbes sur l'ensemble du théâtre. En contrepartie je serai alors arc-bouté, dans le secteur de Sarajevo, sur les mesures susceptibles de préserver la vie des populations de tous bords. Holbrooke stigmatisera cette attitude comme la marque d'une frilosité, mais il imputera celle-ci au général Rupert Smith, ne prêtant aucune attention aux remarques de ce dernier qui lui disait que j'étais « *incontrôlable* »⁸⁸.

Mais n'anticipons pas.

Dans ce moment, nous abordons le secteur ravagé de Butmir. A hauteur de l'entrée du tunnel, je fais arrêter la Toyota. « *Monsieur l'ambassadeur, vous pouvez voir là l'entrée du fameux tunnel creusé sous l'aéroport* ». Holbrooke manifeste son intérêt. J'ajoute : « *Ne voyez-vous pas quelque chose d'étrange ?* ». L'ambassadeur a connu les ravages de la guerre au Viet Nam ; il ne tarde pas à réagir : « *Oui, c'est plutôt moins détruit qu'ailleurs ; comment l'expliquez-vous ?* »

Je réplique : « *Je préférerais, si vous permettez, que vous me donniez votre explication.* ».

Alors, Holbrooke : « *Ne me dites pas qu'ils paient les Serbes !* ».

En retour, je livre ce que je sais, depuis peu, du « fonctionnement » du tunnel. « *Ce sont vraiment tous des pourris...* » lance alors l'ambassadeur⁸⁹.

A la faveur de la poursuite du périple, qui me permet de caractériser les données d'ambiance qu'il me paraît important de faire percevoir à mon interlocuteur, ce dernier me pose une question qui me surprend : « *Pensez-vous que ce soit une bonne chose que les Etats-Unis interviennent dans ce chaos ?* ».

Je lui réponds par le constat que j'ai fait de « *l'absurdité des dispositions onusiennes et de l'incapacité des Européens, notamment des Français et des Allemands, à faire converger véritablement leur vision politique, ce qui a conduit à l'impasse actuelle.* »

de rebond en rebond sur les grosses pierres du chemin, il a fini par faire s'effondrer la piste côté ravin. Il allait culbuter jusqu'à la partie de piste en contrebas, rebondir, puis culbuter à nouveau dans la pente jusqu'à un replat dans la forêt.

⁸⁸ Cf. « To end a war ».

⁸⁹ Cette appréciation à l'emporte-pièce -excessive, mais qui traduit une part de réalité- n'empêchera pas, à quelque temps de là, l'intéressé de choisir résolument le camp des Bosniaques et, surtout, de rejeter les Serbes dans leur ensemble - populations, criminels et leaders dévoyés pêle-mêle – dans la catégorie de l'ennemi, voué dès lors, culture américaine oblige, à une haine inexpiable, ainsi qu'en témoigne son livre.

J'ajoute que « *le récent sursaut dû aux initiatives du président Chirac est sans aucun doute susceptible de changer la donne dans le secteur de Sarajevo, mais que, pour autant, le problème demeure au niveau stratégique. Alors, oui, dans cette perspective, l'intervention américaine est certainement de nature à faire cesser ce terrible conflit au cœur de l'Europe* ».

Ai-je ajouté que je m'interrogeais néanmoins sur la convergence des buts politiques ? Je n'en ai plus le souvenir, mais il est certain que je l'ai pensé très fort, sur l'instant, ou après coup...

Quoi qu'il en soit, Holbrooke me dit alors sa détermination à faire avancer vers une solution.

Il le doit tout particulièrement, me dit-il, à la mémoire de ses camarades qui viennent de laisser la vie sur les pentes du mont Igman, par « *la route la plus dangereuse d'Europe* », selon son expression.

Nous voici arrivés à l'ambassade américaine, ayant échappé par ailleurs aux journalistes alertés, mais qui ne l'attendaient pas dans cet équipage. De cela aussi Holbrooke me sera reconnaissant.

Le soir à 18h, je suis convié à une conférence de presse sur place, où Richard Holbrooke, avec le général Clark et le chargé d'affaires Menzies à ses côtés, remercie chaleureusement les Bosniaques, en présence du président Izetbegovic et du ministre des affaires étrangères Sacirbey⁹⁰, et les Français, à travers ma personne, pour leur aide en ces tragiques circonstances.

Je note qu'il prend grand soin de préciser que ce fut un accident (et non pas comme la rumeur en avait couru, le fait d'une attaque serbe), que la perte est cruelle, mais que sa mission se poursuit, avec plus de détermination que jamais.

A l'issue, la nuit est tombée, et il pleut. Nous rejoignons l'aéroport où les honneurs sont rendus par un détachement français devant les trois cercueils recouverts de la bannière étoilée. Moments d'intense émotion, comme j'aurai, hélas, à nouveau à en vivre plus tard.

L'accord des Serbes a pu être obtenu pour qu'un Puma français et un hélicoptère anglais se posent sur l'aéroport. Ils sont là mais les conditions météorologiques sont telles que le départ est différé au lendemain matin.

Le dimanche 20, le Puma décolle vers Split avec à son bord, Holbrooke, Clark et les trois cercueils de leurs infortunés compagnons⁹¹. L'hélicoptère anglais, quant à lui, emporte vers l'hôpital américain en Allemagne, les deux blessés, Daniel Gerstein et Peter Hargreaves, qui avaient été soignés au G.M.C. du PTT Building.

L'après-midi même, je remontais sur Igman pour assister à l'arrivée, par la route de Tarcin, de nos premiers canons AUF1 de la B.M.N...

Je ne le savais pas encore, mais les dés avaient commencé à rouler pour la phase décisive de la partie.

⁹⁰ Je note, dès cet épisode, et ce sera confirmé par la suite, une étonnante proximité entre Holbrooke et Sacirbey, ce dernier très empressé auprès du représentant du président américain.

⁹¹ « To end a war » leur sera dédié.

Chapitre IV. Operation Deliberate force.

Sur la ligne de non-retour

Le lundi 28 août, en fin de matinée, alors que je suis en train de recevoir, dans ce qui me tient lieu de bureau au PTT Building, le général Pennefather, commandant britannique de l'état-major de planification de Kiseljak, surgit le colonel Meille: un obus meurtrier vient de s'abattre en plein centre-ville, dans une rue adjacente de la place Markalé⁹². Les victimes se compteraient par dizaines⁹³. Nos hommes sont en route pour porter assistance et pour enquêter sur l'origine du tir...

Dès ce moment, il m'apparaît que nous sommes à l'heure de vérité.

Tout concourt en effet à une réponse forte à l'encontre des Serbes.

Les décisions politiques prises au plus haut niveau s'étaient traduites dès le mois de juin par la création de la F.R.R., qui marquait un changement radical de posture.

Dans le droit fil, le 27 juillet, à la conférence de Londres, le principe de l'appel à une intervention aérienne de l'O.T.A.N. pour répondre à toute nouvelle agression serbe avait été solennellement adopté.

Cette résolution avait ensuite été signifiée aux chefs militaires serbes à Belgrade, assortie d'une mise en garde formelle.

Enfin, depuis huit jours, nos canons avaient pris position sur le mont Igman.

Dans cette ambiance de mobilisation internationale sans précédent, l'émotion que va immanquablement provoquer ce nouveau massacre, s'ajoutant aux rumeurs terribles qui courent à propos des suites de la chute de Srebrenica, va exercer une pression à laquelle on ne résistera pas.

Il y va de la crédibilité, non seulement, localement, de la FORPRONU, maintenant renforcée de la B.M.N., et de ses chefs, dont je suis, mais plus encore de celle des puissances en lice : la France, bien sûr, avec un président Chirac très engagé, mais aussi désormais, comme ma rencontre avec Holbrooke me l'a montré, l'Amérique en première ligne. Et cette ligne est d'évidence une ligne de non-retour.

Cette réponse forte, riposte de notre artillerie ou bombardements aériens, ou les deux, s'impose dans son principe, sans délais, et ce, quels que soient les résultats des investigations auxquelles nous pourrions procéder- même si nous sommes dans l'incapacité d'établir formellement les responsabilités-, j'en ai l'amère conviction.

Encore va-t-il falloir agir avec discernement : la vulnérabilité de nos troupes reste considérable et je ressens en outre l'impérieux devoir de tout mettre en œuvre pour que les populations, de part et d'autre des lignes de confrontation, n'aient en aucun cas à souffrir de nos interventions.

L'emploi de l'artillerie devra en tenir compte ; ce sera de ma responsabilité.

Il est clair en revanche que je ne pèserai en rien sur les bombardements aériens de l'O.T.A.N.

⁹² Cette proximité vaudra à ce nouveau massacre, de la part de la presse, l'appellation de «Markalé II», comme une réédition de celui du 5 février 1994, qui avait provoqué la première menace d'intervention de l'O.T.A.N. De fait, l'explosion ne s'est pas produite sur la place Markalé, qui était vide comme d'ailleurs l'essentiel de la ville. C'était dans une rue adjacente étroite, la rue Masala, où, en cette fin de matinée, plus d'une centaine de personnes s'étaient regroupées à l'annonce d'une distribution de vivres en ces lieux.

⁹³ Au final, on comptera 38 morts et 85 blessés.

Je ne suis pas sûr d'ailleurs que la chaîne française soit mieux à même de le faire, d'autant plus que le général Janvier, absent pour quelques jours, est remplacé pendant ce temps par le général Smith. C'est à ce dernier qu'il revient de « tourner la clé ».

A ce stade de mes réflexions, partagées par le biais de multiples coups de fil et discussions tous azimuts, j'en retire l'idée que nous devons accorder la priorité à une riposte par notre artillerie. En effet, celle-ci reste dans notre main, dosable, modulable et réversible.

Nous devons en revanche chercher à différer l'entrée en scène de l'O.T.A.N.

Je mesure aujourd'hui combien cette position était dénuée de tout réalisme : la lecture de « To end a war » de Richard Holbrooke me révèle à quel point, dans ce même moment d'horreur, de fièvre et d'expectative à Sarajevo, l'émissaire américain est d'emblée déterminé.

La nouvelle l'atteint à l'heure même où il arrive avec sa délégation à Paris, où se trouvent par ailleurs le président bosniaque Izetbegovic avec son ministre des affaires étrangères Sacirbey. Ces derniers, dans l'état d'esprit que l'on imagine, mettent pratiquement en demeure Richard Holbrooke de déclencher les frappes aériennes. Ils le font dans des termes que le représentant du président américain juge inacceptables au point qu'il reprend ses interlocuteurs avec la brutalité dont il peut être capable.

Quoi qu'il en soit, horrifié, il ressent ce massacre comme un insupportable défi des Serbes à l'Amérique.

Plus encore peut-être, plus qu'une humiliation personnelle, c'est pour lui une insoutenable irruption dans la plaie vive et douloureuse qu'est la disparition de ses compagnons sur les pentes du mont Igman neuf jours plus tôt.

Dès lors, sa détermination est totale et rien ne le fera dévier de cet objectif : les Bosno-Serbes seront écrasés sous les bombes jusqu'à résipiscence.

J'ignore évidemment tout de cela.

A Sarajevo, à l'arrivée sur les lieux, notre équipe s'en voit d'abord différer l'accès. Il est vrai que les secours aux blessés et l'évacuation des morts constituent évidemment une priorité. Un policier bosniaque se contente de brandir un empennage d'obus en appelant l'attention sur le fait qu'il est serbe, ce qui sera confirmé.

Quand nos experts peuvent examiner le point d'impact, en bordure d'un trottoir de cette rue étroite, ils identifient un petit cratère dont la forme indique la direction de l'immeuble situé à quelques mètres. L'obus ayant manifestement survolé cet immeuble, on peut ainsi déterminer la queue de sa trajectoire et reconstituer celle-ci. En fait, ce type d'obus peut être tiré avec six charges. Il en découle six trajectoires possibles, donc six positions de départ envisageables. Reportées sur la carte, trois sont en zone bosniaque, trois en zone serbe. Les positions en zone bosniaque sont hautement improbables : elles se situent en effet toutes non loin du cantonnement du bataillon égyptien ; or, celui-ci relève méthodiquement tous les tirs entendus, de quelque nature qu'ils soient, et rien n'a été noté.

Restent donc les positions en zone serbe, mais nous sommes encore dans cette période où nous nous interdisons d'y pénétrer et il n'est donc pas possible de procéder à des vérifications à brève échéance. Un point encore renforce les incertitudes. Nous disposons de radars de trajectographie par identification acoustique, des Cymbeline, de fabrication anglaise. Installés de sorte que les trajectoires possibles auraient dû se situer dans leur champ, ils n'ont néanmoins rien détecté. Certains, cependant, affirment que cette technologie n'est pas totalement fiable...

De toutes parts, on me presse de rendre un rapport.

Celui-ci est arrêté provisoirement sur les bases indiquées ci-dessus en fin d'après-midi lorsque je me rends au BH Command pour un premier entretien avec le général Smith. Ce rapport

établit qu'à ce stade, même s'il existe une présomption à l'encontre des Serbes, on ne peut rien conclure définitivement et que des investigations complémentaires⁹⁴ sont nécessaires.

Clairement, pour moi, cette incertitude renforce ma conviction que nous devons privilégier la riposte par l'artillerie, en différant les bombardements aériens. Cette position est partagée dans ma chaîne nationale, je m'en suis assuré.

Dans cette journée, j'ai deux rencontres avec le général Smith, l'une à 16h30, l'autre, très longue, trois heures plus tard.

Je lui fais part de mon appréciation de situation telle qu'exprimée ci-dessus.

Il la partage quant aux prolégomènes, mais il en tire la conclusion que, le lendemain 29, « à la conférence de presse de 11h, les Serbes seront désignés comme les auteurs du massacre de ce jour ».

Je vois bien, à partir de là, que le problème qui lui est posé est que, emploi en premier de l'artillerie ou pas, nous sommes dans ce moment où, comme il l'avait caractérisé à Kiseljak, nous allons passer à la posture de guerre.

Dans cette perspective, son souci principal est la vulnérabilité des personnels de la FORPRONU, militaires et civils. Curieusement, parmi ceux-ci, il identifie quasi exclusivement quatre-vingt-huit Britanniques à Gorazde, ajoutant, dès 16h30, que « rien ne pouvait être fait jusqu'à ce que ces hommes aient traversé la frontière (avec la Serbie), pas avant 21 h ce soir... »

A mon insistance sur l'intervention préalable de l'artillerie, à l'exclusion des bombardements aériens, il objecte que nos tirs au canon provoqueront à coup sûr une riposte serbe sur nos positions et qu'alors, l'O.T.A.N. sera bien obligée d'intervenir.

Or, voilà qui est dès à présent conforme aux résolutions de la conférence de Londres.

Il en conclut donc qu'il vaut mieux l'O.T.A.N., tout de suite, sans l'artillerie.

Je rétorque que « *je n'imagine pas notre artillerie sur Igman demeurer inerte, ce qui mettrait en cause sa raison d'être* ».

Le général Smith réplique fermement que « *la F.R.R. est sur Igman pour protéger la FORPRONU, pas la population civile.* » Son military assistant, le colonel Baxter, ajoute que l'intervention de l'artillerie serait « *illégal* », ce sur quoi Smith réagit en disant que « *cela ne le gêne pas* » ...

Je fais alors observer que « *je doute que les autorités françaises acceptent un engagement massif de l'O.T.A.N. quand les troupes sur le terrain, exposées à tous les risques, sont pour l'essentiel françaises.* »

Réponse du général Smith : « *Les Français ont signé l'accord au terme duquel ils appuieraient une offensive aérienne de l'O.T.A.N. en cas de « dommages inacceptables », ce qui est probablement le cas aujourd'hui.* »

J'aurais pu lui répondre que cette même remarque aurait pu s'appliquer aux Britanniques quand le général Smith subordonnait le déclenchement de l'offensive au retrait des effectifs anglais présents à Gorazde. Je réserverai cette dénonciation d'une partialité cynique pour le moment paroxystique de notre affrontement, quelques jours plus tard...

Toujours est-il que, peu de temps après avoir obtenu l'assurance que les Anglais étaient saufs, reçue au cours de notre entretien de 21h30 - j'étais témoin-, Rupert Smith devait « tourner la clé », usant, en l'espèce, des pouvoirs que lui donnait sa qualité, alors, de suppléant du général Janvier.

⁹⁴ Ces investigations devraient notamment concerner quatre autres coups apparemment arrivés dans la même zone sans occasionner de dégâts significatifs. L'enchaînement des événements fera qu'elles ne seront jamais menées à bien avec une rigueur suffisante.

Cette décision, qui accordait le feu vert à l'O.T.A.N. pour une intervention dans les vingt-quatre heures, était prise conjointement avec son homonyme, l'amiral américain Leighton Smith, commandant en chef des forces sud de l'O.T.A.N. à Naples, que nous retrouverons.

La position du général Smith était cohérente : l'intervention de l'O.T.A.N. découlait quasi mécaniquement des dispositions de la conférence de Londres et, face aux conséquences qui pourraient en résulter, la F.R.R. était là pour protéger la FORPRONU, « en 2^e échelon », comme il l'a répété souvent.

Pour ma part, dans ce secteur de Sarajevo, deux facteurs me conduisaient à privilégier une offensive que nous serions capables de maîtriser au vu de l'évolution de la situation : la sécurité de nos troupes, particulièrement exposées, et, tout autant, le souci que nous devions avoir et qui relevait de notre mission première, d'épargner les populations, serbes, comme bosniaques.

Il s'y ajoutait que, contrairement au général Smith, je ne présupposais pas que les Serbes riposteraient automatiquement au tir de nos canons.

Je pensais même que cette hypothèse était hautement improbable, du fait de la performance de ces armes, leur précision, leur puissance et leur rapidité de mise en œuvre, sans commune mesure avec celles des canons serbes (et même des canons anglais d'ancienne génération, présents à la B.M.N.).

Pour peu que nous en fassions un emploi judicieux, j'étais convaincu que leurs tirs seraient dissuasifs. Enfin, même si j'étais persuadé que, quelles que soient les incertitudes quant à l'origine des tirs, il fallait passer à l'offensive, il découlait selon moi de ces circonstances très particulières que nous devions, malgré tout, à tout prix assurer la réversibilité du processus.

Il est clair que ce raisonnement valait pour Sarajevo, à portée de nos canons.

Mais, avec le recul, je conviens qu'au niveau stratégique, celui du théâtre de la Bosnie dans son ensemble, rien ne pouvait être mis en balance avec les frappes aériennes de l'O.T.A.N. D'ailleurs, dans son livre, Holbrooke ne parle de notre artillerie qu'une fois, pour dire qu'elle est associée au déclenchement de l'offensive. Par la suite, très clairement, il ne percevra rien de son rôle essentiel dans le secteur de Sarajevo. Il ne sera pas le seul.

Avec ce même recul, je ne peux qu'être troublé par le fait que jamais le général Smith ne fera allusion au sort des populations, sauf pour dire que la F.R.R. n'était pas là pour les protéger...Holbrooke, pour ce qui le concerne, sauf omission de ma part, n'en fait aucune mention, alors même que toute son énergie est tendue vers une offensive aérienne impitoyable, qui pourrait se révéler dévastatrice en zone habitée.

Quant à nous Français, jamais nous n'oublierons que c'était le sort de ces mêmes populations, quelles qu'elles soient, qui justifiait notre présence au nom de la France.

Cette divergence, qui pourrait paraître porter sur des nuances, était en fait radicale, sans que j'en aie eu à l'époque une pleine conscience.

En particulier, je ne mesurais pas à quel point, pour les Bosniaques, les populations serbes des faubourgs et des bourgs périphériques de Sarajevo étaient assimilées dans leur ensemble aux criminels de guerre ; elles ne méritaient donc, pour eux, aucun ménagement et leur prêter attention au même titre qu'aux assiégés, c'était « confondre les victimes et les bourreaux », c'était choisir le camp des extrémistes. En cela, ils étaient suivis, peu ou prou, par tous ceux qui s'étaient ralliés inconditionnellement à leur cause.

Tout ce qui devait suivre allait en découler, jusqu'au bout...

Dans l'immédiat, l'état-major, sous la direction énergique du colonel Meille, prépare activement toutes les mesures qui permettront, le moment venu, le passage en « alerte rouge ».

Le 29 à 9h15, j'ai un nouvel entretien avec le général Smith, à ma demande. J'ai été en effet alerté sur le fait qu'à 10h, devait avoir lieu un entretien entre le président Jacques Chirac et le Premier ministre John Major. Rien donc ne devait être entrepris avant que l'on en connaisse le résultat.

Je rappelle que nous sommes toujours sur la ligne d'une intervention de l'artillerie de préférence à celle de l'O.T.A.N.

Rupert Smith me dit que « la clé a été tournée » mais que les frappes ne devant pas commencer avant le milieu de la nuit, rien n'est irréversible si une décision politique en décide autrement.

Il ajoute que le retour du général Janvier dans la journée pourrait concourir au même résultat, mais que, dans l'immédiat, il fallait se préparer à une intervention conjointe de l'artillerie et de l'O.T.A.N.

Durant notre entretien, il appelle le général Mladic.

Il m'en rapporte les points principaux signifiés à celui-ci : « *les Serbes sont responsables du massacre, quelles que soient leurs dénégations ; la route de Sarajevo à Kiseljak devra être ouverte à la FORPRONU pour 11h30⁹⁵, après que les Serbes auront été désignés comme les auteurs du massacre à la conférence de presse de 11h ; toutes les options sont ouvertes, y compris une intervention combinée de la force aérienne et de l'artillerie* ».

Dans la journée, le colonel Demurenko, chef d'état-major officiel du Secteur de Sarajevo, demande à me voir avec insistance. C'est un officier russe atypique à plus d'un titre : il a été stagiaire à l'école de guerre américaine, seul de son espèce ; il ne boit pas et ne fume pas, ce qui, pour un militaire russe, est singulier.

Il dispose par ailleurs, selon ce qu'on m'a dit, d'une bonne expérience opérationnelle, notamment en Angola. Il exerce avec sérieux ses responsabilités, strictement confinées dans les procédures onusiennes comme on l'a vu, de chef d'état-major du Secteur.

Il veut m'entretenir des résultats des investigations relatives au massacre de la veille. Il connaît le rapport qui a été rédigé, en partage les conclusions sur les incertitudes et me dit sa disponibilité pour aller vérifier les positions de tir possibles identifiées en zone serbe.

Il ajoute que, dès à présent, il est très sceptique quant à l'hypothèse qui privilégierait une responsabilité des Serbes. En effet, me dit-il, il connaît l'avertissement solennel qui leur a été donné après la conférence de Londres et il a suivi l'arrivée de nos canons sur Igman, dont les Serbes ont pu avoir un aperçu des performances lorsque nous avons tiré après l'agression contre les Egyptiens : il n' imagine donc pas qu'ils aient pris le risque d'encourir à la fois une attaque aérienne massive de l'O.T.A.N. et un bombardement par nos canons.

Plus encore, avance-t-il, chacun sait que dans une rue étroite comme celle où l'explosion s'est produite, le point d'impact précis d'un obus de mortier relève d'une très faible probabilité. Que celui-là soit tombé sur un rassemblement exceptionnel en ce lieu et dans ce moment-là est pour lui stupéfiant.

Je lui réponds de façon dilatoire, tout entier tendu en cet instant vers les redoutables échéances dont nous séparent quelques heures seulement et qu'en aucun cas je ne peux partager avec lui...

Quatre jours plus tard, le 2 septembre, Demurenko donnera une conférence de presse à la télévision en zone serbe.

⁹⁵ Le général Smith envisageait-il alors de transférer son PC à Kiseljak, en cohérence avec ce qu'il pensait de la posture de guerre ? Il ne s'est jamais exprimé là-dessus, mais le fait est qu'il est resté à Sarajevo...

Il a pu faire les reconnaissances qu'il envisageait et la conclusion dont il fait part est sans ambiguïté : les positions de départ potentielles se trouvent sur des pentes escarpées d'où aucun mortier n'a pu tirer.

A ma grande surprise, cette intervention publique du chef d'état-major du secteur de Sarajevo, alors même que se poursuivent les bombardements de l'O.T.A.N. sur l'ensemble du territoire bosniaque, ne suscite aucun écho. Pour la presse occidentale, cet officier russe ne fait que renchérir sur les dénégations serbes et n'est donc pas crédible...

Comme on ne peut pas imaginer que le colonel Demurenko ait pris cette initiative sans l'aval de sa chaîne de commandement nationale, je me contenterai d'une sévère admonestation, non pas sur le fond, que je n'aborderai pas, mais sur la forme, en stigmatisant une trahison de ma confiance...

Nous n'en reparlerons jamais⁹⁶.

Dans l'immédiat, ce 29 août, les dés continuent à rouler.

Nous nous retrouvons à nouveau avec le général Smith à 19h35, pour constater que nous sommes sans nouvelles de la conversation Chirac/Major.

Smith avait eu Janvier au téléphone. J'en retiens que tout en ayant formulé des objections analogues aux miennes, celui-ci, qui avait rejoint son poste, n'était pas revenu sur la décision.

Je lis, dans les notes alors prises, les derniers mots du général Smith : « *If we're going to start a war, let's do it with a big bang. Then we may win.* »⁹⁷

« ...win. », c'est-à-dire « vaincre » ; pour Rupert Smith, nous allons être incessamment en guerre, nous avons choisi notre camp et il ne peut y avoir d'autre objectif que la défaite de l'ennemi, en l'occurrence désormais le Serbe.

« *Then we may...* », pour ce que je connais de la langue anglaise, l'expression choisie par Rupert Smith me semble marquer de sa part la conviction que la possibilité d'une « victoire » est subordonnée à ce « big bang » ...

Dans la nuit du 29 au 30, à 1h30, nous passons en « alerte rouge » : la ligne est franchie.

Mille trois cents obus sur le pays serbe.

Dans le bunker du PTT Building.

L'alerte rouge se traduit par des mesures de sécurité exceptionnelles.

Pour ce qui concerne l'état-major, nous allons tirer parti de dispositions héritées de l'ère titiste : le PTT Building, comme la plupart des immeubles, en tous cas les bâtiments officiels, comporte en sous-sol un véritable bunker⁹⁸.

On ne peut trouver mieux comme PC de campagne en termes de sécurité.

⁹⁶ Ce qui fait que je ne connaîtrai jamais les conclusions que, dans sa logique, le colonel Demurenko pouvait tirer de l'ensemble des considérants de ce tragique événement.

⁹⁷ « *Si nous sommes sur le point de nous engager dans une guerre, faisons-le avec un big bang. Alors nous pourrions vaincre.* »

Ces mots, en anglais, sont transcrits par le capitaine Jonathan Howe Jones, qui supplée à l'absence depuis quelques jours du major Louis Fortin, parti en permissions. Ce ne sera pas anodin pour la suite.

⁹⁸ Dans la Yougoslavie communiste, ces réalisations défensives se combinaient avec l'effort d'armement et la mobilisation du peuple en armes - lesquels allaient se révéler funestes à l'heure de la dislocation-, pour assurer une défense populaire tous azimuts.

J'y descends vers une heure du matin, muni des documents essentiels dont je ne saurais me séparer et suivi de mes body guards qui ont préparé ma logistique pour une durée indéterminée.

L'unique grande pièce de travail, dont les murs de béton grisâtre sont éclairés d'une lumière blafarde, est déjà une ruche quant à l'agitation qui y règne et au bruit de fond émis en continu par les haut-parleurs des appareils radio ; elle tient plutôt de la champignonnière pour ce qui concerne l'odeur, tenace et désagréable.

Des postes de travail ont été préparés à des tables bordant tous les murs disponibles, équipés de tableaux et de cartes. Un espace de réunion est ménagé au centre avec des tables et des sièges. Une grande toile est tendue sur un côté ; au-delà, entre toile et mur, comme dans un corridor étroit, un espace d'« intimité », seul de son espèce, est réservé au général: une table, une chaise et un lit de camp. Quant aux officiers, sous-officiers et militaires du rang de l'état-major, pour ceux qui ne sont pas à poste, une pièce adjacente a été saturée en lits superposés, destinés à être occupés selon le principe de la « couchette chaude », toutes catégories confondues.

Le colonel Meille me fait le point de situation.

L'alerte a été donnée à tous, effective à partir de 1h30.

Dans les bataillons, il appartient à chacun de prendre les dispositions qui en découlent.

L'état-major, dans le bunker, s'est resserré pratiquement sur sa composante « franco-française », exception faite de quelques canadiens et britanniques, dont le capitaine Jonathan Howe Jones, qui supplée à l'absence de Louis Fortin dans les fonctions de military assistant.

Les deux adjoints, égyptien et ukrainien, tout comme le chef d'état-major, le colonel Demurenko, ont trouvé d'autres refuges.

Meille me rend compte que nous avons toutes les liaisons qui nous sont nécessaires, y compris avec la chaîne nationale.

Un point est déterminant. Il s'agit des postes imbriqués en zone serbe d'Hotonj, Betanja, Dupovici et Krupac. Il est clair qu'à l'heure de l'offensive, en l'état, ils sont de nature à constituer une prise de gages dont les répercussions seraient considérables.

On se souvient que l'extraction de celui de Vogosca, huit jours plus tôt, avait occasionné de violents affrontements entre Serbes et Bosniaques. On pouvait penser qu'à la suite, les Serbes s'étaient montré vigilants. C'est pourquoi, sur les routes d'accès de ces postes avaient été organisés depuis lors, de jour comme de nuit, des mouvements de VAB aléatoires.

Cette nuit, le mouvement devait être celui de l'évacuation, suivi, à l'heure précise du déclenchement des tirs, de l'explosion d'une forte charge de destruction. Tout cela est en cours et je demande que l'on me rende compte dès que, dans chaque bataillon, les effectifs concernés seront de retour au bercail.

L'heure de déclenchement des tirs, que ce soient les bombardements aériens ou l'intervention de l'artillerie, est fixée à 2h. L'opération a reçu comme nom de baptême « Deliberate Force ».

Si nous n'avons aucune idée des objectifs de l'action aérienne, le plan de feux de l'artillerie, préparé sur la base des renseignements quasi exhaustifs dont nous disposons sur la zone serbe, a été soigneusement élaboré avec une très forte implication de l'état-major.

Parmi les objectifs ainsi déterminés, nous avons éliminés ceux qui, situés en zone habitée, allaient inmanquablement, s'ils étaient traités, porter atteinte aux populations civiles. Tel était particulièrement le cas à Ilidja, bourgade serbe de la sortie sud-ouest de Sarajevo, sur l'accès principal, à l'extrémité de l'aéroport. Bien qu'il se soit agi d'une position-clé, de ce fait abondamment pourvue en équipements qui auraient justifié des frappes, Ilidja avait été éliminé du plan de feux. Nous pourrions, plus tard, nous féliciter d'une telle décision, tant elle a été productive pour ce qui devait suivre...

Dans l'immédiat, à 2 heures, un déluge de feu s'abat sur le pays serbe.

Nous sommes en cet instant conscients de vivre un moment historique.

Après trois années d'atermolements, de dispositions aberrantes, d'humiliations, de lâches abandons, dans le même temps où de pauvres gens, par dizaines de milliers, étaient exposés aux exactions, à la faim, à la souffrance et à la mort, les soldats que nous sommes font enfin leur métier de soldat quand il n'est pas d'autre solution pour mettre un terme à des violences intolérables que l'usage de la force.

Il fallait en passer par là, j'en ai la conviction.

Mais déjà, dans ce moment, si ce sera bientôt l'euphorie dans Sarajevo, quant à moi, une question me taraude : *and next* ? Elle ne me quittera plus de la journée.

Une source de préoccupation a néanmoins été levée, et ce n'était pas la moindre : à une heure dont j'ai perdu le souvenir, on me rend compte que les détachements des postes imbriqués ont tous rejoint leur bataillon d'appartenance, à effectifs complets.

Voilà une nouvelle qui va m'être utile vers les 5 h du matin.

Jonathan, un combiné à la main, hausse la voix dans ma direction pour couvrir le fracas du trafic radio : « *Mon général ! Le président Chirac !* ».

Effectivement, c'est le président en direct.

D'emblée, sans autre introduction me semble-t-il dans mon souvenir, Chirac m'interpelle d'une voix que j'entends comme marquée par la préoccupation, sinon la contrariété : « *Mon général, Richard Holbrooke me dit que nous avons trente (?) otages aux mains des Serbes* ».

Je fais immédiatement le rapprochement avec l'exfiltration réussie des postes imbriqués et j'exprime au président mon étonnement en lui rapportant ce dont on vient de me rendre compte. J'ajoute que je vais contacter à nouveau les bataillons pour une confirmation dont, toutefois, je ne saurais douter.

Dans l'instant, le ton du président a changé. Il me rappelle sa consigne expresse d'avoir à riposter.

Je lui rétorque que nous n'en sommes plus à riposter, mais que nous attaquons.

Alors, Chirac : « *Combien d'obus avez-vous tiré ?* ».

Le chiffre est sous mes yeux, sur le tableau de bord renseigné à mesure, apposé au mur devant moi : « *300, monsieur le président.* »

« *300 ??!* », le président est manifestement interloqué, tant jusque-là les tirs ont été comptés à l'unité ! Il enchaîne alors en reprenant, pratiquement mot pour mot, son propos de l'Elysée, un mois plus tôt, quant à l'assurance qu'il me donne d'être « *couvert* » si « *par malheur...un hôpital, une école...* ». Je ne juge pas à propos de réagir au téléphone. La communication se termine sur une note très cordiale.

Peu de temps après, le général Quesnot m'appellera pour me dire son heureuse surprise d'avoir vu la conversation que j'avais eue avec le président redonner sur-le-champ à celui-ci son optimisme légendaire, fortement entamé auparavant.

De ce moment, la confiance du président de la République m'était acquise, cette fois sur des bases très concrètes.

Elle allait m'être précieuse. Je le devais très largement aux dispositions judicieuses prises par le colonel Meille et à leur exécution au millimètre par une troupe, en l'occurrence des sous-officiers et des soldats, d'un grand professionnalisme.

Cela étant, je n'ai jamais élucidé le mystère du renseignement donné au président Chirac.

Holbrooke, qui, dans cette période, relate ses faits et gestes presque heure par heure, est effectivement à Paris cette nuit-là et ce n'est qu'au matin qu'il décollera pour Belgrade ; mais il ne fait aucune mention de quelque conversation que ce soit avec Chirac. Tout au plus

évoque-t-il, la veille, alors qu'il rencontre Izetbegovic et Sacirbey, le fait que la hantise de voir leurs troupes prises en otage, inhibe nombre de membres du groupe de contact. Il cite même à ce sujet les Britanniques de Gorazde, pour ajouter qu'ils ont été exfiltrés à temps.

Faut-il penser que les Bosniaques, qui connaissent bien la situation sur le terrain, avaient intégré comme inéluctable la prise en otages des postes français imbriqués dès lors que se déclenchait l'offensive, qu'ils avaient donc considéré cela comme un fait acquis dès l'ouverture du feu et qu'ils en auraient fait part à Holbrooke, lequel aurait immédiatement répercuté le renseignement sur le président français en dépit de l'heure très matinale ? Qu'il n'en parle pas dans son livre s'explique sans doute par l'embarras dans lequel il s'est ensuite trouvé lorsqu'il a appris, peut-être de la bouche même de Chirac, qu'il n'y avait nul otage français aux mains des Serbes. Nous ne le saurons jamais.

En tous cas, dans le bunker du PTT Building, ce n'est pas mon souci.

Très vite, les Serbes vont harceler le colonel Meille au téléphone : ils sollicitent une entrevue avec moi, toutes affaires cessantes.

Cet appel vient du PC du Sarajevo Romanja Corps, le commandement militaire serbe installé à Lukavica en charge de toutes les opérations liées au siège de Sarajevo. Il est commandé par le général Milosevic, homonyme du président serbe de Serbie.

Nous décidons de ne pas répondre dans l'immédiat.

Finalement, nous convenons d'une rencontre pour 14h30, juste au-delà de la tranchée serbe, à l'extrémité sud-est de l'aéroport, dans une auberge du village de Gornji Kotorac.

Je me suis mis d'accord avec le général Smith sur les conditions à signifier comme préalable à toute suspension des tirs : ouverture de l'aéroport sans préavis ; ouverture des routes d'accès à Sarajevo aux convois escortés par l'O.N.U. sans préavis ni contrôle ; retrait des armes lourdes à plus de 20 km de Sarajevo.

A plus de vingt ans de là, je me rends compte que j'ai alors omis de faire observer au général Smith que son pronostic selon lequel les Serbes allaient immédiatement riposter à l'intervention de notre artillerie par l'attaque généralisée de nos positions ne s'était à ce stade en rien réalisé...

C'était pour moi tellement conforme à ce que j'attendais que je n'y ai pas songé. Quant à Rupert Smith, peut-être attendait-il avec intérêt de voir comment allait se passer mon incursion en territoire désormais « ennemi » ...

Des Serbes en état de sidération.

Pour cette rencontre, qui n'a rien d'une entrevue de courtoisie à l'heure où les bombes et les obus s'abattent sur le territoire serbe depuis une douzaine d'heures, j'ai la conscience, aiguë, de ne pas avoir droit à l'erreur.

Dans la matinée, je suis monté sur l'un des points hauts qui commandent les accès à l'aéroport, celui de Slavino Brdo, au nord ; j'ai pu observer, à la jumelle, l'effet dévastateur de l'arrivée de nos obus. C'est ainsi par exemple, qu'un important dépôt de munitions, frappé de plein fouet, s'est transformé en lumière et chaleur dans une gigantesque explosion.

C'est en outre la première fois, depuis ma prise de fonction, que je rencontrerai les Serbes : comme toutes les premières fois, elle sera déterminante pour la suite.

Enfin, nous le savons, la rationalité n'est pas la caractéristique première de leur comportement ; ils peuvent avoir des réactions imprévisibles.

Ceci me conduit à imaginer une combinaison subtile de déploiement de force pour mon environnement et de présentation personnelle qui n'apparaisse pas inutilement arrogante et agressive.

En clair, je serai escorté par un fort détachement renforcé de blindés mais, à l'approche finale, je m'avancerai dans l'équipage qui m'est habituel, dans ma Toyota blindée précédée du VBL; mes seuls accompagnateurs seront le capitaine Jonathan Howe Jones, le major Bevc et le trio de gardes du corps conduit par Charly; l'escorte de blindés et de fantassins restera en retrait, suffisamment proche pour être dissuasive, assez éloignée pour ne pas être provocatrice et risquer de faire perdre la face à nos vis-à-vis.

Pour autant, dans ma préparation intellectuelle, je me suis rallié à l'idée que, précisément eu égard aux circonstances, je devrai délibérément me montrer très offensif dans ma prise de parole, en cohérence avec l'offensive en cours.

Il me restera à choisir le moment et la manière pour dire à mes interlocuteurs leur fait sans détours...

Je dois ajouter une précision quant à ma tenue personnelle.

Une règle constante, avant même ce passage en posture de guerre, prescrivait à tous les militaires de l'O.N.U., dès qu'ils étaient à l'extérieur des bâtiments, de porter casque et gilet pare-balles.

La règle ne souffrait qu'une exception : le général seul en était dispensé.

Ces dispositions étaient en vigueur à mon arrivée ; elles m'avaient semblé judicieuses.

Outre que le général bénéficiait de la présence constante de ses trois gardes du corps, ce qui contribuait très largement à sa sécurité, il m'avait semblé que cette singularité marquait bien le caractère politico-militaire de sa fonction : par son uniforme, il était chef de guerre, mais sa tenue « lisse », en fait singulière, interpellait et lui donnait un statut à part.

J'avais de surcroît décidé de ne pas porter d'arme, ce qui, dans ce pays et dans ces circonstances, pouvait paraître extravagant ; mais j'estimais que dès lors que le rôle du général n'était certainement pas de faire le coup de feu et qu'autour de lui il y avait suffisamment de monde pour cela, le port d'une arme n'était pas en accord avec mes attributions telles que je les concevais.

En fait, je prenais le pari que cette double singularité, loin d'hypothéquer ma capacité à « en imposer », allait la renforcer⁹⁹. Je n'ai jamais eu à le regretter.

Nous voici en route. Pour la première fois, j'atteins l'extrémité de l'aéroport ; un avion sinistré de longue date, reposant sur le nez, en souligne le délabrement.

Nous franchissons la tranchée serbe sans apercevoir quelque présence que ce soit.

Derrière moi, je vois mon escorte prendre les dispositions prévues avec notamment un blindé posté, son canon dans l'axe de la route. Nous apercevons une maison à droite. Devant, dans la cour, face à nous, se trouve manifestement un comité d'accueil : trois hommes en treillis bariolé se tiennent là. Ce qui me frappe avant même que je descende de la Toyota, c'est leur posture : ils sont comme au garde à vous alors même que tout indique que ce sont des officiers.

Je les salue, comme on salue un « piquet d'honneur », et nous pénétrons dans la salle principale de ce qui est clairement un café. Nous prenons place autour d'une table, immédiatement à gauche de l'entrée, Jonathan, le major Bevc et moi, face à nos trois interlocuteurs.

⁹⁹ Les bons connaisseurs de la culture locale avaient appelé mon attention sur l'importance à la fois de l'allure et du geste.

Charly et ses deux gaillards se sont promptement postés debout au fond de la pièce, le fusil à pompe à la main ; à l'autre extrémité, se tiennent leurs homologues serbes, dans les mêmes dispositions.

Quant à moi, je suis tout entier concentré vers le dialogue qui va s'engager¹⁰⁰.

L'ambiance est surréaliste : des poules rousses caquettent au travers de la pièce tandis que la terre tremble sous les bombes d'une demi-tonne larguées non loin de là par les avions de l'O.T.A.N...

D'emblée, je m'aperçois que là où je m'attendais à avoir pour interlocuteur mon homologue, le général Milosevic, c'est son chef d'état-major, le colonel Sladoje qui tient ce rôle.

Me réservant quant aux suites à donner à ces dispositions, je fais comme si de rien n'était¹⁰¹.

Les deux autres officiers sont le colonel Lugorje, chef des opérations et le lieutenant-colonel Indic, officier de liaison et, dit-on, homme de confiance du général Mladic. Cet officier a très mauvaise réputation : il aurait été l'homme qui a organisé l'humiliante séquence du drapeau blanc de Lukavica. Dans une conversation où vont se croiser trois langues, le français, le serbo-croate et l'anglais, il va assurer, autant que de besoin, la traduction de l'anglais en serbo-croate au bénéfice de ses homologues.

Tandis qu'on nous apporte le café turc d'usage, dure, longuement, un étrange silence.

Face à moi, j'observe trois hommes aux traits tirés, manifestement marqués par l'insomnie ; il me semble même qu'ils ne sont pas rasés.

En tous cas, nulle trace de l'arrogance dont on me dit que les Serbes gratifient habituellement les représentants de la FORPRONU.

En cet instant, je mesure la réalité de l'effet de l'inversion du rapport de force : nous avons pris l'ascendant. Il faut le garder et exploiter.

Sladoje finit par prendre la parole : « *Nous avons eu de la musique, cette nuit...* ».

Puis, le ton grave, il évoque des destructions, des morts, un sort injuste fait aux populations et m'enjoint de venir sur place voir ce qu'il en est. Il en appelle à une amitié franco-serbe séculaire désormais trahie et se livre à l'une de ces évocations historiques dont j'aurai, dans le futur, à faire régulièrement l'expérience.

L'ayant laissé parler, j'estime que c'est le moment de placer mon propos offensif.

Je leur rappelle que je suis sur le territoire depuis moins d'un mois.

« *La perception que j'avais jusque-là de la situation était celle que nous livre en France une presse libre, ainsi qu'à titre personnel, tous les rapports et documents auxquels je pouvais avoir accès. Ce qui me frappe ici, c'est l'autisme dont vous semblez affecté. Vous êtes retranchés du monde. Vous protestez de votre bon droit ? Eh bien, moi, je vais vous dire comment vous êtes perçus chez nous...* »

Je ne leur épargne alors rien de ce que nous savons, en matière d'atrocités et de comportement barbares.

Je coupe court à leurs protestations et m'essaie à un registre plus personnel :

« *J'habite un village d'une région de montagne, comme chez vous, ici.*

¹⁰⁰ Trois ans plus tard, je devais inviter Jonathan à une randonnée en haute montagne, dans le massif du Mont-Blanc. Quand j'avais fait sa connaissance, j'avais en effet identifié sa pratique du ski et nous avons convenu que, si nous sortions un jour indemnes du chaudron de Sarajevo, nous nous retrouverions en montagne. Le soir, au refuge d'Argentières, je lui pose la question de son souvenir le plus marquant. Sans hésitation aucune, il évoque alors la rencontre de Gornji Kotorac ; il me raconte qu'avant le départ du PTT Building, Charly lui avait dit : « *Mon capitaine, ça va mal se passer. Mon boulot, c'est la sécurité du général ; alors, dès que ça commence à rafaler, je tire dans le tas et je ramène le général à la Toyota. Vous, plongez à terre et vous verrez bien...* » Il m'avait bien semblé, alors, que Jonathan était crispé !

¹⁰¹ J'apprendrai par la suite que le général Milosevic avait été temporairement hospitalisé. Cela ne m'a pas dissuadé de lui adresser une lettre de protestation pour ne pas l'avoir trouvé au rendez-vous.

Je suis catholique et, le dimanche matin, j'ai l'habitude d'aller à la messe après quoi nous nous retrouvons autour d'un verre avec les anciens.

Le dimanche précédant ma mise en place ici, ces derniers m'ont dit ceci : tu vas là-bas ; alors dis-leur bien que ça suffit.

Dis-leur que la honte faite à nos soldats, avec le drapeau blanc et tout, c'est insupportable.

Eh bien, voilà, je vous le dis ; et vous devez comprendre que les bombes et les obus qui vous frappent, c'est vous qui en avez actionné le déclenchement ; c'est celui-là – je désigne du doigt le lieutenant-colonel Indic- entre autres, qui en est le responsable.

Donc je n'irai pas sur place comme vous me le demandez, ce serait une provocation, mais je suis prêt à vous signifier les conditions que vous avez à remplir pour que tout cela cesse. »

Un silence atterré répond à ma diatribe. Manifestement, chez eux aussi, l'évocation du drapeau blanc a eu plus d'impact que celle des exactions et des atrocités à l'encontre des populations...

Le moment est venu de leur énoncer, en français et en anglais, les conditions à réunir pour que puisse être examinée l'opportunité de suspendre les bombardements :

« Ouverture de l'aéroport sans préavis ; ouverture des routes d'accès à Sarajevo aux convois escortés par l'O.N.U. sans préavis ni contrôle ; retrait des armes lourdes à plus de 20 km de Sarajevo. »

Ils me demandent un texte écrit ; je leur rétorque qu'il n'y en aura pas.

Je les détrompe quand je me rends compte qu'ils pensent que la décision m'appartient. Je leur dis qu'elle est entre les mains du général Janvier, conjointement avec les Américains et que je ne suis que l'émissaire mais que, bien sûr, il me reviendra de suivre de très près l'exécution de ces dispositions.

Ils me disent pour finir qu'ils doivent en rendre compte à leurs autorités politiques.

Je peux le comprendre mais les presse de faire vite.

La rencontre se termine comme elle avait commencé, avec quasiment la délégation serbe en piquet d'honneur.

Mais, à l'inquiétude, a manifestement succédé chez eux l'accablement. Indic a le profil très bas¹⁰² Je subodore qu'il aura des comptes à rendre...

J'ai le sentiment que, non seulement nous avons gardé l'ascendant, mais que nous l'avons conforté. Pour autant, la question demeure, lancinante : *and next* ?...

Au retour dans le bunker, j'informe le colonel Meille et je lui demande de convier tous les commandants de bataillon (français) pour la fin d'après-midi.

Il m'apprend une mauvaise nouvelle : un Mirage 2000 français avait été abattu au sud-est de Sarajevo. Les deux pilotes s'étaient éjectés et avaient disparu.

Au-delà d'une légitime inquiétude et d'une quête du renseignement à imaginer et à organiser sans délais, je me dis que voilà qui n'allait pas nous faciliter la tâche.

30 août au soir : la décision.

Nous sommes réunis avec les chefs de corps, pour la première fois depuis 2h du matin, quand avait commencé l'offensive.

Dans l'environnement bruyant du trafic radio et dans l'atmosphère sépulcrale de notre bunker, au-delà de la franche cordialité qui est de mise entre nous, l'ambiance est tendue.

¹⁰² Dès le retour, dans la voiture, Charly, qui avait mal vécu la crise des otages, me dit : « Ah, mon général, comme vous m'avez fait plaisir ! ».

Chacun rend compte de sa situation.

Jusque-là, le paradoxe est qu'il ne s'est rien passé, sinon l'écoute des explosions et l'observation des coups depuis les observatoires qui s'y prêtent.

Mais tous ont la même question : où cela nous conduit-il ?

Je livre une part de réponse : nous sommes dans l'attente d'une réponse aux conditions que j'ai signifiées à mes interlocuteurs du Sarajevo Romanja Corps en début d'après-midi. Je fais par ailleurs part de mon impression quant à leur attitude, que je ne saurais mieux caractériser que par l'expression « K.O. debout ». La balle est dans le camp de leurs dirigeants.

Pour le Bat.Inf.2, en défense du point-clé qu'est l'aéroport, le colonel Thonier rappelle l'extrême vulnérabilité de nombre de ses positions face à une éventuelle réaction serbe.

Toutefois, depuis un précédent séjour, il connaît bien le colonel Radoljic, commandant la brigade serbe d'Ildja, à laquelle son bataillon fait face ; il le décrit comme un homme réfléchi, en rien un fanatique.

Selon l'évolution de la situation, il aimerait pouvoir établir avec lui un contact qui pourrait être utile. Je prends bonne note de cette suggestion, susceptible, le cas échéant, d'éclairer un avenir pour le moins incertain.

Le point sur l'emploi de l'artillerie va se révéler déterminant pour la suite des événements.

Le colonel Bescond, commandant le régiment auquel appartiennent les 155 AUF1, en rend compte. Je l'ai connu à l'état-major de l'armée de terre ; polytechnicien, c'est un professionnel rigoureux et totalement fiable.

En cette fin de journée, 1300 obus ont été tirés depuis le début de l'offensive ; les objectifs retenus dans le plan de feux ont tous été traités ; ils ont été en quasi-totalité détruits.

Il s'agit maintenant de renouveler le plan de feux.

Sachant qu'il serait absurde de rééditer des tirs qui ont abouti à la destruction de leurs objectifs, le renouvellement porte, pour l'essentiel, sur des cibles que nous avons écartées comme susceptibles d'occasionner de graves effets collatéraux ; le bourg d'Ildja, celui-là même où le colonel Thonier est au contact dans les conditions qu'il a décrites, est particulièrement concerné.

Les échanges qui suivent sont confus ; il en ressort une grande perplexité. Je décide un quart d'heure de pose et me retire dans le réduit qui me tient lieu d'espace privatif.

Lorsque je m'extrais de ma méditation solitaire et que le colonel Meille siffle la fin de la récréation, ma résolution est prise. Il me reste à la tester sur les chefs de corps.

Deux options s'offrent à nous, ou bien adopter un nouveau plan de feux qui, cette fois, n'épargne plus les zones peuplées, ou bien suspendre les tirs.

Première option : ne nous le cachons pas, les pertes seront sévères dans la population, sans épargner personne.

Tels que nous connaissons ces Serbes-là, qui vivent pour la plupart au milieu de leurs familles, leurs réactions peuvent dès lors devenir violentes et incontrôlables ; le scénario de représailles à l'encontre de nos positions qui semblait a priori inéluctable au général Smith, jusque-là évité, devient probable.

C'est clairement un scénario catastrophe, et pour les habitants des faubourgs serbes, et pour nous. Par ailleurs, comment imaginer qu'une telle relance de nos tirs pourrait influencer positivement la mise en œuvre des conditions que nous avons fixées : retrait des canons, ouverture de l'aéroport et des routes ?

De surcroît, la raison première de notre présence en ces lieux, payée depuis trois ans au prix du sang de nombre de nos soldats, est de porter assistance à ces malheureuses populations éprouvées par une terrible guerre civile.

Quelle tragique incohérence il y aurait, de notre part, à en rajouter dans leurs souffrances !

Deuxième option : nous arrêtons les tirs, nous le faisons savoir aux Serbes et nous les mettons en garde : ces tirs reprendront à la première manifestation d'agression de leur part, à l'encontre de nos forces comme à celle des populations bosniaques.

S'ils n'obtempèrent pas, nous serons revenus au premier scénario.

S'ils se conforment à notre avertissement, nous aurons ménagé une issue susceptible de nous permettre d'échapper à l'impasse potentiellement tragique dans laquelle nous enferme la situation actuelle.

Telle est l'alternative que je décris en indiquant que, pour ma part, j'écarte a priori un choix qui pourrait se traduire par le massacre des femmes et des enfants, à quelque camp qu'ils appartiennent.

La parole est aux colonels.

Dans l'instant, au fur et à mesure de mon propos, j'avais vu les visages se détendre, comme sous l'effet d'un immense soulagement. Les réactions sont brèves et unanimes : c'est la deuxième option qui doit prévaloir.

J'en prends acte, les remercie et les informe que le colonel Meille prendra incessamment contact avec les Serbes pour leur faire part de notre décision.

Je leur donne congé en leur recommandant de ne baisser en rien la garde.

Passé l'indispensable entretien complémentaire avec le colonel Meille, impatient de procéder à la mise en œuvre de la décision, je me retire à nouveau à l'abri de mon illusoire protection de toile.

Tout à l'intense satisfaction d'avoir pris une option que je ressens comme juste et libératrice, je commence la rédaction du fax¹⁰³ par lequel je rendrai compte des événements survenus, des décisions que j'ai prises et des hypothèses que je peux esquisser pour les développements ultérieurs.

Cette formule est celle à laquelle je m'étais arrêtée, dès ma prise de fonction, pour les occasions où j'aurais à faire connaître une évolution significative de la situation.

Sur une seule page -contrainte que je m'imposais - je me contentais d'être factuel, sans donner prise à quelque ingérence que ce soit par on ne sait quel appel à l'aide.

Ce fax était envoyé dans mes deux chaînes admises par l'usage, mais à chacune séparément : la chaîne officielle onusienne vers le général Smith, et la chaîne officieuse française, vers l'E.M.A. avec copie au COMELEF, mon camarade Schwerdorffer, qui devait le transmettre au général Janvier.

En parallèle, un fax était adressé au général Quesnot à l'Elysée, parfois un autre encore au général Kelche¹⁰⁴, chef de cabinet militaire du Premier ministre.

Lorsque le nouveau chef de cabinet militaire du ministre, le général X..., me fera de façon récurrente le vif reproche de ne pas l'informer - il allait remarquer que d'autres étaient mieux renseignés que lui -, je le ferai de temps à autre, pour préserver ma sérénité et ma liberté d'action.

Charly ajoutait à ses fonctions de chef des « body-guards » la mission, à lui réservée dans la plus stricte confidentialité, d'adresser ces fax « privatifs » que les règles ordinaires pouvaient réprouver, mais que l'efficacité recommandait.

Jamais je n'aurai de retour, ce dont je ne me formaliserai pas, considérant que, selon un usage constant, « qui ne dit mot consent ».

¹⁰³ A l'époque, pas encore d'Internet.

¹⁰⁴ Avec le général Kelche, de mes anciens de Saint-Cyr, nous avons été chefs de bureau ensemble à l'EMAT, dans une grande complémentarité et en confiance. Il sera CEMA et grand chancelier de la Légion d'Honneur.

Lorsqu'il m'arrivera d'apprendre, sous le sceau du secret, que le président Chirac avait chanté mes louanges en conseil restreint, j'aurai la meilleure réponse qui soit. Elle offrait par ailleurs l'intérêt, dans ce cénacle protégé par le Secret Défense, de n'engager en rien l'autorité politique.

Attelé à ce travail de rédaction, je suis interrompu par une sollicitation : l'officier communication me demande si je peux lui consacrer quelques instants.

Il s'agit du lieutenant-colonel Pierre Brière, un légionnaire que je ne connais pas encore bien, au-delà de sa récente présentation, qui portait d'emblée la marque d'un officier très classique, déférent dans la stricte observation des codes de comportement militaires, mais franc et direct. Quand nous aurons fait plus ample connaissance, une fois que je lui aurai ménagé la place que je jugeais devoir être centrale¹⁰⁵ dans mon premier cercle, j'ai découvert un homme d'une rigueur morale absolue, sans concession, et d'une loyauté sans faille ; animé par ailleurs d'une foi catholique ardente, sans ostentation mais sans nuances, comme je le découvrirai, il était le père d'une nombreuse famille de dix enfants.

A ma surprise, quand je m'attends à ce qu'il aborde la question de la communication autour de ce que nous venons de vivre, il me lance tout de go, les yeux embués : « *Jamais, mon général, je n'oublierai ce que vous venez de faire. C'était grand...* ». Un peu interloqué, je ne sais plus comment j'ai réagi, le remerciant sans doute de son témoignage qui aurait pu me conforter dans ma décision, s'il en avait été besoin.

Je comprends alors que, trois semaines après avoir été investi nominalelement des fonctions de commandement en opérations dans les conditions que j'ai rappelées, les circonstances venaient de faire que l'indispensable pacte de confiance qui doit lier le chef à ses subordonnés venait d'être noué.

Ce que je pouvais lire désormais dans les regards, en premier lieu celui du colonel Meille, des chefs de corps et des membres de l'état-major, était le plus puissant ressort de l'énergie qu'il me fallait maintenant déployer pour exploiter l'étroite fenêtre que nous venions d'ouvrir sur un horizon jusque-là bien sombre.

Dans l'immédiat, le compte-rendu que j'en fais est le premier temps de cette exploitation.

Si nous n'avons donné aucune publicité à la décision qui venait d'être prise, en ville, elle n'était évidemment pas passée inaperçue. Tout au long de la journée du 30, avaient résonné les explosions, toutes proches, des obus de nos canons, qui faisaient écho à l'ébranlement sourd, le plus souvent plus lointain, des bombardements aériens.

Il en était résulté une véritable euphorie collective et, l'espace de quelques heures, immense avait été la popularité du chef du Secteur de Sarajevo...

Et puis voici que se tait le bruit du canon...

Comme souvent hélas, la réaction, violemment contre-productive pour nous, sera celle de la presse française : un court article du Monde, pour rendre compte de la situation, n'hésitera pas à la caractériser par un rapprochement historique pour le moins hasardeux : « *c'était tout comme si on avait arrêté Leclerc aux portes de Paris en 1944 !* ».

Pour les Bosniaques, qui font le forcing tous azimuts pour maximiser l'intervention de l'O.T.A.N. - Holbrooke en témoigne de façon constante- et qui vont bientôt, en liaison avec les Croates, lancer une vaste offensive dans l'ouest de la Bosnie, je suis devenu suspect.

¹⁰⁵ Ses fonctions n'étaient pas pour moi de « relations publiques ». Il devait prendre sa place dans la guerre de l'information évoquée au chapitre I.

A quelque temps de là, recevant à la table spartiate de la modeste salle à manger qui m'était réservée au PTT Building quelques représentants du lobby français pro-bosniaque, je leur expliquerai le choix du passage à une posture dissuasive : permise dès lors que nous avions pu constater l'effet de l'inversion du rapport de forces sur les Serbes, elle était dictée par l'obligation que nous avions d'épargner les vies, notamment parmi les populations. Elle avait fait la preuve de son efficacité puisqu'il n'y avait eu, depuis lors, aucun tir sur la ville.

L'un de mes hôtes, particulièrement excité, me demande si ce sont mes autorités nationales qui m'ont donné cet ordre. Je reste évasif, campé sur la réserve. Alors, mon interlocuteur, qui interprète cela comme un acquiescement déguisé : « *Courageux, mais pas téméraire !* ».

A ces mots, l'un des colonels se lève brusquement de table et, assénant sur l'épaule du convive pour le moins discourtois un coup à peine retenu : « *Monsieur x, un jour vous regretterez ce que vous venez de dire !* ». Ce jour est peut-être arrivé...

Quoi qu'il en soit, il en est un, et non des moindres, qui sera convaincu que Chirac en personne m'avait donné l'ordre de suspendre les tirs, c'est le général Smith.

Le fait que ç'ait été le capitaine Howe Jones qui avait d'abord eu le président en direct au téléphone ce matin-là n'y était sans doute pas étranger. Comme pour tous ses compatriotes, le renseignement maison faisait partie de sa mission¹⁰⁶ ...

D'ailleurs, quand le paroxysme de la crise sera passé avec Rupert Smith -nous y reviendrons bientôt-, celui-ci me dira un jour incidemment : « *Il est vrai qu'en ce qui me concerne, le Premier ne me téléphone pas régulièrement !* ». Je resterai de marbre, savourant tout ce que cette conviction de la part du général Smith me procurait comme liberté d'action¹⁰⁷ ...

Dans l'immédiat, cette soirée du 30 août est la plus calme que nous ayons connue depuis longtemps.

Sans regret, nous abandonnons le bunker et remontons dans les étages du PTT Building.

Parcours d'obstacles vers le cessez-le-feu à Sarajevo.

En ces jours de fin août début septembre, nous avons certes le sentiment d'avoir vu apparaître une lueur d'espoir dans les lourdes nuées de l'orage qui s'était déchaîné sur ce malheureux pays.

Mais je ne peux trouver qu'une image pour caractériser l'ambiance qui allait prévaloir au long des jours et des semaines, jusqu'au cessez-le-feu à Sarajevo le 20 septembre, puis sur tout le territoire le 12 octobre : c'est celle du cheminement d'un homme qui prétendrait avancer sur un terrain ravagé, obstrué d'obstacles de toutes natures, de surcroît truffé de mines ... et les yeux bandés !

Faut-il en rendre compte au jour le jour sur la base des notes et des documents dont je dispose en surabondance ? Ce serait entraîner le lecteur dans un labyrinthe, certes avec l'intérêt de lui faire partager ces moments d'extrême tension sans répit plus de quarante jours durant, mais au risque de l'égarer.

Or mon but, dans ce récit, est d'éclairer la perception de cette période noire qu'aura été le siège de Sarajevo jusqu'à sa levée, dans sa complexité, du rôle qu'y a joué la France par l'action de ses soldats sur le terrain et d'en tirer des leçons.

Il se trouve qu'existe aujourd'hui en parallèle la relation qu'en a fait à son niveau -qui dépassait très largement le mien, alors même que nos actions étaient fortement

¹⁰⁶ Cela n'enlève rien à l'amitié que je porte depuis cette époque à Jonathan.

¹⁰⁷ L'affichage, dans mon bureau, d'un portrait du président Chirac adressé dans cette période, devait y contribuer. La dédicace manuscrite qui l'accompagne n'est pas anodine : « *Au Général Bachelet, en témoignage d'estime et de confiance, avec mes cordiales amitiés, 17.9.95 J. Chirac* ».

interdépendantes- le regretté Richard Holbrooke. Il en résulte que je n'ai plus « les yeux bandés » ...

Le temps est donc venu de donner intelligibilité à un processus dans lequel il faut clarifier la place et le rôle de tous les acteurs.

Le bull-dozer Holbrooke en action.

Dans toute cette période, on l'aura compris, Richard Holbrooke est le meneur de jeu.

Il assume ce rôle avec une énergie hors du commun, qui s'exprime parfois par une brutalité inconnue des usages diplomatiques. Son activisme débordant donne le tournis.

C'est lui qui donne le tempo et qui exerce une pression tous azimuts : sur les Bosno-Serbes bien sûr via des bombardements aériens qu'il veut sans répit, tout comme sur le général Smith dont il exige que la FORPRONU obtienne des Serbes, sur le terrain, la réalisation de conditions maximalistes.

Les 28, 29 et 30 août, on l'a vu, il est à Paris où se trouvent aussi Izetbegovic et Sacirbey. C'est là qu'il apprend «Markalé II» et que sa résolution à l'encontre des Serbes devient inflexible.

Le même 30 août, il s'envole vers Belgrade. Il s'y produit un événement capital, resté inaperçu du Secteur de Sarajevo : le président serbe Slobodan Milosevic présente à Richard Holbrooke un document aux termes duquel est créée, en vue de futurs pourparlers de paix, une délégation conjointe « Yougoslavie¹⁰⁸ -Republika Srpska ». Approuvé par les leaders bosno-serbes¹⁰⁹, Karadzic et Mladic, le texte fait de Milosevic le chef de cette délégation.

Pour Holbrooke, qui se refuse à discuter avec Karadzic ou Mladic pour lesquels il n'a pas de mots assez durs en tant que criminels de guerre, c'est une divine surprise : il a désormais un interlocuteur à sa dimension, et un seul ; il va en jouer de bout en bout¹¹⁰.

Avec Milosevic, il convient de discussions de paix à organiser à Genève.

Le lendemain 31, il est à Zagreb où il traite du même sujet avec Tudjman et Sacirbey; il y rencontre aussi le général Janvier; leur contact est tel qu'il a des mots peu amènes envers celui-ci.

Le 1er septembre, il est à nouveau à Belgrade où est arrêté le principe d'une rencontre des trois ministres des affaires étrangères des belligérants à Genève.

Le 2, il est à Bonn pour rencontrer les représentants du groupe de contact.

Le 3, il est à Genève puis à nouveau à Belgrade.

Le 4, il est à Skopje, Athènes, puis Ankara, où se trouvent par ailleurs Izetbegovic et Sacirbey.

Le 5, il est à nouveau à Zagreb, puis à Belgrade, le 6 encore à Zagreb puis à Rome, les 7 et 8 à Genève, les 10 et 11 à Washington.

Les 13 et 14, à Belgrade, il obtient des Serbes – il a admis la présence de Karadzic et de Mladic sans néanmoins traiter avec eux- un cessez-le-feu pour la seule zone de Sarajevo.

Les conditions en sont sensiblement les mêmes que celles qui avaient été signifiées le 30 août aux officiers du Sarajevo Romanja Corps, confirmées à Mladic par Janvier deux jours plus

¹⁰⁸ Rappelons qu'à ce stade, la fédération yougoslave était maintenue avec les seuls Serbie et Montenegro.

¹⁰⁹ Curieusement, cette décision est placée sous l'égide du patriarche Paul, chef de l'église orthodoxe serbe.

¹¹⁰ A quelque temps de là, quand nous aurons une de nos rencontres fugitives lors de ses passages éclairs à Sarajevo, je poserai à Richard Holbrooke une question : « *Comment pouvez-vous concilier le fait de considérer le président Milosevic comme votre unique interlocuteur pour les Bosno-Serbes, avec le refus opposé à ces derniers de s'agréger à la Serbie ?* ». Sa réponse est significative de son pragmatisme, si ce n'est de son cynisme : « *Il y a une difficulté, mais on s'en accommodera* ». Il s'en accommodera jusqu'aux accords de Dayton inclus.

tard. Le document est insolite : il est signé des seuls Serbes ; c'est une exigence de Holbrooke qui ne veut pas voir sa signature figurer aux côtés de celles des criminels de guerre.

Ce document nous est connu à Sarajevo dès le 14, transmis par le général Janvier.

L'accord est exécutoire, contrairement à un précédent accord de Mladic en date du 4 septembre, suite à la rencontre qu'il avait eue avec le général Janvier la veille et qui avait été suivie d'une pause des bombardements aériens. A cette nouvelle, Holbrooke, indigné de ce qui lui avait semblé des concessions faites à Mladic, n'a eu de cesse de faire reprendre les frappes, ce qui se produira le 5. Une nouvelle pause le 10 sera suivie d'une nouvelle reprise.

Même après la signature du document du 14 septembre, le scénario sera toujours le même : au niveau de Richard Holbrooke, les conditions seront exprimées de façon tellement maximalistes qu'elles seront hors d'atteinte des Serbes, en tous cas dans le temps.

Si ces exigences sont in fine satisfaites, au moins dans l'esprit, c'est le résultat des efforts que nous déployons auprès des Serbes, permis par la crédibilité que nous procure la voie que nous avons choisie.

Pour Holbrooke, sous la pression des Bosniaques, les résultats qui lui sont communiqués sont systématiquement insuffisants et il en impute la responsabilité à la FORPRONU sous l'autorité du général Smith...

Ainsi l'arrêt définitif des frappes dans la zone de Sarajevo ne devait-il survenir que le 20 septembre. Pendant ce temps, sur le terrain, ce forcing orchestré par le « bull-dozer » Holbrooke n'est perçu qu'à l'occasion des événements les plus saillants. Il se répercute essentiellement par la pression exercée sur moi par le général Smith.

A Sarajevo, la méthode française à l'épreuve.

Le processus dissuasif que j'avais engagé le 30 août au soir induisait, vis-à-vis des Serbes, une méthode ferme et opiniâtre mais prudente, procédant pas à pas.

Ainsi, dès le 3 septembre, rétablissons-nous ce qui était appelé le « crossing » à travers l'aéroport ; il s'agissait d'une ouverture alternée aux passages est-ouest pour les Bosniaques, nord-sud pour les Serbes.

Si ces derniers ne s'y hasarderont pas avant plus de deux semaines, les Bosniaques en profiteront très vite, bien qu'ils aient curieusement initialement protesté contre cette décision unilatérale, par la voix du ministre Muratovic¹¹¹. C'était un premier pas vers la levée du siège.

La décision, prise par le général Janvier dès le 2 septembre, d'une « pause » dans les bombardements aériens, après son entrevue avec Mladic, suivie le 4 de l'acceptation par celui-ci des conditions qui lui sont signifiées, sont pour nous de bonnes nouvelles. Il reste à vérifier l'exécution de la mesure significative qu'est le retrait des armes lourdes à plus de 20 km de Sarajevo.

J'ignore tout alors de la désapprobation « *indignée* » de Richard Holbrooke qui juge que Janvier est resté avec Mladic dans une logique de négociation et qui emploie toute son énergie à faire reprendre les bombardements. Les Bosniaques le pressent en ce sens, déniaient tout retrait d'armes lourdes.

Nos efforts pour faire prendre en compte la réalité des retraits que nous avons pu constater ne seront pas suffisants. Dès le lendemain, 5 septembre, le général Janvier, sous une pression considérable, devait ordonner la reprise des frappes.

¹¹¹ Le général Smith fera observer que c'était sans doute parce que cela perturbait le business de Muratovic et pouvait de plus faire craindre une hémorragie de la population. De fait, très rapidement, un contrôle strict et des péages seront rétablis par les Bosniaques.

J'avais fait une ultime tentative en l'appelant au téléphone au cœur de la nuit précédente pour lui dire de tenir bon, compte tenu des incontestables progrès réalisés et des délais qu'il fallait encore consentir. L'état de fatigue que j'ai senti chez lui, la perception de son isolement, m'ont ensuite conduit à appeler le général Quesnot à Paris.

Il devait être 2 h du matin, et j'ai pu vérifier, comme celui-ci me l'avait dit à l'Elysée avant mon départ, que son téléphone était à portée...

Après avoir brièvement caractérisé la situation, je lui ai parlé de mon échange avec Janvier, ajoutant qu'il serait bon qu'il appelle son camarade de promotion¹¹², tant j'avais le sentiment que celui-ci était seul...

Je ne savais pas alors que, ce faisant, j'avais l'inconscience de prétendre m'opposer au bulldozer Holbrooke.

Dans le même temps où nous prodiguons ces efforts qui devaient se révéler vains, je cherche à établir le contact avec les Serbes.

Le 3 septembre, le colonel Thonier rencontre le colonel Radoljic, qui commande la brigade serbe d'Ildja, comme il me l'avait proposé. Cette rencontre est suivie, le 11 et le 12, d'un entretien des mêmes, rejoints par le colonel Meille et par un « politique » serbe que nous retrouverons comme représentant des communes serbes périphériques de Sarajevo, Stanisjic.¹¹³

Il apparaît alors que, tout autant que les frappes aériennes, les Serbes redoutent que les Bosniaques n'exploitent la situation pour passer à l'offensive, face à leur adversaire fragilisé. D'ailleurs, c'est exactement ce qui se passe au même moment dans l'ouest de la Bosnie.

Comment pourraient-ils dès lors retirer leurs canons de la zone de Sarajevo comme les conditions l'exigent ? Comment pourraient-ils de même accepter l'ouverture de routes comme celle qui traverse Ildja de part en part, risquant ainsi de livrer leur population à leurs ennemis ?

La levée de ces objections passe par deux prises de position de notre part :

Nous réaffirmons que les conditions ne sont pas négociables et que, d'ailleurs, il ne dépend pas de nous que cessent les bombardements aériens.

En contrepartie, nous nous engageons à ce que cela ne se traduise en rien par une menace sur les populations serbes. Nous les protégerons si nécessaire.

Clairement, cette contrepartie suppose l'établissement d'un climat de confiance.

Il se trouve qu'il est bien amorcé à Ildja où le fait que nous n'ayons pas traité certains objectifs avec notre artillerie n'est pas passé inaperçu. Il est renforcé par notre décision d'arrêt des tirs du 30 au soir.

De plus, l'ouverture des axes ne se fera pas sans la mise en place de notre part des moyens susceptibles de s'opposer à quelque exploitation que ce soit, nous en prenons l'engagement.

Confortés par ces données d'ambiance, il nous faut maintenant mettre en œuvre une fine combinaison de force maîtrisée d'une part, de mise en confiance d'autre part.

Tel est l'esprit qui va inspirer désormais toute notre action.

¹¹² Quesnot et Janvier sont de la même promotion de Saint-Cyr, la promotion Bugeaud.

¹¹³ Il s'agit d'un homonyme d'un ministre serbe de Serbie, connu quant à lui, pour avoir été inculpé par la cour pénale internationale. Le Stanisjic de Sarajevo passe pour l'ancien chef de la police dans cette ville. Je ne déterminerai jamais son rôle exact à Pale, mais, en novembre, il parlera au nom des communes serbes périphériques de Sarajevo.

J'en avais fait part au nouveau chef d'état-major des armées, le général d'armée aérienne Douin, qui, succédant à l'amiral Lanxade¹¹⁴, avait tenu à faire le voyage de Sarajevo dès le 8 septembre.

Ce même jour, un funeste faux-pas aurait pu constituer un accroc sérieux dans notre démarche.

Un pilote de l'O.T.A.N. ayant rendu compte de ce qu'il avait été pris à partie par une arme anti-aérienne au sud de Sarajevo, la position présumée doit faire l'objet d'une frappe d'artillerie.

Le tir est effectué, mais au moins un obus a franchi la crête sur laquelle la cible avait été identifiée et vient exploser sur un arrêt d'autobus près de l'hôpital serbe de Blazuj. Les victimes sont nombreuses sans que nous puissions le savoir avec précision. En effet, l'ambiance est encore telle dans ce moment-là que le général Smith refuse que nous envoyions des hommes sur place.

Nous nous contenterons d'un communiqué de presse faisant part de notre émotion et arguant de ce drame pour inciter à hâter le processus de retrait des armes lourdes. Pour autant, nous serons bien les seuls à faire part de notre émotion : la presse occidentale n'en manifestera aucune, puisqu'il s'agissait des Serbes...

De leur côté, ce drame n'a pas enrayé le processus en cours¹¹⁵, d'autant plus que, deux jours plus tard, l'O.T.A.N. franchissait un pas spectaculaire dans l'escalade avec un tir de missiles de croisière sur Banja Luka.

Que nous l'ayons appris par la presse nous a rappelé le degré de confiance que nous accordait l'O.T.A.N. : pour cela, nous étions hors-jeu, quand bien même nos hommes étaient exposés par milliers sur le terrain.

A l'aube du 15 septembre.

En tous cas, pour ce qui nous concerne, l'esprit qui nous anime et dont le colonel Thonier avait fait part au colonel Radoljic, trouve une première application dès le 15 septembre, au lendemain de l'annonce de l'acceptation par les Serbes des conditions du cessez-le-feu dans le secteur de Sarajevo, imposées au forceps par Holbrooke à Belgrade.

A 3h du matin, un appel téléphonique au Romanja Corps aboutit à un rendez-vous avec le général Milosevic -qui a rejoint son poste - pour 8h, à la « ferme de Kula », une auberge non loin de Gornji Kotorak où s'était déroulée la première rencontre avec ses adjoints quinze jours plus tôt.

A l'heure dite, je retrouve le général Milosevic. Je découvre un officier d'âge mûr, le visage buriné que peuvent avoir en commun les baroudeurs et les paysans ; de taille plutôt moyenne, il a le regard et le comportement directs et sans détour, qui inspirent plutôt confiance.

Je lui rappelle les termes qui m'ont été communiqués du texte signé notamment par son chef, le général Mladic, à Belgrade la veille, en soulignant qu'ils corroborent très exactement ceux des conditions signifiées déjà depuis deux semaines.

¹¹⁴ Cette succession avait pour conséquence le départ du général Quesnot du service actif. En effet, si le poste de CEMA pouvait sembler lui être naturellement destiné, il n'avait pas que des amis, qui se sont employés à le faire écarter. Le jour de son départ, il m'a appelé au téléphone : « *Je quitte le bord. Mon successeur est l'amiral Delaunay, je vous le passe.* » Je fais connaissance avec l'amiral qui me dit : « *Avec moi, ce sera comme avec le général Quesnot.* »

¹¹⁵ Pour ma part, j'avais tout lieu d'être mécontent. Jusque-là, eu égard aux enjeux, chaque tir avait été prescrit avec mention de l'arme (en l'occurrence nos 155 AUF1) et du nombre de coups. Cela mécontentait fortement le général commandant la B.M.N. ; l'usage est en effet de donner la mission en laissant le choix des moyens. De guerre lasse, c'est ce que j'avais fait pour cette fois. Le choix avait alors été de faire tirer les canons anglais de 105 mm, qui n'avaient jusque-là pas été engagés. Or, leur précision n'était pas celle des AUF1. Un obus avait franchi la crête sur laquelle avait été localisé l'objectif, pour atteindre le voisinage de l'hôpital...

J'appelle son attention sur le fait que le compte à rebours est commencé et que, dans cette journée, nous devons engager l'ensemble du processus.

A 10h30, nous ouvrirons l'axe très symbolique d'accès à Sarajevo passant par Sierra 4 avec un premier convoi logistique de la FORPRONU.

A la suite, devra débiter le retrait des armes lourdes de la caserne de Lukavica, puis, à 15h, l'ouverture de l'aéroport sera marquée par le poser d'un avion venu de France.

Enfin, dans l'après-midi, un convoi de l'UNHCR¹¹⁶ escorté par la FORPRONU, venu de Kiseljak, rejoindra Sarajevo pour une distribution de vivres.

Pour cela, je convie le général pour l'heure dite à Sierra 4 où nous ouvrirons ensemble la séquence, en présence de la presse, notamment de la télévision française. Nous gagnerons ensuite Lukavica.

La réaction du général Milosevic est celle que je lui verrai avoir chaque fois, dans les semaines qui suivront, où j'aurai à lui signifier une nouvelle étape significative dans la levée du siège.

Ses objections, véhémentes, portent, non pas sur la réalité de l'accord, qu'il connaît, mais sur la faisabilité des dispositions dont je lui fais part.

Nous avons détruit tous leurs moyens de communication : comment pourrait-il aviser le commandant de la brigade d'Ilidja, principalement concerné ?

Comment pourrait-il rejoindre dans des délais aussi courts, aussi bien Sierra 4 qu'ensuite Lukavica ?

J'en conviens, mais nous allons alerter le colonel Radoljic, que nous connaissons bien, et nous mettons à la disposition du général un de nos véhicules avec une escorte, de façon à lui permettre de rejoindre S 4 dans les temps à travers la zone de l'aéroport.

Je lâche en revanche du lest sur Lukavica, lui laissant le soin de déterminer l'heure de départ des premières armes, sans ma présence.

Le temps presse : rendez-vous à Sierra 4 à 10h30.

10h30 sur Sierra 4.

J'ai volontairement dissocié le convoyage du général Milosevic de mon propre déplacement. Je mets à profit celui-ci pour récapituler le scénario.

Le convoi logistique a été préparé au débotté, avec son escorte, prêt à déboucher vers Sierra 4 à notre signal.

Au Bat.Inf.2 d'assurer le transport du général Milosevic et son escorte.

Au Bat.Inf.4 revient une mesure de précaution : la mise en place d'un élément d'intervention à proximité de Sierra 4, ni trop près, ni trop loin, selon la méthode qui avait fait ses preuves à Gornji Kotorak le 30 août.

Le lieutenant-colonel Brière a convié la presse, notamment TF1 : ce moment est important pour la guerre de l'information.

Ce n'est qu'après cette première expérience que je prendrai conscience que n'existe que ce qui a été vu sur CNN ; nous prendrons alors des dispositions en conséquence...

L'heure est venue. La séquence, filmée par TF1, restera pour nous fondatrice.

Le général Milosevic est face au colonel Radoljic, que je rencontre pour la première fois. Ce dernier est à peu près de ma taille et domine le général de la tête.

Milosevic donne ses ordres, que l'on me traduit à mesure.

« Accès libre pour tous les convois escortés par la FORPRONU, sans préavis ni contrôle »

¹¹⁶ Le haut-commissariat aux réfugiés de l'O.N.U. assure l'essentiel de l'aide humanitaire.

Le colonel Radoljic sursaute : « *Mais il faut bien vérifier au moins l'identité et la qualité du chef de convoi ?* ». « *Oui, en effet* », rétorque Milosevic.

Lorsque je comprends, je m'interpose : « *Non, mon général, on a dit sans préavis ni contrôle* ».

Le général Milosevic est alors face à moi, la tête levée, son regard planté dans le mien : « *Mais enfin, qu'est-ce qui nous garantit que des hommes, des armes, de nos ennemis, ne sont pas dans ce convoi ?* »

Alors, d'instinct, je rétorque, me frappant la poitrine : « *Ce qui vous le garantit ? Ma parole !* ».

Milosevic marque un temps, comme interloqué, toujours face à moi, puis, se retournant avec un geste brusque de la main vers Radoljic: « *Sans préavis ni contrôle!* ».

En cet instant, j'ai confirmation de ce que j'avais cru comprendre des Serbes : ce sont des médiévaux et, avec eux, outre leur sensibilité manifeste au rapport de forces, il n'est de pacte que de confiance, d'homme à homme.

Tout ce que nous allions vivre par la suite dans l'ouverture progressive du siège au fil des semaines, jusqu'aux heures difficiles de l'annonce des dispositions retenues pour Sarajevo par les accords de Dayton, allait s'inscrire dans cette même dynamique.

Voilà qui allait conforter chez beaucoup le soupçon d'on ne sait quelle complaisance des Français vis-à-vis des extrémistes serbes, si ce n'est d'un pacte secret...

En fond de tableau contrasté, Smith, Holbrooke et l'Amérique...

Le général Smith, quant à lui, dans sa logique de passage du « *peace keeping* » à une guerre sans retenue, avait jusque-là interprété ma conception comme celle du retour aux funestes pratiques antérieures de négociation et de refus d'user de la force. Ainsi par exemple n'avait-il envisagé, pour cette ouverture de la route d'accès ouest à Sarajevo à travers Ilidja et le fameux chek-point serbe de Sierra 4, d'autre solution qu'une action « *de vive force* » de la BMN.

Je m'y étais opposé résolument, arguant entre autres « *qu'aucun de nos gouvernements n'accepterait que nous massacrons pour cela les femmes et les enfants* ».

A la suite, la veille de ce 15 septembre, en réunion au BH Command, cela m'a été rapporté, le général Smith avait dit : « *demain, le général Bachelet se fera massacrer sur Sierra 4* ».

Au résultat, son pragmatisme fera que les affrontements très sévères que nous avons pu avoir durant ces quelques jours céderont la place à une répartition des rôles face aux Serbes ; à lui le rôle du « *méchant* » ; à moi celui du « *gentil* ».

Et cela marchera plutôt bien car notre objectif était redevenu commun.

Auparavant, notre confrontation, de feutrée et tempérée qu'elle avait pu être du fait notamment qu'il pensait que je prenais mes instructions, sinon à l'Elysée, du moins auprès du général Janvier -c'est ce qu'il dit à Holbrooke quand celui-ci lui fait le reproche que les choses ne vont pas assez vite- était devenue très dure. La reprise des bombardements aériens après plusieurs suspensions, sur très court préavis, voire sans préavis, en est l'occasion.

Cette absence d'information préalable était grave en ce qu'elle ne donnait pas les délais pour prendre de nécessaires mesures de sécurité, tant pour nos troupes que pour la population de Sarajevo qui, progressivement, avait réinvesti les rues en nombre.

A l'époque, j'en ai fait le reproche véhément au général Smith, suspectant explicitement qu'il aurait eu partie liée dans une opération d'ensemble associant O.T.A.N. et Bosniaques, tel qu'on pouvait l'interpréter pour ce qui se passait dans l'ouest de la Bosnie. J'avais alors fait face à une colère homérique qui m'a laissé de marbre dans la mesure où ma connaissance de la langue anglaise n'était pas telle que j'aie pu saisir les mots insolites qu'il m'a alors jetés à la figure.

En cela, j'avais tort.

En effet, je le vois bien aujourd'hui, le général Smith était sous une terrible pression de Richard Holbrooke et, pas plus que moi, je crois, il n'avait eu de préavis pour ce qui concerne la reprise des frappes.

Par ailleurs, sa situation devait être très désagréable : sur le fond, il était, par sa conception même de l'action militaire, sans doute plutôt en accord avec Holbrooke pour se montrer brutal vis-à-vis des Serbes ; mais, dans le même temps, il lui fallait encaisser les reproches véhéments qui lui étaient faits par le même Holbrooke pour une conduite des opérations...qui était de mon fait.

Je n'aurai jamais vraiment le temps de m'expliquer de tout cela avec Richard Holbrooke. Nos rencontres étaient fugitives, le plus souvent sur l'aéroport, dans le fracas des moteurs de l'avion en attente d'un homme pressé.

Le 2 octobre seulement, je pourrai lui expliquer que, dans les faubourgs serbes de Sarajevo, les hommes en armes n'était pas, pour l'essentiel, des « Tchetniks » assoiffés de sang venus d'ailleurs, mais des hommes du pays, au milieu de leurs familles et que celles-ci n'aspiraient certes pas à être libérées par les Bosniaques...Il avait été un court instant interloqué, puis avait repris sa course.

Est-ce ce jour-là ou un autre qu'alors que je lui disais « *Monsieur l'ambassadeur, vous jouez avec le sang des soldats français* », il m'avait rétorqué, avant de monter dans l'avion, avec une bourrade amicale dans le dos : « *Mais les soldats français sont les meilleurs du monde ! Je vous fais confiance.* »

En tous cas, face au soupçon que l'on pouvait avoir d'un plan concerté associant offensive bosniaque, intervention de l'O.T.A.N. et exigences d'Holbrooke, je retiens aujourd'hui ce qu'il en écrit dans « To end a war » : « *Bombing part of a master plan? No !* »¹¹⁷.

Je suis porté à le croire et plus enclin à prêter attention à l'approbation qu'il donne, le 1er septembre, à cette appréciation, citée par lui, de l'International Herald Tribune : « *The US today is again Europe's leader, there is no other.* »¹¹⁸

Oui, sans doute, dans ces semaines-là, en Bosnie, sans que nous en soyons conscients, les Etats-Unis d'Amérique ont repris en Europe le leadership que la fin du monde bipolaire semblait remettre en cause et rendu à l'O.T.A.N., dont la justification première avait disparu, un rôle jugé indispensable. De cette brillante manœuvre, Richard Holbrooke aura été le fer de lance.

L'ouverture du siège, pas à pas.

Mais revenons-en à ce jour du 15 septembre.

A 15h, c'est au tour de l'aéroport d'être ouvert.

Le poser du premier avion ne passe pas inaperçu : il en descend le ministre de la Défense français, Charles Millon. J'avais évidemment été informé de cette opération qui se voulait à haute valeur ajoutée médiatique, pour souligner le rôle de la France dans l'avancée du processus de paix.

Malheureusement, le point de situation que je fais au ministre au PTT Building est interrompu à 17h par une information dramatique : un nouvel accident vient de se produire sur les pentes du mont Igman et il affecte la relève de l'état-major par la 11e DP.

¹¹⁷ « *Les bombardements feraient partie d'un méga plan ? La réponse est non !* »

¹¹⁸ « *Aujourd'hui, les Etats-Unis sont à nouveau les leaders de l'Europe ; il n'y en a pas d'autre* »

Quasiment à l'identique de ce qui s'était passé pour la délégation américaine, un VAB avait basculé dans la pente. On déplorait la mort d'un sous-officier et deux officiers, dont le successeur désigné du colonel Meille, le colonel Burtschell, étaient très grièvement blessés. Le colonel Thierry Cambournac, celui-là même qui m'avait accompagné lorsque j'avais extrait Richard Holbrooke d'Igman dans des conditions analogues, en était. Il racontera que lorsqu'il a senti le VAB partir, il a immédiatement pensé à ce précédent, et s'est mis en position de crash, projeté ensuite comme une boule à l'intérieur du véhicule, puis éjecté. Meurtri de toutes parts, il était pour l'essentiel indemne, ce que je peux constater dans la soirée lorsque j'accompagne le ministre pour rendre visite aux blessés au G.M.C.

Il devait en résulter que le colonel Cambournac allait succéder au colonel Meille.

En effet, le colonel Burtschell devant être rapatrié, je conviens avec le général Godinot, commandant la 11e DP, que c'est la meilleure solution, bien que Cambournac ne soit pas le plus ancien des colonels. En effet, le poste qu'il devait occuper, en tant que chef de corps du 17e Régiment de Génie parachutiste, était celui de conseiller Génie à l'état-major. Son adjoint, le lieutenant-colonel Dominguez, le remplacera dans ces fonctions et lui-même sera mon « adjoint français », chef d'état-major de fait.

Ainsi allions-nous faire équipe pour la poursuite de la partie, ce que je n'aurai pas à regretter.

Dès le lendemain, le ministre a redécollé vers Paris et le processus dans lequel nous sommes désormais engagés se poursuit.

Ainsi, le jour-même, 16 septembre, ouvrons-nous la véritable route d'accès au mont Igman, par Krupac. La piste meurtrière n'est plus, pour nous, un passage obligé.

Mais le retrait total des armes lourdes reste à satisfaire.

Il sera effectif le 20 septembre, après que j'aie pu convaincre le général Smith d'affecter pour cela trois itinéraires aux Serbes et non pas un seul.

Sur chacun des points de sortie, à la limite des 20km, l'exigence que je présente aux Serbes de la présence d'équipes de télévision se heurte de leur part à de fortes objections, surtout s'agissant de CNN. Ces objections sont balayées lorsqu'ils comprennent que si la sortie des armes n'est pas vue sur la fameuse chaîne américaine, elle n'aura pas eu lieu.

De fait, c'est bien ce qui permettra que, ce 20 septembre après-midi, le général Janvier et l'amiral Smith, commandant les forces de l'O.T.A.N. engagées, venus ensemble à Sarajevo, suspendent enfin les frappes aériennes.

Dans cette période d'extrême tension, sur le fil, la moindre des difficultés n'est pas que ce processus de levée progressive du siège de Sarajevo se déroule alors même que l'offensive croato-bosniaque dans l'ouest de la Bosnie bat son plein.

Elle a des prolongements qui concernent au premier chef mes interlocuteurs du Sarajevo Romanja Corps.

Sur les lignes de contact à Sarajevo, il nous faut donc à tout prix convaincre les Bosniaques de se satisfaire du statu quo.

Pour cela, le 17 septembre, je rencontre le général Aznadjic¹¹⁹, commandant à Sarajevo le 1er corps bosniaque, pour le mettre en garde contre toute initiative intempestive.

Mais, vis-à-vis de lui, mes moyens de pression sont limités...et peu crédibles. Ceci est pour une part compensé par le fait que le premier contact que j'avais eu avec lui, dès le 30 août, avait été bon et l'était resté. Le fait est que nous calmons le jeu.

¹¹⁹ Pour l'anecdote, qui traduit pourtant une ambiance, le général Aznadjic ne manqua jamais de me demander des nouvelles du général Milosevic et de lui transmettre ses salutations ; il avait été en effet capitaine dans le régiment commandé dans l'armée fédérale par le désormais commandant du Sarajevo Romaja Corps serbe.

Dans cette deuxième quinzaine de septembre, s'effectue la relève de la 9e DIMa par la 11e DP.

Le 3e RPIMa, de Carcassonne, commandé par le colonel Marengo, relève le RICM. du colonel Sandhal au Bat.Inf. 4. Le 6e RPIMa, de Mont-de-Marsan, sous les ordres du lieutenant-colonel Caille, prend la place du 2e RIMA du colonel Thonier au Bat.Inf.2 sur l'aéroport.

Le 3e RPIMa est un régiment professionnel aguerri, mais c'est sa première mission en Bosnie. Le 6e RPIMa est, quant à lui, composé d'appelés volontaires mais son encadrement ne le cède en rien à celui de son régiment frère.

Des troupes « fraîches », valeureuses et motivées, succèdent ainsi à d'autres qui n'étaient pas moins valeureuses, mais qui venaient d'être éprouvées par des mois de tension permanente et d'éruption de violence sans précédent qu'elles avaient affrontées dans les conditions exceptionnelles que l'on sait.

Les liens qui se sont alors tissés entre nous en ces quelques semaines resteront indéfectibles.

L'équipe qui se groupe maintenant autour de moi, avec en figures de proue Cambournac, Marengo et Caille n'aura pas de période de rodage.

D'emblée, nous sommes en communion de pensée.

La course au cessez-le-feu pour l'ensemble du théâtre.

Le 5 octobre, Richard Holbrooke obtient des belligérants la signature d'un accord de cessez-le-feu...pour le 10 octobre.

Cet accord présente plusieurs singularités.

Pour les Serbes, il est signé par le président de la Serbie, Slobodan Milosevic, reconnu depuis le 30 août comme le mandataire des Serbes de Bosnie.

Il prévoit un délai de 5 jours pour sa mise en œuvre effective, disposition curieuse qui ne peut que provoquer une intensification des combats qui se déroulent alors dans l'ouest de la Bosnie.

Mais surtout, il est subordonné à deux conditions qui sont le rétablissement de l'électricité et du gaz à Sarajevo.

Personne ne relève alors à quel point ces dispositions sont étonnantes.

Pour ce qui concerne l'électricité, la ligne principale est coupée sur près de 3 km au départ de la zone croate de Kiseljak vers Sarajevo et au point de concours de trois lignes de front, croate, musulmane et serbe. Cette ligne à réparer traverse donc une zone particulièrement dangereuse, notamment minée sur 2,5 km en terrain boisé et accidenté.

Dans ces conditions, le bon sens aurait plutôt milité pour un cessez-le-feu en préalable à ce rétablissement et non l'inverse.

Quant au gaz, si les réparations ont été effectuées sur les canalisations qui avaient été endommagées par les bombardements dans Sarajevo, les Russes, qui sont les fournisseurs, n'ont pas ouvert le robinet.

Ainsi, très clairement, ces conditions ont été imaginées pour gagner du temps. En effet, les délais nécessaires aux travaux préalables au rétablissement de l'électricité (reconnaissance, déminage, débroussaillage, opérations techniques) ont été estimés à 3 à 4 semaines par le bataillon canadien en charge du secteur de Kiseljak à qui cette estimation avait été demandée.

Ces 3 à 4 semaines auraient été sans doute suffisantes pour permettre la relance de l'offensive croato-musulmane dans l'ouest de la Bosnie, la prise de la ville de Banja Luka¹²⁰ et peut-être la poursuite jusqu'au couloir de Brcko au nord.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que le rétablissement de l'eau, soumis quant à lui au seul bon vouloir des Serbes qui contrôlent les pompes de Bacevo, n'est pas retenu comme l'une des conditions du cessez-le-feu alors que, certes dépendant techniquement de celui de l'électricité, il est d'une absolue nécessité pour le retour d'une vie normale à Sarajevo.

Cette logique est assez naturellement celle des Bosniaques pour qui l'objectif est la prise de contrôle du plus vaste territoire possible.

Elle ne saurait être la nôtre ; en effet, l'esprit premier de notre mission est la protection des populations et nous savons bien qu'en zone serbe, la prolongation des hostilités jetterait des dizaines voire des centaines de milliers de réfugiés sur les routes si Banja Luka est prise.

C'est pourquoi, dès que les dispositions de l'accord sont connues, je demande aux sapeurs parachutistes du 17^e RGP un effort exceptionnel pour que, dans les 8 jours, les lignes électriques soient rétablies.

En fait, sur la ligne principale venant de Kiseljak, le travail sera mené à bien en 4 jours ; sous l'impulsion du Colonel Cambournac et du Lieutenant-Colonel Dominguez, les sapeurs parachutistes se lanceront dans les reconnaissances des lignes des belligérants avec un extraordinaire culot, s'assurant au minimum de leur neutralité quand ils ne réussissent pas à les mobiliser, déminant eux-mêmes les 2,5 km de terrain montagneux sur lequel ils amènent les équipes de techniciens bosniaques et serbes.

Les Serbes se montrent particulièrement coopératifs, ce qui n'empêche pas l'ambassadeur américain Menzies, après une visite sur les lieux, mais côté croate seulement, de rendre compte à Richard Holbrooke de la « mauvaise volonté serbe ».

Je me rends immédiatement sur place, non sans me faire accompagner du représentant de l'AFP, Jean-Luc Porte. Nous y sommes accueillis par un officier serbe, fier de nous montrer au travail, côte à côte, les techniciens des trois factions, serbes, croates et bosniaques; nous remontons toute la ligne en suivant, sur un terrain chaotique, l'étroit couloir qui avait été débroussaillé et déminé par les sapeurs parachutistes en un temps record; parvenus à l'extrémité, en territoire contrôlé par les Croates, nous y sommes accueillis par l'officier responsable de la zone, celui-là même semble-t-il qui avait fait part à Menzies de la mauvaise volonté serbe. Il convient que le rétablissement de la ligne est imminent.

Il ne reste plus qu'à faire connaître l'information ; Jean-Luc Porte est là pour cela.

En fait, le 9 octobre au soir, la ligne est réparée et l'électricité apparaît à Sarajevo pour la première fois depuis 5 mois.

La commission de cessez-le-feu est convoquée pour le 9 au soir à l'aéroport. Devant les autorités de l'O.N.U. et sous la présidence de monsieur Pedauye, représentant spécial de l'O.N.U., sont réunies les deux délégations : les Bosniaques avec le ministre Muratovic, les Serbes avec le ministre Buha. L'ambassadeur américain est présent, ce dont je m'étonne dans la mesure où les ambassadeurs européens n'ont pas été conviés.

La parole est donnée à Muratovic qui prend acte de ce que l'électricité est rétablie mais déclare qu'il ne peut accepter le cessez-le-feu puisque la deuxième condition -rétablissement du gaz- n'est pas remplie. Indignation du ministre serbe qui rappelle que ce sont les Russes qui ont interrompu les approvisionnements, pour cause de dette non honorée.

¹²⁰ Sur ce point, on apprend à la lecture de « To end a war », qu'Holbrooke a signifié aux Bosniaques que leur offensive devrait s'arrêter avant Banja Luka, cette ville ayant toujours été serbe.

Muratovic propose « *qu'un blâme soit adressé aux Russes* » mais répète qu'il ne peut accepter le cessez-le-feu. L'ambassadeur américain acquiesce ostensiblement. La séance est levée. Dès mon retour au PTT Building, j'alerte notre ambassadeur, Henry Jacolin. Le lendemain matin, le gaz arrive à Sarajevo après que les Russes aient ouvert les vannes.

Dans l'après-midi, conscient, avec le Général Smith, que les Bosniaques vont chercher à gagner du temps, nous réunissons les autorités de l'O.N.U. pour préparer la réunion de la commission convoquée dans la soirée. Il s'agit d'identifier les éventuelles difficultés afin de les anticiper. Le texte d'accord prévoit un « plein rétablissement » de l'électricité ; or, dans la mesure où quelques lignes secondaires n'ont pu être rétablies, la puissance électrique disponible n'est que de 50% de ce qu'elle était avant le mois de mai, même si chaque foyer peut s'éclairer. Nous décidons de jouer sur ce dernier point pour faire admettre que les conditions sont bien remplies.

Pour cela, le Général Smith propose de donner d'abord la parole à monsieur Eagleton, américain, chef de la mission de reconstruction de Sarajevo ; à lui, dans une déclaration préliminaire, de déclarer la situation satisfaisante.

La commission de cessez-le-feu est ainsi réunie pour la deuxième fois le 10 au soir, avec les mêmes participants auxquels se sont joints, cette fois, les ambassadeurs de France, du Royaume-Uni et d'Allemagne.

A notre immense surprise, monsieur Eagleton se limite à un bilan chiffré au terme duquel il apparaît que la puissance électrique n'est que de 50% de ce qu'elle était en mai. Le ministre Muratovic constate alors que les conditions de cessez-le-feu ne sont pas remplies et propose de repousser au lendemain ; l'ambassadeur américain acquiesce.

Finalement, après que les sapeurs parachutistes du 17^e RGP aient à nouveau donné le meilleur d'eux-mêmes, le cessez-le-feu sera effectif le 12 à 1 h 00. Non sans que le président bosniaque, Alija Izetbegovic, ait tenté de faire valoir que l'eau n'était pas rétablie...Il lui fut objecté fermement que cela ne figurait pas dans les conditions du cessez-le-feu.

Cet épisode illustre toute l'ambiguïté de la situation dans laquelle se sont trouvées placées les forces françaises et d'ailleurs celles de l'O.N.U. en général dans cette période.

Les Américains, avec Richard Holbrooke, mènent le jeu ; mais c'est très largement le jeu bosniaque, qui fait peu de cas du sort des populations serbes.

Quant à la mise en œuvre, c'est l'affaire des troupes de l'O.N.U. et, pour ce qui concerne le secteur clé de Sarajevo, des Français, dont l'esprit même de la mission est la protection des populations, quelles qu'elles soient.

En l'occurrence, ce sont les troupes françaises qui gagnent cette manche.

Les Bosniaques, et notamment Hasan Muratovic, devaient s'en souvenir.

Mais la levée du siège de Sarajevo n'est, à ce stade, qu'amorcée.

Il nous reste à la mener à bien.

Chapitre V: Dans une dynamique de succès...

La voie vers la paix ?

Lorsque le cessez-le-feu devient effectif sur l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine le 12 octobre, les armes se taisent mais tout reste à faire pour ramener la paix. Les factions restent face à face, le doigt sur la détente et, surtout, un mur de méfiance et de haine sépare, de part et d'autre des lignes de confrontation, des entités pour qui l'unité de la Bosnie, proclamée et réaffirmée par la communauté internationale, est au mieux un malentendu, au pire une incongruité.

Le malentendu est double dans la fédération croato-musulmane.

Imposée par les Américains dès lors qu'il se sont acquis, au forceps, l'assentiment du président croate Tudjman, cette fédération apparaît pour une large part, en Herceg Bosnia¹²¹ comme dans les poches croates disséminées ici et là, comme une fiction pour un extrémisme qui n'a rien à envier à celui des Serbes.

La fiction n'est pas moindre au regard des sanglants contentieux qui opposent Croates et Musulmans, tout particulièrement à Mostar.

C'est dire si, au-delà de cette fédération, l'unité de la Bosnie peut apparaître, pour nombre de ses membres, comme un concept surréaliste.

Mais un deuxième malentendu divise en outre les Bosniaques eux-mêmes.

Si, pour certains, au premier rang desquels le premier ministre Silajdzic, l'idée d'unité de la Bosnie-Herzégovine repose sur une vision « pluriethnique » sous le signe de la tolérance et du respect mutuel, conforme aux conceptions occidentales, le président Izetbegovic et son parti, le S.D.A., sont dans une autre logique¹²².

Même si elle ne s'affiche pas toujours explicitement, celle-ci n'est pas sans analogie avec celle des Serbes et des Croates, corrigée de l'ambition d'exercer son autorité sur l'ensemble du territoire.

Il est curieux de constater qu'Holbrooke ne semble pas l'identifier vraiment, même s'il aura, à Dayton, fort à faire pour que les Bosniaques parlent d'une seule voix dans le sens qu'il souhaite.

Quant aux Bosno-Serbes, la Bosnie unitaire n'est pas pour eux un malentendu, elle est un contre-sens.

Arc-boutés sur un nationalisme intransigeant, s'estimant trahis par le président serbe Milosevic, ils cultivent à la fois bonne conscience et ressentiment victimaire dans une véritable paranoïa.

Pour eux, depuis le mythe fondateur de Kosovo Polje au XVème siècle et la domination turque en passant par la furie génocidaire des Oustachis, ils pensent connaître la même histoire : une lutte pour leur survie qui passe aujourd'hui par l'irréductibilité face aux Musulmans et à leurs alliés croates de circonstance.

Murés dans une société fermée aux influences étrangères depuis le début du conflit, ils n'ont pas de relais, dans la mesure où leurs représentants, Karadzic, pour les politiques, et Mladic, pour les militaires, sont disqualifiés¹²³. Depuis qu'a été rétabli le « contact » dans les conditions que l'on sait, nous sommes, pour ce qui est de Sarajevo, leurs seuls interlocuteurs.

Le secteur de Sarajevo est au confluent de tous ces malentendus.

¹²¹ Cette entité croate correspondant sensiblement à l'Herzégovine, dont les dirigeants étaient très proches de Tudjman, avait déclaré son indépendance dès la proclamation de celle de la Bosnie-Herzégovine.

¹²² Cf., pour Izetbegovic, son « Manifeste islamique » (Cf. Chapitre I)

¹²³ Pour ma part, je ne rencontrerai jamais ni Mladic, ni Karadzic, et n'ai pas cherché à le faire.

C'est dire si le chemin vers la paix que nous avons à ouvrir à travers la porte étroite du cessez-le-feu du 12 octobre est une tâche titanesque.

Telle que je l'analyse alors, cette tâche comporte deux volets.

Le premier est le rétablissement de la libre circulation dans toute la zone et vers l'extérieur, en direction de Mostar et de la côte adriatique d'une part, vers la Bosnie centrale d'autre part, notamment à travers l'enclave croate de Kiseljak.

Ceci implique le désenclavement de Sarajevo, mais aussi de la poche de Gorazde, restée en état de siège en territoire serbe dans l'est de la zone.

Mais cette tâche est à effectuer dans le contexte d'extrême méfiance des uns ou des autres où la moindre maladresse pourrait remettre le feu aux poudres.

Bien sûr, nous bénéficions pour cela du rapport de forces désormais bien établi en notre faveur, à la fois localement grâce aux moyens de feux de la B.M.N. et, au niveau stratégique, par la menace que fait peser la capacité d'intervention de l'O.T.A.N.

Pour autant, dans le droit fil de ce que nous avons fait jusque-là avec succès, nous savons bien que, si l'on veut éviter tout dérapage qui pourrait se révéler meurtrier pour les populations, il faut procéder pas à pas.

Ainsi, loin de la logique du bull-dozer Holbrooke- lequel sera désormais bien occupé à Dayton¹²⁴ à partir du 1er novembre- nous allons dérouler un plan méthodique qui, jour après jour, ouvrira successivement tous les axes, avec les nécessaires garanties de sécurité pour les protagonistes de part et d'autre des lignes de confrontation.

Mais, dans le même temps, nous savons bien que si chacune des communautés reste murée dans sa propre vision du processus en cours, non seulement celui-ci n'en sera pas facilité, mais il pourra même être compromis. Notre action doit donc s'accompagner d'une pénétration aussi profonde que possible de chacune des communautés concernées, de façon à créer un indispensable climat de confiance.

Plus encore, c'est l'opinion internationale elle-même qui devra rompre avec une vision manichéenne qui enferme les populations serbes dans leur paranoïa et les maintient sous l'influence des extrémistes. Il nous faut, pour cela, donner accès au pays serbe aux médias internationaux.

Ainsi pourra véritablement s'ouvrir le chemin vers la paix.

C'est le deuxième volet de la tâche à laquelle nous sommes désormais attelés.

Sur ces bases, commence pour nous, jusqu'à l'annonce des accords de Dayton, le 21 novembre, une période extrêmement productive où nous agissons d'initiative dans une quasi-totale liberté d'action.

Richard Holbrooke se concentre en effet sur l'accord global qu'il va finalement obtenir à Dayton.

Le général Smith, en ce qui le concerne, est déjà orienté vers un passage de témoin à l'O.T.A.N. et une relève par ce qui sera l'IFOR¹²⁵.

Quant à la confiance dont m'honore le président Chirac, elle a pour effet d'inciter la chaîne française au « silence dans les rangs ».

¹²⁴ Le 1er novembre s'ouvrent sur la base aérienne de Wright Petterson près de la ville de Dayton dans l'Ohio les pourparlers de paix pour la Bosnie. Cet étrange conclave, en huis clos, est mené d'une main de fer par Richard Holbrooke en tête à tête avec les présidents Milosevic, Izetbegovic et Tudjman, les représentants du groupe de contact restant cantonnés en observateurs. Le 21 novembre, un accord est conclu, signé solennellement à Paris le 14 décembre.

¹²⁵ « Implementation Force » : nom donné aux forces de l'O.T.A.N. qui vont se substituer à celles de la FORPRONU à compter du 20 décembre 1995.

Tout, alors, semble nous réussir et nous avons le sentiment grisant d'apporter une contribution essentielle au retour de la paix.

Un plan d'ensemble est élaboré, articulant les deux volets identifiés ci-dessus ; il est orchestré par l'état-major sous la direction ferme mais habile du colonel Cambournac à qui il revient notamment d'animer les commissions du cessez-le-feu alors mises en place.

Quant aux deux bataillons les plus concernés, le Bat.Inf.4 du colonel Marengo et le Bat.Inf.2 du lieutenant-colonel Caille, ils disposent d'une très large marge d'initiative dans sa mise en œuvre.

L'esprit en est clair : chaque jour il doit « se passer quelque chose¹²⁶ », ne laissant aucun répit aux protagonistes.

Vis-à-vis d'eux, tout doit se faire avec un grand souci d'information, mais sans rien concéder à quelque esprit de négociation que ce soit, dans un savant équilibre entre le maintien et l'exploitation du rapport de force en notre faveur et une mise en confiance de nos interlocuteurs par tous les moyens appropriés.

Pour les événements les plus significatifs, il me revient de rencontrer, en amont, les dirigeants des uns et des autres, le plus souvent le général Milosevic pour les Serbes et le ministre Muratovic pour les Bosniaques, mais aussi un panel très ouvert de personnalités. Je me réserve par ailleurs, avec l'officier communication, le lieutenant-colonel Brière, l'orchestration de la mobilisation des media.

La liberté de circulation.

Le siège de Sarajevo, mais aussi de Gorazde, l'autre ville assiégée dont on parle moins, ne sera véritablement levé que lors qu'aura été rétablie une totale liberté de circulation.

Cela suppose non seulement l'ouverture d'axes souvent obstrués, voire minés, mais aussi la levée de tous les « check-points » installés par les uns et les autres, mais encore, de notre part, des garanties de sécurité, à la fois pour les usagers et pour les riverains.

Sans entrer dans l'énumération des itinéraires ainsi ouverts entre la mi-octobre et la fin novembre, chacun selon un mode spécifique, deux méritent une attention particulière, exemplaires qu'ils sont d'une méthode et de sa mise en œuvre : l'accès principal à Sarajevo par le faubourg de Stup le 24 octobre et l'ouverture de la route de Gorazde huit jours avant.

L'ouverture de Sarajevo par Stup.

L'accès de Sarajevo par l'ouest, où aboutissent les routes de Mostar et de Kiseljak, avait été fermé depuis le début de la guerre. Le faubourg de Stup, entre Sarajevo et Ilidza avait connu jusqu'au début 1995 de très durs combats dont les pavillons et les usines ravagés laissaient imaginer l'intensité. Le quartier croate, notamment, autour de son église et de son cimetière dans la boucle d'accès par l'autoroute, est un champ de ruines.

La circulation ouverte aux convois humanitaires était déviée par des chemins tortueux et boueux à travers Ilidza jusqu'à l'aéroport d'où une bretelle, contrôlée par le check-point serbe de Sierra 4 que nous connaissons bien, ramenait sur l'axe principal de Sarajevo au-delà de Stup.

A l'évidence, l'ouverture de Sarajevo, notamment au trafic civil, qui est notre objectif, passe par la libre disposition de cet itinéraire.

Les Bosniaques y sont opposés, arguant de ce que l'on va ainsi ouvrir un axe de pénétration à une offensive blindée serbe ; les Serbes tout autant, la voie tortueuse de Sierra 4 se prêtant à un contrôle de fait du trafic que ne permettra pas l'ouverture directe de l'autoroute.

¹²⁶ Nous empruntons leur slogan aux Galeries Lafayette.

Pour autant, dès la fin septembre, nous faisons savoir aux uns et aux autres que nous avons la ferme intention de libérer cet accès.

Côté bosniaque, c'est une levée de boucliers : « *Mais vous allez ouvrir un boulevard aux chars des Tchetsniks !* »

Les Serbes sont sur un registre symétrique : « *Savez-vous que vous allez livrer aux Musulmans des quartiers où vivent nos familles, nos femmes et nos enfants ?* »

J'explique que pour répondre à ces craintes, nous allons installer là le plus fort « point d'appui »¹²⁷ de tout le Secteur, susceptible d'interdire cet axe à qui que ce soit. Je présente à mes côtés le colonel Marengo, qui en sera chargé et qu'ils connaissent déjà.

Un premier accord intervient sur ce point avec les Bosniaques non sans qu'au premier jour, un tir venu d'un immeuble proche provoque instantanément la riposte d'un coup de canon de 20mm de l'engin du Bat.Inf. 2 placé en protection, qui calme le jeu. On n'en parlera plus.

L'installation du « point d'appui » commence pratiquement sur la tranchée bosniaque la plus avancée. Les travaux de dépollution et de construction nécessitent deux semaines, sous la protection, d'emblée, d'un dispositif dissuasif par ses moyens de feux.

Il faut passer au côté serbe.

La réunion organisée pour cela en préalable se termine sans qu'après les protestations de rigueur émises par mes interlocuteurs, j'aie pu obtenir du général Milosevic une garantie formelle. Il argue de ce qu'il ne peut se porter garant du comportement des populations.

Je le mets devant ses responsabilités, lui rappelant que, pour ma part, j'ai tenu tous mes engagements et que les Serbes ont été bien inspirés en plusieurs occasions, de suivre mes recommandations lorsqu'il s'agissait de remplir les conditions qui leur étaient imposées.

« *Quoi qu'il en soit de vos objections, demain commenceront les opérations* ». Ce soir-là, l'ambiance est tendue...

Puis les reconnaissances sont conduites côté serbe en répit des réticences affichées.

Simultanément, afin que les populations ne ressentent pas cette intrusion comme le fait du vainqueur, nos bataillons lancent tout un faisceau d'actions d'assistance dont le pays serbe a un besoin d'autant plus aigu que la priorité, sinon l'exclusivité, de l'aide humanitaire a été jusque-là donnée aux assiégés : acheminement de bois de chauffage, visites et distributions dans les écoles et à l'hospice.

Il en résulte que les reconnaissances puis le déminage sont conduits sans incident, de telle sorte que l'accès est ouvert officiellement le 24 octobre ; cette ouverture, hautement symbolique, donne lieu à une cérémonie, côté serbe et côté bosniaque successivement, en présence des télévisions mondiales. Les Serbes cherchent alors manifestement à montrer leur bonne volonté ; les Bosniaques apparaissent moins enthousiastes, illustrant là le décalage des intérêts respectifs face au processus en cours.

Quoi qu'il en soit, dès le 27 octobre, cet itinéraire est ouvert à des convois escortés de bus et de convois civils.

Là encore, la réunion préalable, la veille au soir avec le général Milosevic donne lieu à une réédition du psychodrame que nous avons vécu quelques semaines auparavant à propos du même accès stratégique.

Cette fois, les enjeux pourraient être dramatiques.

¹²⁷ Ce terme de jargon militaire désigne une position fortifiée, donc hautement sécurisée, et dotée de moyens de feux significatifs, aussi bien anti-personnels qu'anti-chars, capables d'en interdire tous les accès.

Il y va de la vie des braves gens – parmi lesquels sont absents les hommes en âge de porter les armes- dont je peux constater la présence dans le bus lorsque je me rends au départ le 27 matin.

Au-delà du drame humain, les conséquences d'un bain de sang seraient calamiteuses ; nous avons là, typique de ce conflit, un cas très illustratif de ce qu'un incident local qui serait resté confiné ou ignoré en d'autres temps, peut avoir de nos jours des répercussions stratégiques.

Il en a été ainsi aussi bien de l'épisode du drapeau blanc, que de la reprise du pont de Verbanja ou encore du massacre de Markalé II. Une responsabilité considérable est dès lors partagée à tous les niveaux de la hiérarchie : nous sommes dans le temps du « caporal stratégique ».

Un jeune capitaine du 1er Régiment de hussards parachutistes est en charge de l'opération, au commandement d'une escorte musclée, renforcée de blindés.

J'ai un échange avec lui sur les consignes qu'il a reçues ainsi que sur les dispositions qu'il a prises ; je m'assure qu'il ait bien perçu les enjeux et je lui serre la main : « Bon vent ! Mon capitaine. ».

En moi-même, je me dis « Quelle responsabilité est la tienne, mon jeune camarade (il n'a pas trente ans) ... ».

Je me dis aussi que si Marengo l'a choisi, ce n'est pas par hasard.

De fait, il aura tous les bons réflexes. A l'entrée du bourg d'Hadzici, un village où le ressentiment anti-bosniaque est très fort du fait de massacres survenus au début de la guerre, il se heurte à un barrage des forces spéciales serbes.

Son contact avec le chef serbe trouve une issue rapide lorsque notre jeune capitaine fait remarquer à son interlocuteur la présence de blindés soigneusement embossés dans une lisière à bonne distance de tir.

Ainsi s'ouvrait une nouvelle étape significative dans la levée du siège.

Au-delà de ce capitaine -dont je ne me console pas de ne pas avoir retenu le nom¹²⁸ - j'ai conscience du poids des responsabilités qui pèsent en ces circonstances sur les épaules de nos jeunes officiers, lieutenants ou capitaines, quand ce ne sont pas des sous-officiers, de sergents à adjudants.

Fort heureusement, c'est Holbrooke qui me l'a dit : « *Les soldats français sont les meilleurs...* »

Cette opération est significative de la méthode utilisée : établissement d'un rapport de force à la fois dissuasif et sécurisant pour les belligérants ; simultanément, mesures de confiance qui permettent de surmonter la méfiance, la peur et la haine et ouvrent la voie à l'apaisement.

Dans ce processus auquel concourent les deux bataillons Bat.Inf. 2/ 3e RPIMa et Bat.Inf.4/6e RPIMa, le savoir-faire de nos troupes, leur intelligence des situations, leur sens de l'initiative et leurs facultés d'adaptation font merveille.

Le même scénario devait se reproduire sur tous les autres itinéraires progressivement ouverts.

Pour ce qui concerne Stup, la proximité du centre-ville et son caractère hautement symbolique en fera le lieu où je conduirai souvent des visiteurs auxquels je voudrai faire sentir l'ambiance et comprendre ce que nous faisons.

Tel sera le cas notamment pour notre ministre des affaires étrangères Hervé de Charette, venu le 15 octobre¹²⁹, alors que les travaux étaient encore en cours.

Il en sera de même pour le général Clark, de l'équipe Holbrooke, que j'avais réussi à soustraire au rythme effréné imposé par son patron lors d'un de ses passages éclairs.

¹²⁸ Sans doute aujourd'hui est-il général. En tous cas, il en avait l'étoffe. Je le salue.

¹²⁹ Il est accompagné de l'ambassadeur Blot, qui allait connaître la redoutable responsabilité de représenter la France à Dayton.

Arrivé sur la position, j'entends encore sa question : « *Where are the bad guys?* »¹³⁰...

Après lui avoir décrit la méthode et notamment le point de nos avancées dans la mise en confiance du pays serbe, j'ai eu beau déployer des trésors de persuasion, il n'a pas voulu faire une incursion en territoire « ennemi ».

Tant est grande la force de l'imprégnation culturelle !

La route de Gorazde.

Lors de mon arrivée début août, parmi les trois enclaves bosniaques de l'est de la Bosnie, Gorazde, Srebrenica et Zepa, les deux dernières venaient d'être enlevées par les Serbes. Pour le général Smith, alors, la prochaine proie lui semblait devoir être Gorazde.

L'évolution des événements a été celle que l'on sait et ce pronostic ne s'est pas vérifié, mais Gorazde est restée, non plus véritablement assiégée depuis le cessez-le-feu, mais comme une île bosniaque interdite d'accostage dans une mer serbe.

Curieusement, si pour Richard Holbrooke, tous les accès devaient en être ouverts sur l'heure, nos interlocuteurs bosniaques de Sarajevo n'exprimaient aucune demande à ce sujet¹³¹.

Pour autant, il était clair pour nous que cela faisait partie des itinéraires à rétablir en priorité car les enjeux humanitaires étaient importants.

Le problème posé était double : Gorazde était sur le territoire d'un autre corps serbe que celui du Sarajevo Romanja Corps, le Drina Corps, et, surtout, dans une zone hors de portée de nos canons.

Donc, non seulement la relation très personnelle qui s'était établie avec le général Milosevic ne pouvait être opératoire, mais la position de force sur laquelle elle reposait pour une part faisait défaut.

Le 5 octobre, dans le même temps où je communique au général Milosevic nos intentions sur Stup, je lui demande de me mettre en relation avec son homologue compétent pour Gorazde.

Ainsi entrons-nous en contact avec le PC du Drina Corps, à Rogatica, à une heure de route de Sarajevo vers l'est.

Rendez-vous est pris pour le 16 avec l'homologue du général Milosevic, le général Krstic.

Le cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire n'est en vigueur que depuis quatre jours. Mais surtout, dès que nous aurons dépassé les limites de Sarajevo, les troupes que nous pourrions rencontrer n'auront connu ni le pouvoir de destruction de nos canons, ni l'usage que nous en avons fait.

J'ai néanmoins fait savoir que, jusqu'à l'entrée de Rogatica où nous devons être accueillis, nous ne nous prêterions à aucun contrôle, encore moins à quelque entrave que ce soit, comme stipulé par les conditions du cessez-le-feu.

L'escorte qui m'accompagne est une fois de plus composée dans un fin dosage de capacité dissuasive mais avec pour limite celle, floue et subjective, à partir de laquelle elle pourrait provoquer des réactions incontrôlables.

Une fois hors de portée de nos canons, je me sens un peu nu...

Tel est particulièrement le cas lorsque nous arrivons au carrefour avec une route qui conduit à Sokolac, à peu de distance de Sarajevo, où nous constatons un important déploiement de forces.

¹³⁰ « *Où sont les méchants ?* »

¹³¹ Cette observation est à rapprocher du fait que, lorsque la route sera ouverte, les autorités de Gorazde s'opposeront initialement à la venue de celles, fédérales, de Sarajevo. Les historiens auront à éclairer ce point.

Est-ce la proximité relative de Pale, la capitale des Bosno-serbes, ou bien quelque point sensible à Sokolac¹³² ?

Toujours est-il qu'après avoir été fortement ralentis, nous repartons.

Un peu en avance sur l'horaire, nous faisons la pause.

De vastes espaces qui me rappellent les grandes combes jurassiennes, avec leurs prairies rases, parsemées de calcaires qui émergent ici et là et de bouquets d'arbres battus par les vents, hors toute présence humaine, se prêtent à cette halte que je souhaite mettre à profit pour un ultime cadrage avant l'heure de vérité. L'air est vif, le silence total si ce n'est le souffle du vent.

La paix...

Allons ! Il nous faut aller faire la paix des hommes.

A Rogatica, nous sommes attendus non seulement par des militaires en armes mais aussi par de nombreux enfants qui se pressent, curieux et plutôt joyeux à ce qu'il me semble.

Le général Krstic m'attend sur les marches d'un bâtiment qui est sans doute celui de l'école.

On me dira plus tard que mon hôte avait une prothèse à une jambe mais je ne l'ai pas remarqué. Nous sommes de même taille : nous nous serrons la main, les yeux dans les yeux ; il a le regard direct et je pressens que notre entretien sera marqué par la franchise.

Nous entrons dans une grande pièce nue, glaciale, dont les rideaux sont immédiatement tirés.

Nous prenons place autour d'une grande table, placée au centre.

Je m'attendais à ce que les prolégomènes soient longs.

Ils le sont : Kosovo Polje, le prince Lazar, les Turcs, les Autrichiens, la Première Guerre mondiale, l'amitié indéfectible qui se noue alors avec la France, désormais mise à mal, et puis les Oustachis avec leurs auxiliaires musulmans, rien ne nous est épargné.

Je choisis de ne pas couper court, puisque c'est notre première rencontre, dans les conditions que l'on sait.

On en arrive à cette guerre. Pour eux, elle est dans la continuité de ce qui précède. Le général souligne la vaillance de ses troupes face aux Musulmans, affublés de qualificatifs infamants, notamment ceux de Gorazde, qu'il dit d'autant plus dangereux qu'ils disposent d'une usine d'armement.

Il présente l'un des participants comme particulièrement illustratif de cette vaillance : un colonel dont je crois comprendre qu'il commande la brigade de Rogatica, petit, râblé, un visage dur et tourmenté qui contraste avec le symbole de paix qu'est la croix suspendue à son cou.

Je rappelle qu'il faut en venir au fait : nous sommes là pour ouvrir la route de Gorazde.

Les conditions dans lesquelles cette ouverture doit se faire ouvrent alors à un débat circulaire dont on ne voit pas comment on pourrait en sortir, puisque, pour nous, il n'est pas question de négocier on ne sait quel compromis quant au contrôle des convois.

Le temps passe et nous avons au moins en commun d'être frigorifiés et d'avoir les estomacs qui crient famine.

Le général Krstic prend conscience que l'heure du repas a été largement dépassée. Il claque dans ses mains et le dispositif se réorganise pour un déjeuner qui sera pris autour de la même table sur laquelle on apporte de grands plats fumants qui excitent les appétits.

¹³² Il n'est pas exclu que nos pilotes prisonniers aient été retenus à proximité. Cette question restait un obstacle sérieux dans nos relations avec les Serbes. A l'issue de chacune de nos rencontres, je leur rappelais. Longtemps, ils m'ont dit ce que chacun savait : blessés à leur atterrissage en parachute, les pilotes avaient été hospitalisés et avaient disparu. Dans la dernière période, quand la rumeur courait qu'ils étaient morts, j'ai pu savoir qu'ils avaient été enlevés par les forces spéciales de Mladic qui se les gardait comme monnaie d'échange, sans en avoir référé à Karadzic. Leur libération allait survenir peu après mon départ.

Quand arrive le moment du café turc, nous ne sommes pas plus avancés, si ce n'est qu'un certain optimisme me semble désormais s'être installé, sans doute du fait des estomacs repus.

Je décide alors d'abattre mes maigres atouts.

Tous sont des fumeurs invétérés, consommateurs de mauvaises cigarettes dont l'odeur empeste l'atmosphère. Il en est ainsi partout, aussi bien au Romanja Corps qu'au 1er Corps bosniaque. J'avais fait l'expérience depuis quelque temps que, dans cette ambiance, la distribution généreuse de cigarillos pouvait débloquent bien des situations. Depuis, c'était l'une des missions de Charly : me tenir approvisionné.

Au fur et à mesure que j'offre mes cigarillos, je vois, autour de la table, les regards briller.

Puis, saisissant la nappe en papier et muni d'un crayon, je dis au général Krstic: *«Il faut en finir. Voici comment s'articule un convoi »*.

Joignant le geste à la parole, je fais le schéma d'un convoi, précédé d'une avant-garde et suivi d'une arrière-garde. *« Nous allons procéder de la façon suivante. Ce convoi aura évidemment été soigneusement contrôlé par nos soins pour garantir qu'il ne menace en rien la sécurité de vos populations et de vos troupes. Le chef, qui sera l'un des nôtres, se tiendra à l'avant-garde et se portera garant de la composition de l'ensemble en pénétrant sur votre territoire. Le gros suivra. L'arrière-garde fermera la marche. »*

Krstic réagit : *« Mais comment pourrions-nous identifier ce chef, puisque vous dites que tout contrôle nous est interdit ? »*

Je réplique : *« C'est simple, le voici et c'est lui qui conduira le premier convoi demain matin »*. Et je désigne de la main l'un de mes accompagnateurs, le capitaine Jacques Allavena, qui a le bon goût de ne pas manifester sa surprise.

J'avais remarqué ce capitaine de l'état-major, appartenant aux troupes de marine, et j'étais sûr qu'il ferait l'affaire.

Il restait à convenir de quelques ajustements, notamment que lorsqu'il serait décidé d'une relève du capitaine Allavena, celui-ci serait accompagné de son successeur, qu'il présenterait au passage.

Ainsi se conclut l'affaire.

Aucun élément nouveau n'avait été mis sur la table, sauf que l'on avait substitué à un problème abstrait une relation personnelle...

Nous prenons congé et réintégrons nos véhicules non sans remarquer le succès manifeste qu'ont nos hommes auprès des enfants regroupés autour d'eux. Voilà qui ne peut pas nuire à la dynamique de la confiance.

Dès le retour au PTT Building, en fin d'après-midi, l'opération est montée et je téléphone à l'ambassadeur de France, Henry Jacolin, pour lui proposer d'en être. Il accepte avec enthousiasme. Le lendemain, il aura l'intense satisfaction d'être parmi les premiers à pénétrer dans Gorazde avec le premier convoi, escorté par nos soins sous le commandement avisé du capitaine Allavena.

Moins d'une semaine plus tard, le 30, la route est ouverte aux bus et le 5 novembre, nous organisons un service postal, pour lequel les marsouins s'essayent à un nouveau métier.

Cette ouverture de Gorazde, effectuée hors du contexte dissuasif mis en place à Sarajevo, marquait une étape significative sur ce que je pensais être un chemin vers la paix.

Mais l'essentiel restait à venir, peut-être hors de portée... : la paix dans les esprits.

C'est ce à quoi nous nous employons résolument, avec la foi des pionniers, encouragés par nos succès tactiques. Avec le recul, on pourra aujourd'hui juger cette ambition démesurée...

Une action psychologique qui ne dit pas son nom.

Notre premier objectif, concomitant de la liberté de circulation, est l'instauration d'un climat de confiance, bien sûr en zone serbe où la défiance est massive, mais tout autant auprès des Bosniaques et des Croates, qui, dans la logique binaire de trois années d'une guerre cruelle, sont portés à mal interpréter notre action en pays serbe.

Mais nous n'aurons aucune chance de succès si, parallèlement, nous n'associons pas les médias internationaux à cette entreprise. En effet, le terrible siège de Sarajevo avait eu pour effet de polariser l'information selon deux catégories, les victimes et les bourreaux. Les victimes étaient les Bosniaques, les bourreaux étaient les Serbes. Les Croates auraient pu apporter un élément de trouble, mais dans Sarajevo assiégée, pour peu qu'ils aient été perçus, ils comptaient plutôt parmi les victimes.

Or, sur le terrain, nous savions bien qui étaient les victimes de cette terrible guerre : c'étaient les malheureuses populations de tous bords.

Victimes de leur adversaire, en tout premier lieu, -c'est principalement, mais pas uniquement, le cas des assiégés de Sarajevo- mais victimes aussi de leurs dirigeants.

Cette dernière situation concerne à l'évidence très largement les Serbes, mais il est partagé, dans la mesure où, de part et d'autre, on cultive un climat de haine inexpiable.

Le paradoxe était qu'en entretenant la diabolisation des Serbes, on confortait sur eux l'emprise de leurs dirigeants extrémistes. Symétriquement, on encourageait le climat de haine sur l'autre rive.

Aucune paix véritable ne pourrait sortir de ce cercle vicieux.

D'où notre deuxième objectif, indissolublement lié au premier : faire percevoir à l'opinion de la « communauté internationale » cette redoutable complexité, donner à connaître la réalité des actions que nous conduisions, briser le mur de méfiance et de haine en portant un regard égal et bienveillant sur toutes ces malheureuses populations, au-delà de leurs dirigeants plus ou moins manipulateurs.

Cela passait évidemment par l'engagement des médias, que nous sollicitons systématiquement.

Ce faisant -j'en suis conscient- je m'engage sur un terrain qui, en France, n'est pas conceptualisé, même pas identifié, celui de la guerre de l'information. Et je suis d'une grande vulnérabilité face à tous ceux dont une telle démarche peut contrarier les objectifs.

Il est vrai que j'ai alors une confiance totale, sans aucun doute naïve, dans le pouvoir de la vérité...

Eu égard à l'ampleur de la tâche, notre effort principal porte alors sur les Serbes.

La mise en condition progressive du pays serbe.

Avec les Serbes, qui avaient pris conscience de la catastrophe dans laquelle ils étaient entraînés, nous avons désormais un objectif commun : la paix.

Par l'emploi mesuré et juste que nous avons fait de notre supériorité militaire, ainsi que par les mesures de confiance engagées dans le pays serbe sous forme d'assistance aux populations, nous parvenons à convaincre que notre objectif est bien la protection de ces populations.

Seuls interlocuteurs des Serbes qui sont totalement isolés de la communauté internationale, notre statut initial de co-agresseur s'est peu à peu transformé en celui de bouée de sauvetage dans le naufrage dans lequel les entraînait implacablement l'engagement américain aux côtés des Bosniaques : en fait, nos exigences devenaient des indications sûres dans la voie vers la paix.

Ainsi par exemple avions-nous pu les convaincre que les télévisions mondiales et notamment CNN pouvaient être leur plus sûr atout pour montrer leur bonne foi dans le retrait des armes lourdes.

Enfin, et c'est sans doute l'essentiel, cette manœuvre subtile, conduite au niveau du secteur sous mon autorité avec mes deux adjoints successifs, le colonel Meille puis le colonel Cambournac, en totale communion d'esprit, est relayée de façon très efficace par les bataillons sur le terrain.

Chacun dans son secteur, le colonel Marengo, à la tête du Bat.Inf.4/3e RPIMa, au centre-ville et, en zone serbe, à Grbavica puis à Vogosca , et le lieutenant-colonel Caille, avec le Bat.Inf.2/6e RPIMa à Dobrinja, sur l'aéroport et, en zone serbe, à Nedarici et Ilidza, pénètrent la zone dans cet esprit.

Ils prennent définitivement l'ascendant sur les belligérants, inspirant le respect et créant progressivement dans chaque camp un climat de confiance. La combinaison d'attitudes très militaires avec un grand professionnalisme et de mesures très diverses d'assistance aux populations, jointe à l'aptitude du soldat français à nouer des contacts et à faire preuve d'initiative et de facultés d'adaptation, font pour cela merveille.

Ce n'est pour autant pas suffisant car je vois bien que les autorités de Pale maintiennent un contrôle étroit sur nos interlocuteurs, opposant, par exemple, une fin de non-recevoir à la pression que nous exerçons en faveur d'un libre accès des médias occidentaux au territoire serbe.

Progressivement, j'ai réussi à me dégager du seul tête-à-tête avec les militaires. Mes rencontres se multiplient avec des maires tels que ceux d'Ilidza ou de Grbavica.

Pour cette dernière bourgade, enclave serbe au sud de Sarajevo, j'ai, le 2 novembre, une rencontre avec son maire, Milorad Katic. Lorsque je me rends à l'hôtel de ville, à pied depuis le pont de Bratsva, solidement tenu par un groupe du Bat.Inf.4, les regards que je croise parmi les passants, quand ils ne marquent pas la surprise, me paraissent résolument hostiles. Je mesure les efforts qui nous restent à déployer pour instaurer la confiance.

Le contact avec le maire est prometteur et nous convenons de nous retrouver pour des échanges ouverts et sans contrainte de temps. Sans plus tarder, Katic propose d'organiser un dîner pour le 7 novembre au soir.

Le jour venu, il a réuni autour de lui quelques-uns de ses proches collaborateurs, hors toute présence des militaires.

Pour ma part, je suis accompagné du colonel Marengo, dont c'est la zone de responsabilité et du colonel Pellegrini chargé, à l'état-major, des relations avec les belligérants.

Nous accompagne par ailleurs un personnage hors normes, le père Richard Kalka, aumônier catholique du 3e RPIMa. Polonais d'origine, déjà prêtre, il était resté en France à l'issue d'un stage, avait été naturalisé, était devenu aumônier militaire, toujours sur la brèche depuis dix ans au 3e RPIMa. Avec son collègue du 17e RGP, le père Vacherot, prêtre catholique de rite oriental, longtemps prêtre au Liban, ils allaient jouer un rôle important dans l'établissement de relations avec les orthodoxes serbes, mais aussi avec les catholiques croates, comme on le verra.

Est présente enfin une femme dont le rôle ne se cantonnera pas à sa fonction d'interprète de serbo-croate en anglais, Liljiana Santic. Originnaire du Sarajevo aujourd'hui bosniaque, elle est exemplaire de ces personnes qui, loin de tout extrémisme, s'étaient résolues à quitter leur logement sous une pression qu'elles ressentaient comme insupportable. Elle aspirait éperdument à la paix.

Vu du Sarajevo bosniaque, Grbavica symbolise toute la barbarie du siège avec ses miliciens fanatiques et ses snipers.

Mes interlocuteurs, à qui je réédite un couplet bien au point sur la façon dont ils sont perçus, ne le nient pas, non pas pour s'en réclamer, mais pour le déplorer, faisant observer néanmoins qu'eux aussi ont eu leurs victimes de snipers de l'autre bord.

Il est clair que j'ai devant moi des gens avec lesquels je vois bien que peut se dessiner un autre avenir que celui d'un enfermement chacun chez soi dans la méfiance, la haine et le ressentiment.

D'ailleurs, j'entends de leur bouche un propos que je réentendrai souvent, notamment à Ilidza : « *Les plaies seront difficiles à panser, mais si nous recommençons à commercer ensemble, le temps fera son œuvre...* ».

Passée l'algarade où je leur ai dit leur fait, qu'ils écoutent sans broncher, je leur dis ma conviction de l'absolue nécessité de l'ouverture du pays, de cette ville et de ses habitants aux médias occidentaux, de façon à se faire reconnaître pour ce qu'ils sont.

J'ajoute que, pour cela, ils doivent se dégager de l'emprise de Pale, qui s'y oppose. Comme je ne crois discerner que des approbations je vais plus loin en suggérant que tant qu'ils seront représentés vers l'extérieur par ceux qui parlent aujourd'hui en leur nom, leur cause est sans espoir. Nul ne s'insurge.

De ce jour, je reprendrai régulièrement ce refrain, surtout après l'annonce des accords de Dayton, mais n'anticipons pas.

Parmi les actions conduites, l'épisode de la bombe d'Hadzici illustre à la fois le rétablissement de la confiance grâce au savoir-faire de nos soldats...et notre incapacité à obtenir que les médias français assurent un relais.

Hadzici, petite ville située à une dizaine de kilomètres de Sarajevo sur la route de Tarcin, passait pour l'un des secteurs les plus durs ; la population y était particulièrement fermée et hostile.

Il y avait à cela de multiples raisons : de nombreux hommes avaient disparu au début de la guerre, ce qui avait conduit, dans le passé, à d'importantes manifestations bloquant la circulation humanitaire à destination des Bosniaques ; les usines et les dépôts militaires, nombreux sur ce site, avaient constitué dans les premiers jours de l'offensive, les cibles d'attaques aériennes particulièrement dévastatrices et pas toujours aussi chirurgicales que l'on a bien voulu dire ; la «bavure» de Blazuj enfin, avec, le 7 septembre, un tir de riposte à un tir anti-aérien serbe effectué par les canons de 105 anglais de la B.M.N., avait, comme on l'a vu, provoqué plusieurs morts et blessés civils à un arrêt d'autobus.

C'est dire si la réouverture de la route aux convois de l'O.N.U. et humanitaires le 17 septembre s'était faite sous haute surveillance avec une forte présence armée serbe, dans un climat hostile. Or, il s'agissait là de l'axe principal reliant Sarajevo à Mostar et à l'Adriatique ; il fallait impérativement faire progresser la confiance.

Un renseignement selon lequel une bombe aérienne américaine de 500 kg non explosée s'était logée sous une maison devait nous en donner l'occasion. Les sapeurs-parachutistes du 17^e RGP envoyés sur place devaient alors se livrer, trois semaines durant, à un travail particulièrement délicat. La bombe s'était enfoncée au ras du seuil puis, en biais, sous la maison. Très vite, c'est un puits réduit à un boyau creusé à la main qu'il fallut pratiquer et ce jusqu'à une profondeur de 15 m.

La maison était habitée par un couple âgé.

Progressivement, au fil des jours, des liens exceptionnels s'établirent entre les sapeurs parachutistes et ces gens, mais aussi avec les habitants qui venaient en curieux observer le travail d'extrême précision et particulièrement dangereux effectué par des professionnels d'une rare qualité humaine.

Finalement, le 28 octobre, la bombe, une fois extraite, fut détruite à quelque distance de là, en même temps qu'une autre récupérée dans des conditions moins délicates.

A la faveur de cette opération, l'état d'esprit de la ville d'Hadzici a été pratiquement retourné ; sans cela, nul doute que l'ouverture de la route de Tarcin aux camions et bus civils Bosniaques escortés, effectuée le 27 octobre, aurait été problématique.

Il y avait là un thème de choix pour un magazine télévisé ; un film de dix minutes a été tourné et vendu à de nombreuses chaînes de télévision, y compris TF1 ; il n'est pas passé en France.

Faut-il penser qu'en introduisant, dans un paysage médiatique manichéen, un élément de réflexion contrasté, il était jugé irrecevable ?

Déjà, le 9 octobre, l'exceptionnelle séquence du rétablissement de l'électricité, relatée précédemment, n'avait pas eu l'écho qu'elle aurait mérité au-delà de la dépêche AFP de Jean-Luc Porte.

L'ouverture du pays serbe, pour nous effective, ne l'est donc alors en rien pour les médias, très largement de leur fait. J'ai la conviction que cela hypothèque le processus de paix.

Je m'en ouvre à tous mes visiteurs, qui m'écoutent le plus souvent avec attention.

Je pense en particulier à une soirée en tout petit comité, au PTT Building, où j'avais invité Pierre Mauroy, ancien premier ministre, de passage avec une délégation de l'internationale socialiste.

Nous avons esquissé des pistes prometteuses.

L'annonce des accords de Dayton allait relancer tout cela dans un contexte dramatique, puis couper court.

Mais notre action de mise en confiance ne se limite évidemment pas au pays serbe.

Plus limitée par nature avec les Croates eu égard à leur situation très minoritaire dans le secteur de Sarajevo, elle mérite pourtant d'être relatée.

La Toussaint des Croates.

Je ne devais jamais avoir de contact avec les autorités politiques ou militaires croates, hormis la brève rencontre d'un chef local lors des péripéties du cessez-le-feu évoquées au chapitre précédent.

En revanche, sans que cela soit le fait d'un choix délibéré de ma part, tout se fera par le truchement des autorités religieuses.

Dès le 16 août, peu de temps après mon arrivée, dans le cadre de mes « visites d'embarquement » dans lesquelles j'avais souhaité inclure les représentants des trois grands cultes, musulman, catholique et orthodoxe, j'avais eu une entrevue avec monseigneur Pulic, évêque de Sarajevo. Il m'avait reçu en même temps que l'émissaire du pape venu en mission de quelques jours, le cardinal Etchegaray. De cette rencontre, j'avais surtout retenu l'échange très riche que j'avais eu avec ce dernier¹³³. L'évêque, qui allait bientôt être nommé cardinal, m'avait paru très « prélat » et ses propos onctueux ne m'avaient pas marqué.

Je devais le revoir et surtout rencontrer la communauté catholique, donc croate, le dimanche 27 août, la veille de l'obus meurtrier qui allait changer le cours des choses.

J'avais décidé de me rendre à la messe à la cathédrale. Je n'avais évidemment pas donné de publicité à l'événement et je suis arrivé impromptu, sinon incognito (j'étais revêtu de la seule tenue dont je disposais, mon treillis bariolé, et accompagné de mes gardes du corps dont les armes bosselaient la veste).

La cathédrale est bondée et je me dispose à m'installer dans les derniers rangs quand on se précipite pour me convier instamment à rejoindre le premier banc.

¹³³ Il m'avait remis un chapelet béni par le pape Jean-Paul II, qui n'a pas été sans signification pour moi.

Il est déjà bien garni d'hommes qui se tassent pour me laisser une place en bout, tout en me saluant discrètement mais cérémonieusement. Je ne peux m'empêcher de remarquer leurs physionomies qui me rappellent celles, stéréotypées, des apparatchiks d'il y a quelques années dans l'univers soviétique.

Dans l'allée centrale, nombreux sont les fidèles qui sont restés debout. Parmi eux, tout à côté de moi, se tient une petite vieille, tassée sur elle-même, pauvrement vêtue et coiffée d'un fichu qui me rappelle mes jeunes années à la messe dans mon village. Cette situation n'est pas dans ma culture : je repousse mes voisins autant qu'il est possible pour lui faire une place, qu'elle accepte après un temps d'hésitation.

Lorsque le temps sera venu de se lever pour la communion, elle n'échappera pas à ce qui est manifestement une volée de bois vert de la part de l'un des occupants du banc de prestige, et se fondra dans l'assemblée...

Alors que je quitte la cathédrale pour rejoindre ma Toyota, encadré par la bande à Charly, un grand diable de curé, si j'ose dire, jeune et portant soutane, se précipite pour me dire dans un français hésitant que monseigneur Pulic serait très honoré si j'acceptais de rejoindre la table où il a convié nombre d'invités à déjeuner. J'accepte évidemment d'enthousiasme puisque cela me donne l'occasion de rencontres que j'espère fructueuses.

La table, immense, est celle d'un banquet, en U, garnie de convives de part et d'autre des deux branches latérales.

Monseigneur Pulic préside avec, à ses côtés, un ministre croate en visite.

Pour ma part, je me vois désigner une place non loin de là, sur la rangée de droite à la perpendiculaire.

Mon vis-à-vis se présente ; c'est un père jésuite, parlant parfaitement le français.

De notre conversation, au-delà d'une analyse lucide de la situation, je retiens une grande prudence dans l'expression, comme si nous étions écoutés par des oreilles qui pourraient être malveillantes.

J'identifie par ailleurs deux ou trois franciscains dont les visages de baroudeurs émergent de robes de bure que l'on imaginerait aisément cacher une kalachnikov.

Mais l'impression la plus forte qui me reste est celle de l'abondance des victuailles et des produits frais dans cette ville dont j'ai pu mesurer d'emblée et depuis quinze jours maintenant, l'extrême dénuement, qui affecte même la table du PTT Building, en tous cas quant à l'absence de légumes et de fruits frais.

Je le fais observer à mon interlocuteur qui suggère qu'il est de multiples façons de tourner les rigueurs du siège.

Tel avait été le seul contact que j'avais eu avec les Croates jusqu'à cette période post-cessez-le-feu qui nous voit, jour après jour, ouvrir les accès à Sarajevo.

Or, parmi les difficultés que nous rencontrons, les blocages dont nos convois sont l'objet pour la traversée de la poche croate de Kiseljak ne sont pas les moindres.

Je m'en ouvre au ministre Muratovic. N'est-il pas ministre de la fédération croato-musulmane ?

Il me répond par une perfidie à double détente.

« Pourquoi croyez-vous que les Croates bloquent vos convois ? »

Je fais aveu d'ignorance, ce à quoi il rétorque : *« Sans doute parce qu'ils veulent préserver leur monopole du trafic de carburant avec les Serbes ».*

Ce n'est donc pas Muratovic qui me donnera la solution.

Or, depuis que nous avons ouvert l'accès par Stup, le 24 octobre, on pouvait voir, dans la boucle de la bretelle d'autoroute, le triste état du cimetière catholique, envahi par les herbes folles, les ronces et les arbustes, autour d'une chapelle au toit éventré et, disait-on, truffé de

mines et d'engins non explosés. Je ne sais plus qui a eu l'idée : pourquoi ne pas dépolluer ce cimetière et réparer la chapelle en perspective de la Toussaint prochaine ? Voilà qui pourrait peut-être nous ouvrir une porte chez les Croates.

Sitôt dit, sitôt fait, je prends rendez-vous avec monseigneur Pulic le 27. Il accepte évidemment ma proposition, non sans faire état d'un autre besoin dont j'ai oublié la nature...

Il n'y a pas de temps à perdre. Le spectacle des paras de Marengo en casque bleu et « flag jacket », fusil en bandoulière, parmi les tombes, qui muni d'un détecteur de munitions et de mines, qui coupant, taillant, débroussaillant, qui restaurant le toit de la chapelle, restera gravé dans ma mémoire. Très vite, on verra arriver des femmes, telles celle de la cathédrale, pour parer leurs tombes d'une bougie, sans omettre de servir des boissons chaudes à ces garçons qui pourraient être leurs petits-fils.

Le point d'orgue sera la messe de la Toussaint, en plein air devant la chapelle.

Le père Kalka a orchestré tout cela, avec le curé de Stup et l'un de ses collègues, qui concélébrent.

L'assistance, civils et militaires croates, mais aussi des représentants de nos troupes en nombre, remplit le cimetière. Quelles que soient les langues pratiquées, le tempo est le même, générateur d'une ferveur commune. Oui, la paix...

La cérémonie se termine. Le curé me convie alors à l'accompagner à la cure.

La cure ? Il y aurait donc une cure dans ces monceaux de ruines ? Nous quittons le cimetière, cheminons dans un chaos de murs délabrés, de maisons calcinées, de gravats.

Nous faisons halte à l'église dont ne restent que les murs. Le curé me dit que la vierge a miraculeusement survécu à l'incendie et que je pourrai la voir à la cure.

Le miracle, c'est dans l'immédiat le spectacle qui s'offre à nous passée l'église.

Un petit pavillon, non loin d'un bouquet d'arbres, intacts, s'offre à nos yeux.

Un chien en laisse, de race indéterminée, aboie joyeusement, la queue frémissante. En ce jour de Toussaint ou l'air est vif, une fumée s'élève de la cheminée, droit vers le ciel.

Le curé pousse la porte et s'efface pour nous laisser le passage ; une bouffée de chaleur nous saisit, porteuse d'une bonne odeur de pot-au-feu : le spectacle de celle qui est sans doute la bonne du curé, s'affairant à la marmite sur le poêle ronflant, est irréel.

Autour de la table, les prêtres, Richard Kalka, Marengo, divers accompagnateurs et moi, le verre à la main, ouvrons alors un de ces moments où l'on se dit que, quoi qu'il arrive, la vie vaut d'être vécue.

Dès le lendemain, plus aucun obstacle ne devait être dressé devant nos convois en terre croate.

Avec les Bosniaques, la gestion des malentendus.

Avec les Bosniaques, il ne devrait pas y avoir de société à pénétrer, nous y sommes immergés depuis trois ans.

Nos relations, en tant que Secteur de Sarajevo de la FORPRONU, sont de multiples natures.

Elles sont d'abord inhérentes à notre mission d'assistance humanitaire : distribution de vivres, soins médicaux et hospitaliers, dispositifs de protection et de lutte anti-sniping. Chaque bataillon y prend sa part.

Ce volet humanitaire relève par ailleurs des responsables des « affaires civiles », avec lesquels nous entretenons des relations étroites.

Enfin, les O.N.G. françaises, très présentes, y concourent puissamment, même si elles affectent souvent d'observer une certaine distance avec les militaires.

Ces relations ont par ailleurs un volet humain très concret par l'embauche de personnels dans tous nos organismes. Les hommes et les femmes ainsi immergés parmi nous contribuent à mieux nous faire percevoir l'état d'esprit de la population, et inversement, à faire passer nos messages ; la confiance que nous aurions dû partager sera néanmoins toujours limitée par l'évidence d'une surveillance constante de ces personnes par les services bosniaques.

En parallèle, les relations politiques sont suivies mais, en-dehors de quelques rencontres fugitives avec le président Izetbegovic ou le premier ministre Silajdzic, elles passent pratiquement par le seul Muratovic.

Elles ont un volet humanitaire et un volet logistique ou économique, auxquels Muratovic attache une importance particulière, ne serait-ce que du fait de ses attributions.

Au fur et à mesure que se profile une entrée en lice des Américains avec des troupes au sol, il se fait de plus en plus exigeant, à la fois pour que nous libérions des emprises et pour obtenir d'extravagantes compensations financières aux dégâts que nous aurions causés, notamment sur le mont Igman.

Sur ces sujets, dans lesquels je cherche à ne pas me laisser enliser -c'est le cas aussi pour Cambournac-, le colonel Pellegrini, évoqué à l'occasion de la soirée de Grbavica chez les Serbes, est en première ligne ; il a succédé au colonel Angleys. L'un et l'autre se montrent aussi madrés que leur interlocuteur. Il faut tenir bon, d'autant plus que, sur le mont Igman, l'approche de l'hiver et l'arrivée de la neige donnent la priorité à ce qui est appelé la « winterisation » au profit de la B.M.N.

Mais la dimension politique est toujours sous-jacente, marquée par le soupçon. Si je veux progresser sur ce point, il faudra que j'élargisse le cercle de mes interlocuteurs.

Ainsi, quand la situation deviendra tendue, nouerai-je des contacts avec le maire de Sarajevo et avec le président des Serbes de Sarajevo -ce n'est donc pas un Bosniaque- Pejanovic. Nous en reparlerons à l'heure de Dayton.

Comme on l'a vu, les relations militaires, quant à elles, sont bonnes, sinon fréquentes, avec le général Aznadjic. L'épisode du cessez-le-feu les a mises en tension, mais rien de fâcheux n'en a découlé.

Mais, conjointement à ces relations relevant de notre appartenance à la FORPRONU, existent des relations franco-bosniaques qui passent néanmoins pour beaucoup par le truchement de militaires français sous béret bleu.

Les unes sont économiques et visent à occuper ce champ pour la France. Une équipe est là pour cela, avec des experts revêtus de l'uniforme pour l'occasion, souvent avec le grade de lieutenant-colonel. Leur action culminera avec la création d'une chambre économique franco-bosniaque.

Je n'ai pas de compétences particulières vis-à-vis de cette structure mais je ne pouvais pas m'en désintéresser.

Je suis même amené à entrer dans leur champ d'attributions lorsque j'apprends que les Allemands s'intéressent aux remontées mécaniques du mont Igman pour le jour où la paix sera revenue.

Mon sang d'alpin de fait qu'un tour et je prends contact avec le PDG de l'entreprise Pomagalski, numéro un mondial, à Grenoble, monsieur Cathiard. Il manifeste immédiatement son intérêt : c'est lui qui a construit les installations. L'accès à Sarajevo est encore malaisé ; je fais en sorte que le technicien de l'entreprise dépêché pour cela reçoive toute l'aide nécessaire, que ce soit pour se rendre sur les lieux ou pour rencontrer tous ceux qui ont à en connaître.

Au bilan, plusieurs mois après mon retour, j'apprendrai que ce sont les Italiens qui ont emporté le marché.

J'aurai ainsi une illustration, parmi bien d'autres, que nos efforts avaient été bien mal récompensés. L'une des raisons en était sans doute que tout cela donnait lieu, au niveau des ministères, à des querelles de pré carré. De quoi se mêlaient les militaires ?

Ils «se mêlaient » même de culture ! Ainsi une équipe des forces spéciales françaises soutient-elle de bout en bout le projet d'un centre culturel qui sera baptisé André Malraux.

L'initiateur du projet est un intellectuel engagé, sorte d'apôtre laïque, Francis Bueb, qui se donne corps et âme, au paroxysme du siège de Sarajevo, pour apporter le concours de la culture française à la survie, au moins morale, des malheureux assiégés, au bénéfice des enseignants et étudiants francophones.

Le compagnonnage improbable de nos gaillards des forces spéciales, du « gauchiste » Francis Bueb et d'intellectuels bosniaques méritait d'être connu. En tous cas, cela fait partie des souvenirs forts qui me restent et qui me conduisent à ne pas désespérer de la nature humaine au-delà de tous les clivages apparents.

S'ajoutant aux actions humanitaires et aux diverses opérations de sécurisation de la ville, toutes ces actions devaient concourir à alimenter un climat de confiance vis-à-vis des Bosniaques.

Le résultat est pour le moins contrasté.

La première raison est inhérente à la mission et aux modes opératoires de la FORPRONU qui ont prévalu jusqu'à la révolution copernicienne de l'été 95.

Pour beaucoup, l'assistance aux populations, aide humanitaire ou lutte anti-sniping, ne contrebalançait pas l'incapacité, d'abord juridique, des casques bleus, à lever le siège et à assurer la protection des populations.

En ces mois de septembre à novembre 1995, il s'ajoute une deuxième raison pour alimenter au minimum la suspicion, au pire l'hostilité : c'est l'incompréhension que peut susciter notre volonté de protéger les populations serbes à l'égard des bosniaques.

La pédagogie à laquelle nous nous livrons alors tous azimuts aurait peut-être pu avoir un résultat positif si une part de la presse française, et non des moindres, n'avait régulièrement cru devoir identifier voire dénoncer un tropisme proserbe de la part des militaires français. Nous aurions été là dans le droit fil d'un parti pris mitterrandien et en accord avec ce que l'on n'appelait pas encore une islamophobie, qui aurait été sous-jacente chez nos troupes.

A l'heure de l'annonce des accords de Dayton, je pourrai ainsi mesurer combien un article du Monde allait pouvoir mettre à mal, auprès de mes interlocuteurs bosniaques, le capital de confiance qui avait été laborieusement édifié.

Ce capital de confiance auprès des politiques, un homme avait beaucoup contribué à le constituer : l'ambassadeur de France, Henry Jacolin.

Lors de ma prise de fonction, il était en place de longue date, longtemps le seul ambassadeur présent.

L'ambassade de France, au centre-ville, portait, comme la plupart des bâtiments environnants, les stigmates de la guerre.

Des feuilles de vinyle tenaient lieu de vitres aux fenêtres et je n'ai pas oublié nos dîners à la chandelle faute d'électricité.

L'ambassadeur de France avait donc, dès l'origine, partagé les malheurs de la population de Sarajevo et ses conditions de vie ; cela lui valait l'estime de tous. Il pratiquait parfaitement le serbo-croate et il bénéficiait, je crois, de l'écoute des dirigeants bosniaques.

Pour des raisons que je n'ai pas cherché à approfondir, à mon arrivée, ses relations avec le secteur de Sarajevo n'étaient pas bonnes.

Pour moi, le sujet ne souffrait aucune hésitation : les relations avec le représentant de la France et de son gouvernement devaient nécessairement être bonnes, mieux encore, étroites et confiantes. Il y avait à cela une raison impérieuse : il n'est pas d'action militaire qui ne doive s'inscrire en cohérence rigoureuse avec la politique qui la légitime et l'inspire.

Lorsque j'ai pu rencontrer monsieur Jacolin, je lui ai fait d'emblée cette déclaration : « *Monsieur l'ambassadeur, vous êtes ici la France. Je vous tiendrai en conséquence informé de tout ce qui me paraîtra devoir être connu du gouvernement. En contrepartie, je vous serai reconnaissant de tous les renseignements qui pourraient m'être utiles que vous jugerez possible de me communiquer. Si je peux vous aider en quoi que ce soit, n'hésitez pas à me solliciter* ».

Il devait en résulter une étroite coopération. Henry Jacolin saura tout de la politique que nous conduisons et de ses résultats. Par le biais des télégrammes diplomatiques, il relatera systématiquement mes appréciations de situation, les complétant et les validant. En retour, il contribuera à ma connaissance de l'environnement diplomatique, en particulier au cours des discussions de Dayton.

J'ai la faiblesse de penser qu'ensemble nous avons alors puissamment contribué, pour la France, à assurer la meilleure cohérence entre sa politique et l'action militaire qui l'exprimait sur le terrain.

Last but not least, il a pu aussi prendre sa part dans les réponses aux interrogations, voire aux soupçons bosniaques.

Tout cela allait entrer en fortes turbulences dès que seront connues les décisions prises à Dayton.

Mais, dans l'immédiat, nous sommes à la mi-novembre, la situation est sous contrôle et je suis à poste depuis plus de trois mois sans une heure de répit, de jour comme de nuit.

Le colonel Cambournac finit par me convaincre que cela ne me nuirait pas de prendre du champ pendant quelques jours pour me ressourcer dans mes montagnes. Je sais par ailleurs qu'en lui laissant les commandes, elles sont entre de bonnes mains.

Je vais donc faire la pause et renouer pendant quelques jours, du 16 au 24 novembre, avec la normalité du monde ; je ne sais pas alors que la restauration de ma sérénité sera promptement interrompue dès le 21 par l'annonce des accords de Dayton...

La pause

Cette courte séquence n'offre que peu d'intérêt en elle-même, sinon d'offrir l'opportunité de faire aussi une brève pause dans ce récit, mené jusque-là au rythme d'événements tumultueux. Il n'est pas sans intérêt de permettre au lecteur de prendre connaissance de quelques données d'ambiance, dont l'évocation, jusque-là écartée pour éviter d'inutiles digressions, pourra donner chair à la perception de l'étrange période qui vient de s'écouler depuis le début août.

Vivre au PTT Building.

Pour qui imaginerait le PC du général commandant le Secteur de Sarajevo à l'image des hôtels de commandement du territoire national, parés des ors de la République, il faut, à ce stade du récit, pour l'ambiance, corriger cette perception.

La chambre qui m'est réservée est l'une des rares, sinon la seule, à n'avoir qu'un seul occupant. Pour rompre l'austérité monacale de cette vaste pièce aux murs nus, des voiles de parachutes ont été tendues au-dessus du lit. Je ne suis pas superstitieux, sinon l'impression qui me vient d'emblée que nous sommes là dans une chapelle ardente pourrait m'affecter le moral.

Il est vrai que l'ambiance est bien campée par ailleurs par les « sacs à terre » empilés jusqu'à masquer aux deux-tiers la baie vitrée qui ouvre sur les collines parsemées de pavillons dominant la ville au nord. Cette protection contre les tirs et les éclats d'obus rappelle que l'immeuble a été une cible, en porte les stigmates, et pourrait le redevenir.

Quoi qu'il en soit, mes séjours dans cette chambre se limitent à quelques heures, quatre à cinq le plus souvent, de repos nocturne.

Au réveil, après quelques minutes de méditation silencieuse face au paysage tronqué par le mur de sacs à terre, il me faut affronter un rituel.

Comme tous les habitants de Sarajevo dans cette période, nous n'avons ni eau ni électricité. Notre alimentation électrique est assurée par des groupes électrogènes qui tournent en permanence.

L'eau fait l'objet d'une gestion plus parcimonieuse.

Des camions citernes sont régulièrement remplis en puisant dans la rivière Miljacka.

Ils permettent d'approvisionner des douches installées dans les sous-sols.

Le personnel féminin bénéficie de cabines individuelles dans un local qui leur est réservé.

Les mâles, quant à eux, du soldat de base au général, ont droit aux douches de campagne.

Ainsi, d'une certaine façon, ai-je à renouer avec les douches collectives de mon enfance d'enfant de troupe, quarante ans plus tôt. Je me dis d'ailleurs que j'ai progressé car, en ce temps-là, nous n'avions droit qu'à deux douches par semaine alors qu'au PTT Building, l'accès en est permanent.

Ce n'est donc en rien une épreuve, au contraire : la douche matinale, après une courte nuit, est toujours revigorante.

Mais l'épreuve survient avant, et après.

Quittant la chambre, je m'engage dans les escaliers qui conduisent au sous-sol.

Je ne me souviens plus combien d'étages m'en séparent, mais ils sont nombreux et, tout au long, je croise des hommes de toutes catégories qui ne manquent pas de me saluer d'un invariable : « *Mes respects, mon général* ». Il faut bien sûr y répondre, si possible en y mettant de la chaleur, plus encore, avec un mot personnalisé pour qui serait blessé de n'être pas reconnu.

Je suis de ceux qui, au réveil le matin, apprécient par-dessus tout de longs moments méditatifs seul avec moi-même. On comprendra que je goûte modérément ce rituel quotidien, à la descente et à la remontée, même si aujourd'hui j'en garde un souvenir amusé.

Il en est un autre, lui aussi lié à l'eau, mais pour lequel je suis face à moi-même.

Pour les toilettes dans les étages, un grand bidon est placé là, régulièrement rempli grâce aux lances à incendie depuis les camions citernes en sous-sol. Il suffit, le moment venu, de puiser dans ce bidon avec une boîte de conserves type intendance à capacité, me semble-t-il, de cinq litres, disposée à cet effet, et d'en verser le contenu dans la cuvette.

Cette expérience triviale devait ultérieurement me permettre de goûter le plaisir, insoupçonné jusque-là, que l'on peut avoir à tirer une chasse d'eau.

Mais mes séjours au PTT Building sont limités, sollicité que je suis à l'extérieur auprès de mes troupes, de mes partenaires ou des belligérants.

L'essentiel de ce temps dans les lieux est consacré aux entretiens avec les uns ou les autres, aux réunions avec l'état-major, au travail dans le secret de mon bureau ; il reste la nuit pour ce dernier exercice.

Les repas sont pris dans une vaste salle à manger en self-service, toutes catégories confondues. Néanmoins, autant que je peux le souhaiter, je peux bénéficier d'un service à part dans une pièce réservée à cet effet, dont c'est d'ailleurs la seule particularité au-delà de l'austérité des murs et du mobilier. J'en use modérément, pour des repas de travail, et pour recevoir les visiteurs.

Il faut parler de ces visiteurs, qui apportent une note insolite, parfois distrayante, souvent instructive, dans bien des cas productive, en tous cas un moment bienvenu d'humanité dans notre quotidien tumultueux.

Les visiteurs.

Parmi mes souvenirs sympathiques, quelques jours après mon arrivée, j'entends résonner dans les escaliers du PTT Building des clameurs insolites en ces lieux. Je crois en effet reconnaître, entonnés à tue-tête, les grands classiques des sonneries de cor des chasseurs alpins que sont « Les échos de la Rochette » à moins que ce ne soit « Le téméraire ».

A ma grande surprise, je vois s'encadrer dans la porte un groupe de quelques civils, chacun coiffé d'un béret alpin.

Ce sont les Scouts de Cluses, O.N.G. émérite s'il en est, dont je connais l'investissement, depuis leur base dans la vallée de l'Arve en Haute-Savoie, dans des actions humanitaires d'envergure.

A leur tête, Pierrot Devant, leur fondateur, conseiller général, venait, accompagné de quelques-uns de ses compagnons, saluer leur compatriote haut-savoyard, non sans s'être muni de tommes et de reblochons qui allaient faire le bonheur de mon entourage condamné jusque-là au fromage hollandais aseptisé.

Comment, dans cette période encore chaotique, avaient-ils réussi à franchir tous les obstacles ? C'était la foi qui transportait les montagnes. Ne disait-on pas que, dans les situations difficiles, lorsque toutes les solutions étaient épuisées, Pierrot Devant regroupait son monde et faisait sortir les chapelets ?

Il n'est plus de ce monde aujourd'hui, mais les Scouts de Cluses sont toujours là, et j'ai une pensée émue pour cet homme d'une générosité sans pareille, à l'évocation de ce moment improbable aux premiers jours de ma « mission impossible ».

Moins souriant est le souvenir du repas partagé avec un homme dont la notoriété était et reste sans commune mesure avec celle du modeste fondateur des Scouts de Cluses, je veux parler du philosophe à succès Bernard-Henri Lévy.

Apprenant son passage -nous sommes encore dans les moments d'extrême tension qui précèdent le cessez-le-feu-, je l'ai invité avec ses accompagnateurs, dans l'attente d'échanges fructueux, dans la mesure où il faisait partie de ceux qui s'étaient engagés d'emblée à grand renfort médiatique.

Pourquoi avait-il accepté mon invitation, je m'interroge encore.

En effet, de tout le repas, je cherche vainement à établir un vrai contact de façon à amorcer un débat. Non pas que mon invité se montre hautain ou discourtois ; non, il est absent, comme si ce général face à lui ne pouvait être un interlocuteur.

Son accompagnateur est quant à lui volubile, mais son exégèse de la pensée chiraquienne à la suite d'une entrevue de cette équipe avec le président relève de la fantasmagorie.

Si j'évoque ce visiteur, ce n'est pas parce qu'il m'aurait laissé un souvenir impérissable en m'aidant à progresser vers des solutions aux problèmes inextricables que nous avions à résoudre, c'est parce que je continue à m'interroger aujourd'hui sur le personnage, alors que se poursuit sa carrière...

J'ai évoqué précédemment la rencontre, dans la dernière période, avec Pierre Mauroy, l'ancien premier ministre de 1981, venu à Sarajevo au titre de l'Internationale socialiste.

Les perspectives que nous avions ouvertes en faveur de la paix dans les esprits, notamment en direction du pays serbe, sont restées sans lendemain, au moins pour ce qui me concerne, rattrapés que nous avons été par l'accélération de l'histoire.

Il reste d'une longue soirée jusqu'avant dans la nuit, une impression partagée par mon entourage, quelle qu'ait été la nature du bulletin de vote que chacun mettait dans l'urne : celle d'avoir rencontré un honnête homme, au sens classique de l'expression, chaleureux et généreux, animé d'un amour de la France qui faisait de lui, j'en suis sûr, un parfait ambassadeur de notre pays dans ce qu'il a de meilleur.

Sur un tout autre registre, mais tout aussi tonique, s'inscrit, dans la même période, le séjour parmi nous de l'actrice Jane Birkin.

Elle passe d'abord la journée dans les bataillons. Elle y acquiert une franche et joyeuse popularité.

Sa gentillesse et la simplicité avec laquelle elle se prête aux autographes, qu'elle agrmente de dessins esquissés d'un joli coup de crayon ainsi qu'aux sollicitations par dizaines pour des photos qui, aujourd'hui, garnissent sans doute les albums de souvenirs, en font la mascotte des marsouins.

En soirée, je la convie à notre frugal dîner à une table entre camarades de bonne compagnie. Nous tombons tous sous le charme d'une femme d'esprit, de cœur et de caractère, bien loin des clichés people. Merci, Jane, du rayon de soleil que vous nous avez alors apporté dans un ciel qui se chargeait à nouveau de sombres nuées.

Mais je ne saurais clore cet échantillon de visiteurs sans prendre le malin plaisir de relater le court mais remarqué séjour du général Morillon.

Après avoir été en 1993, on s'en souvient, le « général courage » à Srebrenica, il achevait sa carrière comme commandant de la Force d'action rapide, la FAR, l'une des deux composantes des forces terrestres françaises avec la Première Armée. Il venait de recevoir une cinquième étoile.

Quelques jours avant le break qui me vaut cette pause, j'ai la surprise d'entendre sa voix au téléphone.

Il m'annonce qu'à la veille de quitter le service, rattrapé par la limite d'âge, il souhaite faire le voyage de Sarajevo.

En vieux soldat qu'il est, il pratique le tutoiement à l'usage de tous les niveaux de la hiérarchie. Plus insolite, il lui arrive de parler de lui à la troisième personne.

C'est ainsi qu'il ajoute : « *Tu comprends, Morillon ne peut quitter l'uniforme sans venir une dernière fois sur les lieux qui ont vu naître sa légende.* »

Quelque peu interloqué, je rétorque : « *Mais, mon général, vous leur avez dit que vous ne les abandonneriez pas. Or, ils ont été abandonnés. Ne craignez-vous pas que l'accueil ne soit pas à la hauteur de vos attentes ?* ».

Mon grand ancien balaie l'objection, arguant de ce qu'il ne porte aucune responsabilité dans cet abandon.

Nous organisons donc cette visite, qui n'est pas furtive. En effet, jamais depuis longtemps on n'avait vu un tel aréopage de journalistes, en accompagnement du grand homme. Je mesure à cette occasion- nous sommes le 14 novembre- l'échelle de valeur dans la hiérarchie médiatique, lorsque je pense au peu de succès que j'ai eu jusque-là pour donner à connaître les réalités humaines de ce malheureux pays et les actions que nous conduisons pour y construire la paix.

Ce sera évidemment une réussite.

Un bain de foule dans Sarajevo, le 14 après-midi, en est le point d'orgue. Je peux alors vérifier, pour son organisation, que cela reste un savoir-faire de nos forces spéciales. Qu'importe, on y glane de belles images d'une ferveur populaire, certes échantillonnaire, mais réputée spontanée.

Une soirée, sans prétention, mais marquée d'une franche convivialité, est organisée au PC du Bat.Inf. 4 du colonel Marengo, qui bénéficie d'une infrastructure jadis de prestige, la Skandéria.

La nuit est tombée lorsque le général Morillon nous rejoint.

L'hiver s'annonce avec la rigueur des températures qui sévissent dans ce pays au climat continental. Pour y faire face, on avait prêté à notre hôte une parka. Au moment de la rendre à son propriétaire, un capitaine, notre ancien se ravise, demande un marqueur...et dédicace le vêtement.

Oui, vraiment, le court séjour du général Morillon est un grand succès, de ceux qui, longtemps sans doute, allait alimenter les conversations facétieuses dans les popotes.

Nombre de mes visiteurs, parmi lesquels je n'ai ici choisi d'évoquer que ceux dont le passage avait pu marquer à divers titres, étaient curieux de ce que je pourrais leur dire d'une étrangeté : la présence, sous couleurs de l'O.N.U. et sous les ordres d'un général français, d'un bataillon russe.

La question, moins de quatre ans après la fin de l'Union Soviétique, n'est alors pas sans intérêt.

A deux décennies de là, alors que la Russie est de retour, je ne saurais mettre un terme à cette pause sans donner à connaître ce qu'il en était.

Les camarades russes.

Les événements brutaux survenus quelques jours après mon entrée en fonction m'avaient contraint à différer ma visite au bataillon russe. De plus, stationné en zone serbe, il n'est devenu véritablement accessible, en particulier pour ses postes isolés, qu'après que notre politique de rétablissement de la confiance ait commencé à porter ses fruits.

Le moment est venu de lui consacrer une journée entière.

Il est prévu que l'on me présente le bataillon, ses hommes, ses équipements, ses cantonnements et un aperçu sur la façon dont il remplit ses missions. Nous déjeunerons ensemble puis nous rejoindrons un poste isolé dans la montagne.

Je sais que c'est un bataillon de parachutistes et ce que l'on m'en a dit est positif : « avec les Russes, c'est carré ».

Je suis accueilli par le colonel dont la haute stature et le visage sévère manifestent d'emblée que l'on a à faire à un homme d'autorité. Son embonpoint me semble pourtant bien éloigné du profil de loup maigre que nous attendons chez nos parachutistes.

En tous cas, la présentation du bataillon est impeccable, la tenue irréprochable, l'allure sportive, les regards directs.

Les cantonnements sont parfaitement tenus et leur inspection devrait me donner l'occasion d'entrer en contact avec les hommes, en attente au pied de leur lit.

Le premier que j'interroge se tétanise dans un garde-à-vous rigide et se présente d'une façon en tous points semblable à celle de nos soldats, à la langue près. En revanche, à mes questions, relayées par l'interprète, répond un mutisme obstiné, accompagné de regards anxieux tournés vers le colonel.

Après plusieurs tentatives, vaines en ceci que c'est le colonel qui, pour finir, répond aux questions, je n'insiste pas.

Est-ce le style imposé par la personnalité du colonel qui est en cause -car je sais bien que, chez nous aussi, il arrive que l'on puisse connaître des expériences analogues- ou bien une culture post-soviétique ? Je n'ai pas la réponse...

Pour ce qui est des matériels et des équipements, je suis frappé par leur vétusté que ne compense pas un entretien manifestement méticuleux.

Quant au point sur les missions et leur exécution, escorte de convois, lutte anti-sniping, effectivement, « c'est carré », sans place, me semble-t-il, pour la moindre initiative.

En bref, le bataillon russe est une belle huître, apparemment parfaitement saine, mais je suis incapable de l'ouvrir.

Peut-être la visite au poste isolé me permettra-t-elle ce contact si précieux, tel que ceux que je multiplie sur les positions des bataillons français et qui donnent accès à une richesse humaine fraternelle que je ne me lasse pas de voir se manifester avec une générosité sans pareille ?

La position domine la cuvette de Sarajevo au sud, à l'arrivée de ce qui fut un téléphérique au temps de la paix.

Pour s'y rendre, une route pentue et sinueuse longe la ligne de confrontation entre les belligérants sur des kilomètres.

A gauche, en contre-bas, Sarajevo, ses immeubles, ses clochers, ses minarets, s'estompe progressivement dans la brume, de plus en plus irréelle.

A droite, la campagne, puis la pleine nature avec des forêts de sapins denses et sombres.

Voilà qui rend bien compte d'une des réalités de ce conflit : la campagne contre la ville, des paysans face à des citadins. D'où nous sommes et d'où sont partis sans doute bien des obus meurtriers, la cible, en bas, est fantomatique, comme virtuelle...

A l'arrivée au poste, un lieutenant nous accueille, en tous points semblable à un Saint-Cyrien de chez nous, le visage avenant, le regard clair et direct, la taille svelte et l'allure sportive. Allons ! Je devrais avoir un bon contact.

Il me présente ses hommes, son installation, ses positions. Comme en bas, tout « est carré ». Je suis frappé par l'isolement de la position, centrée sur un ancien restaurant d'altitude.

A la question que je pose au jeune officier sur la durée de son séjour dans ce poste, la réponse me stupéfie : là où j'imaginais une durée relativement limitée permise par des rotations entre unités, je comprends que c'est pour tout le temps de la mission, donc plus de six mois.

Je lui demande alors quelles périodes de décompression il peut ménager à ses hommes et comment cela est organisé. J'imagine je ne sais quelles escapades de quelques jours au moins « en bas », sinon sur la côte dalmate.

La réponse traduit la surprise de s'être vu poser la question : il n'y a rien de tel.

« Mais ce long séjour dans un tel isolement ne pose-t-il pas de problèmes ? »

« Pas de problème ! »

J'insiste, ce à quoi notre lieutenant rétorque en jetant un regard vers le colonel : *« Si j'ai eu des problèmes, mon colonel les a résolus. »*

J'aurais aimé prolonger. Peut-être le temps aidant -qui sait ? - en engageant la conversation sur Dostoïevski, ou bien Tolstoï ou encore Alexander Bek et sa Chaussée de Volokolamsk, aurions-nous pu nouer ce contact auquel j'aspirais...

Mais il faut redescendre et nous laissons ce lieutenant et ses hommes à leur isolement assumé dont je n'ai pu franchir la muraille.

Mais dira-t-on, le repas en commun est précisément fait pour ça. C'est vrai chez nous, mais outre que rien de tel n'avait été prévu dans le poste isolé, un autre écran vient s'interposer : celui des toasts portés d'emblée et à répétition, avec une vodka dont je n'imaginais pas jusque-là qu'une telle boisson fût consommable !

Il reste que, si l'emploi de ce bataillon était rendu délicat dans la mesure où il était récusé par les Bosniaques qui les considéraient comme alliés des Serbes, je n'ai eu qu'à me féliciter de la fiabilité et de la loyauté de nos camarades russes, devenus « frères d'armes ».

Mais voici qu'au cinquième jour de pause dans mes montagnes, arrive le 21 novembre.
La nouvelle me parvient qu'à Dayton, on aurait bouclé un accord.
Cambournac, au téléphone, croit savoir qu'il y a des surprises. Il est vrai que nous attendions quelque chose qui allait ressembler au plan Juppé-Kinkel qui prévoyait en particulier que Sarajevo serait placé sous tutelle internationale.
Or, il semble qu'il n'en est rien et qu'elle serait la capitale de la fédération croato-musulmane...
Voilà qui augure bien des difficultés lorsque les Serbes auront pris connaissance de ces dispositions.
La pause est terminée.
Le 24 novembre, je suis de retour à Sarajevo.

CHAPITRE VI Fin de partie.

Les accords de Dayton : éruption de fièvre à Sarajevo.

Quand j'atterris sur l'aéroport le 24 novembre, je ne peux pas alors imaginer qu'il ne me reste plus que neuf jours pleins avant de quitter à nouveau Sarajevo, et cette fois définitivement.

Si je suis préparé à retrouver des situations de tension extrême telles que celles qui ont été longtemps mon lot quotidien dans la cuvette tragique, je ne peux pas non plus prévoir la nature de la tempête qui allait se déchaîner pour en arriver là.

J'arrive avec une connaissance encore fragmentaire des accords conclus à Dayton, même si un accès aux télégrammes diplomatiques m'avait permis de suivre peu ou prou cet incroyable huis clos : trois semaines durant, Richard Holbrooke avait exercé sur les trois présidents serbe, croate et bosniaque une pression de tous les instants, tout en maintenant les Européens, tout autant que la délégation bosno-serbe, dans le rôle de figurants.

Les dispositions d'ensemble prévoient une Bosnie unitaire, mais partagée en deux entités, la Fédération croato-musulmane et la « Republika Srpska ». Chacune d'entre elles garde de larges prérogatives, allant de l'alphabet, latin ou cyrillique, à une armée propre !

De prime abord, il me semble que les Bosniaques, en tous cas les démocrates parmi eux, auraient plus de raisons que les Serbes d'être heurtés par ces dispositions, ne serait-ce que par la dénomination de l'entité serbe, adoptée à l'identique de celle proclamée par leurs adversaires depuis trois ans.

D'ailleurs, dans un premier temps, en zone serbe, le sentiment pourra prévaloir de bien s'en sortir.

Et puis il était arrivé l'inattendu : dans la dernière nuit de Dayton, Richard Holbrooke, seul avec les présidents Izetbegovic et Milosevic, avait forcé l'accord, ses interlocuteurs ayant rendu les armes sur les derniers points de blocage. Milosevic, quant à lui, avait cédé sur Sarajevo : la ville resterait à la seule Fédération croato-musulmane, augmentée d'une partie des faubourgs serbes, principalement dans Ilidza, Hadzici, Grbavica et Vogosca.

Lorsque ces dispositions commencent à être mieux connues des Serbes, la traduction qu'ils en font est que la ville de Sarajevo, à laquelle vont être rattachés des quartiers serbes peuplés de milliers d'habitants, est « livrée aux Musulmans ». Il est vrai qu'outre le fait que les populations concernées ne sont pas allogènes ni peuplées pour l'essentiel de réfugiés venus d'ailleurs comme affirmé par une certaine propagande bosniaque, mais largement autochtones depuis des générations, la ligne de séparation, tracée à Dayton à partir de relevés par des satellites, passe parfois au travers d'un immeuble.

On assiste alors dans le pays serbe limitrophe de Sarajevo, à un crescendo qui va de l'incrédulité à la stupéfaction, puis de la colère à l'angoisse et au désespoir.

C'est ce à quoi je vais être confronté jour après jour dans la semaine qui suit.

Le colonel Cambournac, qui me fait dès mon arrivée le compte-rendu de la semaine écoulée, me dit qu'un entretien la veille avec le général Milosevic lui a donné le sentiment qu'au-delà d'une inquiétude diffuse, celui-ci était surtout en attente d'informations.

Nous convenons qu'il urge que nous ayons des rencontres dans chacune des communes impactées par l'accord.

Alors s'engage, du samedi 25 novembre au vendredi 1er décembre, chaque jour successivement dans chacun des bourgs concernés, un ballet dramatique face à des interlocuteurs qui me font percevoir qu'un vent de panique se répand dans la population.

Pour eux, il n'y a qu'une alternative : s'enfuir, ou être massacrés. C'est pourquoi ils pensent qu'il n'est pas possible que l'on ne revienne pas sur ces dispositions.

Lorsque je prends conscience de cette situation, le discours que j'élabore est sans ambiguïté aucune, en totale continuité avec l'action que nous menons en pays serbe depuis des semaines. Il restera constant, avec des variantes de forme, en cinq points.

Premier point : que les Serbes chassent de leur esprit l'idée que les accords pourraient être révisables, ils ne seront pas renégociés¹³⁴.

Deuxième point : les Serbes vont constituer une minorité au sein de l'agglomération de Sarajevo, mais cet accord est parrainé par les démocraties, au premier rang desquelles l'Amérique. Il n'est donc pas concevable que celles-ci puissent cautionner quelque atteinte que ce soit à l'encontre des droits des minorités, a fortiori tolérer des exactions.

Troisième point : ce sont les unités de la FORPRONU, nos bataillons, notamment français, qui vont rester en place, ne faisant que changer de béret¹³⁵ ; elles s'interposeront autant que nécessaire.

Quatrième point : en conséquence, l'alternative dans laquelle les Serbes se croient enfermés, l'exode – que certains accompagnent d'une menace de « terre brûlée » - ou le massacre -donc la lutte à mort-, n'a aucune sorte de validité. La seule voie envisageable est l'application des accords et nous les aiderons pour cela.

Cinquième point : reprenant le discours que j'avais tenu tout au long des semaines précédentes, je presse mes interlocuteurs de faire valoir leur cause auprès de l'opinion internationale en laissant entrer chez eux les médias, sans restriction aucune. Mais il y a pour cela une condition : se débarrasser de la tutelle de Pale, écarter les dirigeants qui les maintiennent dans l'impasse, Karadzic et Mladic, et promouvoir des représentants capables de porter cette cause, qui puissent être des interlocuteurs reconnus, aussi bien des Bosniaques que de la communauté internationale.

Ce catalogue n'est pas une reconstruction d'aujourd'hui, c'est ce que je peux lire, avec des variantes dans l'expression, dans toutes les minutes rédigées par le « military assistant » au fil des rencontres. Plus de vingt ans ont passé, mais je revis, à cette lecture, l'intensité dramatique de chacune des douze étapes qui, en huit jours, ont jalonné mes tentatives pour étouffer les braises, d'Ilidza à Vogosca en passant par Grbavica et Hadzici, avec des retours chez les uns ou les autres.

Course contre la montre sur un champ de braises.

Le 25 novembre à 16h, la première rencontre que j'ai sollicitée se déroule à l'hôtel Serbia à Ilidza.

Le lieutenant-colonel Caille, dont c'est la zone de responsabilité, dans le droit fil de son prédécesseur, le colonel Thonier, a noué des relations confiantes avec le colonel Radoljic, celui-là même grâce à qui nous avons entrevu une issue dans l'impasse des bombardements et avec qui nous avons ouvert, à Sierra 4, le processus de levée du siège.

¹³⁴ Pour imaginer et déclarer le contraire, il aurait fallu ne rien connaître au processus engagé par les Américains, ce qui n'était pas mon cas, ou bien être stupide, ce dont, pour ce qui me concerne, je suis mauvais juge. C'est pourtant la position que m'attribuera le vent médiatique dominant, avec des scories sur Internet jusqu'à nos jours.

¹³⁵ Passant de la FORPRONU à l'IFOR, elles quittent le béret bleu pour retrouver leur coiffure nationale. Ce sera effectif le 20 décembre.

Nous avons rendez-vous avec ce dernier, accompagné du maire-adjoint de la ville. Le colonel Radoljic n'est pas un extrémiste, c'est un homme mesuré et ouvert. Le sentiment qu'il exprime en est d'autant plus crédible. Il me dit s'attendre à « *de gros problèmes* » ; il redoute de ne pas pouvoir contrôler une population qu'il décrit comme « *désespérée* ». Il cite l'exemple de « *soixante mères de famille qui ont tout perdu durant cette guerre, sont allées au cimetière de Blazuj et menacent de se suicider si elles doivent quitter leur terre natale où leurs enfants sont morts* ». Il termine en me disant que les Serbes me font confiance, que je dois les aider et que je suis leur seul espoir. Ebauchant le raisonnement que j'allais mieux formaliser au fil des entretiens, j'insiste sur le fait que ce n'est pas moi qui peut leur offrir des garanties, mais que c'est le traité lui-même, sachant qu'en aucun cas la communauté internationale ne cautionnera l'exode des Serbes. J'ajoute avec la même insistance la nécessité d'une ouverture du pays aux médias pour faire entendre la voix de sa population, hors tout contrôle des dirigeants de Pale. Le colonel Radoljic acquiesce.

En quittant Ilidza, j'ai pris la mesure du problème : il faut à la fois détourner les Serbes de l'alternative funeste de l'exode ou du massacre, susciter chez eux des représentants crédibles, amener les médias en pays serbe, enjoindre aux Bosniaques de ne pas mettre de l'huile sur le feu et convaincre nos autorités politiques de donner des garanties.

En bref, un vaste plan d'action à mettre en œuvre tous azimuts dans l'urgence.

Autre façon d'exprimer la problématique, je n'imagine pas que nos bataillons, qui vont rester sur place et à qui on va demander de faciliter sinon forcer la mise en œuvre des accords, se trouvent eux aussi confrontés à la terrible alternative, soit de devoir faire face à un vaste transfert de populations, accompagné d'une politique de terre brûlée, soit d'avoir à s'interposer dans la reprise d'une lutte qui ne pourrait être que féroce, placée sous le signe du désespoir.

J'ai un besoin impérieux, pour convaincre les Serbes, en premier lieu de garanties politiques clairement exprimées au plus haut niveau -ce que je fais connaître dans ma chaîne nationale-, en second lieu d'une orchestration par la presse internationale, en troisième lieu de la modération des Bosniaques.

C'est à quoi je dois m'employer toutes affaires cessantes.

Je m'en ouvre le soir même au général Smith. Mais outre que sa sensibilité à la situation dans laquelle pourront être placés les bataillons français est modérée, je vois bien qu'il est désormais très largement orienté vers un passage de témoin à l'IFOR¹³⁶. Je le sens porté à minimiser la gravité d'une situation qu'il n'aura pas, pour sa part, à affronter.

Monsieur Pedaue, représentant de l'O.N.U. pour la Bosnie, que nous avons déjà rencontré à l'occasion des négociations du cessez-le-feu, nous rejoint. Il vient d'avoir un entretien avec Krasnjic, l'un des hommes forts de Pale, qui faisait partie de la délégation bosno-serbe de Dayton. Il confirme mes préoccupations.

Krasnjic, nous dit-il, ne voit que trois solutions : construire une nouvelle ville, échanger les faubourgs serbes contre Gorazde ou donner à Sarajevo un statut fédéral, ce à quoi Pedaue lui a objecté que les accords ne seraient pas renégociés.

Le lendemain, dans le même hôtel Serbia d'Ilidza, accompagné de Cambournac, j'obtiens enfin un rendez-vous avec un homme que j'avais identifié comme étant l'un de ceux qui, chez les Bosno-Serbes, pouvaient constituer une alternative à leurs leaders déconsidérés.

¹³⁶ La relève sera effective le 20 décembre.

Il s'agit de Stanisjic¹³⁷, que nous avons déjà rencontré début septembre lorsque le colonel Thonier, à la tête du Bat.Inf.2 sur l'aéroport, avait reçu mission d'établir des contacts exploratoires afin de trouver une issue dans l'impasse où nous conduisaient les bombardements. Sans que j'aie pu jamais en obtenir confirmation, on le disait ancien chef de la police de Sarajevo. De plus, bien qu'initialement présenté comme conseiller de Karadzic, j'avais pu vérifier qu'il était considéré comme un interlocuteur valable, exempt de « sang sur les mains », par le ministre bosniaque Muratovic.

De surcroît, j'avais, le 14 novembre, établi un contact avec un homme qui était, au gouvernement bosniaque, le représentant des Serbes demeurés dans la ville, monsieur Pejanovic. Par cette rencontre, je cherchais à explorer une voie qui aurait permis de rapprocher ces Serbes restés en territoire bosniaque des Serbes de la Republika Srpska, à l'appui de la politique d'ouverture de ce pays serbe que je cherchais à promouvoir.

Pejanovic avait souscrit avec enthousiasme à cette démarche.

Comme je lui avançais le nom de Stanisjic, il m'avait dit qu'il le considérait comme un homme intègre et qu'il était prêt à entrer en contact avec lui.

C'est dire si dans ce moment d'extrême tension qui suit la prise de connaissance par les Serbes des faubourgs de Sarajevo des dispositions des accords de Dayton les concernant, j'attends beaucoup de ma rencontre avec Stanisjic.

De fait, celui-ci réitère avec véhémence ce que nous avons déjà entendu, affirmant avec conviction : « *Nous partirons, ou nous serons exécutés* ». Il fait remarquer à l'appui de cette affirmation, que le président Izetbegovic et le premier ministre Silajdzic, tout en déclarant que « *les civils pourraient rester sans crainte* », ajoutaient que « *les militaires devaient partir ou bien répondre de leurs crimes devant la justice* ». Or, objecte Stanisjic, « *dans l'ensemble des 45 000 familles des faubourgs serbes de Sarajevo, la plupart des hommes ont pris les armes* ».

Exprimé de la sorte, c'était sans issue.

J'expose alors l'idée que j'ai esquissée avec Pejanovic, d'amener la communauté serbe de Sarajevo intra-muros à se rapprocher des Serbes des faubourgs périphériques, de façon à se faire reconnaître comme minorité, dont les droits seront garantis.

Stanisjic exprime un total scepticisme. Il connaît Pejanovic, « *avec lequel il a travaillé quatre ans* », mais pour lui, comme pour tous ses compatriotes, me dit-il, « *ce n'est pas un interlocuteur crédible* » otage qu'il serait selon lui des Musulmans, comme ceux qui sont restés dans Sarajevo.

En retour, je l'informe qu'il est, quant à lui, considéré comme un interlocuteur valable. Je plaide instamment qu'il est de toute nécessité, pour les Serbes, de se faire reconnaître comme une minorité dont les droits sont à défendre.

Je déclare enfin, sans précautions oratoires, que, pour cela, ils doivent se dégager de l'emprise de leurs leaders déconsidérés, laisser entrer librement les médias et s'en remettre à des hommes tels que lui, Stanisjic.

Celui-ci, sans apparemment prendre ombrage de cet appel à la subversion, me remercie pour le conseil, mais exprime à nouveau son scepticisme : « *L'expérience historique des Serbes au cours des deux grandes guerres où ils ont été pendus par centaines à Sarajevo leur dit qu'il n'est de choix qu'entre partir ou être persécutés* ».

Je redis avec force que nous ne laisserons rien faire de tout cela.

Alors même que Stanisjic semble n'avoir en rien été ébranlé dans sa conviction désespérée, deux remarques de sa part me laissent entrevoir un espoir ténu. Il suggère qu'« *un geste fort comme la libération de tous les prisonniers aiderait à instaurer la confiance* » et que, pour la

¹³⁷ Cf chapitre IV

protection des populations, *«la présence d'une police internationale pourrait faire la différence»*.

Je m'engage à relayer sa première proposition, lui fait observer que la deuxième fait partie des modalités des accords et l'informe de mon intention, toutes affaires cessantes, de faire le tour des faubourgs serbes.

Nous convenons de garder le contact.

Maigres résultats et, pourtant, il me semble que le mur de la méfiance n'est pas inébranlable.

Ah ! Si le temps ne nous était pas compté !

Le lendemain, 27 novembre, dès le petit matin, je suis à l'hôtel de ville de Grbavica ou m'attend monsieur Katic, le maire, celui-là même avec qui nous avons eu une soirée vérité trois semaines auparavant¹³⁸. J'entends à nouveau l'interprétation apocalyptique, en pays serbe, des dispositions résultant des accords de Dayton. Mon plaidoyer est désormais bien au point et notre entretien survient sur un terrain bien préparé par nos échanges sans concessions du 7 novembre.

L'écho qui m'est renvoyé par la parole de Katic me donne à penser qu'en ce lieu qui cristallise pourtant toutes les haines, les méfiances et les rancœurs, pourrait bien s'ouvrir la voie tant espérée.

Le soir même à 16h, une conférence réunit, à l'initiative du Conseil des Serbes de Sarajevo, dans le droit fil de mes échanges avec Pejanovic, les représentants de tous les acteurs majeurs des parties prenantes internationales, en place à Sarajevo.

Pejanovic préside avec, à ses côtés, le ministre Muratovic et le maire de Sarajevo, Kuposevic. Face à eux, l'ambassadeur britannique et les représentants des ambassades française¹³⁹ et américaine, accompagnent les acteurs onusiens que sont le général commandant le secteur de Sarajevo de la FORPRONU, autrement dit moi-même, David Harland, chef des affaires civiles, et monsieur Eagleton, chef de la mission de reconstruction.

Cette réunion est la première du genre qui ne se traduise pas par des affrontements stériles en boucle, même si Muratovic serait initialement enclin à en rester à l'injonction faite aux représentants de la communauté internationale de faire appliquer les accords.

Le ton est très vite donné par l'ambassadeur britannique qui insiste sur le fait que *«ce sont les Serbes qui ont le plus besoin d'être rassurés»*. Eagleton acquiesce, tout comme le premier secrétaire de l'ambassade américaine, et propose des initiatives en ce sens.

Seul à être en contact avec les Serbes, je prends la parole pour caractériser la dangerosité de la situation. Je rends compte de ce que nous faisons : *«Nous leur avons dit que Dayton ne serait pas renégocié et que l'alternative dans laquelle ils se placent ne couvre pas toutes les options possibles.»* Me faisant le relais de la proposition de libération des prisonniers, j'appelle l'attention sur l'urgence d'actes symboliques. Une déclaration généreuse du gouvernement bosniaque, marquant un changement de ton radical de la télévision bosniaque, très écoutée en zone serbe, irait en ce sens.

L'ambassadeur britannique appuie vigoureusement mon propos.

Pejanovic, sans être démenti par Muratovic, conclut en reprenant tous les principaux points en faveur desquels j'ai plaidé jusque-là quant aux actions susceptibles d'instaurer la confiance, en perspective d'une rencontre à organiser le plus vite possible entre les parties. Il termine en demandant de *«prendre au sérieux les avertissements du commandant du secteur de Sarajevo.»*

¹³⁸ Cf. chapitre V

¹³⁹ L'ambassadeur Henry Jacolin n'est plus en poste. L'arrivée de son successeur est prévue pour le 10 décembre.

Sur le chemin qui me ramène vers le PTT Building, la petite fée espérance est de retour...

Le lendemain 28 novembre, une première rencontre à 11h à Lukavica, me confronte à un général Milosevic plus que tout autre sur la posture apocalyptique.

J'insiste à nouveau sur le fait que « *les Serbes doivent oublier de tenter de renégocier l'accord* », que nous mettons tout en œuvre pour offrir des garanties, et sur les actions que, eux, les Serbes, doivent conduire pour cela, ouverture du pays et voix à donner à des représentants crédibles. Les derniers mots de Milosevic sont pour me dire qu'ils comptent sur nous avant tout pour faciliter leur exode. Je rétorque avec force que « *Nous n'aiderons pas à l'épuration ethnique* ».

Un pas en arrière, un pas en avant : en fin d'après-midi, j'ai l'immense satisfaction d'accompagner à la mairie de Grbavica, sur ma suggestion, ni plus ni moins que le haut représentant de l'O.N.U., monsieur Kofi Annan¹⁴⁰ qui, à Zagreb, a succédé à monsieur Akashi.

Au-delà de tout ce que j'ai pu lui dire, je tiens à ce qu'il entende le maire Katic qui me semble être le plus convaincant et le plus ouvert de mes interlocuteurs serbes.

Tout autant et peut-être plus encore, cette venue au cœur des faubourgs serbes de Sarajevo de la plus haute autorité onusienne devrait être de nature à lancer la dynamique de la confiance.

Katic ne me déçoit pas dans son plaidoyer.

S'il se fait bien l'écho de l'immense désarroi de ses concitoyens, il en appelle pour finir à « *la protection des Nations Unies et de la communauté internationale* ».

La réponse de Kofi Annan est un modèle de déclaration à la fois réaliste et mesurée. Son propos vise à convaincre son interlocuteur que les accords de Dayton, qui ne seront pas renégociés- précise-t-il à son tour- ne sont certes pas parfaits, mais qu'ils contiennent toutes les dispositions qui sont à même d'éviter les développements extrêmes redoutés par les Serbes.

Pour étayer son appel à la confiance, il ajoute que « *Ce sont les Français, c'est le général ici présent, que vous connaissez bien, qui seront en charge de la mise en œuvre...* ».

Je ne réagis évidemment pas en présence des Serbes.

Néanmoins, dès que nous avons quitté l'hôtel de ville, je fais part à monsieur Kofi Annan de ce que je suis honoré de la confiance qu'il me témoigne, mais que « *ce n'est en aucun cas le militaire qui peut donner des garanties. Celles-ci, indispensables, ne peuvent résulter que d'un engagement politique dûment formalisé.* »

L'éminent représentant de l'O.N.U. en convient et me dit qu'il va s'y employer.

Allons ! Nous avons, me semble-t-il progressé de ce côté-là.

Dans la foulée, à 17h30 sur l'aéroport, j'ai le sentiment que nous allons aussi progresser sur un autre registre : j'ai à nouveau rendez-vous avec Stanisjic à sa demande. Il m'annonce que, le lendemain, aura lieu à Ilidza une manifestation de la population toutes générations confondues.

Avec à mes côtés le lieutenant-colonel Caille dont le bataillon sera en première ligne pour cela, je mets en garde Stanisjic contre toute manipulation de ce rassemblement par les extrémistes. A cette condition, nous sommes prêts à le faciliter, à en assurer la sécurité et à faire en sorte que cela soit couvert par les médias internationaux.

Voilà qui devrait marquer un premier pas vers la reconnaissance d'une population à ne pas confondre systématiquement avec les criminels de guerre.

¹⁴⁰ Kofi Annan, diplomate ghanéen, avait été jusque-là, à New-York, en charge des opérations de maintien de la paix. Il lui était revenu de donner le feu vert à l'intervention de l'O.T.A.N. en Bosnie. Il sera bientôt secrétaire général des Nations-Unies

En tous cas, c'est le sentiment qui m'anime en cette fin de journée qui m'apparaît comme devoir constituer un pas important vers l'apaisement.

Je ne peux imaginer, en cet instant, que deux jours plus tard, le ministre Muratovic me ferait le reproche véhément d'avoir apporté l'aide de la FORPRONU aux extrémistes serbes...

Stanisjic me fait, en aparté, une proposition stupéfiante : il me demande de communiquer au gouvernement français une demande de placement des communes serbes de Sarajevo sous protectorat de la France.

Il ajoute : « *Avec les Musulmans, nous avons vécu des siècles ensemble. Nous pourrions recommencer. Mais, pour cela, nous avons besoin de temps et qu'on nous serre la vis. Quand, au bout de quelques années, nous aurons recommencé à commercer ensemble, la situation sera apaisée.* » Ma réponse est la seule que je puisse faire : « *Vous vous trompez d'époque. En d'autres temps, sans doute, votre solution était la bonne. Mais aujourd'hui, la France ne saurait jouer un rôle autonome dans une communauté internationale dont elle est solidaire, et qui vous protégera. Je ne transmettrai pas votre demande.* »

Dans l'immédiat, à mes yeux, la dynamique de progrès se poursuit.

Le lendemain, 29 novembre, deux événements me paraissent marquer un nouveau jalon très significatif.

Le premier me procure un sentiment d'allégresse : le président Chirac adresse au président Clinton une lettre ouverte demandant que des garanties formelles soient énoncées au profit des populations serbes.

Comment, alors, aurais-je pu penser que cet acte politique qui était pour moi, un geste majeur dans la construction d'une paix véritable, allait être stigmatisé, quelques jours plus tard, comme la preuve d'une collusion des plus hautes instances politiques françaises avec leurs militaires sur le terrain, derrière le général, « engagés aux côtés des extrémistes serbes » ?

J'anticipe car, ce jour-là, un deuxième événement me porte à l'optimisme : la venue du représentant de la communauté européenne, Carl Bildt, accompagné du général de Lapresle.

A plusieurs reprises, j'avais eu le plaisir de les recevoir à Sarajevo et c'était toujours avec un égal bonheur eu égard aux relations très confiantes que j'avais avec le général de Lapresle.

Mais, en ce 29 novembre, voilà qui vient couronner le passage de Kofi Annan.

Ce dernier est toujours présent et, dès 9h45, nous nous retrouvons tous au BH Command avec le général Smith.

C'est Kofi Annan lui-même qui aborde à la fois la question des garanties à donner aux Serbes et de la modération à promouvoir chez les Bosniaques. Le consensus se fait sur ces orientations. Toutefois, à mon intervention faisant écho à une demande des Serbes d'un document signé des Américains, des Anglais et des Français leur garantissant que ni l'armée ni la police bosniaques n'occuperaient les faubourgs serbes désormais rattachés à Sarajevo, Kofi Annan rétorque que cela ne lui semble pas possible. Voilà une raison de plus pour offrir des garanties...

Le général de Lapresle fait observer que la conférence de Londres, organisée les 8 et 9 décembre en préalable à la signature des accords à Paris le 14, devrait permettre de mentionner un certain nombre d'arrangements susceptibles d'apporter les garanties souhaitables.

Dans la foulée, j'accompagne Carl Bildt à Grbavica pour une réédition de l'entrevue de la veille.

Le même scénario se reproduit, non sans que Carl Bildt, lui aussi, donne aux Serbes comme principale garantie de sécurité ma présence et celle de mes troupes.

Je réitère à son attention, le propos que j'ai tenu à ce sujet à Kofi Annan.

En cette fin de journée, il me semble, au bilan, que le pare-feu commence à être bien mis en place : la dynamique de confiance est amorcée chez les Serbes, la question des garanties internationales est désormais posée au plus haut niveau et les Bosniaques me paraissent sous contrôle.

Il me reste à poursuivre chez les Serbes.

Hadzici et Vogosca sont en effet deux bourgs très sensibles et il est très important que, localement, j'aie les contacts que j'ai pris à Ilidza et Grbavica.

Ce sera chose faite le 1er décembre, le matin à Hadzici, l'après-midi à Vogosca.

Les entrevues sont très longues, lourdes d'intensité dramatique et j'ai, à chaque fois, à reprendre toute ma pédagogie, désormais bien rodée. Leur relation par le menu ne serait pas sans intérêt, notamment pour les arguments présentés par les Serbes.

Mais, je ne le sais pas alors, ce seront mes derniers entretiens avec ceux-ci, et ils n'apporteront donc rien à la poursuite d'un processus qui, pour ce qui me concerne, allait être brutalement interrompu.

En effet, la veille, j'avais inscrit à l'agenda une séquence que je voulais significative dans l'indispensable sensibilisation des médias aux événements en cours, à leurs enjeux, à la part que nous y prenions et au rôle que l'information devait y jouer.

A 8h, un petit déjeuner de presse est organisé au PTT Building pour cela.

Ce faisant, j'entrais sur ce que je n'imaginai pas alors devoir être un champ de bataille, celui de la guerre de l'information. L'engagement allait être bref, mais d'une rare violence.

La guerre de l'information : l'hallali.

Le 30 novembre à 8h15, je rejoins les journalistes pour un exercice que j'avais déjà pratiqué à plusieurs reprises. J'en attends que l'information à laquelle je vais me livrer, cartes sur table, contribue à éclairer les correspondants des organes de presse conviés et, à travers eux, l'opinion, notamment française.

Pour cette fois, cette rencontre revêt une acuité particulière.

En effet, non seulement je veux délivrer les messages que j'ai identifiés comme déterminants pour contribuer à l'avènement d'une paix véritable, mais, de surcroît, il me paraît nécessaire d'anticiper une probable concrétisation de la rumeur qui, dit-on, court parmi les correspondants de presse : les Français, derrière leur général, seraient très engagés auprès des Serbes, sous-entendu, des extrémistes.

Il me faut, sur ce sujet, exposer clairement aussi bien la problématique que les réponses que nous lui donnons, pour donner à comprendre les objectifs et le sens de notre action.

Pour cela, ma cible principale est le correspondant du Monde, Rémy Ourdan, que j'ai déjà pu recevoir et dont j'ai bien identifié une empathie prononcée avec la cause bosniaque.

On peut le comprendre : pratiquement dès l'origine, il a partagé les rigueurs du siège et il entretient des relations de grande proximité avec nombre de représentants de la population locale.

Que cela l'ait conduit à maintes reprises à faire porter le doute sur l'impartialité des soldats français est difficile pour nous ; en effet, à Sarajevo comme ailleurs, Le Monde est considéré comme la voix de la France. Il va donc falloir que je me montre convaincant vis-à-vis de lui.

Parmi les autres journalistes conviés, Jean Hatzfeld, lui aussi, est très engagé sur le théâtre. Il l'a payé d'une blessure grave qui l'a laissé amputé d'une jambe. Sa présence, en tant que correspondant de Libération, est importante.

Celle d'Eric Biegala, pour Le Figaro, l'est non moins, au titre de l'un de nos plus grands quotidiens nationaux.

En plus de ces trois-là, qui figurent sur la liste que me présente le lieutenant-colonel Brière, je ne porte qu'une attention distraite à un inconnu, Christian Lecomte, pour Ouest-France ; il a été convié car il réclame depuis longtemps une interview que je n'ai jamais eu le temps de lui accorder.

On imagine aisément le propos que je tiens à mes invités : il reprend, pour l'essentiel, tout ce qui a été développé dans les pages précédentes, avec une grande transparence, hormis, on le comprendra, pour ce qui concerne la recommandation faite aux Serbes de se dégager de la tutelle de Pale et des Mladic ou Karadzic.

Je sais par expérience que le propos passe d'autant mieux qu'il est exprimé avec naturel, et même à l'emporte-pièce, quitte à en appeler au « off the record » pour ce qui concerne sa restitution par des professionnels avertis.

C'est exactement ce qui se passe pour deux réponses que je fais aux questions posées.

Pourquoi tant de précipitation ? « *Holbrooke n'avait qu'un objectif : obtenir coûte que coûte un accord pour servir les intérêts électoraux du président américain.* »

Pourquoi les Français n'ont-ils pas réagi ? « *En d'autres temps, de Gaulle aurait claqué la porte* » !

J'ai dû accompagner ce dernier raccourci d'une considération sur des temps qui avaient changé pour notre capacité à affronter l'Amérique ...

Il est plus de 9h et il est temps de lever la séance.

C'est Jean Hatzfeld, je crois, qui me demande alors : « *Tout ce que vous venez de nous dire là, on peut le répercuter ?* ». Ma réponse est directe et sans ambiguïté : « *Vous imaginez bien que mes propos n'ont pas été tenus pour que vous les gardiez pour vous. Cela dit, vous êtes de grands garçons, vous connaissez la règle, je vous demande de lisser tout ça. J'aurai à travailler avec les Américains et je ne veux pas d'ennuis avec eux. Pas plus que je n'en veux avec ma hiérarchie politique...* ».

Ayant serré la main des uns et des autres pour reprendre mon marathon, j'ai le sentiment d'avoir fait le maximum de ce que je pouvais faire vis-à-vis de mes interlocuteurs : leur donner toutes les clés pour comprendre et restituer notre action en cours et ses enjeux.

Je sais évidemment que l'esprit humain est ainsi fait qu'il ne recherche généralement dans ce qui lui est présenté et même dans la réalité que la vérification de ses a priori. C'est pourquoi je n'attends pas chez le correspondant du Monde je ne sais quelle conversion, mais au moins aurai-je peut être limité les dégâts...

Le premier coup va venir d'où je ne l'attendais pas.

Dans son édition du 1er décembre, Ouest-France titre sur quatre colonnes : « *A Dayton, de Gaulle aurait claqué la porte* ». L'auteur, Christian Lecomte, traduit l'ensemble de mon intervention sans rien en retrancher des propos les plus abrupts, comme une interview, en ouvrant les guillemets. C'est d'ailleurs signé « *Recueilli par...* ».

Non content de cette transgression des usages, il ne fait pas de doute, compte tenu de la fidélité de la transcription, qu'il y a eu enregistrement, sans qu'on ait eu l'élégance d'en solliciter l'autorisation.

Jusque-là, si ce n'est une réprobation morale de ma part, je n'en suis pas autrement ému, dans la mesure où, au-delà des propos à l'emporte-pièce qui n'étaient pas destinés à l'exportation, l'article traduit l'essentiel du message que je voulais faire passer, sans interprétation tendancieuse.

Cela devient plus difficile lorsqu'on me montre une dépêche AFP qui reprend la substantifique moelle du brûlot, sans omettre les propos qui auraient dû être « lissés ».

Le correspondant de l'AFP à Rennes avait en effet cru bon, à la lecture matinale du quotidien régional, d'en faire profiter la planète entière. Je pressens dès lors que cela n'allait pas être sans répercussions outre-Atlantique et, par voie de conséquence, à Paris, à Sarajevo et ailleurs...

Ce coup de semonce aurait sans doute été gérable si Le Monde, dans son édition du 2 décembre, donc disponible dès le 1er après-midi, n'avait publié, là aussi sur quatre colonnes, la contribution de Rémy Ourdan.

Elle ne fait pas, pour l'essentiel, référence à mes propos, mais dès le titre, je comprends que j'aurais pu faire l'économie de l'invitation de l'auteur à petit-déjeuner.

Je dois dire en effet que je reçois un coup à l'estomac en lisant, dans le fax qui m'est adressé : « *Les officiers français de la Forpronu ont pris le parti des extrémistes serbes de Sarajevo* ».

L'introduction en gras en rajoute dans ses derniers mots : « *...Devenus les porte-parole de ces extrémistes, les militaires français encouragent de fait la résistance aux accords de paix de Dayton.* »

L'affirmation traduisant l'exact contraire de l'action que nous menons, je me dis qu'une telle outrance ne résistera pas à la contre-offensive que nous allons devoir engager.

Mais, à lire le corps du texte, je constate que l'auteur étaye la thèse annoncée ab initio en subvertissant systématiquement tout ce que nous faisons. La clé apparaît in fine : les populations serbes pour lesquelles nous réclamons des garanties ne sont composées, pour l'essentiel, que de « *voyous* » et de « *tueurs* » ...

Tout se passe comme si les malheurs des Bosniaques et notamment des malheureux assiégés de Sarajevo trois ans durant, disqualifiaient toute attention portée aux populations serbes, considérées, en bloc, comme criminelles.

C'est très exactement la perception des extrémistes bosniaques, dont, depuis des semaines, j'attendais qu'elle soit corrigée par l'appel aux médias à pénétrer la zone serbe.

Il faudra attendre, à quelque temps de là, que l'on exhume des cercueils à Blazuj pour accompagner l'exode, pour que l'on comprenne ce qu'il en était. Je ne sais pas ce que le correspondant du Monde en a alors pensé.

Cet article du Monde, faisant suite à l'accroche par la dépêche AFP de Rennes, va incendier l'infosphère.

Remarquons que l'autre quotidien national, Le Figaro, accompagne à sa manière cette thèse dans son édition du même 1er décembre. L'article signé Eric Biegala serait plutôt bon : non seulement il est fidèle à mes propos, mais il les a « lissés ».

Mais comment peut-il conclure : « *Le général espère que des propositions pourront être faites durant la conférence de Londres, les 8 et 9 décembre, pour éviter l'exode serbe...Ce faisant, il emboîte le pas au leader serbe Radovan Karadzic qui, lui aussi, demandait pour Sarajevo, des aménagements au plan de Dayton.* » ?

A vingt ans de distance, mesure-t-on bien, dans l'un et l'autre cas, la nature, difficile à qualifier, d'une inconséquence qui aurait pu être meurtrière pour nos centaines d'hommes sur les lignes de confrontation, dans le climat de haine qui régnait alors ?

Il semble qu'une telle inconséquence -le mot étant employé par euphémisme- soit, hélas, une spécificité française.

Mais la télévision n'est pas en reste.

Au 20h de TF1, j'en prendrai connaissance à mon retour, la présentatrice, Claire Chazal, sur le thème « *Que se passe-t-il à Sarajevo avec ce général dont on louait l'action ?* », n'hésite pas à montrer successivement deux images : la première me voit à la sortie de Grbavica, caractérisant l'évolution potentiellement dramatique de la situation¹⁴¹. La seconde, qui suit immédiatement, montre Mladic haranguant ses troupes, sans traduction. La preuve est faite par l'image : il y a collusion.

Encore n'en sommes-nous qu'au départ de feu. En rebond sur l'article du Monde, deux dépêches successives de l'agence Reuter, les 2 et 3 décembre, entraînent un embrasement général.

A les croire, dès l'origine du siège de Sarajevo, la cohérence est établie de bout en bout : les troupes françaises, les plus nombreuses sur le terrain, favorables aux Serbes et hostiles aux Musulmans, porteraient une terrible responsabilité dans ces années de malheur.

Les actions menées par le général commandant le secteur de Sarajevo depuis l'annonce des accords de Dayton, auxquelles s'ajoute la demande de garanties pour les Serbes par le président Chirac, ne seraient ainsi que l'aboutissement logique d'un processus engagé de longue date.

Il en résulte, aux Etats-Unis, une campagne de presse d'une violence sans pareille, notamment à mon encontre. Le président Clinton, m'a-t-on dit, exige mon rappel, contactant au téléphone le président français, alors en voyage au Gabon.

Celui-ci m'adresse un message-je n'en ai malheureusement pas gardé trace-, me disant qu'il me garde toute sa confiance.

C'est bon pour le moral, mais le communiqué de presse du ministère de la Défense, dès ce 1er décembre est lénifiant : mes propos « *ne reflètent pas la position du gouvernement* » ; on pouvait le penser !

Le lendemain 2 décembre, j'interviens au point de presse du matin avec une déclaration que je lis en français puis en anglais.

Elle s'articule en cinq points dûment spécifiés.

Le premier exprime mon « *profond regret* » que mes propos -je fais référence au petit déjeuner de presse rapporté par Ouest-France- aient pu être interprétés comme ils l'ont été. Les autres points caractérisent l'esprit et les axes de notre action.

Cette déclaration, bien relayée par les médias anglo-saxons, n'a été retransmise, par TF1 et Antenne2, que pour son premier point, pouvant ainsi donner à croire que les allégations infamantes « *d'engagement aux côtés des extrémistes* » étaient fondées.

Le même 2 décembre, un communiqué du représentant spécial du secrétaire général des Nations-Unies, Kofi Annan, se termine par cette phrase : « *I have full confidence in General Bachelet and hope that this incident will now be regarded as closed.* »¹⁴²

J'ai précieusement gardé ce « statement » -ça aussi, c'était bon pour le moral-, mais il n'a eu aucun écho et on n'en a jamais parlé en France.

J'expérimente ainsi, d'emblée, que lorsque se lève une tempête médiatique, la brise subtile de la vérité est irrémédiablement balayée par la violence de l'air du temps dominant. Mais je ne

¹⁴¹ Sur ce thème, le propos que j'ai tenu, selon lequel « *les Serbes considèrent qu'ils n'ont d'autre choix que la valise et le cercueil* », est systématiquement tronqué comme si cette alternative était ma propre appréciation.

¹⁴² « *J'ai une totale confiance dans le général Bachelet et j'espère que cet incident sera désormais considéré comme clos* ».

veux pas en convenir : je suis convaincu que la vérité ne peut que s'imposer, puisque c'est la vérité, attestée par une multitude de témoins, en nombre et en qualité...

Avec les Bosniaques, je peux mesurer, lors d'une rencontre avec le ministre Muratovic -lui qui me concédait encore le 8 novembre « *Les Français ont fait des miracles à Sarajevo* » - combien l'article du Monde fait des ravages.

Pour autant, le conseiller spécial du président Izetbegovic, Kemal Muftic, demande à me voir. Nous avons un long entretien en tête à tête le 3 décembre. L'échange est franc et ouvert, sur les conditions à réunir pour que s'instaure une paix véritable dans ce malheureux pays.

Nous parlons évidemment de la crise en cours, mais je remarque qu'il traite cela comme une bulle médiatique qui n'affecte en rien la profondeur et la richesse de notre échange.

Celui-ci sera sans lendemain : ce sera ma dernière rencontre en tant que commandant du secteur de Sarajevo sur la terre de Bosnie-Herzégovine.

En effet, le 4 décembre, tôt le matin, j'ai au téléphone le général X..., chef du cabinet militaire du ministre de la Défense. Je suis pour ma part toujours sur la ligne qu'il y a une vérité et qu'il ne dépend que de nous de démasquer l'imposture.

J'y suis encouragé par une multitude de témoignages.

Parmi ceux-ci, j'attache un prix particulier à celui du général de Lapresle me disant au téléphone « *En vous rasant, vous pourrez vous regarder dans la glace sans rougir* ».

La rencontre fortuite du père Kalka dans les couloirs du PTT Building, à l'heure même du déclenchement de la crise, y fait suite pour m'encourager à faire front.

Je pense aussi à un mot manuscrit adressé par fax le 3 janvier par le général Janvier : « *...je tiens à vous exprimer mon chaleureux soutien et ma très vive estime...* ».

Un appel téléphonique de l'amiral Delaunay, depuis l'Elysée, ne le cède en rien.

Enfin, en contre-point des errements de la presse rappelés ci-dessus, un article signé Jean Guisnel, dans Libération, peut aussi me faire chaud au cœur. Il ne porte pas sur le fond, mais il marque une prise de distance courageuse par rapport à ses collègues.

Mon ancien, le général X..., est, quant à lui, lénifiant. Je ne sais plus comment il me dit qu'il est souhaitable qu'on me voie à Paris, mais cela se termine par : « *D'ailleurs, un avion vient te prendre ce matin...* ».

L'analyse que je fais alors de la situation avec Cambournac me conduit à mettre deux fers au feu.

Je vais évidemment prendre cet avion pour Paris. Arrivé là, je ne doute pas d'obtenir gain de cause et je serai donc de retour dans les meilleurs délais.

Mais je ne peux pas écarter l'hypothèse où je serais relevé définitivement. Il faut donc aussi s'y préparer.

Cambournac a toutes les clés en mains et je n'ai pas de doute quant à sa capacité à gérer cette danse sur un volcan durant mon absence, qu'elle soit temporaire ou définitive.

En parallèle de la nécessaire maîtrise des lignes de confrontation et des mesures à prendre, à la fois pour le passage à l'IFOR et pour la mise en œuvre des accords dès qu'ils auront été signés à Paris, il est un dossier auquel je lui demande de rester attentif, celui de nos pilotes prisonniers.

En effet, il n'est pas une de mes entrevues avec les Serbes qui ne se soit pas terminée par un rappel insistant à ce sujet.

Un élément nouveau était apparu à la mi-novembre : le lieutenant-colonel Caille obtient du colonel Radoljic l'assurance que les pilotes sont vivants ; le renseignement est bientôt complété par la confidence que Mladic en personne les avait fait enlever de l'hôpital où ils étaient traités, pour se les garder comme monnaie d'échange.

Une conséquence s'imposait pour moi : obtenir sans délais, quelque réticence que j'aie eu pour cela, un entretien avec Mladic. Un rendez-vous dans la région de Rogatica avait dès lors été convenu, me semble-t-il pour le 3 décembre.

Eu égard aux circonstances post 1er décembre, une rencontre avec Mladic aurait alimenté le procès inique qui m'était fait. Je l'avais donc annulée...A Cambournac de suivre le dossier.

Comme on le sait, sans que cela ait eu un lien avec ce que nous avions engagé, les pilotes seront finalement libérés le 12 décembre à Zvornik et c'est au chef d'état-major des armées, le général Douin, qu'il reviendra de se prêter à la mise en scène d'une poignée de mains échangée avec Mladic.

Un lien fantasmagorique et récurrent allait être établi entre l'action que je menais à la suite de l'annonce des accords de Dayton, et surtout avec leur interprétation infamante, et l'affaire des pilotes.

Il y aurait eu en arrière-plan un pacte secret conclu avec Mladic.

Rien de tout cela n'a quelque fondement que ce soit.

Au plan matériel, mon départ sous hypothèque me conduit à prendre quelques précautions.

Il en est une qui me paraît devoir s'imposer.

En perspective du départ de Louis Fortin, j'avais présélectionné un jeune officier de l'état-major, le capitaine Bruno Gardy, pour prendre la suite comme « military assistant ».

Indépendamment de ses évidentes capacités, le fait qu'il ait été un officier alpin, ce qui créait entre nous une proximité, avait contribué à mon choix. Cela se traduisait pour lui par une prolongation de séjour ; il y avait néanmoins un obstacle : sa désignation pour suivre prochainement le stage des capitaines. Avec son accord, en dépit du fait, par ailleurs, qu'il venait tout juste d'être père pour la troisième fois, j'avais obtenu de la direction des personnels qu'il soit dispensé de ce stage, eu égard à l'expérience irremplaçable qui allait s'offrir à lui.

Les choses étant désormais ce qu'elles sont, je décide de l'embarquer avec moi. Si d'aventure je ne devais pas revenir, il me paraît moralement s'imposer de faire en sorte que, pour Bruno Gardy, soit rétabli le cours normal des choses, à la fois pour sa carrière et pour sa vie de famille.

C'est bien en effet une sorte de contrat personnel qui nous lie.

C'est ainsi qu'après m'être contenté de serrer quelques mains, en ce 4 décembre, j'embarque avec le capitaine Gardy dans un TBM 700 qui va nous ramener à Paris.

A Paris, « seul le président... »

Dès mon arrivée boulevard Saint-Germain, siège à la fois du ministère de la Défense, de l'état-major des armées et de l'état-major de l'armée de terre, n'ayant pas pris rendez-vous, je tente ma chance auprès du patron de cette armée de terre, le général Monchal, dont j'ai été deux ans l'un des sous-chefs d'état-major et auquel me lient des rapports confiants.

Dans ma mission du moment, je ne lui suis pas subordonné mais je sais le rôle qu'il a joué pour ma désignation. Il ne me paraît donc pas extravagant de lui réserver mon premier compte-rendu de vive voix.

Chance, il est là et peut me recevoir sur-le-champ.

Je le vois plus accablé que moi.

Passé un moment d'échanges où je peux lui expliquer succinctement ce qui s'est passé et lui caractériser la situation que j'ai laissée à Sarajevo, il laisse tomber : « Avec le potentiel que vous aviez, jamais je n'aurais dû vous envoyer là-bas ! »

Nous nous connaissons bien et il n'est sans doute pas étonné de ma réplique : « *Voulez-vous suggérer, mon général, que pour occuper de hautes responsabilités, il faut ne pas avoir couru de risques auparavant ?* ».

J'ai oublié la suite, mais le général Monchal, en cet instant, pensait manifestement que la trajectoire de carrière sur laquelle il avait contribué à me placer s'était brusquement infléchie... Pour moi, l'avenir, c'est alors essentiellement l'évolution de la situation à Sarajevo et mon devenir immédiat pour y faire face.

Je quitte le bureau du chef d'état-major de l'armée de terre pour, à l'étage supérieur, venir me présenter à mon autorité d'emploi opérationnel du moment, le chef d'état-major des armées, le général d'armée aérienne Douin.

Il me paraît en effet normal, avant de rejoindre l'hôtel du ministre, de l'autre côté de la cour, où m'a convié son chef de cabinet militaire, de venir rendre compte des événements récents et de la situation dans le chaudron de Sarajevo, qui défraie la chronique.

Au moment où je vais pousser la porte du vestibule qui donne accès au bureau du général Douin, celui-ci surgit devant moi.

Avant même que j'aie pu dire quoi que ce soit, il lance : « *Comment ! Mais vous êtes là ?* ». Je comprends alors qu'au cabinet du ministre, on n'avait pas jugé bon d'informer le chef d'état-major des armées de mon rappel « pour consultation ».

D'ailleurs, notre conversation entre deux portes se limite à l'information, que je lui donne, de mon rendez-vous imminent à l'hôtel de Brienne.

Le général Douin ne semble pas autrement troublé, pas plus que curieux d'en savoir plus. Il est vrai que j'ai surgi à l'improviste.

Je me rends d'abord au bureau du chef de cabinet militaire du ministre qui occupe le rez-de-chaussée d'un petit bâtiment perpendiculaire à la façade de l'hôtel de Brienne, en arrivant depuis l'état-major. J'ai la surprise et le bonheur d'y retrouver le général de Lapresle, de passage.

Face à nous, le général X... est entouré d'écrans de télévision où passe l'information en boucle, de LCI à CNN en passant par Euro News.

On baisse le son et je peux exposer ce qui reste ma conviction, soit, en substance : « *Je suis là pour faire valoir la vérité et celle-ci ne peut que balayer les malfaisances en cours...Par ailleurs, la situation, là-bas, réclame mon retour sans délais* »

Le regard que me jette mon ancien X..., assorti d'un soupir, devrait me faire comprendre quelle naïveté est la mienne...

Sur l'insistance du général de Lapresle, il finit par se prêter à la rédaction d'un projet de communiqué visant à démentir formellement les allégations d'« engagement des officiers français aux côtés des extrémistes ». Le résultat est indigent.

Allons, il faut aller voir le ministre.

Je ne sais plus si l'entrevue a lieu dans son bureau, mais, dans mon souvenir, je le vois assis de travers dans un fauteuil, son directeur de cabinet, monsieur Chaussende, debout dans l'embrasure d'une porte.

Des propos que tient monsieur Millon, je ne retiens qu'une phrase, car elle est insolite en ces circonstances et néanmoins réitérée : « *C'est c... ça...* »

Peut-être ai-je fait le point de situation, redit ma confiance dans le pouvoir de la vérité et rappelé mon souhait de rejoindre mon poste au plus tôt.

Tout cela s'est perdu dans ma mémoire pour laisser intact le mot final du ministre : « *Mais, mon général, seul le président peut prendre la décision, et nous avons un conseil restreint*¹⁴³ demain. »

Sur ces mots qui me rappellent étrangement ce jour de début août, il y a semble-t-il une éternité, où nous étions ensuite partis de concert à l'Élysée, le ministre nous quitte.

Le directeur de cabinet est quant à lui plus curieux et nous avons une conversation de fond qui me montre qu'il a parfaitement saisi la situation.

Quoi qu'il en soit, il faut attendre le conseil restreint du lendemain.

Nous prenons congé et je quitte l'hôtel de Brienne.

Avant de nous quitter au sortir du bureau du général X..., le général de Lapresle m'avait convié à dîner en soirée, « sur le pouce ». J'avais accepté d'enthousiasme, dans la perspective de me retrouver en compagnie d'un homme avec qui j'avais tout à partager en confiance.

L'heure venue, une marche méditative me conduit de la montagne Sainte Geneviève, où j'ai retrouvé ma chambre, jusqu'au boulevard Latour Maubourg où se trouve l'appartement de l'inspecteur général des armées qu'est le général de Lapresle, concurremment avec ses fonctions temporaires de conseiller de Carl Bildt.

Mes pensées oscillent entre deux pôles : la situation à laquelle mes vaillantes troupes sont confrontées là-bas, et le triomphe à venir d'une vérité dont je ne doute pas qu'elle puisse s'imposer.

Nulle place alors pour quelque autre préoccupation que ce soit¹⁴⁴.

La soirée est ce que j'en attendais, non seulement par les riches échanges, apaisants pour moi, que j'ai avec mon hôte, mais aussi par la présence de son épouse, qui ne lui cède en rien en qualité humaine, en symétrie féminine qu'elle est de celui dont elle partage la vie.

Nous en sommes à l'apéritif quand le général me dit : « *Allons ! Tout ne va pas si mal ; j'ai là un document où figure votre nom* ». Joignant le geste à la parole, il me montre quelques feuillets où, effectivement, mon nom apparaît dans la toute dernière ligne. Il y a si peu de place dans mon esprit pour ce dont il s'agit que je mets quelque temps pour comprendre qu'il s'agit de la « liste d'aptitude ».

Ce document, est, de tradition, mythique dans les armées, en tous cas, pour les colonels et pour les généraux. Y figure effectivement une liste, celle des colonels susceptibles d'être nommés généraux de brigade et celle des brigadiers retenus pour être faits généraux de division, et ce, généralement dans l'année à venir. Il n'a aucun caractère officiel et ceux qui y sont inscrits n'en ont connaissance que par confidence orale.

Ladite liste est arrêtée en fin d'année, à l'issue d'un parcours qui, partant du ministère de la défense où elle a été préparée avec le concours des « conseils supérieurs » de chacune des armées, la fait passer au visa du ministère des affaires étrangères, du premier ministre et, pour finir, de la présidence de la République.

Le général de Lapresle m'apprend que celle-là arrive tout droit de l'Élysée et que mon nom y figure pour le grade de divisionnaire, sachant qu'il ne peut pas passer inaperçu puisque, dans mon année de naissance, la plus récente retenue, je suis le seul inscrit, en fin de liste.

Autant que je m'en souviene, cette nouvelle me laisse de marbre, tant elle est étrangère aux lourdes préoccupations dont je ne peux alors pas m'abstraire.

¹⁴³ Autour du Président de la République, chef des armées, se tiennent régulièrement des « Conseils de Défense » regroupant tous ceux qui ont à en connaître. En période de crise, ce type de réunion peut être organisée, parfois quotidiennement, en périmètre restreint, d'où le nom de « conseil restreint ».

¹⁴⁴ Qui m'eût dit alors que, sept ans plus tard, les lieux mêmes vers lesquels je me dirigeais seraient ma propre résidence en tant qu'inspecteur général des armées, à mon tour ? La vie est plus imaginative que la fiction...

En fait, je ne mesure pas que je ne saurais trouver meilleur signal, au-delà de la tempête médiatique et des concessions politiques qui lui sont faites, d'un soutien du chef des armées, le Président de la République en personne, à mon égard.

Il est vrai que je ne saurai que quelques semaines plus tard, par des confidences d'un niveau averti, comment cela s'était passé.

Lorsque se lèvent les vents tempêteux me concernant, « la liste » est à l'Elysée. Le secrétaire général, Dominique de Villepin, prenant acte d'un élément nouveau discordant, raye ce nom qui fait désordre. Encouragé en ce sens par son chef d'état-major particulier, l'amiral Delaunay, le Président le rétablit...

Jacques Chirac m'avait fait savoir qu'il me gardait toute sa confiance ; il me l'a prouvé, en homme de cœur et de tripes qu'il était, de surcroît bien au fait de la réalité de la situation.

Il est clair pour autant que le caractère ultra confidentiel de cette nouvelle ne corrige en rien la campagne infamante à mon encontre.

Lorsque la mesure me concernant trouvera à se concrétiser, l'année suivante, assortie d'un commandement flatteur, puis, au fil des années d'une ascension jusqu'au plus haut niveau de la hiérarchie, il n'y aura, pour certains, d'autre explication possible que l'appartenance à l'un de ces réseaux occultes dont les obsédés du complot pensent qu'ils mènent les affaires¹⁴⁵ ...

Dans l'immédiat, rien de changé à ma situation de lourde expectative, tempérée par la chaleur humaine de la soirée boulevard Latour Maubourg.

La journée qui suit se passe en visites diverses, dans l'attente des suites du fameux conseil restreint.

Nul signe ne m'est fait, ni du cabinet du ministre, ni de l'état-major des armées.

Je décide de laisser passer la nuit pour, le lendemain matin, m'enquérir des décisions prises.

Le chef de cabinet du général Douin, à qui je demande de m'introduire auprès de son chef m'objecte que je n'ai pas rendez-vous. J'insiste et obtiens gain de cause.

Le chef d'état-major des armées semble surpris par mon irruption : « *Oui, que voulez-vous ?* ». On imagine aisément ma réponse.

« *Ah oui ! Effectivement on a parlé de vous ; il faut que je vérifie* », réplique alors mon interlocuteur.

Il se dirige vers l'armoire forte qui occupe un pan de mur de son bureau et en extrait un carnet de notes, qu'il consulte. « *Voyons...qu'a dit le président ? ...il a dit : je crois hélas que nous ne pourrions pas renvoyer le général Bachelet à Sarajevo.* »

Ainsi me fut signifiée ma fin de « mission impossible ». Elle allait être effective le 10 décembre.

Les deux jours qui suivent, je mets mes affaires en ordre.

J'écris une lettre à chacun de ceux qui constituaient mon environnement proche, sans omettre le général Rupert Smith et j'établis une feuille d'appréciation pour ceux qui étaient directement sous mes ordres, notamment les chefs de corps.

Ayant rendu compte au général Monchal, qui redevient mon chef à part entière, j'obtiens de lui la « permission » qui va me permettre de passer Noël et Nouvel An en famille.

Rendez-vous en janvier 1996.

¹⁴⁵ Il est vrai qu'il faut bien expliquer le parcours improbable d'un fils de modeste paysan, orphelin de père à l'âge de trois mois, de surcroît quasi ressuscité de ce qui pouvait apparaître comme un naufrage.

Du TGV qui me conduit vers mes montagnes de Haute-Savoie, mon regard contemple l'horizon de l'Auxois et du plateau bourguignon ; il se perd au-delà de leurs vastes espaces de prairies, couronnés de monts aux sommets boisés comme autant d'oppidum gaulois.

Je quête la proximité de l'Autunois quand nous tangentons les lourds reliefs du Morvan.

Je me laisse gagner par l'émotion quand apparaissent les coteaux du vignoble, ses villages nichés dans les vallons, l'horizon qui se dégage au pied, loin sur la plaine de la Saône et, au-delà, les monts du Jura.

Ma rêverie rejoint celle, bien loin, qui me berçait lorsque le petit enfant de troupe que j'étais rejoignait Autun, une fois par trimestre, par l'autobus poussif dans lequel j'étais monté à Beaune.

L'ai-je bien servie, cette France qui pouvait, à divers titres, alors occuper cette rêverie d'antan ?

Allons ! Le terrible sentiment d'injustice qui m'étreint à la pensée du procès inique qui m'est fait n'est qu'un épiphénomène. La vérité triomphera.

Certes, là-bas, dans la cuvette de Sarajevo, les jours à venir sont lourds d'incertitude, pour tous les pauvres gens, de tous bords, qui sont les victimes de la malignité, du cynisme et de la sottise des hommes, et pour nos soldats sur les lignes de séparation.

Au-delà de ce pas difficile à franchir pour la mise en œuvre des accords, les fractures de la Bosnie-Herzégovine seront hélas confortées, dans une funeste logique de cohabitation suspicieuse si ce n'est haineuse des « entités ».

Mais il restera, pour l'histoire, que la levée du siège de Sarajevo, après trois années d'atermoiements, a pu être obtenue au moindre coût humain par un usage résolu mais maîtrisé de la force, quand le déchaînement de la violence aurait pu occasionner des bains de sang.

Ainsi des centaines, peut-être des milliers de ces pauvres gens, Bosniaques, Serbes ou Croates, doivent-ils la vie aux décisions que nous avons prises et à l'action que nous avons conduite, nous, les soldats français sous béret bleu, en des circonstances terribles, où tout était possible.

Nous étions alors la France, et nous avons bien mérité d'elle.

EPILOGUE

Plus de vingt ans après que leur sort ait été scellé à la conférence de Paris le 14 décembre 1995, les Bosniaques -puisque c'est ainsi qu'il faut désormais les appeler- vivent dans un pays dont la constitution est unique au monde. Deux « entités » se côtoient en Bosnie-Herzégovine, la Fédération de Bosnie-Herzégovine, réunissant Bosniaques (ex « Musulmans ») et Croates, et la « Republika Srpska », chacune dotée de ses propres organes représentatifs et de sécurité, sous le contrôle de principe d'institutions communes et surtout, sous une quasi tutelle de l'Union européenne.

La séparation sur les lignes tracées par l'accord, en décembre 1995 et dans les semaines qui ont suivi, s'était effectuée sous la surveillance, voire sous la ferme direction des forces de l'IFOR, qui avait succédé à la FORPRONU le 20 décembre.

A Sarajevo, si le processus a pu se dérouler en évitant les scénarios catastrophe, c'est bien très largement grâce à la crédibilité et à la confiance qu'avaient pu acquérir nos bataillons, toujours les mêmes, qui n'avaient fait qu'abandonner leur béret bleu pour leur coiffure nationale.

Les colonels Cambournac, Marengo et Caille, auxquels s'était joint le colonel Moussu, chef de corps du 13^e Bataillon de chasseurs alpins, qui avait relevé le Bat.Inf. 5, étaient toujours à la manœuvre.

S'ils n'ont pu éviter un début d'exode, rendu spectaculaire par l'empilement de cercueils exhumés dans les cimetières, ils ont évité le pire.

La paix est-elle pourtant revenue dans ce malheureux pays ?

Les efforts n'ont pas manqué pour cela, sous de multiples formes : action vigilante du Haut-Représentant de la Communauté européenne, aide économique massive, assistance juridique, poursuite des criminels de guerre¹⁴⁶ ...

Il semble bien pourtant que la fracture reste profonde dans les esprits, non seulement entre les deux « entités », mais aussi au sein de la Fédération : ainsi les Croates ont-ils créé en 2011 à Mostar une assemblée nationale croate, réclamant la création d'une troisième entité.

Ne dit-on pas que, dans certaines écoles réputées mixtes, les classes sont séparées ?

Chez les Serbes, le ressentiment s'entretient d'un sort qui leur est fait qu'ils jugent discriminatoire. Les tragiques événements du Kosovo, en 1999, qui allaient aboutir à l'indépendance de la province, ont été, pour eux, la preuve de ce qu'il y avait deux poids deux mesures.

Enfin l'économie, dont l'essor pourrait favoriser un mieux-être et des relations commerciales apaisantes, reste profondément grevée par les phénomènes mafieux.

Depuis lors, le 11 septembre 2001, le monde a basculé dans ce qui semble une ère nouvelle.

L'attention de la « communauté internationale » s'est détournée des Balkans pour se focaliser sur le Proche-Orient et sur la nébuleuse terroriste.

Pourtant, nous sommes bien dans un même processus : celui des recompositions, qui restent à mener à bien, après la dislocation des empires qui a suivi la Première guerre mondiale voici un siècle, à laquelle s'est ajoutée, trois-quarts de siècle plus tard, celle de l'empire soviétique.

¹⁴⁶ Deux de mes interlocuteurs de l'époque ont dû, à La Haye, faire face à leurs responsabilités, les généraux Milosevic et Krstic. Il est vrai que le premier était l'un des acteurs principaux du siège de Sarajevo et que le second ne peut être exonéré de ce qui s'est passé à Srebrenica. Les poursuites sont légitimes, les sanctions justes. Mais comment le ressentiment des Serbes ne s'alimenterait-il pas, en parallèle, de la mansuétude dont ont pu bénéficier certains de leurs adversaires de l'époque, notamment croates ?

Ce processus de décomposition/ reconstitution affecte à la fois l'empire austro-hongrois et l'empire ottoman pour l'histoire des Balkans, jusqu'à nos jours.

Il est celui du même empire ottoman pour la poudrière du Proche-Orient, épiscentre d'ébranlements désormais planétaires.

Il est enfin celui de l'empire soviétique, pour, après l'immense espérance consécutive de la chute du mur de Berlin en 1989, déstabiliser l'Europe orientale, de la Baltique à la Mer Noire et au Caucase.

Après la Grande Guerre, Anglais et Français avaient été les demiurges de la première reconstitution ; en ont été issus la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, aujourd'hui disparues ; en est toujours issu le puzzle, à son tour en décomposition, du Proche-Orient.

Aujourd'hui, depuis l'implosion de l'Union Soviétique, ce rôle revient aux seuls Etats-Unis d'Amérique, sur tous les fronts, dans les Balkans, au Proche-Orient et en Europe orientale.

Leur intervention en Bosnie, voici deux décennies, était d'abord le fruit d'une impuissance européenne, plus exactement franco-allemande.

Cette impuissance n'était pas militaire, elle était politique : l'Allemagne réunifiée croit alors pouvoir mener sa politique propre en Croatie et en Bosnie, sans concertation aucune avec ses partenaires, au premier rang desquels la France.

On connaît le résultat : le feu aux poudres, le chaos, trois ans de régressions barbares et, pour finir, toute honte bue, l'appel à l'Amérique.

Celle-ci règle le problème à sa façon et, surtout reprend à cette occasion le leadership en Europe, ainsi qu'en témoigne Richard Holbrooke, dans le même temps où l'O.T.A.N., dont on ne voyait plus la justification, redevient indispensable.

Certes, dira-t-on, le problème a été réglé.

Non, il a été gelé.

Encore a-t-on évité le pire dans les modes opératoires, par le seul fait que les opérations au sol¹⁴⁷ échappaient encore au commandement américain.

Lorsqu'on a vécu cela et lorsqu'on en voit, objectivement, le résultat, peut-on se satisfaire que l'Europe, exagérément élargie dans une logique marchande, soit plus impuissante que jamais ? Impuissante avant tout politiquement, pour s'imposer comme pôle de puissance capable d'exister entre les Etats-Unis et la Russie, sans se laisser prendre en otage par ses membres ex-satellites soviétiques qui n'aspirent qu'au protectorat américain.

Il est clair que la France, dans le monde tel qu'il est, ne peut en aucun cas jouer ce rôle à elle seule.

L'Europe, elle, le peut et le doit, pas l'Europe marchande, une Europe puissance.

Il y va, face aux Etats-Unis, non pas d'une alternative, encore moins d'une rivalité, qui seraient hors de portée et stériles, mais de l'impérieux devoir que nous avons de rester maîtres de notre destin, comme toute notre histoire nous y invite.

Pour cela, qui ne voit que le leadership exclusif de l'Amérique, aussi nécessaire a-t-il pu apparaître parfois du fait de nos propres défaillances depuis un siècle, nous expose à toutes les aventures ?

Les Balkans restent le lieu de dangereux bricolages baroques et hasardeux.

Le Proche-Orient, depuis la funeste entreprise irakienne, est le cas d'école d'une politique désastreuse.

¹⁴⁷ Les opérations au sol de l'automne 1995 à Sarajevo ont été marquées par un singulier paradoxe : il est alors revenu à la FORPRONU jusque-là impuissante de faire du « rétablissement de la paix », l'O.T.A.N. « musclée » lui succédant pour conduire le seul « maintien de la paix ».

Nous laisserons-nous entraîner dans la voie tout aussi aventureuse qui ressuscite un ennemi russe à l'est de l'Europe ?

Or, tout l'indique, la géographie, comme l'histoire et la culture, le tronc de l'Europe puissance à venir est franco-germanique, avec un ancrage latin. C'est l'union du Saint-Empire romain germanique et du royaume de France dont les légistes de Philippe le Bel disaient qu'il était empereur en son royaume. C'est l'Allemagne et la France, renforcées de l'Espagne et de l'Italie, car cette puissance doit être méditerranéenne. C'est son ancrage, c'est son avenir.

Il ne s'agit pas de s'affirmer contre l'Amérique, mais de s'affirmer, tout simplement.

Car si nous ne sommes pas une alternative de puissance, nous le sommes quant à la conception de l'exercice et de la mise en œuvre de cette puissance. Nous l'avons vécu à Sarajevo à l'automne 1995 et il s'agit de valeurs de civilisation.

L'Amérique, avec trois siècles d'histoire, a tous les atouts et tous les travers de la jeunesse.

Nous sommes quant à nous, nations des peuples germano latins, dotées d'un héritage plus que millénaire, qui nous fait riches et infirmes à la fois.

Fondés par des Immigrants qui ont souvent fui l'Europe et ses persécutions, les Etats-Unis d'Amérique se jugent porteurs d'un « destin manifeste ». Ils vont créer sur une terre réputée vierge un nouvel Eden. Leur cause est celle du Bien. Qui s'oppose à eux est par voie de conséquence inspiré par le Mal. On ne compose pas avec le Mal, on l'éradique¹⁴⁸.

Cette posture morale se combine sans difficulté aucune avec les intérêts les plus matériels.

Il en résulte une conception et une mise en œuvre de l'action militaire, expression ultime de l'exercice de la puissance, dont la constance est remarquable, depuis les guerres indiennes jusqu'à nos jours.

L'ennemi est le Diable : c'est Ronald Reagan et « l'Empire du Mal » soviétique ; c'est Georges Bush junior, « le diable » Saddam Hussein et « la croisade ».

On ne traite pas avec le diable, on l'annihile.

L'inimaginable régression barbare du nazisme a pu malheureusement justifier une telle philosophie à l'heure où l'Amérique s'est substituée aux nations d'Europe dans le leadership mondial.

Ainsi s'est imposé au monde un modèle de traitement des conflits que, dans la dernière période, la guerre en Irak a poussé jusqu'à l'absurde.

L'engagement militaire commence par l'écrasement de l'adversaire sous un déluge de feu prodigué à distance.

S'il se poursuit au sol, il est placé sous l'impérieux devoir de protéger la vie du soldat américain, avant toute attention aux malheureuses populations.

Le but de guerre est l'annihilation, physique, politique et juridique de l'ennemi.

Sur le terrain, cela se traduit par la haine du « bad guy ».

On en connaît le résultat.

Si pour l'Allemagne et le Japon, il en est résulté une renaissance, sans doute du fait de l'ancrage antérieur d'une riche civilisation, le Viet-Nam, l'Irak, l'Afghanistan, chacun à sa façon, témoignent des sanglants échecs auxquels conduit une conception de la guerre jugée nécessairement inexpiable.

Quant à nous Français, vieux peuple guerrier, nous n'avons pas été exempts de funestes déviations.

¹⁴⁸ Cf. « L'Amérique en armes, anatomie d'une puissance militaire » par Vincent Desportes, Ed. Economica 2002.

Dans ce moment de transgression qu'est la guerre, tout, hélas, est possible, pour peu qu'on laisse libre cours aux sombres pulsions que l'être humain peut receler en lui.

Pour autant, notre héritage philosophique en la matière, celui de l'Occident chrétien, ne souffre pas contestation, c'est celui des antiques « jus ad bellum¹⁴⁹ » et « jus in bello¹⁵⁰ » médiévaux, reformulés à la Renaissance.

Aux termes de ce « droit », la guerre est légitime dès lors que l'autorité qui en décide est elle-même légitime et que l'on a épuisé tout autre moyen d'apporter une solution au conflit, sous réserve que les moyens soient à proportion du péril à combattre et non pas démesurés, sous condition aussi que les dégâts occasionnés ne soient pas supérieurs à ceux que l'on voulait éviter, pour peu, enfin, qu'il y ait des chances raisonnables de succès.

Immense sagesse de ce « jus ad bellum », que beaucoup avaient rangé parmi les curiosités historiques, jusqu'à ce que le 14 février 2003, devant l'assemblée générale des Nations-Unies, Dominique de Villepin, ministre français des Affaires Etrangères, en reprenne l'essentiel-sans peut-être en être conscient- pour disqualifier l'intention américaine d'intervenir en Irak.

Ce choix, qui était celui de Jacques Chirac, a été l'honneur de la France, pourtant alors traînée dans la boue outre-Atlantique. Il nous ramène à nos fondamentaux.

Cette haute référence se complète de règles de comportements, celles du « jus in bello », car la légitimité de l'entrée en guerre ne garantit en rien que celle-ci ne soit pas conduite de façon barbare.

Ainsi s'impose le devoir d'épargner les populations tout comme le respect de l'adversaire, notamment blessé ou prisonnier.

Ces antiques principes, héritage de la chevalerie, souvent enfreints, car telle est l'humaine condition, mais jamais démentis, inspirent de nos jours très exactement les conventions de Genève ou de La Haye adoptées depuis plus d'un siècle ; ils constituent aujourd'hui l'essence de ce qu'il est convenu d'appeler le « droit des conflits armés ».

La doctrine de l'armée française ainsi que le corpus éthique qui préside à la formation de ses membres traduisent cet héritage¹⁵¹.

L'action militaire est caractérisée par l'usage de la force, donc celui d'une capacité à prendre l'ascendant sur l'adversaire, fût-ce au prix de la destruction et de la mort, loin des postures angéliques dont nous avons fait la funeste expérience en Bosnie trois années durant.

Mais cette force ne sera jamais violence déchaînée sauf à trahir la cause même que nous servons : celle d'une France qui se définit largement par des valeurs humanistes sur lesquelles elle a construit son identité.

Lourde responsabilité du chef sur le terrain, pour la mise en œuvre de cette force, dans son équilibre entre une nécessaire efficience et une exigence de maîtrise, face à un adversaire qui peut ne s'interdire aucune violence !

Il n'est pas fortuit que tous les textes en la matière, notamment le « code du soldat », qui traduit tout cela en termes normatifs, aient été élaborés dans les années qui ont suivi le sursaut que nous avons vécu à Sarajevo à l'automne 1995.

Ce sont ces principes qui nous ont alors inspirés, face à l'application brutale d'une doctrine de guerre paroxystique.

Ils demeurent plus que jamais d'actualité.

¹⁴⁹ Droit de faire la guerre, donc de s'engager dans ce mode opératoire, générateur de mort et de destruction.

¹⁵⁰ Droit dans la guerre, qui encadre les comportements.

¹⁵¹ Cf. « Pour une éthique du métier des armes, vaincre la violence » par Jean-René Bachelet, Ed. Vuibert 2006. et « Maîtriser la violence guerrière dans un monde globalisé » par Jean-René Bachelet in Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale 2009.

Les troupes françaises en ont fait à de multiples reprises la démonstration.

Ce n'est pas un hasard si Thonier, le commandant du Bat.Inf.2 sur l'aéroport de Sarajevo en 1995, devenu général, conduit en 2003 à Bunia, au Congo, une opération qui rétablit la situation par un usage maîtrisé de la force, dans un climat de violence déchaînée.

Dernièrement, sur ce registre, les opérations françaises au Mali ont été exemplaires de la mise en œuvre d'une force résolue et efficace, mais toujours maîtrisée.

Nous avons alors apporté la preuve que si nous ne pouvons pas prétendre à une alternative à la puissance américaine, nous sommes à coup sûr porteurs d'une alternative quant à la conception de l'usage de cette puissance. Il y va de nos valeurs de civilisation.

Mais pourquoi faut-il que, dans la dernière période, nous ayons cru devoir, en Lybie, procéder à l'américaine, avec des résultats en tous points semblables à ceux que nous avons déplorés de la part de notre grand allié ? Le chaos actuel outre Méditerranée et la gangrène islamiste au Sahel sont de notre fait.

Pourquoi faut-il aussi qu'un retour dans la structure intégrée de l'O.T.A.N. nous expose précisément aux mises en garde du général de Gaulle qui n'ont pas pris une ride depuis 1966 : ne pas être entraînés dans une guerre que nous ne voudrions pas et refuser tout « protectorat » de qui que ce soit, au nom de notre volonté de rester maîtres de notre destin ?

Cette maîtrise de notre destin passe aujourd'hui par une Renaissance de l'Europe, telle que l'on peut la rêver, qui sera aussi une Renaissance de la France.

Telle est la leçon que j'ai retenue des jours difficiles de l'automne 1995 à Sarajevo, là-même où avait commencé un quasi-suicide de cette Europe voici un siècle.